

Département de la Vienne (86)
Commune de CLOUÉ



Prescription	16/02/2015
Arrêt de Projet	22/06/2018
Approbation	12/04/2019

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire de Grand Poitiers Communauté urbaine pour approbation en date du 12 Avril 2019.

Le Président, M. Alain CLAEYS



PLAN LOCAL D'URBANISME

Pièce I. Rapport de présentation

Volume I. Diagnostic territorial et environnemental, justifications du projet de territoire, analyse des incidences potentielles du projet



Bureau d'études PARCOURS

Maîtres d'œuvres / Urbanisme . Infrastructures . Paysage . Environnement
27 rue de l'Abreuvoir . 79 500 MELLE . Tel : 05.49.27.05.12 . Fax : 05.49.27.05.29
Mail : contact@parcours-ingenierie.fr . Internet : www.parcours-ingenierie.fr

SOMMAIRE

PRÉAMBULE ET PRÉSENTATION DE LA COMMUNE	5
Cadre juridique du Plan Local d'Urbanisme	6
Cadre général du projet	8
Présentation générale du territoire	9
PREMIÈRE PARTIE – ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	17
Contexte géologique et topographique	18
Contexte hydrologique et protection de la ressource en eau.....	22
Contexte climatique.....	29
Analyse paysagère	31
La commune dans les réseaux écologiques nationaux et régionaux	34
Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale	41
Synthèse du fonctionnement du réseau écologique local	60
Gestion des ressources naturelles, développement des énergies renouvelables.....	64
Gestion des risques, pollutions et nuisances	68
DEUXIÈME PARTIE – ANALYSE DE LA POPULATION, DU LOGEMENT ET DE L'ÉCONOMIE	87
L'Homme sur le territoire : contexte historique et archéologique	88
Le patrimoine bâti.....	93
La dynamique démographique	97
L'habitat, le logement et la construction	105
Le tissu économique, les activités industrielles, artisanales et commerciales	116
Les activités touristiques.....	120
Les activités agricoles et sylvicoles.....	122
TROISIÈME PARTIE – ANALYSE DU FONCTIONNEMENT URBAIN DU TERRITOIRE	135
Les équipements et services publics.....	136
les réseaux, la gestion des déchets.....	138
Les communications numériques	143
Les déplacements, les transports et les mobilités	147
L'organisation des espaces bâtis.....	155
Analyse de la consommation d'espace, bilan du document d'urbanisme précédent.....	159
Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis	167
QUATRIÈME PARTIE – CHOIX RETENUS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE	177
Démarche et historique d'élaboration du projet	178
Définition du projet de territoire	180
Mesures de réduction de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.....	185
Justification des choix liés au Projet d'Aménagement et de Développement Durables	191
Justification des choix liés aux Orientations d'Aménagement et de Programmation	199
Justification des choix liés à la délimitation des zones.....	202
Justification des choix liés à la réglementation du droit des sols	217
Justification des choix liés aux servitudes d'urbanisme	217

CINQUIÈME PARTIE – COMPATIBILITÉ AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	225
Contexte réglementaire.....	226
Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou.....	228
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne	232
Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Clain	234
Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes	236
Les Plans Climat-Énergie Territoriaux (PCET)	240
Les autres plans et programmes.....	242
LEXIQUE	247
Lexique des termes employés dans le présent document.....	248

PRÉAMBULE ET PRÉSENTATION DE LA COMMUNE



CADRE JURIDIQUE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Les objectifs généraux de la réglementation sur l'urbanisme sont résumés par les articles L.101-1 et L.102-2 du Code de l'Urbanisme, reproduits ci-dessous.

Article L.101-1 du Code de l'Urbanisme

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le Plan Local d'Urbanisme est régi par le Livre I^{er}, Titre V du Code de l'Urbanisme (articles L.151-1 à L.151-4).

■ CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Plan Local d'Urbanisme comprend sept pièces, numérotées I à VI. Le présent diagnostic territorial et environnemental constitue la pièce I.

Pièce I. Rapport de présentation

(Article L.151-4 du Code de l'Urbanisme)



Le rapport de présentation assure la cohérence de l'ensemble du document, des principes jusqu'aux règles d'urbanisme, en s'appuyant sur un diagnostic territorial et environnemental et en expliquant les choix retenus pour établir le PADD, les OAP et le règlement. Il justifie enfin les objectifs de modération de consommation d'espace fixés dans le document.

Pièce II. Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

(Article L.151-5 du Code de l'Urbanisme)



Le PADD expose le projet d'urbanisme de la commune et définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Pièce III. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

(Articles L.151-6 et L.151-7 du Code de l'Urbanisme)



Dans le respect du PADD, les OAP permettent à la collectivité de fixer, sur certains secteurs ou quartiers ou sur certaines thématiques, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, le cadre de vie et le patrimoine, développer l'habitat, assurer le développement économique ou celui des équipements publics, etc.

Pièce IV. Règlement graphique (plans de zonage)

Pièce V. Règlement littéral

(Articles L.151-8 et L.151-42 du Code de l'Urbanisme)



En cohérence avec le PADD, le règlement et ses documents graphiques (plans de zonage) délimitent les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles et forestières. Ils fixent les règles générales d'urbanisation et rappellent les servitudes qui peuvent grever l'utilisation des sols. Le règlement est opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux ou constructions.

Pièce VI. Annexes

(Articles L.151-8 à L.151-42 du Code de l'Urbanisme)



Les annexes comprennent un certain nombre d'indications ou d'informations reportées dans le PLU, parmi lesquelles les servitudes d'utilité publique, les périmètres au sein desquels peuvent s'appliquer des prescriptions spécifiques, les réseaux d'eau potable et d'assainissement et, globalement, toute information nécessaire à la bonne compréhension des choix faits au PLU.

CADRE GÉNÉRAL DU PROJET

La commune de Cloué est actuellement régie, en matière d'urbanisme, par une Carte Communale approuvée par le Conseil Municipal et par le Préfet de la Vienne en date du 30 Août 2007.

Par délibération en date du 26 Novembre 2015, le Conseil Municipal de Cloué a décidé de prescrire l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

Créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000, le Plan Local d'Urbanisme remplace le Plan d'Occupation des Sols en y intégrant notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Destiné aux communes où sont présents des enjeux territoriaux importants, ce document d'urbanisme est ainsi un projet d'aménagement complet. Il permet de maîtriser le développement urbain (localisation des zones constructibles), de le planifier (phasage temporel) et d'en préciser la qualité (dispositions réglementaires).

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter les trois grands objectifs de gestion spatiale inscrits dans la Loi SRU, complétés par les objectifs généraux inscrits à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme (cf. « Cadre juridique du Plan Local d'Urbanisme » ci-avant) :

- L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé [...] d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part [...]
- La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural [...]
- Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux [...]

■ MOTIVATIONS INITIALES DU PROJET

Les motivations ayant conduit l'équipe municipale à élaborer un Plan Local d'Urbanisme sont les suivantes :

- Le remplacement du document d'urbanisme en vigueur depuis 2007 afin que la commune se dote d'une politique d'urbanisme à moyen et long termes.
- La prise en compte de la Loi n°2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (dite « Grenelle I »).
- La prise en compte de la Loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement (dite « Grenelle II » ou « ENE »).
- La prise en compte de la Loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite « Loi ALUR »).

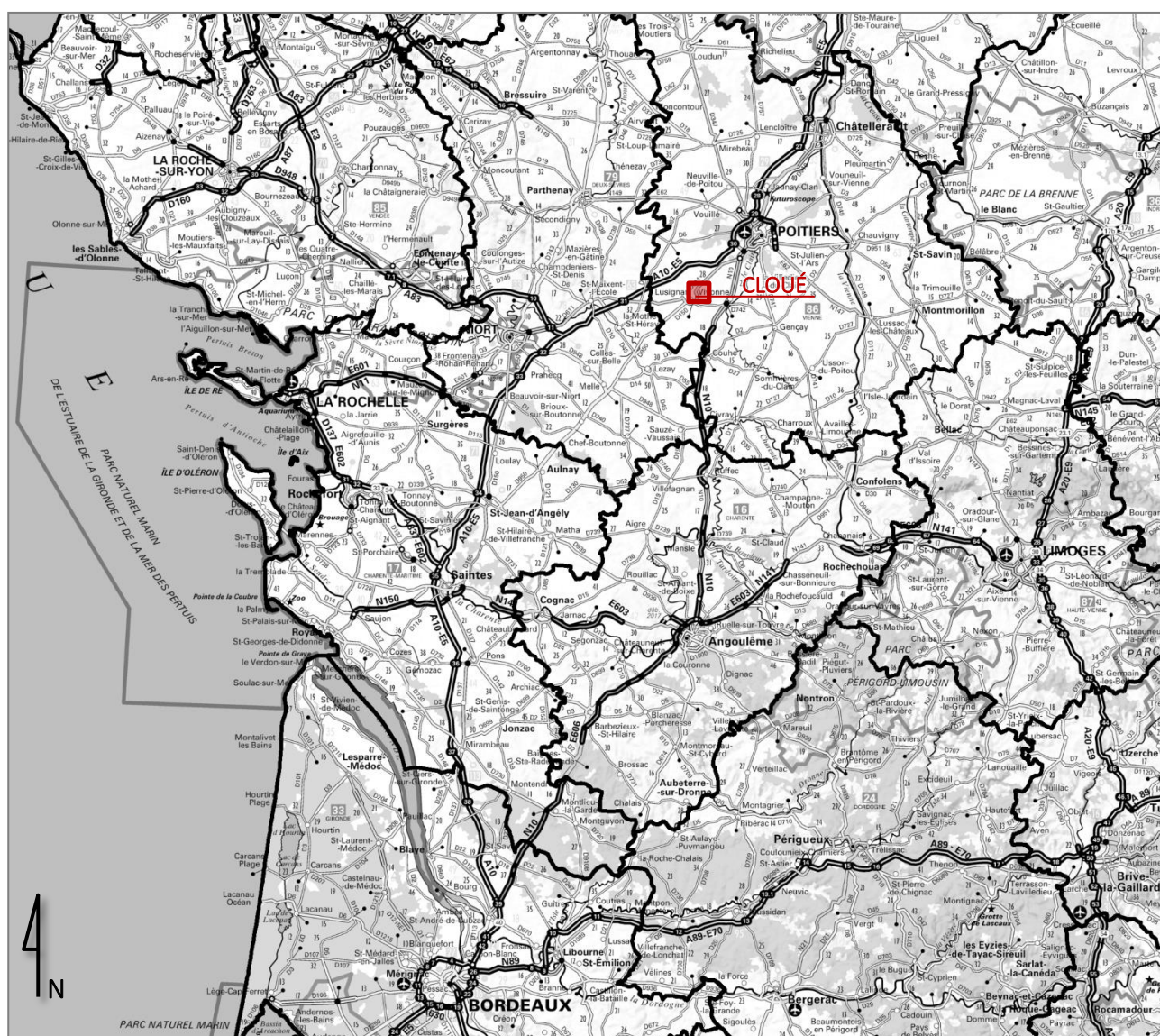
PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE

■ LOCALISATION DE LA COMMUNE

Cloué est une commune de 515 habitants au recensement INSEE de 2014, localisée à l'Ouest/Sud-Ouest du département de la Vienne. La commune appartient à la Région Nouvelle-Aquitaine (depuis le 1^{er} Janvier 2017), à l'arrondissement de Poitiers et au canton de Lusignan (Décret du 26 Février 2014). Depuis le 1^{er} Janvier 2017, la commune fait également partie de l'ensemble intercommunal de Grand Poitiers Communauté urbaine.

La commune est située à 21 kilomètres au Sud-Ouest de Poitiers, chef-lieu du département et ancien chef-lieu de région. Située sur la RD 611 (axe Lusignan/Poitiers) qui marque sa limite Nord-Ouest, Cloué est limitrophe des communes de Celle-l'Évescault, Coulombiers, Marçay et Marigny-Chemereau.

Situation de la commune à l'échelle régionale



Source : SIG Parcours, données IGN SCAN 1000 - Échelle : 1/1 500 000

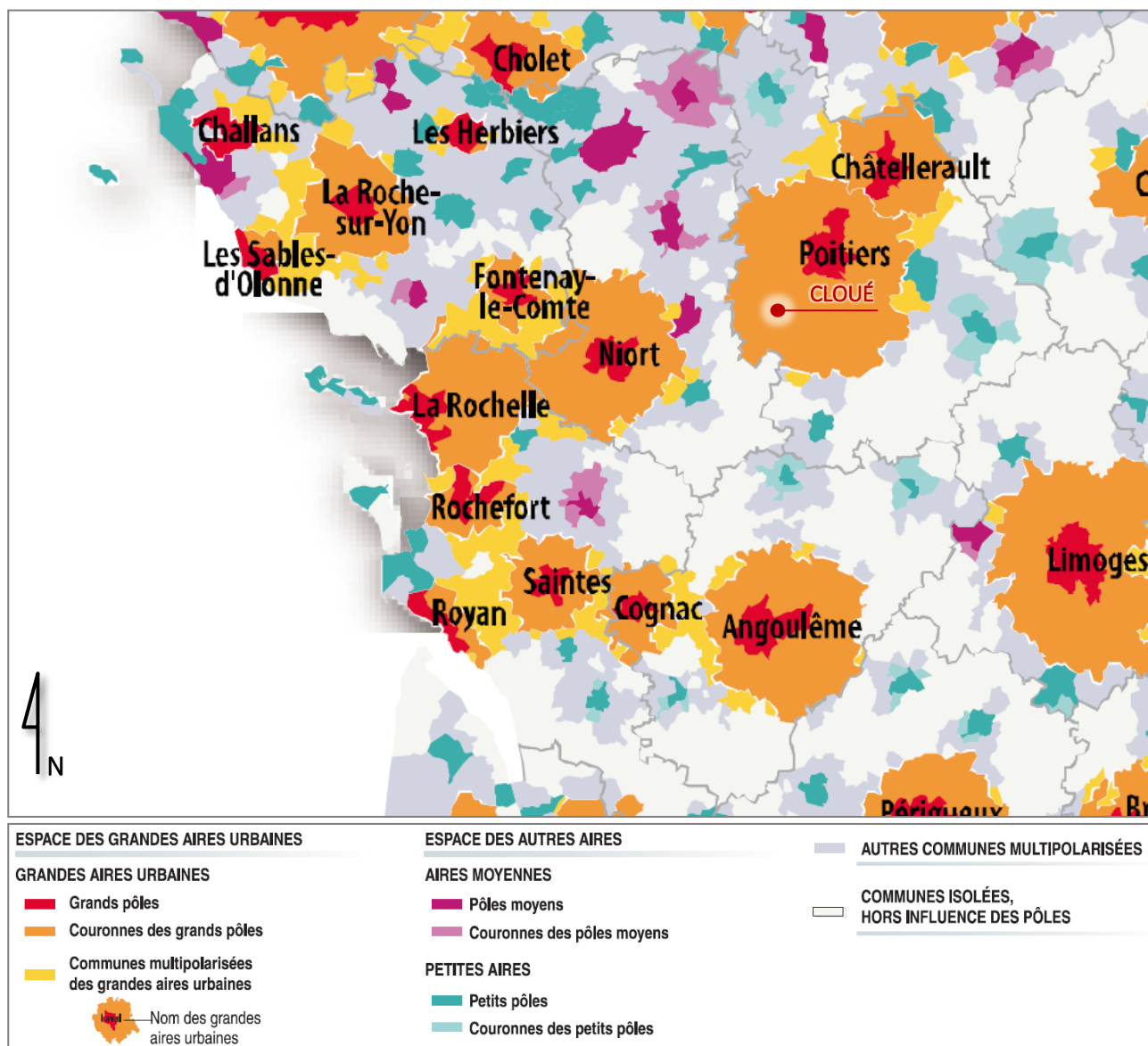
■ FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNE AU SEIN DU TERRITOIRE

La notion d'aire urbaine

La notion d'aire urbaine résulte d'une approche développée en 2010 par l'INSEE. L'objectif du zonage en aires urbaines est de décrire l'influence des villes sur l'ensemble du territoire. Ce découpage est fondé sur l'identification de pôles, unités urbaines concentrant au moins 1 500 emplois, puis sur la délimitation de leur aire d'influence en s'appuyant sur les trajets domicile-travail de la population des communes avoisinantes. Cette approche fonctionnelle du territoire permet d'apprécier l'influence des villes au-delà de leurs limites physiques définies par la continuité du bâti.

Comme l'illustre la cartographie ci-dessous, **Cloué est une commune considérée comme appartenant à la couronne du pôle urbain de Poitiers**. Elle est, de ce fait, au cœur d'un espace périphérique qui couvre cette partie centre-Ouest du département de la Vienne, jusqu'en limite des Deux-Sèvres. La commune possède une fonction résidentielle non négligeable pour les actifs travaillant sur le pôle urbain de Poitiers, notamment. En 2014, 83,2 % des actifs travaillaient ainsi à l'extérieur de la commune.

Carte des aires urbaines 2010 (INSEE)



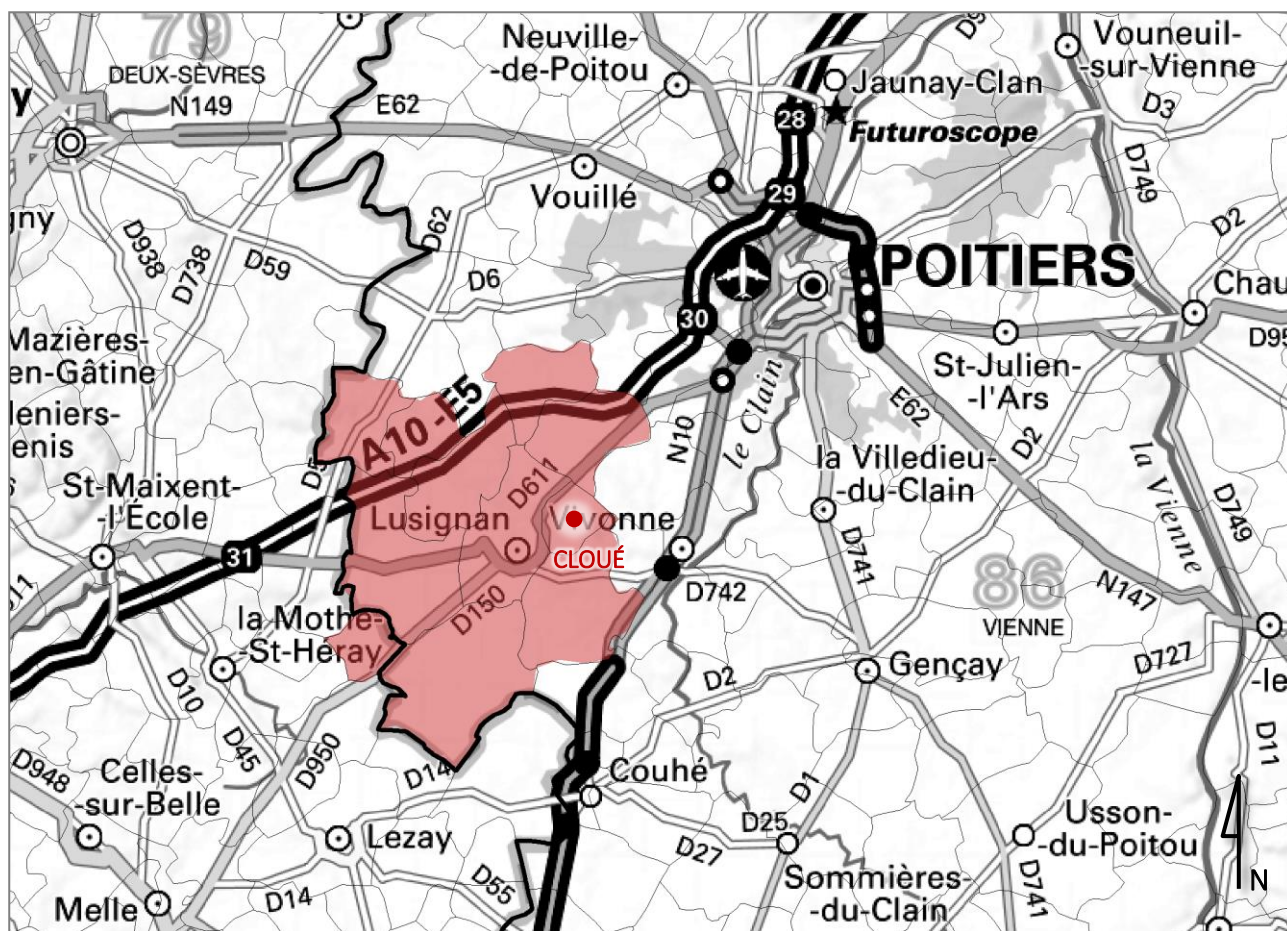
Source : INSEE carte des aires urbaines 2010 - Échelle approximative : 1/1 500 000

La notion de bassin de vie

Le bassin de vie constitue, au sens de l'INSEE, le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. Ses contours sont délimités en plusieurs étapes : la définition d'un pôle de services comme une commune ou une unité urbaine disposant d'au moins 16 des 31 équipements intermédiaires. Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, la proximité se mesurant en temps de trajet, par la route à heure creuse. Ainsi, pour chaque commune et pour chaque équipement non présent sur la commune, on détermine la commune la plus proche proposant cet équipement. Les équipements intermédiaires mais aussi les équipements de proximité sont pris en compte.

Au titre des bassins de vie, Cloué relève de celui de Lusignan qui offre la plupart des équipements intermédiaires de proximité (équipements sportifs, commerciaux, culturels...).

Bassin de vie de Lusignan (INSEE 2012)



Source : SIG Parcours, données IGN GeoFLA et SCAN 1000, INSEE carte des bassins de vie 2012 - Échelle : 1/400 000

■ SITUATION ADMINISTRATIVE

L'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin »

La commune de Cloué faisait partie, jusqu'au 31 Décembre 2016, de la Communauté de Communes du « Pays Mélusin », qui recoupait les limites de l'ancien canton de Lusignan. L'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) était également composé des communes de Celle-L'évescault, Curzay-sur-Vonne, Jazeneuil, Lusignan, Rouillé, Saint-Sauvant et Sanxay. Ces 9 communes représentaient 11 214 habitants selon les chiffres du recensement INSEE de 2014 et un territoire de 304 km².

L'ancien Syndicat Mixte du « Pays des 6 Vallées »

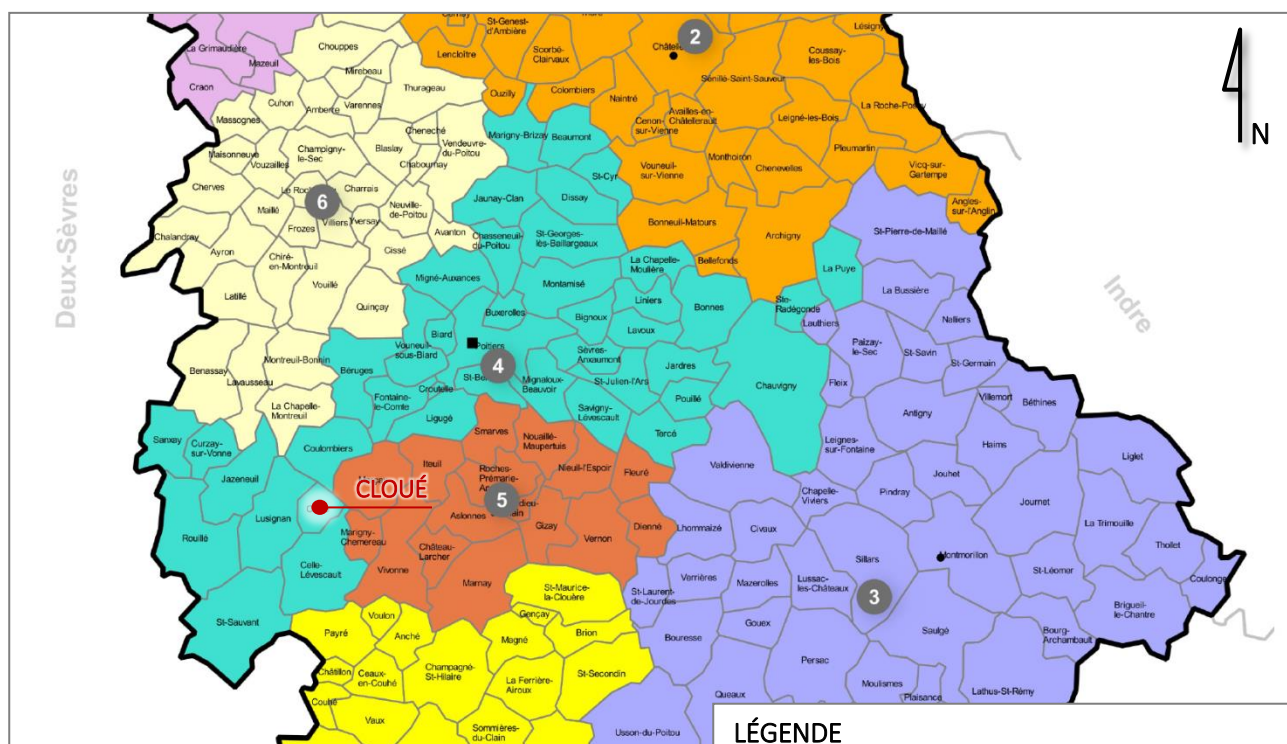
Cloué et la Communauté de Communes du « Pays Mélusin » ont fait partie, entre 1998 et 2016, du Syndicat mixte du « Pays des 6 vallées », qui regroupait également la Communautés de Communes du « Pays Vouglaisien » et celle des « Vallées de la Vienne », soit les 39 communes au Sud et à l'Ouest de l'agglomération de Poitiers.

Le « Pays des Six Vallées », né au printemps 1996, s'était structuré en établissement public courant 2004. Auparavant, il était porté par une association dite « Loi de 1901 », dissoute au profit d'un syndicat mixte.

« Loi NOTRe » et réforme des intercommunalités

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant « Nouvelle Organisation Territoriale de la République » (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, porte révision des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) à travers son titre II, « Intercommunalités renforcées ».

Schéma Départemental de Coopération Intercommunale 2016 (extrait)



Source : Préfecture de la Vienne, DDT86/SG/SIVD - Mars 2016

Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale 2016 de la Vienne a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°2016-D2/B1-006 en date du 25 Mars 2016.

Dans ce cadre, la commune de Cloué et la Communauté de Communes du « Pays Mélusin » ont rejoint, au 1^{er} Janvier 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers », fusion de cinq intercommunalités (40 communes), qui compte ainsi 189 845 habitants (chiffre 2014).

La Communauté Urbaine a, parmi ses compétences obligatoires, l'aménagement et le développement économique, social et culturel de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, la protection et la mise en valeur de l'environnement, la politique du cadre de vie et la gestion des services d'intérêt collectif.

The image contains two maps. The top map shows the outline of France with a red dot indicating the location of Cloué in the western part of the country. The bottom map is a detailed view of the Cloué area, showing the commune of Cloué and its surrounding municipalities. The municipalities shown are: Beaumont-Saint-Cyr, Jaunay-Marigny, Dissay, Saint-Georges-le-Baillargeaux, Chasseneuil-du-Poitou, Migné-Auxances, Montamisé, La Chapelle-Moulière, Liniers, Bonnes, Sainte-Radegonde, La Puye, Saint-Julien-l'Ars, Sèvres-Auxamont, Buxerolles, Bignoux, Lavoux, Jardres, Chauvigny, Poitiers, Saint-Benoît, Mignaloux-Beauvoisin, Savigny-Lévescault, Tercé, Pouillé, Béruges, Vouneuil-sous-Blard, Croutelle, Fontaine-le-Comte, Ligugé, Coulombiers, Sanxay, Curzay-sur-Vonne, Jazeneuil, Lusignan, Rouillé, Celle-Lévescault, and Saint-Sauvant. A red dot and line highlight the location of Cloué.

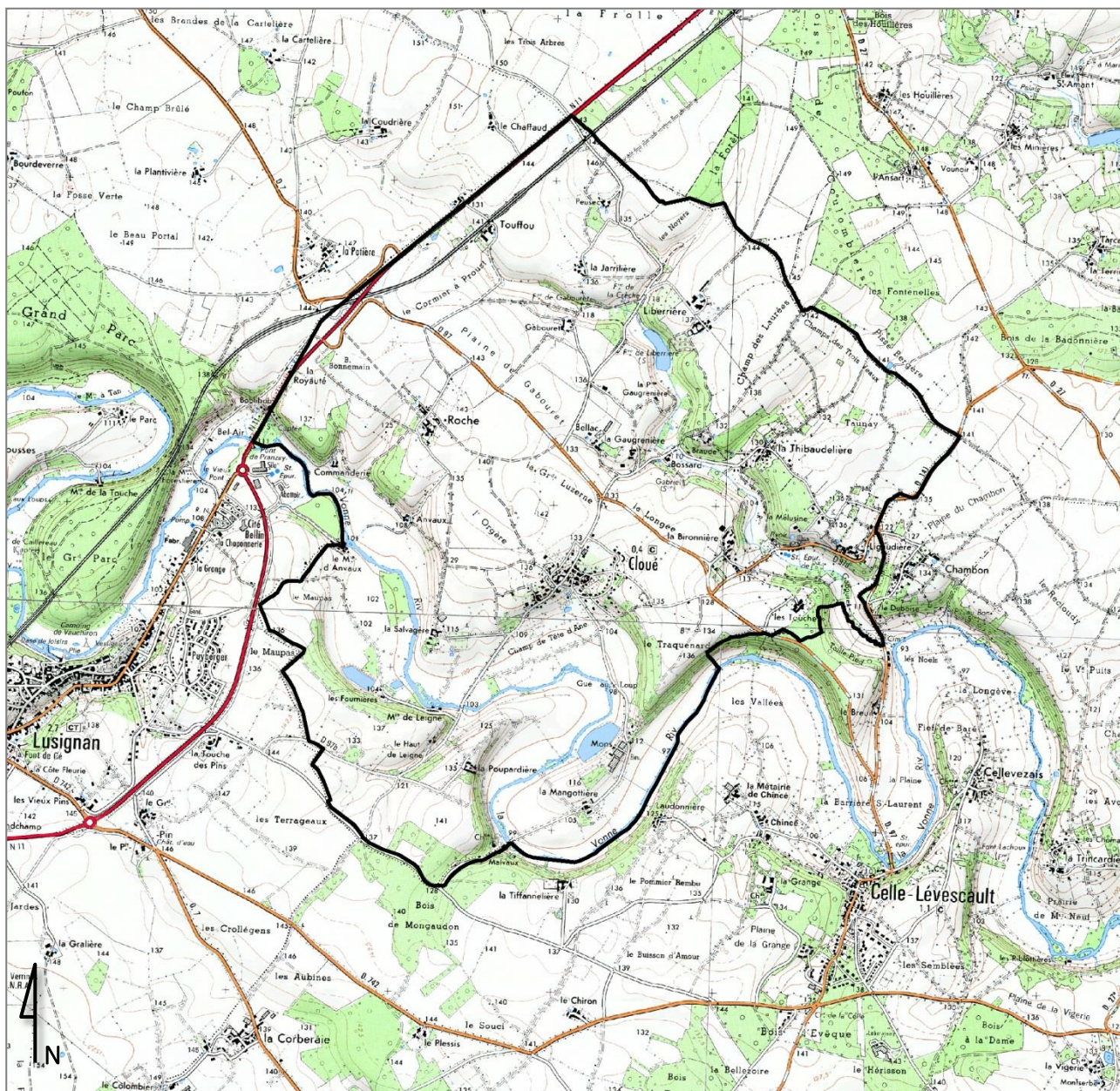
Plan Local d'Urbanisme de CLOUÉ (86)

■ CARTOGRAPHIE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Le territoire communal couvre une superficie de 1 221 hectares.

Marqué par les infrastructures de transport, comme évoqué ci-avant (RD 611 et voie TGV en partie Nord-Ouest du territoire communal), il est également entaillé par les vallées de *la Vonne* et du *ruisseau de Gabouret*, qui forment des espaces naturels intéressants sur la commune.

Cartographie générale du territoire communal

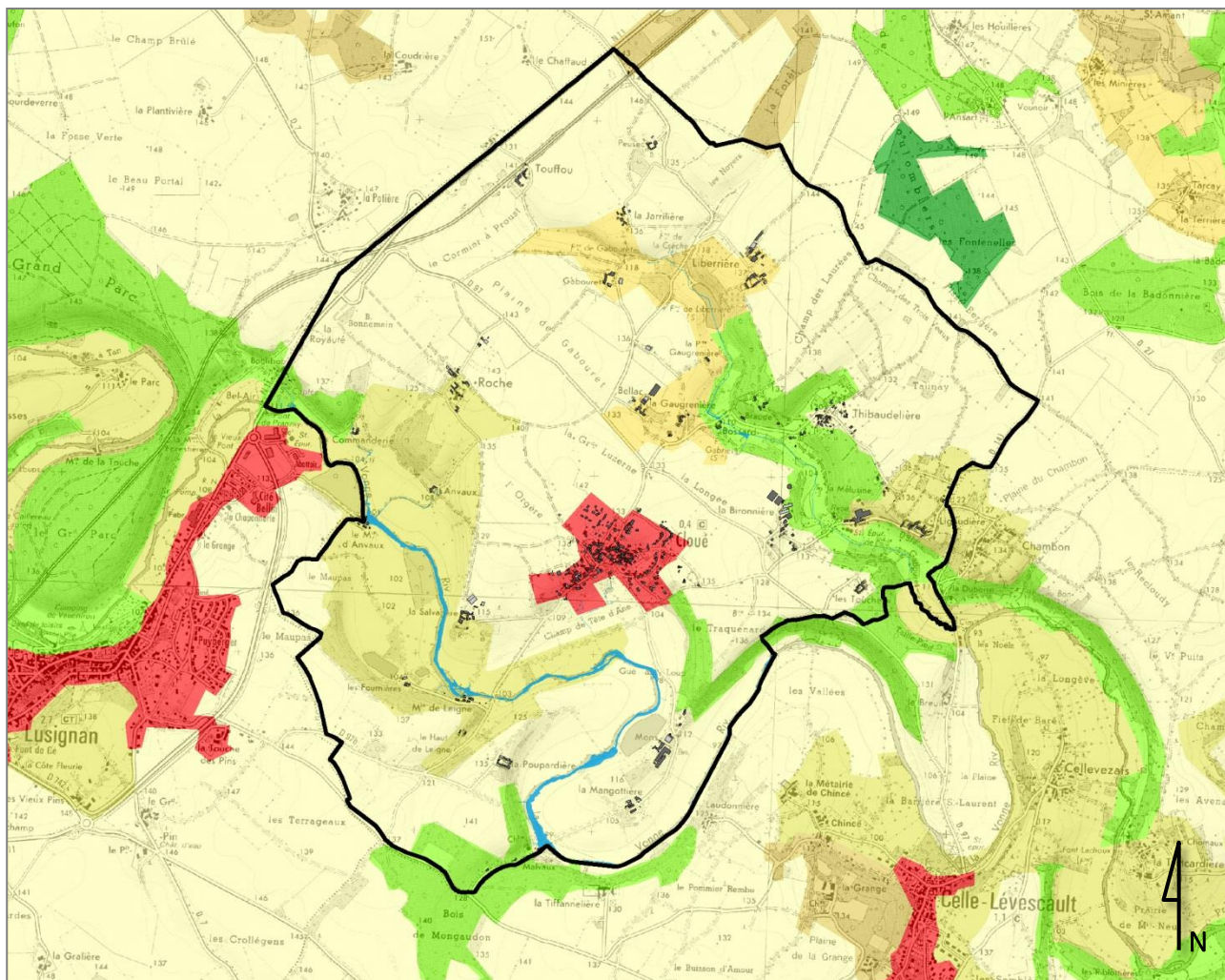


Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25 – Échelle : 1/35 000

■ OCCUPATION DES SOLS

L'occupation des sols de la commune est cartographiée ci-après¹. Le territoire de la commune est occupé à 88,3% par de terres agricoles, à 9,0% par des forêts et milieux semi-naturels et à 2,7 % par des espaces artificialisés. Une analyse plus fine des espaces naturels est développée en partie « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale » du présent rapport.

Occupation des sols à Cloué



Source : SIG Parcours, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25, DREAL Nouvelle-Aquitaine et Agence Européenne de l'Environnement, CORINE Land Cover 2012 – Échelle : 1/55 000

LÉGENDE CORINE Land Cover

Territoires artificialisés – Zones urbanisées

■ 112 – Tissu urbain discontinu

Territoires agricoles – Terres arables

■ 211 – Terres arables hors périmètres d'irrigation

Territoires agricoles – Prairies

■ 231 – Prairies

Territoires agricoles – Zones agricoles hétérogènes

■ 242 – Systèmes culturaux et parcellaires complexes

■ 243 – Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Forêts et milieux semi-naturels – Forêts

■ 311 – Forêts de feuillus

¹ Source : Base de données CORINE Land Cover 2012.

PREMIÈRE PARTIE — ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

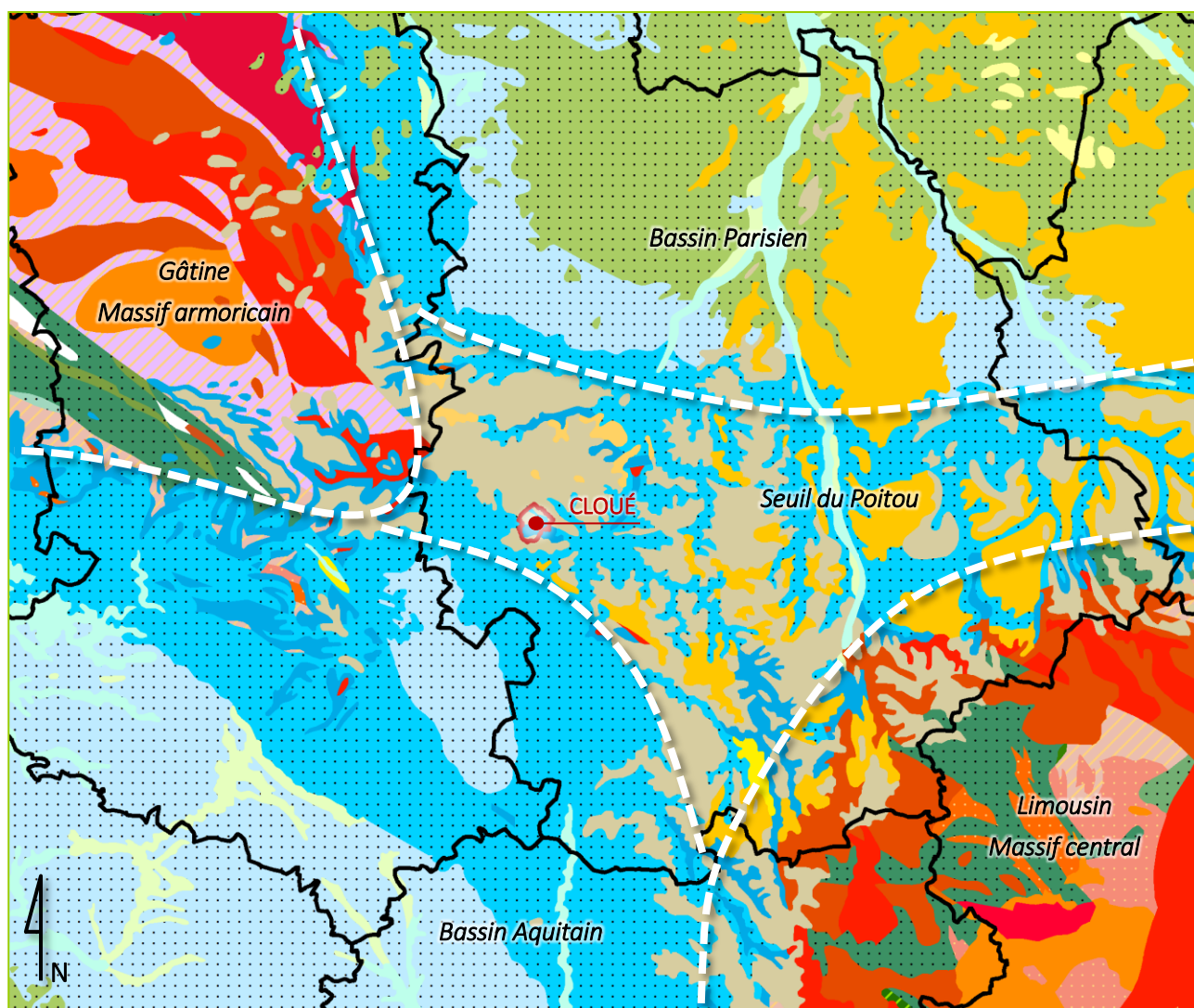


CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET TOPOGRAPHIQUE

■ CONTEXTE GÉOLOGIQUE RÉGIONAL

Le territoire de Cloué est situé sur les feuilles géologiques de Poitiers (BRGM n°589) et de Lusignan (BRGM n°612) et en partie Sud-Ouest du Seuil du Poitou, à l'amorce de son versant aquitain. Le Seuil est presque entièrement compris dans le département de la Vienne et touche la bordure orientale du département des Deux-Sèvres.

Contexte géologique micro-régional

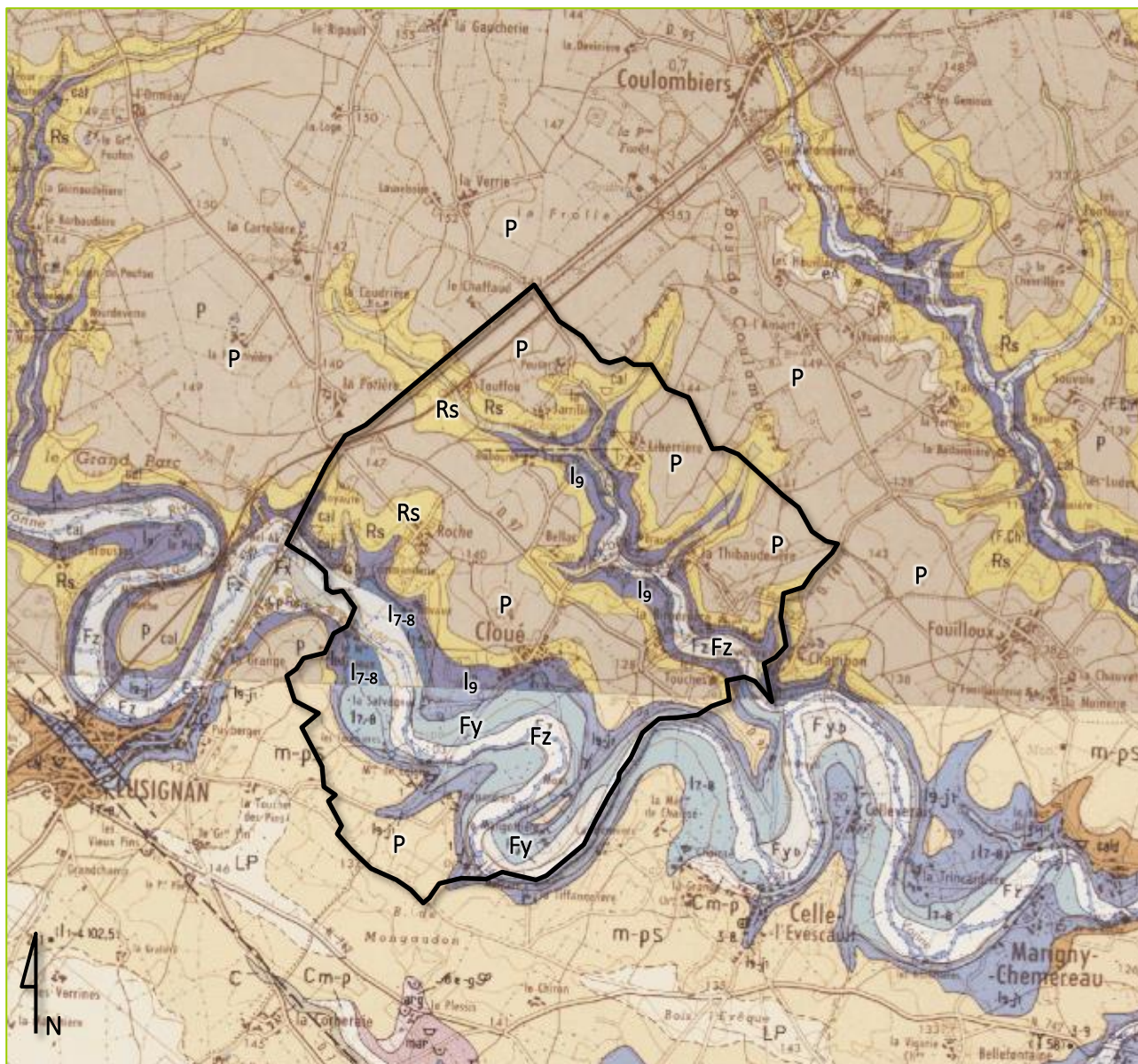


Source : SIG Parcours, données Cadastre DGFIP, IGN GeoFLA et BRGM carte géologique - Échelle : 1/750 000

■ CONTEXTE GÉOLOGIQUE LOCAL

Les entités géologiques affleurant avec la surface sont les suivantes. Elles sont présentées dans un ordre chronologique de formation et cartographiées ci-dessous.

Contexte géologique local



Source : BRGM Infoterre, cartes géologiques de Poitiers (589) et Lusignan (612) – Échelle : 1/50 000

I7-8 – Toarcien. Marnes et calcaires argileux. Le Toarcien est représenté de manière plus continue à la base des coteaux qui bordent les principales vallées. Essentiellement marneux, il affleure très rarement.

I9 – Aalénien. Calcaires argileux, calcaires dolomitiques, calcaires bioclastiques (19 à 27 mètres). Sur tout le territoire de la feuille, l'Aalénien est composé de trois ensembles lithologiques superposés.

La partie inférieure (a) (zone à Opalinum) débute par un mètre environ d'une alternance de marnes et de petits bancs de calcaire argileux. Au-dessus viennent ensuite 3 à 5 mètres de calcaires argileux tendres, à grain fin, en bancs décimétriques. Ces assises sont bien exposées dans la vallée du Clain, au bas de la falaise des Bâchers (rive gauche, Sud-Est de Mougon), dans la vallée du Ruisseau de Gabouret sur la coupe de la carrière de Braude et au-dessus de la fontaine de Gabouret.

La partie moyenne (b) (sous-zone à Murchisonae) est constituée par 8 à 10 mètres de calcaires dolomitiques très fins avec cherts dans la moitié inférieure (sur 3,50 à 5 mètres) et avec silex ensuite. Cette partie de l'étage est bien exposée dans la vallée du Clain sur la falaise des Bâchers, dans la vallée de la Boivre sous le Château de Montreuil-Bonnin, dans la vallée du Ruisseau de Gabouret sur la coupe de la carrière de Braude et dans la vallée de la Vonne sur la falaise du Breuil.

La partie supérieure (c) (sous-zone à Bradfordensis, zone à Concavum) est constituée par 9 à 14 mètres de calcaires bioclastiques roux à oolithes et oncolithes avec quelques variations de faciès ; la base renferme souvent quelques silex noirs.

Rs – Formations résiduelles d'altération. Argiles à silex, argiles à châtaigniers, terres rouges du Poitou (0 à 20 mètres). Ces formations résiduelles rougeâtres à brun-rouge, à dominante argileuse, ont pour origine, d'une part, la décarbonatation des calcaires jurassiques par action chimique des eaux et, d'autre part, des apports importants d'argile kaolinique et de sables fins pouvant provenir de dépôts tertiaires. Parallèlement à la formation des karsts, il en résulte une accumulation de l'argile résiduelle sur des épaisseurs parfois importantes (plus de 15 mètres).

P – Plio-Quaternaire. Complexe des bornais (1 à 10 mètres). À part dans la région proche de Poitiers, les plateaux de l'ensemble de la feuille sont recouverts par un épandage détritique très constant qui masque complètement et indifféremment les calcaires jurassiques, l'argile à silex et les dépôts tertiaires. Dénommée autrefois « terrains de transport des plateaux » et attribuée au Mio-Pliocène, une partie de cet ensemble de formations paraît aujourd'hui devoir être rajeunie jusqu'au Pléistocène inférieur.

Fy – Pléistocène supérieur – Würm. Basse terrasse supérieure. Sables, graviers et galets à éléments calcaires (7 à 10 mètres d'altitude). Ce niveau de terrasse est bien développé à l'aval de Poitiers, mais ne semble pas affleurer à l'amont de Moulin (Nord de Ligugé) soit par non-dépôt, soit par érosion, soit par recouvrement sous les alluvions récentes notées Fz.

Fz – Alluvions actuelles et récentes. Limons, argiles et tourbes (0 à 7 mètres). Le fond de la plaine alluviale est recouvert par les dépôts fins d'âge holocène, engendrés par un ralentissement de la vitesse du cours d'eau, consécutive à la remontée du niveau de base après la transgression flandrienne.

■ CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE

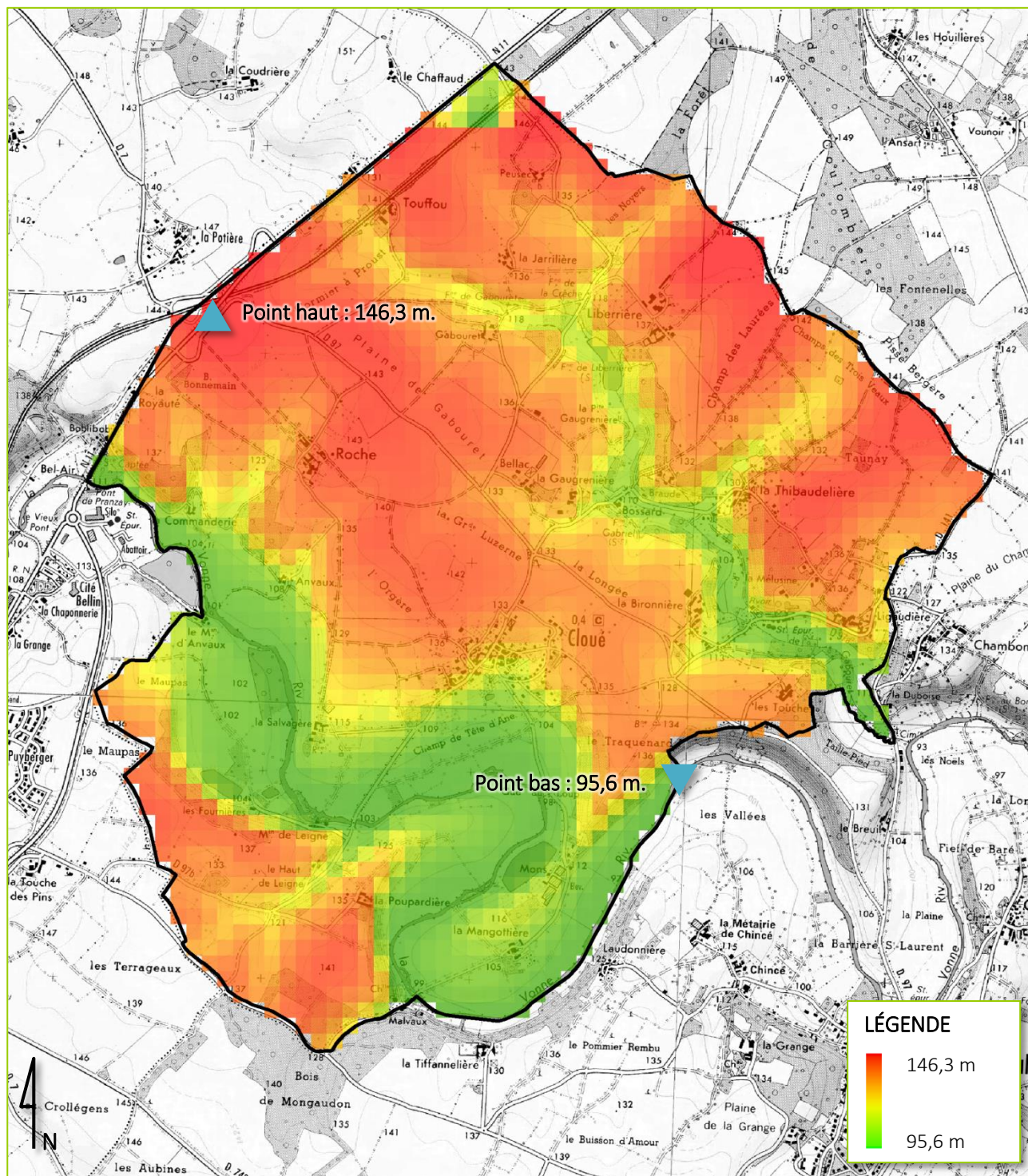
La commune de Cloué possède un relief assez peu marqué, d'altitude moyenne comprise entre 120 et 130 mètres, entrecoupé par les vallonnements qui abritent *la Vonne*, au Sud, et le *Ruisseau de Gabouret*, au Nord.

Le dénivelé global de la commune est modéré avec seulement 50,7 mètres entre le point haut et le point bas. Le point le plus bas du territoire est situé à une altitude de 95,6 mètres, au Sud-Est de la commune, au niveau de *la Vonne* aval, en limite avec la commune de Celle-Lévescault. Le point le plus haut est situé à une altitude de 146,3 mètres, au Nord-Ouest de la commune, là où la RD 611 (ex RN 11) traverse la voie SNCF Poitiers/La Rochelle.

Les deux vallonnements qui entaillent le relief communal sont d'orientation Nord-Ouest/Sud-Est. S'agissant de *la Vonne*, elle marque la limite communale à l'Ouest et au Sud-Est. Sa vallée borde le Bourg de Cloué en partie Sud. Le *ruisseau de Gabouret*, dont le léger vallonnement s'étend depuis le Nord de la commune de Lusignan, s'oriente depuis le lieu-dit « Touffou » jusqu'à « La Bironnière » et « Ligaudière » en passant par « Bossard ». Le ruisseau conflue avec *la Vonne* sur la commune limitrophe de Celle-Lévescault.

Le Bourg est implanté à une altitude moyenne comprise entre 115 et 135 mètres, en situation de coteau orienté Nord/Sud.

Relief de la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN BD Alti 75 et IGN SCAN 25 – Échelle : 1/25 000

CONTEXTE HYDROLOGIQUE ET PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

■ RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE SOUTERRAIN

L'histoire géologique du territoire, évoquée ci-avant, induit des différences de perméabilité des roches. Les pendages des couches géologiques sont à l'origine de la présence, sous la commune, de plusieurs aquifères², classés par ordre de profondeur croissante. De manière générale, les aquifères peuvent se superposer en tout point du territoire. En France métropolitaine, on peut ainsi compter jusqu'à 10 niveaux de superposition des aquifères. Les aquifères suivants sont répertoriés à Cloué :

- « Calcaires et marnes de l'infra-Toarcien au Nord du Seuil du Poitou » (masse d'eau de rangs 1, 2 et 3).
- « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » (masse d'eau de rang 2).

La mesure de qualité de ces masses d'eau souterraines et les objectifs de remise en bon état écologique sont présentés ci-après.

■ RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE DE SURFACE

Outre le réseau hydrologique souterrain présenté ci-avant, l'eau est présente sur la commune à travers plusieurs cours d'eau et plans d'eau.

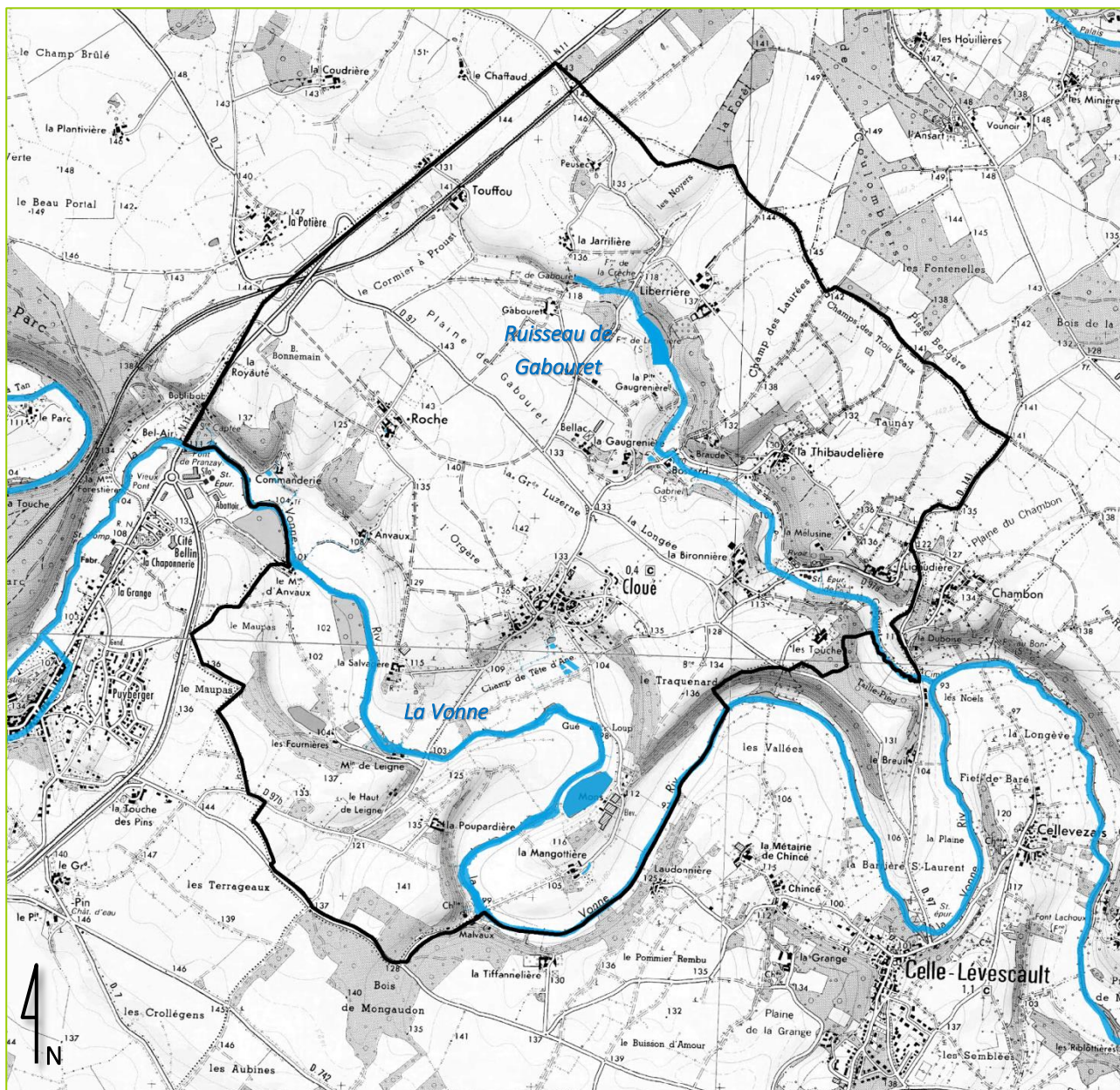
- **La Vonne** s'écoule en partie Sud de la commune, dont elle marque pour partie la limite, selon un axe Ouest/Est. Elle conflue avec *le Clain* sur la commune de Vivonne.
- **Le ruisseau de Gabouret** prend naissance sur la commune, au niveau du lieu-dit « Fontaine de Gabouret », dans le prolongement d'une vallée sèche qui s'étend, au Nord-Est, jusque sur la commune de Lusignan. Le *ruisseau de Gabouret* s'écoule selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est et conflue avec *la Vonne* sur la commune limitrophe de Celle-Lévescault.

Le contexte hydrologique de la commune est complété par quelques mares et plans d'eau, plutôt répartis en partie Sud-Ouest du territoire communal. Ces mares sont souvent sensibles aux variations saisonnières et peuvent souffrir d'assecs en période estivale.

Les données hydrologiques de la commune sont cartographiées en page suivante.

² Source : SANDRE (Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau), référentiel sur les masses d'eau conforme au rapportage de 2016, BRGM, Agences de l'Eau.

Contexte hydrologique de la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25, SANDRE Base « Carthage » – Échelle : 1/30 000

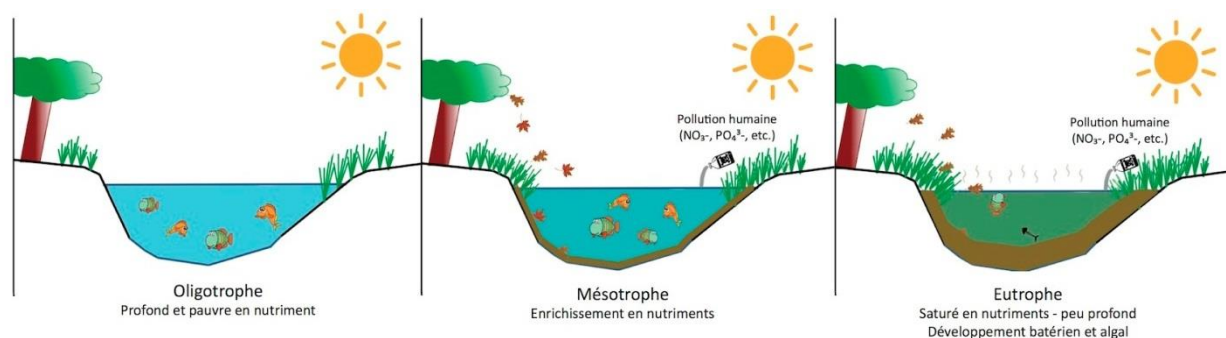
■ PROTECTION DE LA RESSOURCE HYDROGRAPHIQUE

Eutrophisation des eaux

La commune de Cloué a été classée en zone sensible à l'eutrophisation de ses eaux superficielles selon l'Arrêté du Préfet de Région Centre, Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne, en date du 9 Janvier 2006, qui complète les classements pris en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 21 Mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Ce phénomène correspond à un enrichissement de l'eau en éléments nutritifs tels que l'Azote et/ou le Phosphore, qui provoquent un développement accéléré des algues et végétaux aquatiques. Il est ainsi à l'origine d'un déséquilibre des organismes présents dans l'écosystème aquatique ainsi que d'une dégradation de la qualité des eaux.

Caractérisation du milieu aquatique selon la richesse des eaux en éléments nutritifs



Vulnérabilité aux nitrates

La commune de Cloué a été intégralement classée en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole selon les Arrêtés n°17.014 et 17.018 du Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne en date du 02 Février 2017. Ces Arrêtés sont pris dans le cadre de la sixième campagne de surveillance nitrates.

Par conséquent, l'Arrêté relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est applicable. Il définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département.

Zone de Répartition des Eaux (ZRE)

Une Zone de Répartition des Eaux (ZRE) se caractérise par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. Cette caractérisation exclut les insuffisances exceptionnelles.

L'inscription d'un bassin en ZRE constitue un moyen, pour l'État, d'assurer une meilleure maîtrise de la demande en eau afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et de concilier les usages économiques de l'eau.

Le Préfet coordonnateur de bassin arrête la délimitation des ZRE et les communes de bassins versants sont listées par Arrêtés Préfectoraux.

Ainsi, selon l'Arrêté Préfectoral n°2010/DDT/SEB/974 du 30 Décembre 2010 modifié par l'Arrêté du 5 Avril 2011, la commune de Cloué figure parmi les communes concernées par la Zone de Répartition des Eaux superficielles.

Objectif de qualité des masses d'eau

Les masses d'eau correspondent à un référentiel établi par la Directive Cadre sur l'Eau (Directive CE n°2000/60 du 23 Octobre 2000). Elles sont de cinq ordres : masses d'eau des cours d'eau, masses d'eau des plans d'eau, masses d'eau de transition (estuaires), masses d'eau côtières (eaux marines le long du littoral) et masses d'eau souterraines.

L'Arrêté du 12 Janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'Environnement, a permis la

catégorisation des unités hydrographiques (eaux de surface) ou hydrogéologique (eaux souterraines) et la définition d'un état et d'un échéancier de qualité pour celles-ci.

Ce classement vise à atteindre un « bon état des eaux » et la non-dégradation de l'existant et fixe un calendrier de réalisation à partir d'états des lieux. La qualité des eaux est établie pour les cinq altérations décrites dans le tableau suivant.

Matières organiques et oxydables (MOOX)	Altération prenant en compte la présence de matières organiques carbonées ou azotées susceptibles de consommer de l'oxygène du cours d'eau.
Matières azotées (hors nitrates)	Altération prenant en compte la présence de nutriments (NH_4^+ , NJK et NO_2) de type matières azotées susceptibles d'augmenter le développement des végétaux aquatiques.
Nitrates	Altération prenant en compte la présence de nitrates participant en tant que nutriments au processus d'eutrophisation des cours d'eau et gênant la production d'eau potable.
Matières phosphorées	Altération prenant en compte la présence de nutriments de type matières phosphorées (PO_4 , phosphore total) constituant des nutriments pour la croissance des végétaux et étant considérés comme des facteurs de maîtrise de la croissance du phytoplancton.
Phytoplancton ou effets des proliférations végétales	Altération prenant en compte, à travers les teneurs en chlorophylle, le développement des micro-algues en suspension dans l'eau. La prolifération des algues, entraînant une dégradation de la qualité de l'eau, est liée à un excès de nutriments (phosphore et azote).

Les objectifs de qualité correspondent aux niveaux de qualité fixés pour un tronçon de cours d'eau à une échéance déterminée, afin que celui-ci puisse remplir la ou les fonctions jugées prioritaires (eau potabilisable, baignade, vie piscicole, équilibre biologique...). Ils se traduisent par une liste de valeurs à ne pas dépasser pour un certain nombre de paramètres. En outre, la Directive Cadre sur l'Eau impose aux États membres de l'Union Européenne de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes. Cet objectif peut être repoussé à 2021 ou 2027 pour les cours d'eau jugés secondaires ou rencontrant des difficultés particulières de protection et/ou de restauration.

Un état des lieux a été validé en 2015 par le SDAGE Loire-Bretagne pour les masses d'eau souterraines, s'appuyant sur une évaluation menée entre 2008 et 2013. Cet état des lieux a permis de qualifier l'état chimique, l'état quantitatif, la tendance et l'objectif assigné par le SDAGE pour chaque masse d'eau. Les objectifs de qualité suivants ont été définis.

- « Calcaires et marnes de l'infra-Toarcien au Nord du Seuil du Poitou » (masse d'eau de rangs 1, 2 et 3).
Objectif de bon état quantitatif en 2015 et de bon état chimique en 2015.
- « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » (masse d'eau de rang 2).
Objectif de bon état quantitatif en 2021 et de bon état chimique en 2027 en raison de la présence de nitrates.

État des lieux 2015 masses d'eau souterraines	Très Bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
« Calcaires et marnes de l'infra-Toarcien au Nord du Seuil du Poitou »					
État quantitatif					
État chimique					
- dont paramètre « nitrates »					
- dont paramètre « pesticides »					

État des lieux 2015 masses d'eau souterraines	Très Bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
« Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain »					
État quantitatif					
État chimique					
- dont paramètre « nitrates »					
- dont paramètre « pesticides »					

Source : Agende de l'Eau Loire-Bretagne (SDAGE Loire-Bretagne)

S'agissant des masses d'eau de surface, pour la commune de **Cloué**, un état des lieux a été réalisé de 2011 à 2014 sur l'état écologique global du principal cours d'eau, *la Vonne*.

État des lieux	2012	2013	2014
État écologique			
Poissons			
Invertébrés			
Microalgues			
Bilan de l'oxygène			
Nitrates, phosphates			
Température			
Acidité			
Autres polluants			

Légende	
État très bon	
État bon	
État moyen	
État médiocre	
État mauvais	

Cet état des lieux a permis de définir un **objectif de bon état global de *la Vonne* en 2021**.

Réglementation concernant les plans d'eau

Les plans d'eau ont de nombreuses fonctions : loisirs, pêche, réserves pour l'irrigation... Ils sont souvent une composante de la culture locale et jouent un rôle social réel. Toutefois, leur multiplication entraîne des conséquences néfastes sur les milieux : atteinte aux peuplements piscicoles et à la continuité écologique. Pour les plans d'eau existants, il est nécessaire de sensibiliser les propriétaires sur l'importance d'un entretien régulier des ouvrages visant à diminuer l'impact des vidanges sur l'environnement et empêcher l'introduction d'espèces indésirables dans l'environnement : poissons, écrevisses de Louisiane...

L'amélioration de la continuité écologique (cf. partie « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale » ci-après) peut passer par la déconnexion des plans d'eau en travers des cours d'eau (création d'un contournement).

Le SDAGE Loire-Bretagne, dans son objectif 1E, prévoit de limiter et encadrer la création de nouveaux plans d'eau.

Classement des cours d'eau au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux nouveaux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver

les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

La Vonne et le Ruisseau de Gabouret sont classés, dans toute leur traversée de la commune de Cloué, en « liste 1 » (préserver).

Protection des migrateurs

La mesure 9A du SDAGE du bassin Loire-Bretagne définit des « axes Grands Migrateurs » (migrateurs amphihalins). Il s'agit de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire.

Ce classement a été élaboré à partir des connaissances disponibles au Printemps 2009 pour la mise en œuvre de mesures de protection et de restauration.

La commune de Cloué n'est pas concernée par un classement des cours d'eau la traversant.

Protection des zones humides

Le SDAGE Loire-Bretagne prévoit, dans son objectif 8, de « préserver les zones humides ».

La mesure 8A1 se rapporte spécifiquement aux Plans Locaux d'Urbanisme et aux documents d'urbanisme en tenant lieu en l'absence de SCoT approuvé sur le territoire.

En l'absence de SCoT, les plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales, conformément à l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme, doivent être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGE et dans les SAGE.

En l'absence d'inventaire précis sur leur territoire ou de démarche en cours à l'initiative d'une commission locale de l'eau, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale élaborant ou révisant son document d'urbanisme est invité à réaliser cet inventaire dans le cadre de l'état initial de l'environnement, à une échelle compatible avec la délimitation des zones humides dans le document.

Les PLU incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées.

En matière d'aménagement, les projets de la collectivité pouvant porter atteinte à une zone humide devront être compatibles avec la mesure 8B1 qui prévoit :

Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide.

À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.

À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la création ou la restauration de zones humides, cumulativement :

- équivalente sur le plan fonctionnel ;*
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;*
- dans le bassin versant de la masse d'eau.*

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale «éviter, réduire, compenser», les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).

La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

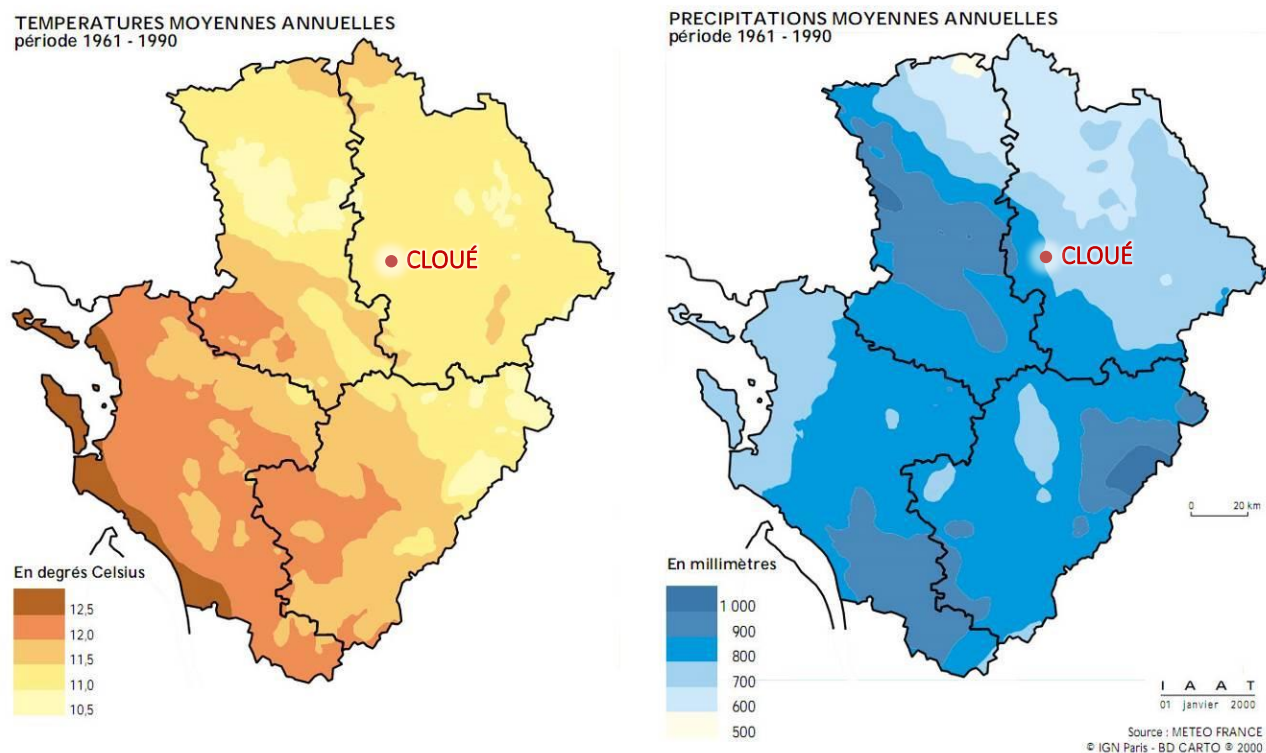
Aucun inventaire exhaustif des zones humides n'a été effectué sur le territoire de Cloué. Un inventaire de « prélocalisation des zones humides » a été réalisé pour le compte de la DREAL Nouvelle-Aquitaine en 2015. Ce travail a été conduit sur la base d'une interprétation visuelle, au 1/5 000, de l'orthophotoplan de 2011, de la carte IGN au 1/25 000 et de la carte d'État-major de 1860.

Cet inventaire ne répondant pas aux principes du Guide de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides édité par l'ONEMA en 2016, **les informations de prélocalisation de la DREAL Nouvelle-Aquitaine sont reprises ci-après en partie « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale » en tant que « prélocalisation d'espaces à dominante humide », à titre indicatif, et non en tant que zone humide.**

En tout état de cause, tout projet d'aménagement dans ces espaces devra s'accompagner d'une étude réalisée dans le respect de l'objectif 8 du SDAGE Loire-Bretagne et selon les modalités du guide cité ci-dessus. Les prescriptions réglementaires afférentes sont précisées en pièce V du dossier de PLU et justifiées ci-après en partie « Justification des choix liés à la réglementation du droit des sols ».

CONTEXTE CLIMATIQUE

Le climat local présente un caractère doux et sec affirmé. La hauteur assez modérée des précipitations s'explique en particulier par un effet d'abri généré par les faibles reliefs de la Vendée et de la Gâtine. Ces secteurs concentrent en effet les précipitations venues de l'Atlantique, ce qui assèche les masses d'air et réduit les précipitations sur une grande partie de la Vienne.



Source : Météo France, données IGN BD Carto - Réalisation IAAT (Janvier 2000)

Les données statistiques sur la climatologie au niveau du secteur d'étude proviennent de la station Météo-France de Poitiers-Biard (aéroport situé à l'Ouest de l'agglomération de Poitiers, à environ 19 kilomètres au Nord-Est du Bourg de Cloué). La période d'observation est suffisamment longue pour permettre d'étudier les précipitations, les températures et les vents de façon fiable et significative. Elle couvre ainsi 30 années, de 1981 à 2010 pour les températures et les précipitations.

Les températures

Les températures moyennes s'échelonnent de 4,6°C en hiver à plus de 19,4°C en été.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Températures moy. mini. (°C)	1,5	1,3	3,1	4,9	8,6	11,5	13,4	13,1	10,4	8,2	4,0	2,0
Températures mini. record (°C)	-17,9	-17,3	-13,1	-5,6	-2,7	0,8	1,5	0,8	0,8	-6,5	-10,0	-16,5
Températures moy. maxi. (°C)	7,8	9,3	12,9	15,5	19,5	23,2	25,8	25,7	22,2	17,4	11,5	8,2
Températures maxi. record (°C)	17,7	21,8	25,1	29,3	33,6	38,0	40,8	39,6	34,8	30,9	22,4	19,0

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

Les précipitations

Les précipitations annuelles sont de 685,6 mm par an en moyenne. 109 jours avec précipitations sont comptabilisés dans l'année. Les plus forts abats d'eau sont observés lors du passage des orages estivaux.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Ht. moy. des précipitations (mm)	61,8	46,2	47,4	56,1	62,6	51,5	50,5	41,2	51,1	75,6	72,8	68,8
Ht. maxi. des précipitations (mm)	37,6	29,0	37,3	41,3	92,3	70,6	60,0	49,8	48,9	57,6	51,3	54,3

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

L'ensoleillement

On comptabilise en moyenne 1 888 heures d'ensoleillement par an à Poitiers, ce qui est relativement important. Il est également relevé 131 jours avec faible ensoleillement et 69 jours avec fort ensoleillement en moyenne annuelle.

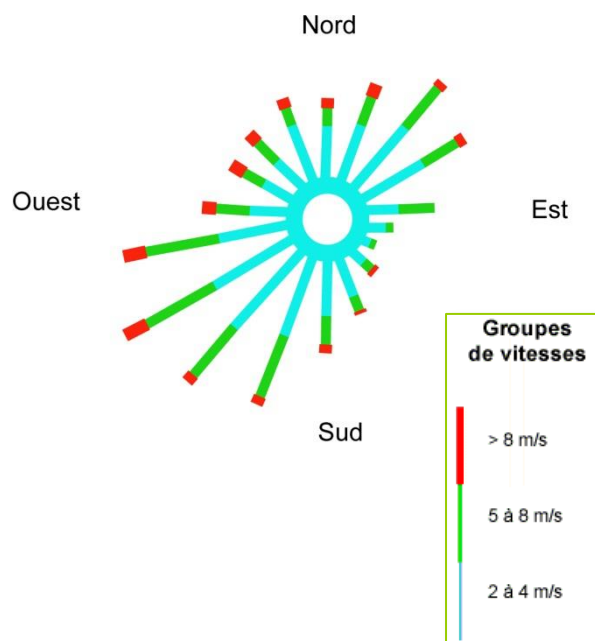
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Durée d'ensoleillement moy. (h)	69,7	96,1	153,8	174,6	206,5	232,9	242,7	241,8	194,2	128,8	82,6	65,2
Durée d'ensoleillement maxi. (h)	101,5	160,3	227,4	316,0	294,6	302,5	300,4	303,3	298,6	181,9	127,4	124,7

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

Les vents

Les vents dominants viennent de l'Ouest et du Sud-Ouest et apportent les précipitations venues de l'Atlantique. Les vents secondaires, quant à eux, viennent du Nord et du Nord-Est.

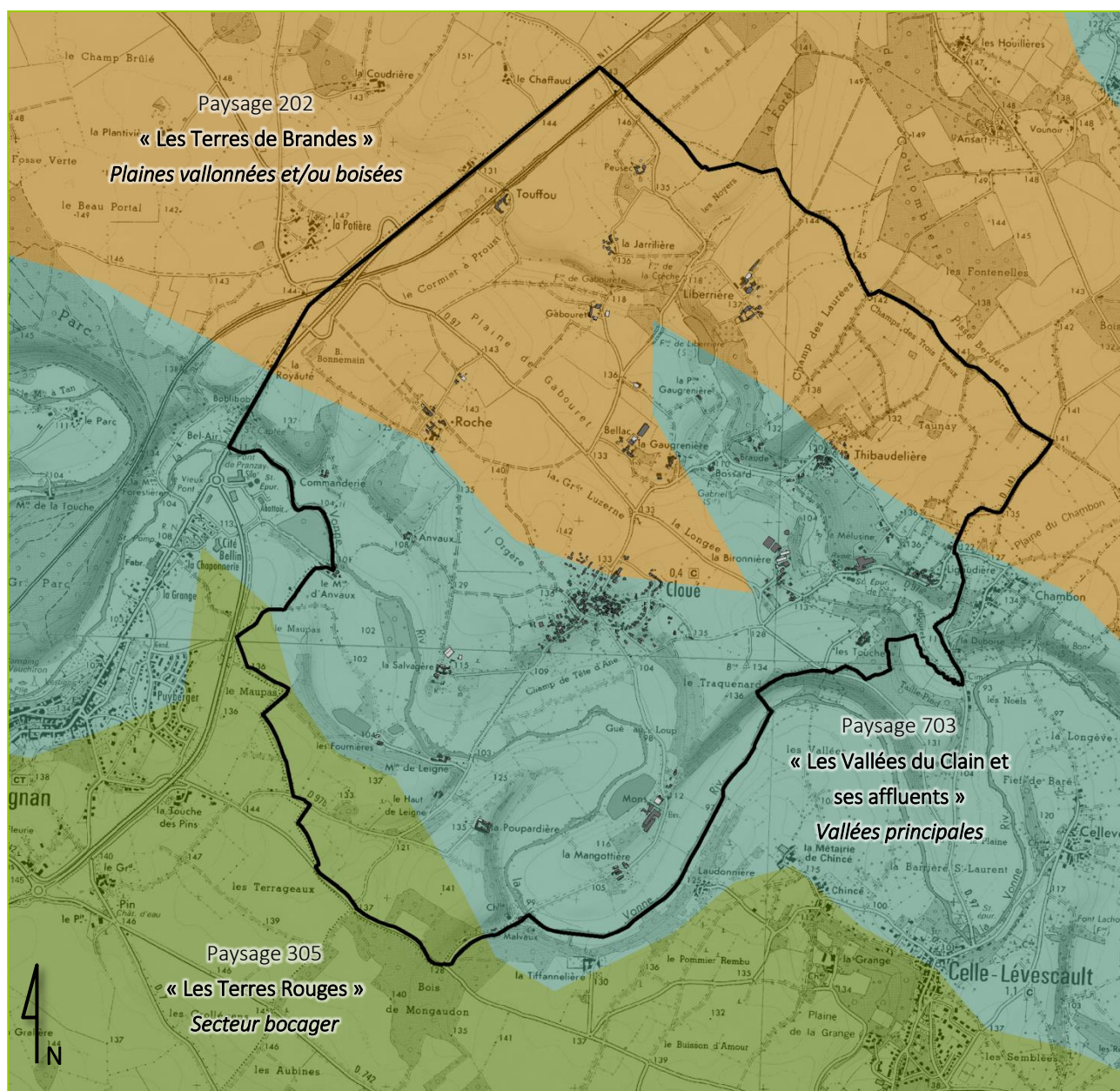
Données anémométriques
Rose des vents de Poitiers : fréquences en pourcentage des vents par groupe de vitesse et directions



■ CARACTÉRISTIQUES GLOBALES DES UNITÉS PAYSAGÈRES DE LA COMMUNE

Au regard de l'Atlas Régional des Paysages, réalisé par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels en 2008, la commune de Cloué fait partie de trois unités paysagères, comme illustré sur la cartographie suivante.

Entités paysagères à Cloué et à proximité de la commune



Les « Terres de Brande » (plaines vallonnées et/ou boisées)

Cet ensemble paysager du centre et de l'Est de la Vienne est décrit de la manière suivante :

« La perception des paysages des plateaux des terres de brandes est principalement conditionnée par la platitude du relief, qu'occupent des cultures et des prairies sans originalité. On n'y trouve cependant pas les vastes amplitudes des plaines plates et dégagées : non seulement les parcelles n'ont pas le gigantisme des plaines d'openfields, mais en outre, la campagne est hérissée de nombreux motifs végétaux qui interviennent entre l'observateur et l'horizon. Bosquets, haies, arbres isolés, s'articulent entre eux et aux cultures avec une certaine variété.

C'est probablement parce que ces combinaisons ne rencontrent aucun « paysage mental » auquel elles correspondraient, faute de représentation. Il en résulte, il est vrai, un certain ennui, du fait de la pauvreté des horizons, de la rareté du bâti, un ennui que renforce une certaine maigreur des motifs végétaux eux-mêmes. »

Source : Atlas Régional des Paysages de Poitou-Charentes

Les « Vallées du Clain et de ses affluents » (vallées principales)

Cet ensemble paysager s'étend depuis Poitiers vers le Sud-Ouest du département, couvrant les vallées des principaux cours d'eau. Il est décrit à l'Atlas Régional des Paysages de la manière suivante :

« Il n'y a pas de perception sensible de l'ensemble des vallées : le réseau des communications, routes et chemins n'en autorise pas une lecture continue. Seule, l'approche ponctuelle, lors des franchissements ou sur de (trop) courts tronçons en rive, en autorise une perception par petits sites. Celle-ci recoupe d'ailleurs la répartition des représentations... Le franchissement de la plupart des vallées fait donc apparaître presque systématiquement ces espaces comme des « entre-deux » : elles instaurent de fait (et transversalement) un espace de transition entre les secteurs avoisinants. Ce ne sont donc que quelques rares scènes qui, par la nature des sous-sols, par la ville ou le village, par un événement particulier du relief ou de l'eau, parviennent à créer un véritable paysage où les éléments interagissent et (se) composent. À l'occasion des « scènes » qui se présentent ainsi, les ambiances sont variées, modulées par les types de sous-sol et de sols, par les événements dus au relief, par les villes, et les motifs de l'eau. Le présent secteur rassemble la vallée du Clain proprement dite, et celles de ses affluents : Auxances, Boivre, Bouleuvre, Clouère, Dive de Couhé, Miosson, Vendelogne, ainsi que les vallées sèches (ex. : vallée d'Ensoulesse). Sur l'ensemble des cours, les ambiances sont bien sûr variées. »

Source : Atlas Régional des Paysages de Poitou-Charentes

Les « Terres Rouges » (secteur bocager)

Cet ensemble paysager du Sud-Ouest de la Vienne, compris globalement entre la Vonne et le Clain, est décrit de la manière suivante :

La terre donne son nom au secteur : brun rouge. Les lanières des parcelles se succèdent, cernées par les boisements à l'horizon. Les reliefs plus agités offrent des ondulations dans un parcellaire légèrement plus fermé de haies et taillis discontinus.

Parallèlement aux grands axes linéaires, de petites routes ondulent dans la campagne, ponctuées de chênes, isolés ou en taillis. Le châtaignier se rencontre encore.

Source : Atlas Régional des Paysages de Poitou-Charentes

■ LES ENTITÉS PAYSAGÈRES PRÉSENTES SUR LA COMMUNE

Le paysage est le fruit de l'interaction historique entre l'Homme, ses activités et l'espace physique et naturel. Il est donc par nature évolutif et son historicité constitue une part importante de l'identité et de l'image renvoyée par le territoire. L'objectif du PLU sera d'accompagner cette évolution en maintenant une cohérence entre les interventions et aménagements actuels et les éléments qui composent ce paysage.

La commune appartient au « Pays Méluin », une terre rouge à châtaigner. La commune est faiblement vallonnée et les mouvements de son doux relief sont estompés par une forte présence végétale de type « bois » ou palisses bocagères.

Le relief est surtout marqué par la dépression centrale de la vallée de *la Vonne*, au Sud du territoire, et celle du *Ruisseau de Gabouret* (affluent), en partie Nord du territoire communal. Sur celui-ci, la rivière dessine d'amples méandres et enclave des espaces en forme de presqu'îles. C'est le cas de « La Mangottière », de « Mons », de « La Poupardière ».

Le Bourg de Cloué est implanté en sommet de coteau, en surplomb de la vallée de *la Vonne*. Aux abords du Bourg, les franges entre les espaces bâtis et l'espace agricole sont marquées tantôt par des jardins, tantôt par des haies et boisements, tantôt par aucun traitement particulier (ce qui impacte le paysage).

Les paysages sont variés, harmonieux et doux. Les terres sont prospères. Le damier des céréales et des colzas, des arbres fruitiers en fleurs et des tournesols de l'été agrémentent les chemins balisés, incitant à la promenade.



Vue depuis la traverse du Bourg



Sortie Sud-Ouest du Bourg de Cloué

Chemins et ambiance des limites agricoles

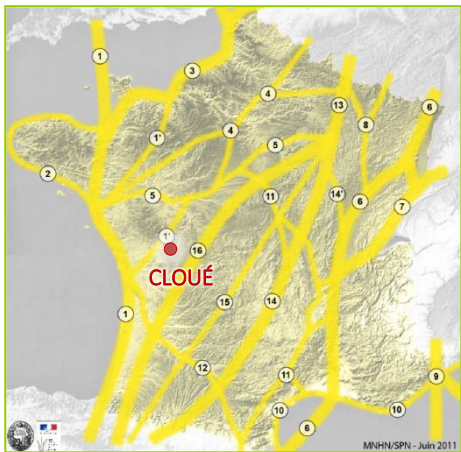
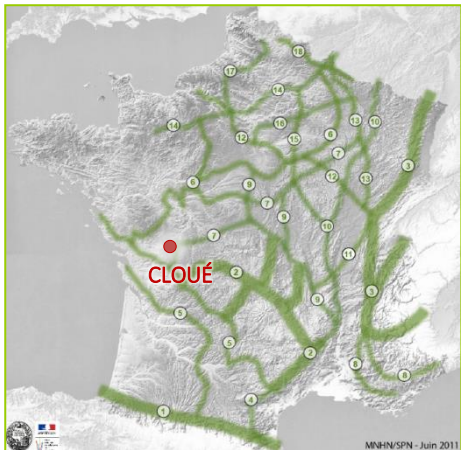
La végétation, entretenue et respectée, se développe naturellement le long des chemins agricoles empierrés, offrant un fort potentiel de chemins de randonnées ouvrant des vues sur les plaines agricoles céréalières. Le *Ruisseau de Gabouret* complète le réseau et serpente aux creux de sa vallée, passant près de quelques étangs et jardins fertiles avec papillons et chenilles sauvages.

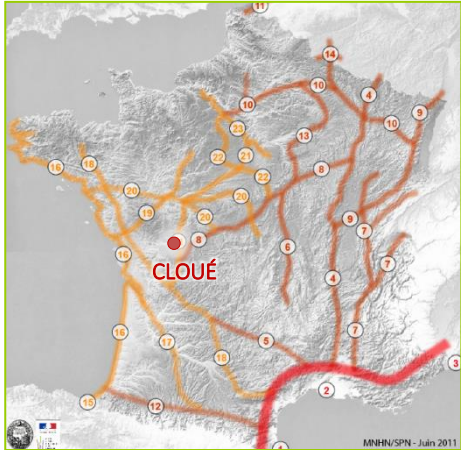
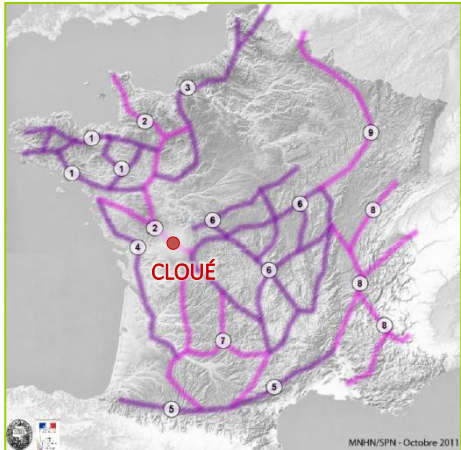
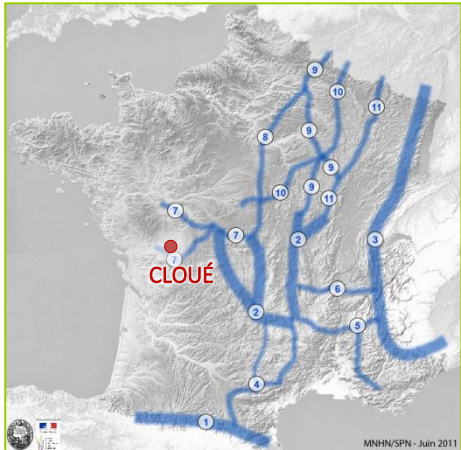


LA COMMUNE DANS LES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES NATIONAUX ET RÉGIONAUX

■ LA COMMUNE DANS LE RÉSEAU NATIONAL DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Les informations contenues dans le document-cadre d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques permettent de localiser le territoire de Cloué au sein des grandes continuités écologiques suivantes.

Localisation	Continuité(s) écologique(s) nationale(s) et description
VOIES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MIGRATIONS DE L'AVIFAUNE	
	<p>N°1' : Littoral atlantique, traversée de la Bretagne puis de la Manche jusqu'à l'Angleterre</p> <p>Prénuptial : Arrivée des oiseaux par la péninsule ibérique puis remontée jusqu'à l'Angleterre par la façade atlantique et la traversée de la Manche. Certains oiseaux coupent directement à travers l'intérieur des terres (matérialisé par les voies 1'), par exemple au niveau du Delta de la Gironde ou de l'embouchure de la Loire mais d'autres décrochés sont possibles aussi.</p> <p>Postnuptial : Retour des oiseaux d'Europe du Nord par la Manche longeant ensuite la façade atlantique pour rejoindre la péninsule ibérique.</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX BOISÉS	
	<p>N°7 : Axe longeant le Nord-Ouest du Massif Central. En se mêlant au 9, il se prolonge ensuite jusqu'à la Lorraine</p> <p>Longe le Massif Central au Nord-Ouest (répartition de <i>Hordelymus europaeus</i>), rejoint la Sologne puis remonte jusqu'à la Lorraine en passant par la Bourgogne et la Champagne-Ardenne.</p> <p>En Champagne-Ardenne, cette continuité de milieux fermés et plutôt calcicoles traverse le Sud du département de l'Aube (Barrois aubois) jusqu'au Barrois haut marnais.</p>

Localisation	Continuité(s) écologique(s) nationale(s) et description
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX OUVERTS THERMOPHILES	
	<p>N°21 : Seuil du Poitou permettant le passage vers le Bassin Parisien</p> <p>Dans la poursuite de la continuité 18, le seuil du Poitou permet le passage vers l'Ouest du Bassin Parisien où il rejoint la vallée de l'Essonne. Exemple d'espèce : <i>Pieris mannii</i> (Mayer, 1851).</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX BOCAGERS	
	<p>N°2 : Axe bocager depuis le Cotentin jusqu'au Massif Central</p> <p>Cette continuité part de la Basse-Normandie puis descend ensuite vers le Sud entre Laval et le Mans et traverse ainsi les paysages bocagers des Pays-de-la-Loire.</p> <p>La continuité poursuit ensuite à nouveau vers le Sud et arrive en Poitou-Charentes. La région Poitou-Charentes compte deux secteurs bocagers qui peuvent permettre une certaine continuité jusqu'au Massif Central : le Bressuirais, au Nord-Ouest de la région, et le Montmorillonnais, au Sud-Est de la région.</p> <p>Le système bocager du Nord-Ouest de Poitou-Charentes prolonge également le bocage vendéen. La continuité 2 se caractérise ainsi par l'existence d'une « branche » en provenance de l'embouchure de <i>la Loire</i> qui rejoint le Bressuirais.</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX OUVERTS FRAIS À FROIDS	
	<p>N°7 : Continuité longeant les contreforts du Massif Central dans sa partie Nord puis rejoignant la vallée de Germigny</p> <p>Le Sud et le Nord de Poitiers apparaissent comme participant d'une même continuité reliée au Nord du Massif Central. Cette continuité suit ensuite les contreforts du Massif Central pour remonter par la vallée de Germigny.</p>

Source : Document-cadre « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » - Annexe au Décret n°2014-45 du 20 Janvier 2014

Ces grandes continuités écologiques sont déclinées dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), présenté ci-après.

■ LA COMMUNE DANS LA TRAME VERTE ET BLEUE RÉGIONALE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique de Poitou-Charentes (SRCE)

■ État d'avancement du schéma

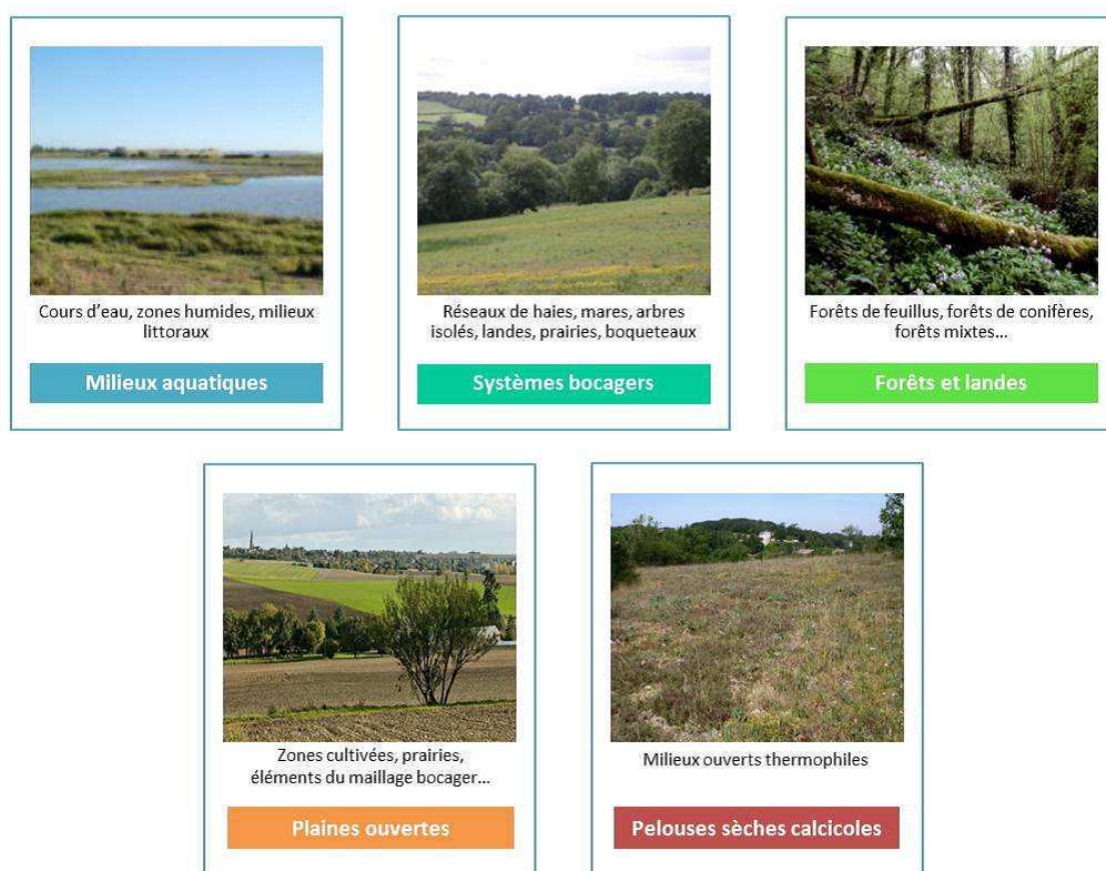
En attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la Région Nouvelle-Aquitaine, le territoire de Cloué est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014.

Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015. L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes.

■ Les sous-trames

En Poitou-Charentes, cinq sous trames ont été retenues afin de mieux identifier le réseau écologique régional. Elles sont représentatives des entités paysagères régionales et se rattachent aux grandes continuités nationales.

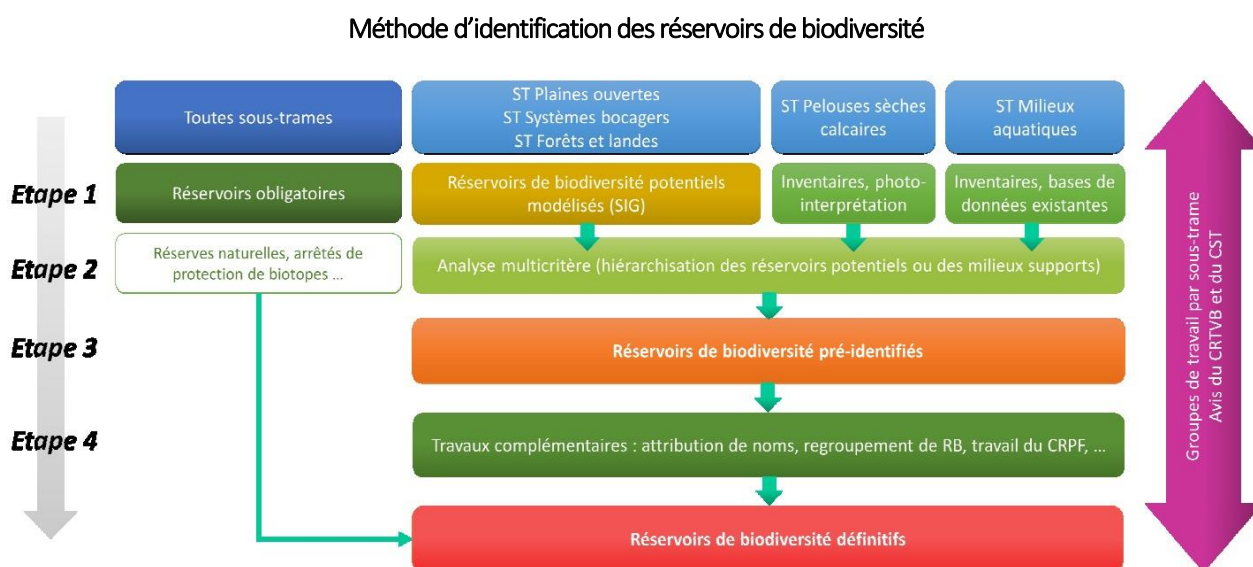


Sur un territoire donné, une sous-trame représente l'ensemble des espaces composés par un même type de milieu et le réseau que constituent ces espaces plus ou moins connectés. Ils sont composés de réservoirs de biodiversité, de corridors et autres espaces fréquentés régulièrement par les espèces typiques des espaces considérés.

▪ Les réservoirs de biodiversité

Basée sur l'analyse de l'occupation du sol et complétée par la prise en compte de la localisation des espèces, la méthodologie mise en œuvre pour identifier les réservoirs de biodiversité à l'échelle régionale vise l'identification objective, homogène et standardisée du réseau écologique du territoire. Les réservoirs de biodiversité de la région Poitou-Charentes ont été identifiés de manière différente selon les sous-trames :

- Modélisation et analyse multicritères pour les Systèmes bocagers, Plaines ouvertes et Forêts et landes.
- Recueil de données disponibles (inventaires, photo-interprétations, zonages existants...) et analyse multicritères pour les Pelouses sèches calcicoles et les Milieux aquatiques.



Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes (résumé non technique)

Les résultats obtenus ont ensuite été ajustés en groupes de travail.

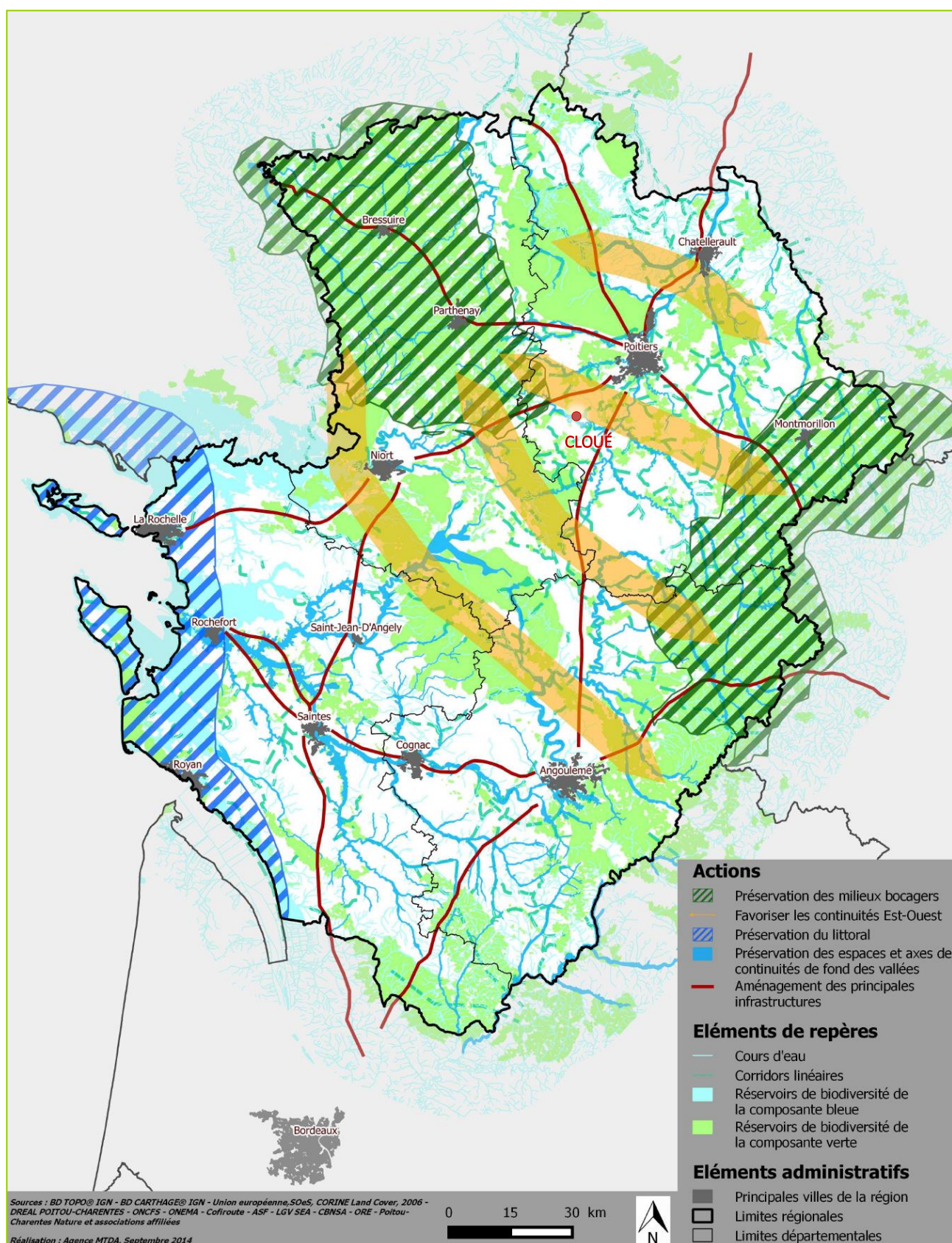
▪ Les corridors écologiques

Après identification des réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, couloirs empruntés par la faune et la flore pour se déplacer entre les réservoirs, ont été mis en évidence. Au final, trois types de corridors ont été représentés en Poitou-Charentes :

- Les corridors linéaires, obtenus par la méthode du chemin de moindre coût, qui relient des groupes de réservoirs de biodiversité en eux.
- Les zones de corridors diffus, qui sont les zones favorables au déplacement des espèces entre réservoirs de biodiversité. Les corridors diffus et les chemins de moindre coût sont « multi-trames ». Les corridors identifiés s'affranchissent donc de la notion de sous-trame.
- Les corridors en pas japonais, qui ne concernent que la sous-trame « Pelouses sèches calcicoles ».

Les données publiées dans ce document permettent de mettre en exergue les enjeux écologiques que porte ce territoire, à savoir la nécessité de maintenir et même de favoriser les continuités écologiques Est et Ouest entre les espaces bocagers du Montmorillonnais et ceux de la Gâtine.

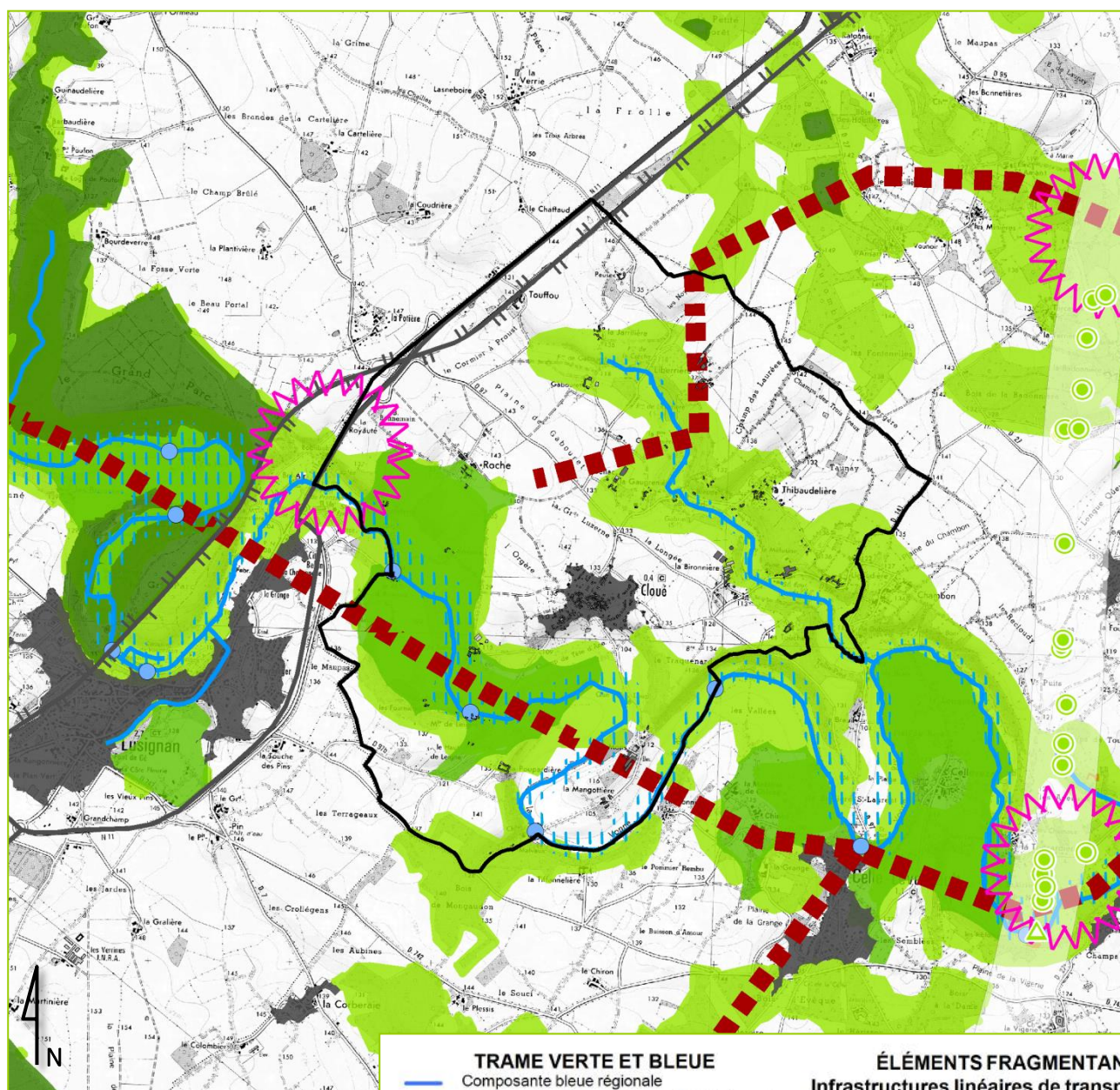
La carte ci-après, issue du SRCE Poitou-Charentes, rend compte de cette exigence réglementaire régionale à laquelle le PLU doit répondre, dans une logique de compatibilité.



▪ Enjeux écologiques identifiés sur la commune

La carte suivante, à plus grande échelle, permet de spécifier, pour le territoire de Cloué, les composantes de la Trame verte et bleue régionale jugées essentielles.

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune et des alentours



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes
Échelle : 1/60 000

TRAME VERTE ET BLEUE	
—	Composante bleue régionale
—	Autres continuités aquatiques (BD Carthage)
Réservoirs de biodiversité (à préserver)	
■	Pelouses sèches calcicoles
■	Pelouses sèches calcicoles situées sur des RB forêts et landes
■	Forêts et landes
■	Plaines ouvertes
■	Systèmes bocagers
■	APPB* chiroptères
Milieux littoraux :	
■	Estran
■	Milieux littoraux continentaux
Milieux humides :	
■	Vallées
■	Autres secteurs humides, marais
Corridors écologiques	
■	Corridors d'importance régionale, à préserver ou à remettre en bon état (tracé indicatif)
■	Corridors pelouses sèches calcicoles (pas japonais)
■	Zone de corridors diffus
ÉLÉMENTS FRAGMENTANTS	
Infrastructures linéaires de transport	
■	Autoroutes ou type "autoroutier"
■	Liaisons principales
■	Voies ferrées électrifiées
■	Fuseau LGV Sud-Europe-Atlantique
Zones urbanisées	
■	Zones urbanisées denses
Risque de fragmentation	
●	Obstacle à l'écoulement
■	Secteurs à enjeux pour assurer les continuités biologiques des vallées (tracé indicatif)
■	Autre zone de conflit potentiel (tracé indicatif)
ÉLÉMENTS POTENTIELLEMENT RECONNECTANTS	
△	Grande faune
●	Petite faune

La publication des résultats destinés à identifier la Trame verte et bleue régionale permet d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire de Cloué, qui comporte ainsi :

- **Un réservoir de biodiversité de la sous-trame « systèmes bocagers »**, repérés en vert sur la carte précédente, à l'Ouest et au Sud-Ouest du Bourg, de part et d'autre de la vallée de *la Vonne*.
- **Deux réservoirs de biodiversité de la sous-trame « milieux humides »**, correspondant aux vallonnements de *la Vonne*, au sud du territoire communal, et du *Ruisseau de Gabouret*, au Nord
- **Deux corridors écologiques d'importance régionale**, l'un au niveau de la vallée de *la Vonne*, l'autre depuis le réservoir bocager à l'Ouest du Bourg, remontant vers le Nord et les espaces de corridors diffus de Marçay.
- Il est à noter que ces réservoirs de biodiversité sont compris dans des **zones de corridors diffus**, favorables au déplacement des espèces entre les réservoirs des différentes sous-trames et jouant un « rôle d'effet-lisière ».

Il convient également de noter que certains **éléments fragmentants** peuvent être en conflit avec les corridors écologiques reliant ces nombreux réservoirs de biodiversité. C'est le cas notamment de la RD 611 (4 860 véhicules/jour en 2015), qui marque la limite Ouest de la commune, au droit du réservoir bocager situé à l'Ouest du Bourg et à l'interface avec le réservoir de la sous-trame « forêts et landes » présent au Nord du Bourg de Lusignan.

ANALYSE ÉCOLOGIQUE DE LA COMMUNE, DÉFINITION D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE

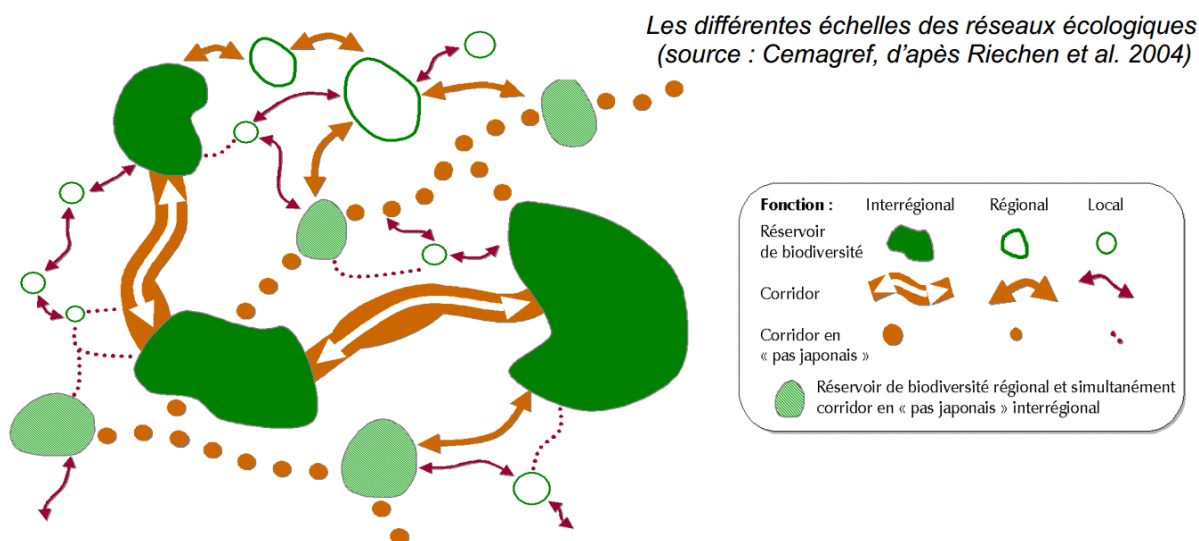
■ DÉFINITION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

La définition du concept de Trame verte et bleue est donnée en référence au Document-cadre « **Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques** », annexé au Décret n°2014-45 du 20 Janvier 2014.

« La Trame verte et bleue, **réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques** (identifiées par les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent la compétence d'identifier, de délimiter ou de localiser ces continuités), est un outil d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et restaurer ses capacités d'évolution et à préserver les services rendus, en prenant en compte les activités humaines.

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle doit permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

Les continuités écologiques constitutives de la Trame verte et bleue comprennent deux types d'éléments : des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques ».



La Trame verte et bleue d'un territoire constitue par elle-même un réseau écologique dont la fonctionnalité repose sur la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques qui le composent. La préservation des continuités écologiques vise au moins le maintien de leur fonctionnalité. La remise en bon état des continuités écologiques vise le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité. Cette fonctionnalité des continuités écologiques s'apprécie notamment au regard :

- de la diversité et la structure des milieux qui leur sont nécessaires et de leur niveau de fragmentation ;
- des interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;
- de la densité nécessaire à l'échelle du territoire concerné.

La fonctionnalité de la Trame verte et bleue sur un territoire sera confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur contribution au fonctionnement écologique global du territoire. »

Éléments de cadrage juridique

Article L371-1 du Code de l'Environnement

I. - La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. À cette fin, ces trames contribuent à :

- 1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;*
- 2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;*
- 3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;*
- 4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;*
- 5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;*
- 6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.*

II. — La trame verte comprend :

- 1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;*
- 2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;*
- 3° Les surfaces mentionnées au I de l'article L.211-14.*

III. — La trame bleue comprend :

- 1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L.214-17 ;*
- 2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L.212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L.211-3 ;*
- 3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.*

[...]

Article R371-19 du Code de l'Environnement

I. — Les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

II. — Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Un réservoir de biodiversité peut être isolé des autres continuités de la trame verte et bleue lorsque les exigences particulières de la conservation de la biodiversité ou la nécessité d'éviter la propagation de maladies végétales ou animales le justifient.

Les espaces définis au 1° du II de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité.

III. — Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

Les espaces mentionnés aux 2° et 3° du II de l'article L.371-1 constituent des corridors écologiques.

*IV. — **Les cours d'eau**, parties de cours d'eau et canaux mentionnés au 1° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.*

***Les zones humides** mentionnées au 2° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques ou les deux à la fois.*

■ LA PRISE EN COMPTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

La Loi prévoit que « *les collectivités territoriales [...] prennent en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents [...] d'urbanisme* ».

Cette notion de « prise en compte » induit une obligation de compatibilité sous réserve de possibilités de dérogation pour des motifs déterminés, avec un contrôle approfondi du Juge sur la dérogation.

Dans le cadre des Plans Locaux d'urbanisme, la compatibilité est appréciée au regard des objectifs de préservation de la biodiversité ainsi que du maintien et de la restauration des continuités écologiques exprimés dans les articles L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

Afin de mettre en œuvre ces orientations et en complément des autres outils réglementaires du PLU, l'article R.151-43 du Code de l'Urbanisme donne la possibilité de définir « *les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état* ».

Le respect de ces objectifs et la mise en place d'une programmation environnementale nécessitent d'identifier au préalable les éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale. Les données qui suivent constituent un support de réflexion en ce sens.

■ MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION PARTICIPATIVE ET DE RECENSEMENT

La définition de la Trame verte et bleue de Cloué a été élaborée de manière participative.

Un premier travail technique du bureau d'études a permis de collecter les données bibliographiques disponibles, de procéder à des analyses de terrain et des analyses par photo-interprétation et de concevoir un état initial de la Trame verte et bleue. Ce travail a été mené de Janvier à Mai 2016.

Cette première approche a été présentée aux élus de la commune. Par la suite, ceux-ci ont pu confirmer, par un travail d'analyses de terrain et d'inventaires et sur la base des connaissances locales, les données compilées par le bureau d'études, sur la présence des boisements, haies, arbres remarquables et mares répertoriés en première approche.

Les éléments exposés ci-après sont le résultat de ces deux approches.

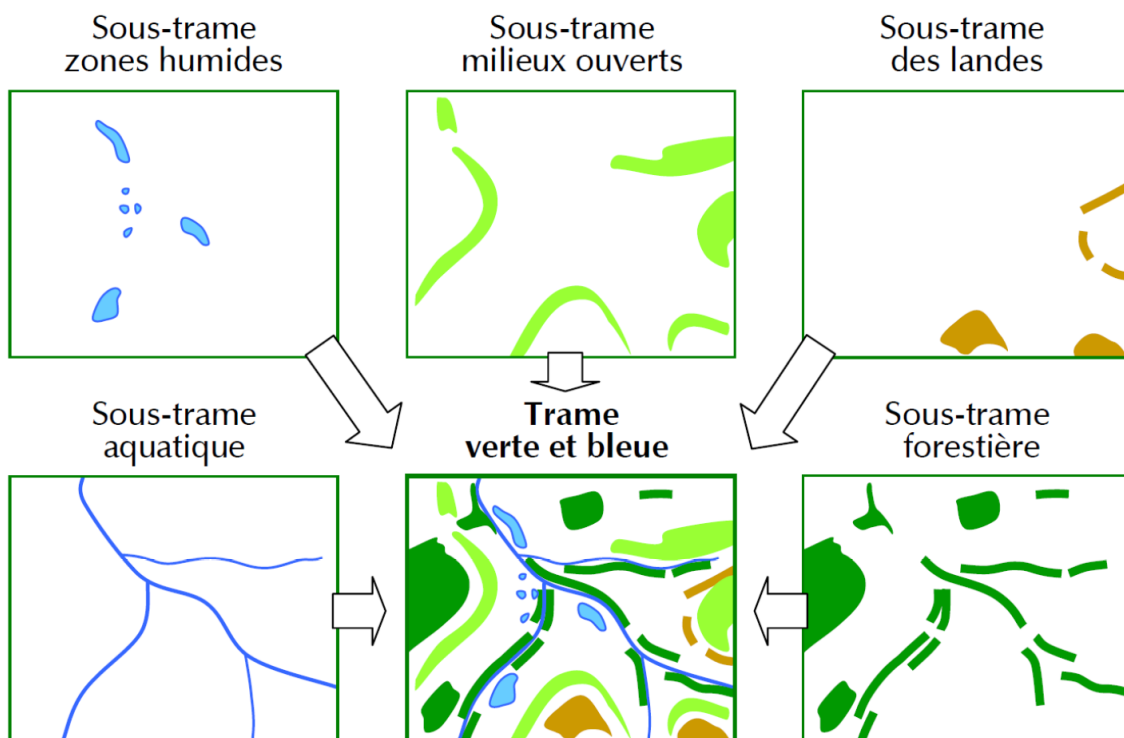
Par juxtaposition, ces éléments ont permis de dresser la structure de la trame verte et bleue communale et de faire émerger les enjeux.

Ainsi, le travail de recensement s'est attaché à déployer une méthode cumulative, sur chacun des éléments suivants.

ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX DE PROTECTION ET DE CONNAISSANCE	<ul style="list-style-type: none"> - Espaces protégés pour la préservation de la biodiversité. - Espaces importants pour la préservation de la biodiversité.
TRAME VERTE	<ul style="list-style-type: none"> - Boisements et milieux boisés. - Espaces naturels et semi-naturels pris en référence à leur utilisation ou délaissement agricole. - Haies, maillage bocager, arbres isolés et/ou remarquables. - Couvertures végétales et bandes enherbées le long des cours d'eau.
TRAME BLEUE	<ul style="list-style-type: none"> - Cours d'eau, fils d'eau et leur « espace de mobilité ». - Mares et points d'eau. - Espaces à dominante humide.

Comme illustré ci-dessous, les différents éléments composant la trame verte et bleue sont analysés à suivre, individuellement, afin de déterminer les enjeux et l'importance respective de ces milieux ou éléments de milieux dans la trame verte et bleue communale. Leur superposition permet, en conclusion, de dresser un état des lieux de la richesse naturelle et biologique de la commune.

Définition de la méthode cumulative employée pour le recensement de la trame verte et bleue locale



Source : Comité Opérationnel (COMOP) « Trame Verte et Bleue », Guide Choix stratégiques de nature à contribuer à la préservation et à la remise en état des continuités écologiques, Juillet 2010

■ LES ESPACES NATURELS PROTÉGÉS POUR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

La commune de Cloué ne comporte pas d'espace protégé pour la préservation de la biodiversité sur le territoire communal. Les plus proches sont le site inscrit et le site classé du Bourg de Lusignan, localisé à environ 2,5 kilomètres.

Situation de la commune par rapport aux espaces protégés pour la biodiversité

Espace protégé pour la préservation de la biodiversité		Distance du site le plus proche*
Zone de Protection Spéciale (ZPS)	■	12,6 kilomètres
Site d'Intérêt Communautaire ou Zone Spéciale de Conservation (ZSC)	■	13,4 kilomètres
Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)	■	22,7 kilomètres
Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APB)	■	20,0 kilomètres
Espace Naturel Sensible (ENS)	■	2,6 kilomètres
Site classé	■	2,8 kilomètres
Site inscrit	■	2,4 kilomètres
Parc Naturel National (PN)	■	339,7 kilomètres
Parc Naturel Régional (PNR)	■	44,2 kilomètres
Parc Naturel Marin (PNM)	■	100,3 kilomètres
Réserve Naturelle Nationale (RNN)	■	39,1 kilomètres
Réserve Naturelle Régionale (RNR)	■	68,7 kilomètres
Réserve de biosphère	■	97,1 kilomètres
Réserve Biologique domaniale (RB)	■	53,7 kilomètres
Réserve Nationale de Chasse et Faune Sauvage (RNCFS)	■	162,5 kilomètres
Site RAMSAR	■	68,3 kilomètres

Légende : ■ Site présent sur la commune, ■ Site présent sur une commune limitrophe, ■ Aucun site à proximité

* distance calculée par rapport au Bourg de Cloué

■ LES ESPACES NATURELS IMPORTANTS POUR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

La commune de Cloué ne comporte pas d'espace protégé pour la préservation de la biodiversité sur le territoire communal. Le plus proche est la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique du « Coteau de la Touche », située sur la commune de Lusignan, à environ 2,6 kilomètres du Bourg de Cloué.

Situation de la commune par rapport aux espaces importants pour la biodiversité

Espace important pour la préservation de la biodiversité		Distance du site le plus proche*
ZNIEFF continentale de type I	■	2,6 kilomètres
ZNIEFF continentale de type II	■	5,2 kilomètres
ZNIEFF marine de type I	■	Sans objet
ZNIEFF marine de type II	■	Sans objet
Terrains du Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN)	■	4,1 kilomètres
Terrains du Conservatoire du Littoral	■	Sans objet

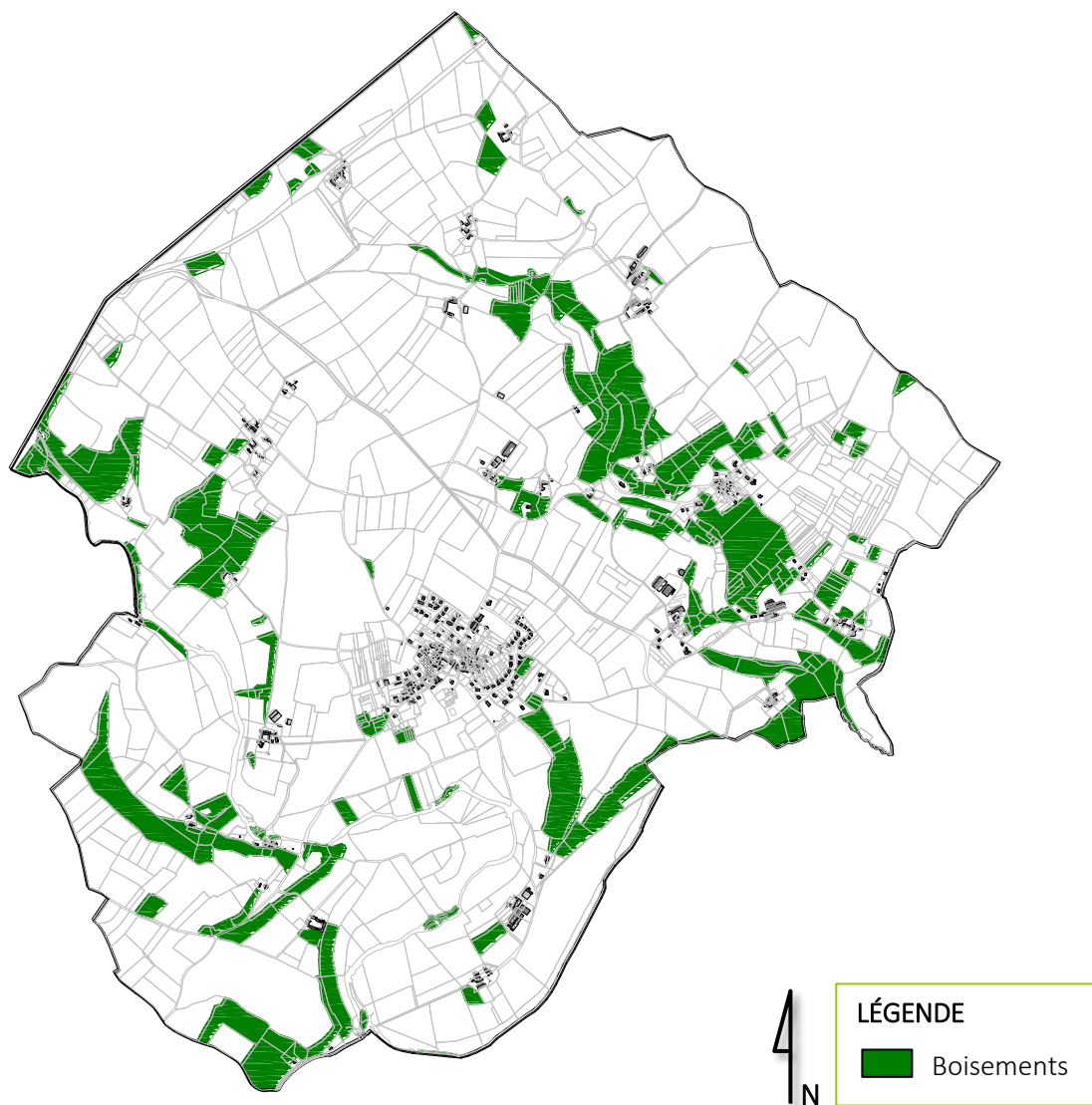
Légende : ■ Site présent sur la commune, ■ Site présent sur une commune limitrophe, ■ Aucun site à proximité

* distance calculée par rapport au Bourg de Cloué

■ LES BOISEMENTS

Les forêts contribuent à assurer des fonctions de production (bois d'œuvre, bois d'énergie), de protection (espèces, qualité des eaux) et sociales (accueil du public). Les forêts les plus anciennes ou implantées dans des conditions écologiques particulières (pentes, bords des cours d'eau...) abritent en général la biodiversité la plus forte. La commune est située dans la sylvoécocorégion « Brenne et Brandes ».

Boisements recensés sur la commune



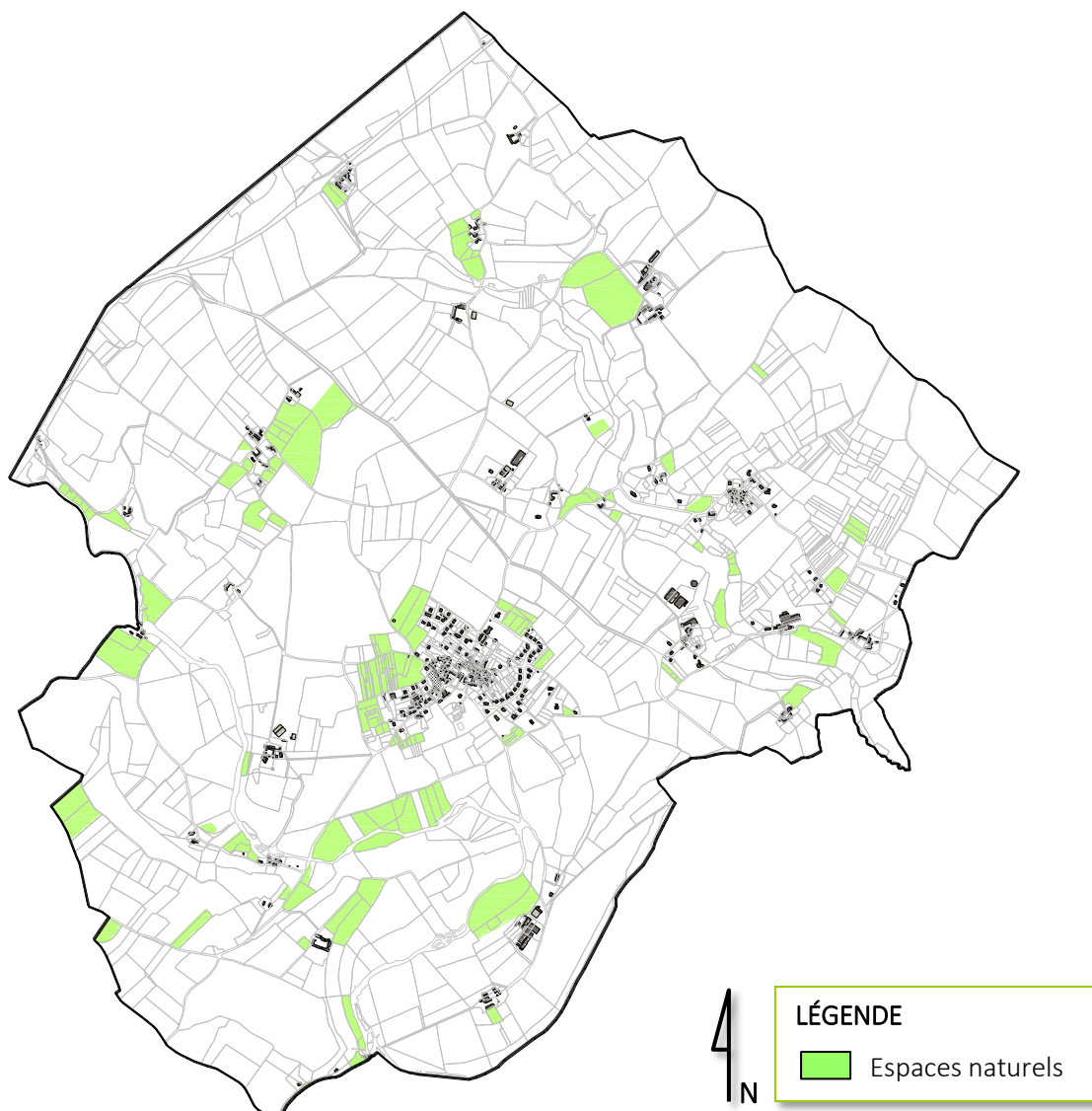
Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), travail de recensement de la Trame verte et bleue communale - Échelle : 1/30 000

À Cloué, l'inventaire révèle l'existence de 96 unités boisées (bois et bosquets), qui couvrent une superficie totale de **147,6 hectares**. Rapporté à la superficie de la commune, le taux de boisement est ainsi de **12,1%**, alors qu'il est de 18,2% à l'échelle du département de la Vienne.

■ LES ESPACES NATURELS

La présence de milieux naturels riches et diversifiés permet d'offrir des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces pour l'accomplissement de leur cycle vital (reproduction, alimentation, déplacement, refuge). À Cloué, les espaces naturels sont représentés, outre les espaces boisés traités précédemment, par toutes les terres non urbanisées et non mises en valeur par l'agriculture. Ces espaces sont indicatifs car évolutifs dans le temps en fonction de leur remise en valeur agricole, le cas échéant. Les espaces naturels participent de la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.

Espaces naturels présents sur la commune



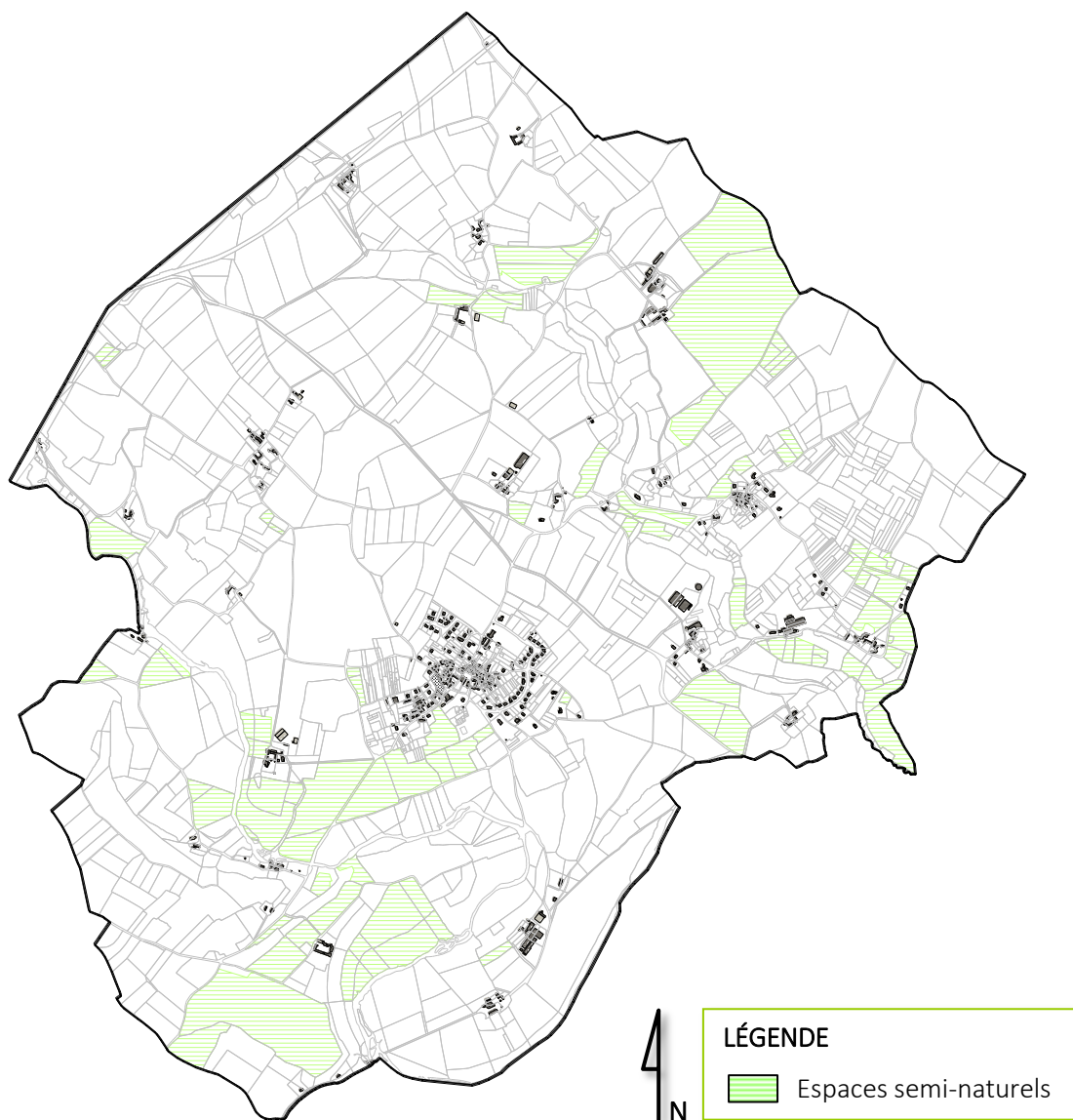
Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), Agence de Paiements et Services,
Référentiel Parcellaire Graphique (RPG 2014) - Échelle : 1/30 000

En 2014, la commune comportait **66,6 hectares** d'espaces naturels, soit **5,5% de son territoire**. Ils sont plutôt répartis autour du Bourg et des principaux hameaux, ainsi qu'en bordure de *la Vonne* et du *Ruisseau de Gabouret*.

■ LES ESPACES SEMI-NATURELS

Comme pour les espaces naturels, la présence de milieux semi-naturels riches et diversifiés participe des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces. À Cloué, les espaces semi-naturels sont représentés par les prairies, les espaces en jachère ou en gel, ainsi que les délaissés. Ces espaces sont indicatifs car évolutifs dans le temps en fonction de leur remise en valeur agricole, le cas échéant. Les espaces semi-naturels participent de la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.

Espaces semi-naturels présents sur la commune



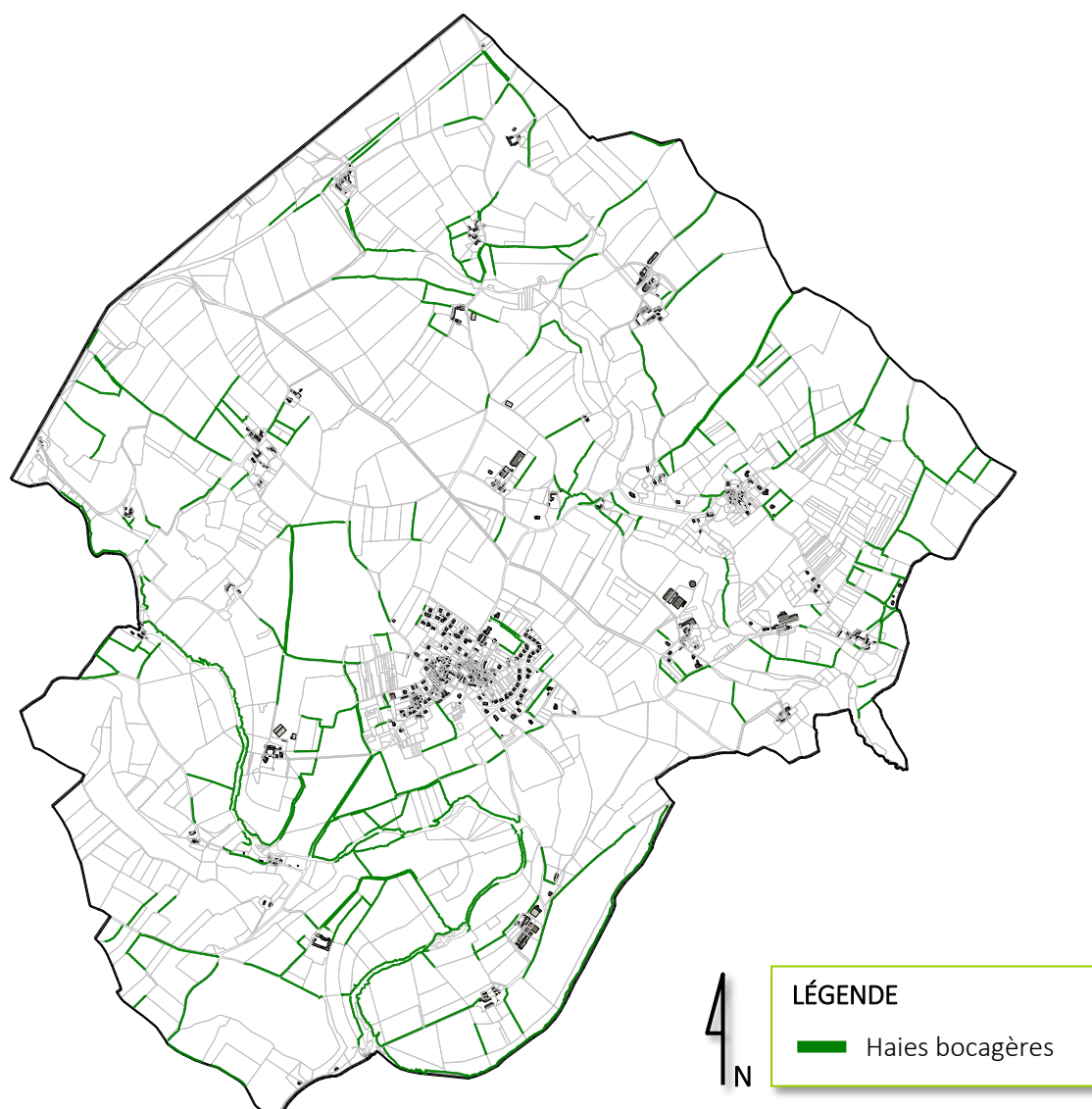
Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), Agence de Paiements et Services, Référentiel Parcellaire Graphique (RPG 2014) - Échelle : 1/30 000

En 2014, la commune comportait **146,9 hectares** d'espaces semi-naturels, soit 12,0 % de son territoire. Ils sont assez équitablement répartis sur le territoire communal, à l'exception de la partie Nord-Ouest de la commune, où les terres agricoles sont davantage mises en valeur. Là encore, ils sont nombreux autour des vallées de *la Vonne* et du *Ruisseau de Gabouret*, où l'exploitation de terres agricoles est plus contrainte.

■ LES HAIES BOCAGÈRES

À la fois habitats et corridors biologiques, les haies bocagères jouent de nombreux rôles dans le fonctionnement écologique, l'aménagement et le développement des territoires. Elles participent à la création de paysages divers et variés, contribuent à une meilleure qualité des eaux, permettent son infiltration et protègent ainsi contre l'érosion des sols. Elles constituent des zones de refuge pour la biodiversité, sont sources de production (bois de chauffage, fruits...), ont un rôle de régulation climatique et de nombreux intérêts agronomiques (brise vent, protection du bétail, etc.).

Haies recensées sur la commune



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), travail de recensement de la Trame verte et bleue communale - Échelle : 1/30 000

Les espaces de Cloué comportent un linéaire important de haies bocagères, d'intérêt écologique divers. Un recensement, réalisé à partir de photographies aériennes, identifie environ **47,3 kilomètres de haies bocagères** sur le territoire. Ces haies sont assez également réparties sur le territoire communal. On notera une répartition plus dense sur le Sud du territoire communal, en bordure des espaces naturels et semi-naturels évoqués précédemment et de *la Vonne*.

Ce recensement ne prend pas en compte les haies basses (buissonnantes) ainsi que les haies ornementales situées autour des lieux d'habitation.

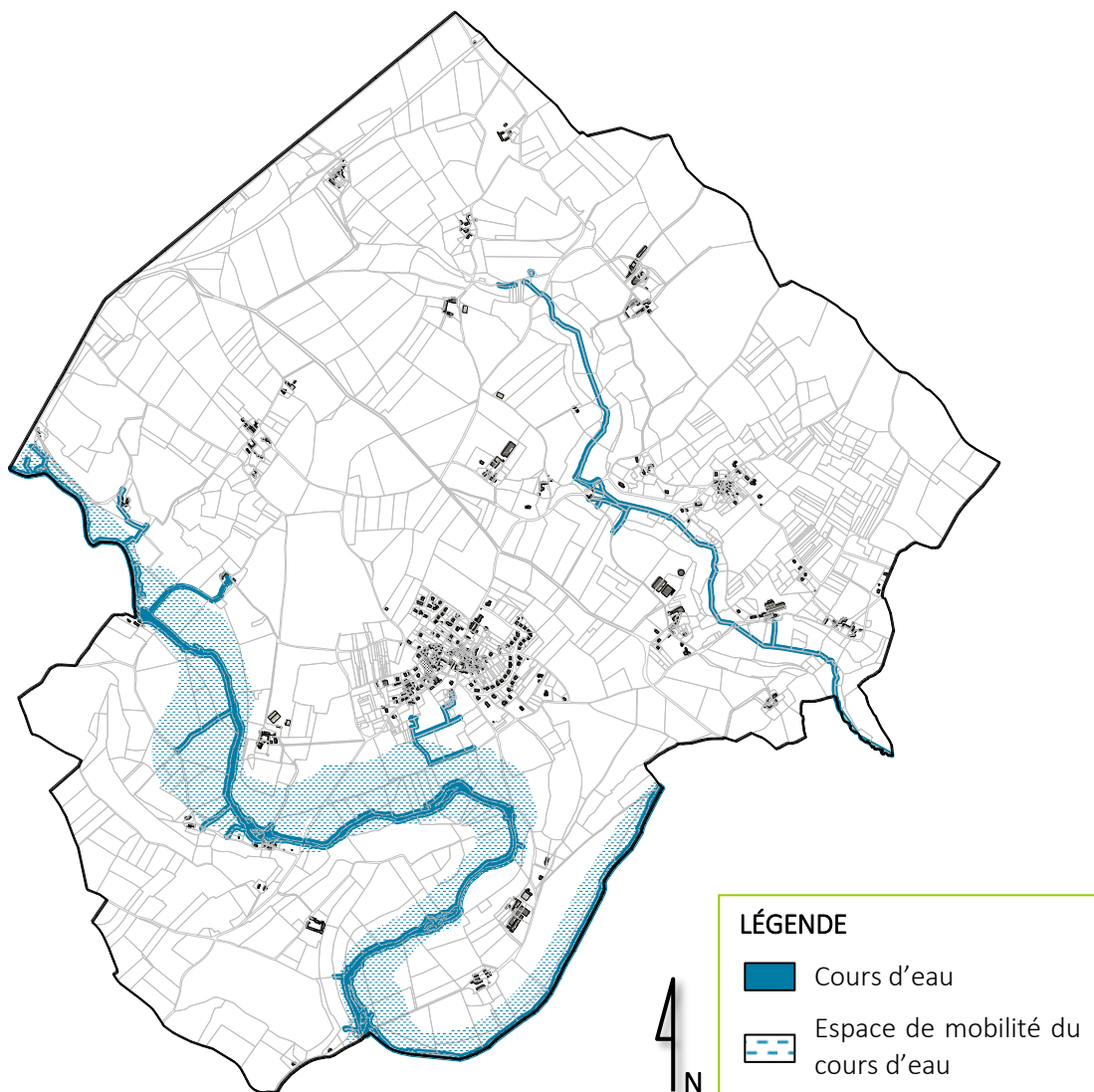
■ LES COURS D'EAU

Les cours d'eau, du ruisseau jusqu'au fleuve, forment, avec la diversité des espaces à dominante humide adjacentes qui en dépendent, un réseau écologique et paysager particulier qui constitue l'élément structurant de la trame bleue. La diversité biologique des cours d'eau dépend directement de la quantité et de qualité physico-chimique de la ressource en eau tout au long de l'année et de l'état des habitats aquatiques : pour de nombreuses espèces aquatiques, notamment les grands poissons migrateurs, les possibilités de déplacements sont des conditions indispensables à leur survie.

■ « Espace de mobilité » des cours d'eau

Comme défini par le CEMAGREF, chaque cours d'eau dispose d'un « espace de mobilité », c'est-à-dire d'un lit majeur dans lequel le lit mineur s'ajuste au gré des fluctuations du débit. Ces espaces de mobilité sont une composante de la trame bleue dans le sens où ils influent sur la mobilisation des sédiments et/ou sur le fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

Les cours d'eau et leur « espace de mobilité »



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFiP), données SANDRE et portail « Géorisques » - Échelle : 1/30 000

Cloué comporte **deux cours d'eau permanents** sur son territoire : *La Vonne*, sur une longueur de 7 700 mètres environ, s'écoulant en partie Sud de la commune selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est, et le *Ruisseau de*

Gabouret, sur une longueur de 3 200 mètres environ, s'écoulant depuis l'Est de la commune vers le Sud-Est. Les cours d'eau de la commune sont cartographiés ci-après.

Sur la commune de Cloué, et en l'absence de modélisation de crue sur le *ruisseau de Gabouret*, l'espace de mobilité retenu est le champ d'inondabilité de *La Vonne*. Celui-ci est cartographié ci-après.

- **La protection des cours d'eau comme continuité écologique**

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

La Vonne, dans toute sa traversée de **Cloué**, est classée en « liste 1 », de même que le *ruisseau de Gabouret*. La préservation de ces cours d'eau, au sein de la trame bleue, en tant que continuités écologiques, est donc un enjeu majeur.

- **Les bandes enherbées en bordure de cours d'eau**

Celles-ci ont été généralisées par la Directive européenne 91/676/CEE du 12 Décembre 1991, également appelée « Directive Nitrates » et visant à lutter contre la pollution des eaux. Un couvert végétal, d'une largeur variant de 5 à 10 mètres, est aménagé en bordure des cours d'eau fixés par Arrêté Préfectoral. Les bandes enherbées participent des BCAE, les bonnes conditions agricoles et environnementales, et constituent des zones non traitées (ZNT) pour limiter l'entrée de produits phytosanitaires dans les cours d'eau, conformément à l'Arrêté » du 12 Septembre 2006.

Les bandes enherbées participent également du cinquième Programme d'Action en Zone Vulnérable (PAZV). À Cloué, elles concernent *la Vonne* et le *ruisseau de Gabouret*, sur une largeur de **10 mètres de part et d'autre du cours d'eau**. Les bandes enherbées sont cartographiées ci-après.

Les bandes enherbées au bord des cours d'eau

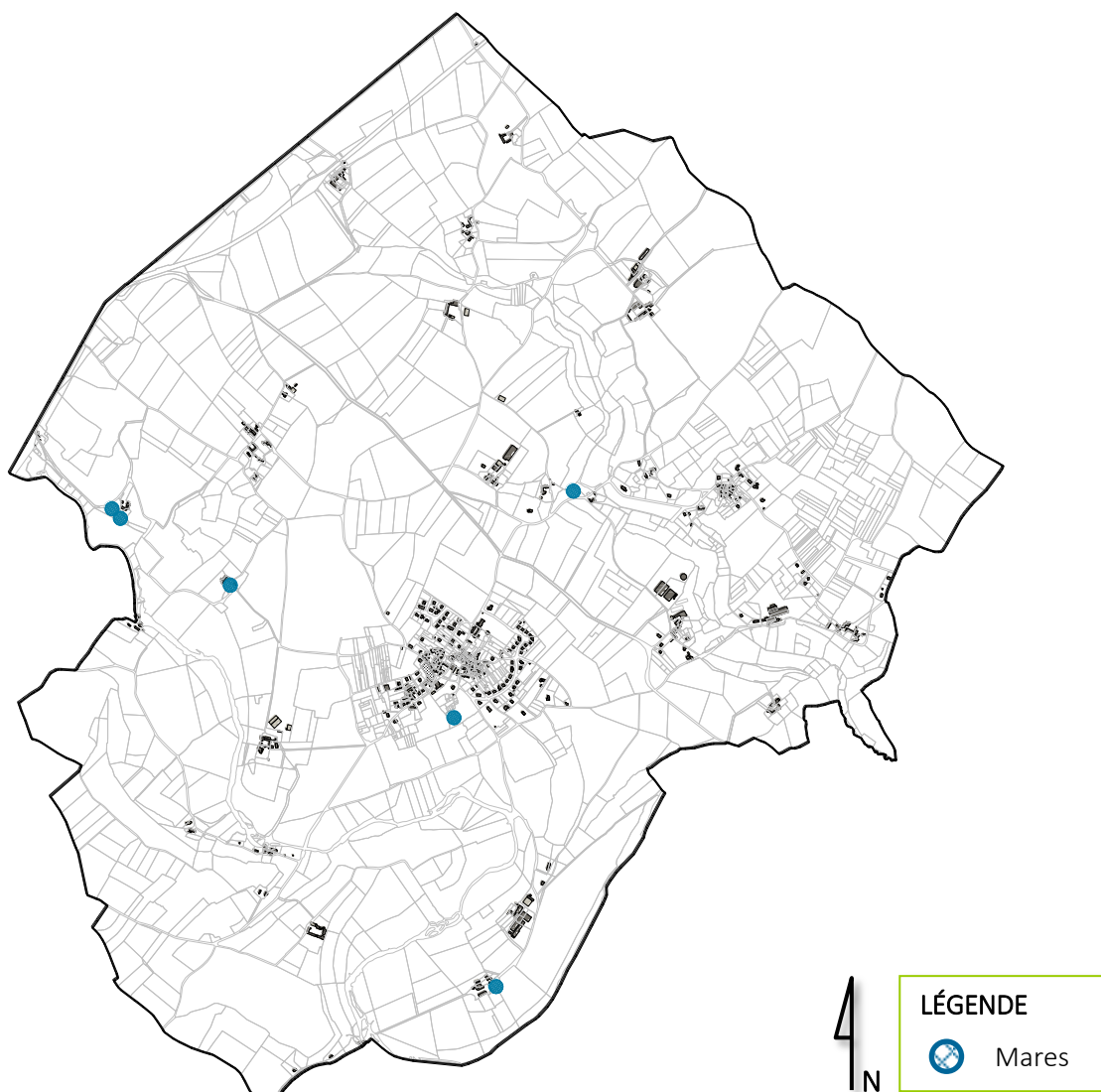


Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données DREAL Nouvelle-Aquitaine - Échelle : 1/30 000

■ LES MARES

Les mares sont des étendues d'eau de faible surface, pérennes ou non, de profondeur limitée. L'alimentation en eau provient du ruissellement ou de la remontée du plafond de la nappe phréatique, notamment en l'absence de cours d'eau. La plupart des mares ont été créées par l'homme, notamment pour répondre aux besoins en eau des habitants (mares communautaires), du cheptel ou suite à des activités extractives (argile, marne, pierres meulières). Très riches au niveau botanique, elles jouent un rôle majeur pour les batraciens (tritons, grenouilles), les reptiles (couleuvres) et les odonates (libellules).

Mares recensées sur la commune



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), travail de recensement de la Trame verte et bleue communale - Échelle : 1/30 000

Le territoire de Cloué comporte un nombre modéré de points d'eau. L'inventaire réalisé fait état de la **présence de 6 mares**. Cette reconnaissance ne prend pas en compte les étendues d'eau artificialisées (bâchées...) ou servant à l'irrigation agricole.

La disparition des petites mares par comblement est rapide dans les zones d'abandon de l'élevage. Elles constituent pourtant des espaces symboliques du patrimoine rural et sont essentielles pour le maintien de la biodiversité.

■ LES ESPACES À DOMINANTE HUMIDE

D'après la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992, les zones humides sont « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Les zones humides remplissent de nombreuses fonctions utiles aux équilibres naturels et aux activités humaines : écrêtement des crues et soutien d'étiage, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, support de loisirs et de tourisme...

Cette définition a été complétée à plusieurs reprises. L'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009, modifiant l'Arrêté du 24 Juin 2008, pris en application de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement, précise :

I. - Les critères à retenir pour la définition des zones humides mentionnées au 1° du I de l'article L.211-1 sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par région biogéographique. En l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide.

II. - La délimitation des zones humides est effectuée à l'aide des cotes de crue ou de niveau phréatique, ou des fréquences et amplitudes des marées, pertinentes au regard des critères relatifs à la morphologie des sols et à la végétation définis au I.

III. - Un Arrêté des Ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture précise, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article et établit notamment les listes des types de sols et des plantes mentionnés au I.

IV. - Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cours d'eau, plans d'eau et canaux, ainsi qu'aux infrastructures créées en vue du traitement des eaux usées ou des eaux pluviales.

Ainsi, les morphologies de sols propices à la présence de zones humides sont fixées en annexe de l'Arrêté cité ci-dessus :

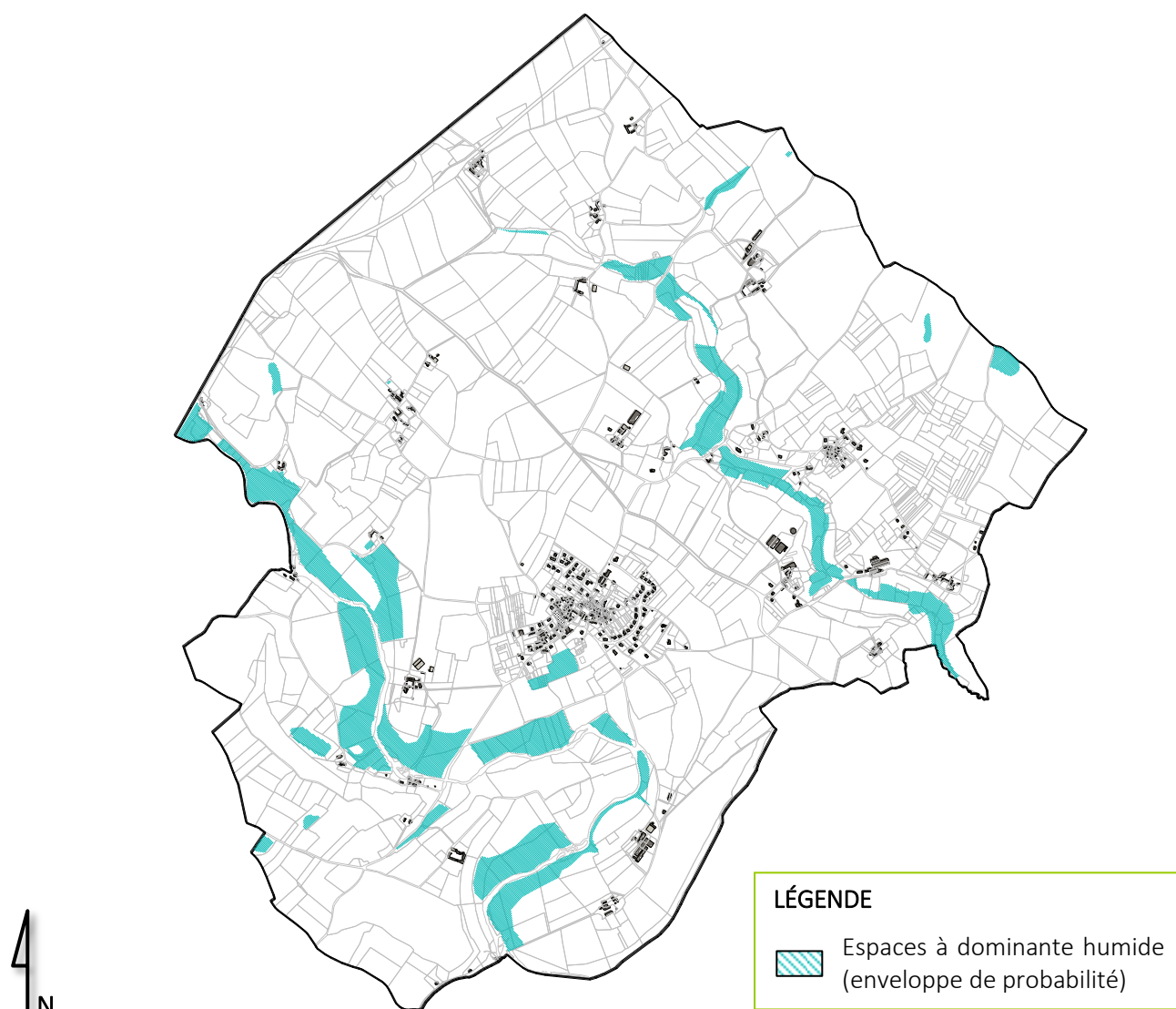
Toutes références d'Histosols, toutes références de Réductisols, les Rédoxisols (pro parte), les Fluviosols bruts rédoxisols (pro parte), les Fluviosols typiques rédoxisols (pro parte), les Fluviosols brunifiés rédoxisols (pro parte), toutes références de Thalassosols rédoxisols, les Planosols typiques (pro parte), les Luvisols dégradés rédoxisols (pro parte), les Luvisols typiques rédoxisols (pro parte), toutes références de Sols salsodiques, toutes références de Pélosols rédoxisols, les Colluviosols rédoxisols, les Podzosols humiques et podzosols humoduriques.

Comme détaillé ci-après, plusieurs inventaires de « prélocalisation des zones humides » ont été réalisés, par photo-interprétation.

Ces inventaires de prélocalisation ne répondent pas aux principes définis par l'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009 et par l'article R.211-108 du Code de l'Environnement. Ils sont donc reportés à titre informatif en tant que « prélocalisation d'espaces à dominante humide » et doivent être compris comme la localisation d'enveloppes de probabilité.

■ Inventaire de prélocalisation réalisé par la DREAL Nouvelle-Aquitaine

Comme évoqué ci-avant, un inventaire de « prélocalisation des zones humides » a été réalisé pour le compte de la DREAL Nouvelle-Aquitaine en 2015. Ce travail a été conduit sur la base d'une interprétation visuelle, au 1/5 000, de l'orthophotoplan de 2011, de la carte IGN au 1/25 000 et de la carte d'État-major de 1860.



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données DREAL Nouvelle-Aquitaine - Échelle : 1/30 000

L'inventaire de prélocalisation a permis d'identifier **107,9 hectares** d'espaces à dominante humide. Ces secteurs sont essentiellement localisés en bordures de *la Vonne* et du *Ruisseau de Gabouret*.

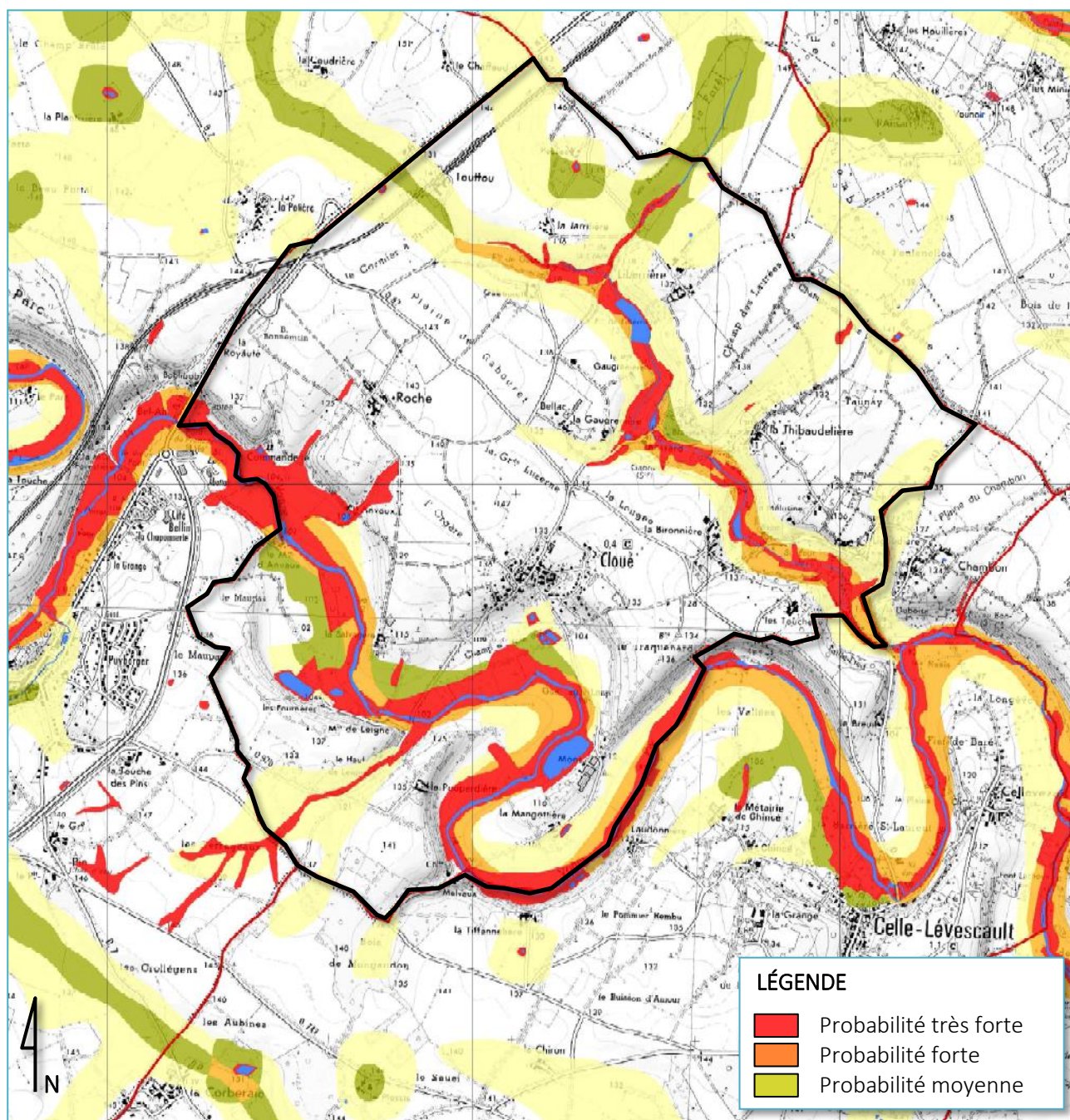
■ Inventaire de prélocalisation réalisé dans le cadre du SAGE du Clain

En conformité avec les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE du Clain a procédé à la réalisation d'une étude préliminaire sur les zones humides afin de définir, à l'échelle du bassin du Clain, des « enveloppes de probabilité de présence de zones humides ». Ce document a un caractère informatif et non prescriptif ; il vise à améliorer la connaissance sur les territoires.

Trois niveaux de probabilité ont été retenus :

- Probabilité très forte : sur la base de photo-interprétations et d'inventaires de terrain existants.
- Probabilité forte : sur la base de données pédologiques, historiques, ou de calculs théoriques.
- Probabilité moyenne : sur la base de calculs théoriques.

Enveloppes de probabilité de zones humides sur la commune (SAGE Clain)



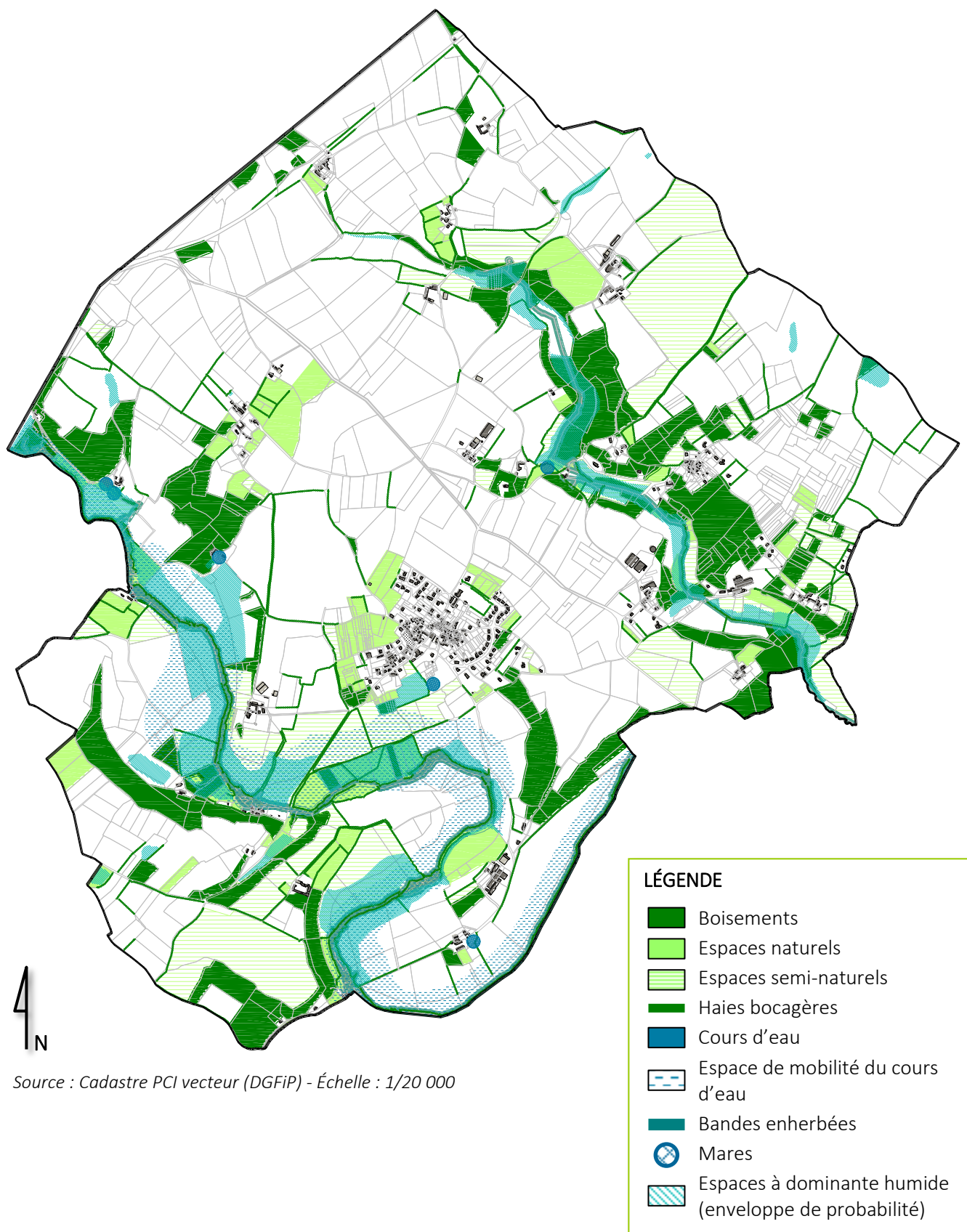
Source : Atlas de prélocalisation des zones humides probables du périmètre du SAGE Clain (enveloppes de probabilité de présence) – Conseil Départemental de la Vienne, bureaux d'études TTI et Biotope

Les enveloppes de probabilité apparaissent comme très étendues et recoupent essentiellement les vallées et les points bas de la commune.

■ SYNTHÈSE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

Les éléments constitutifs de la Trame verte et bleue sont cartographiés ci-après. Leur superposition permet d'appréhender la richesse biologique potentiellement présente sur le territoire communal.

Éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale à Cloué



Les éléments constitutifs de la Trame verte et bleue sont cartographiés ci-après. Leur superposition permet d'appréhender la richesse biologique potentiellement présente sur le territoire communal.

La Trame verte et bleue à Cloué apparaît comme dense et également représentée par ses composantes verte et bleue.

Le recensement des éléments de la Trame verte et bleue vient confirmer les données du Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes, faisant état d'un territoire doté d'une biodiversité riche et diversifiée mais localisée principalement autour de deux espaces, les vallonnements de cours d'eau, *la Vonne* et le *Ruisseau de Gabouret*. Il est à noter que de nombreux espaces, notamment en périphérie des hameaux, conservent une grande qualité bocagère. À faible distance les uns des autres se côtoient des milieux naturels ou semi-naturels au fonctionnement écologique souvent très dissemblable.

La mosaïque de milieux illustre la grande richesse naturelle de ce territoire, mais également sa complexité et sa fragilité. Afin de bien prendre en compte ce patrimoine naturel remarquable et de le protéger, il est essentiel de poursuivre l'élargissement de la connaissance.

SYNTHÈSE DU FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE LOCAL

■ DÉFINITION DE CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

L'objectif de cette analyse est d'identifier les **corridors écologiques** et les **réservoirs de biodiversité** constitutifs des **continuités écologiques** de la Trame verte et bleue de Cloué. L'application des dispositions du Code de l'Environnement (articles L.371-1 et R.371-19 notamment) permet de constituer le schéma de fonctionnement présenté en page suivante.

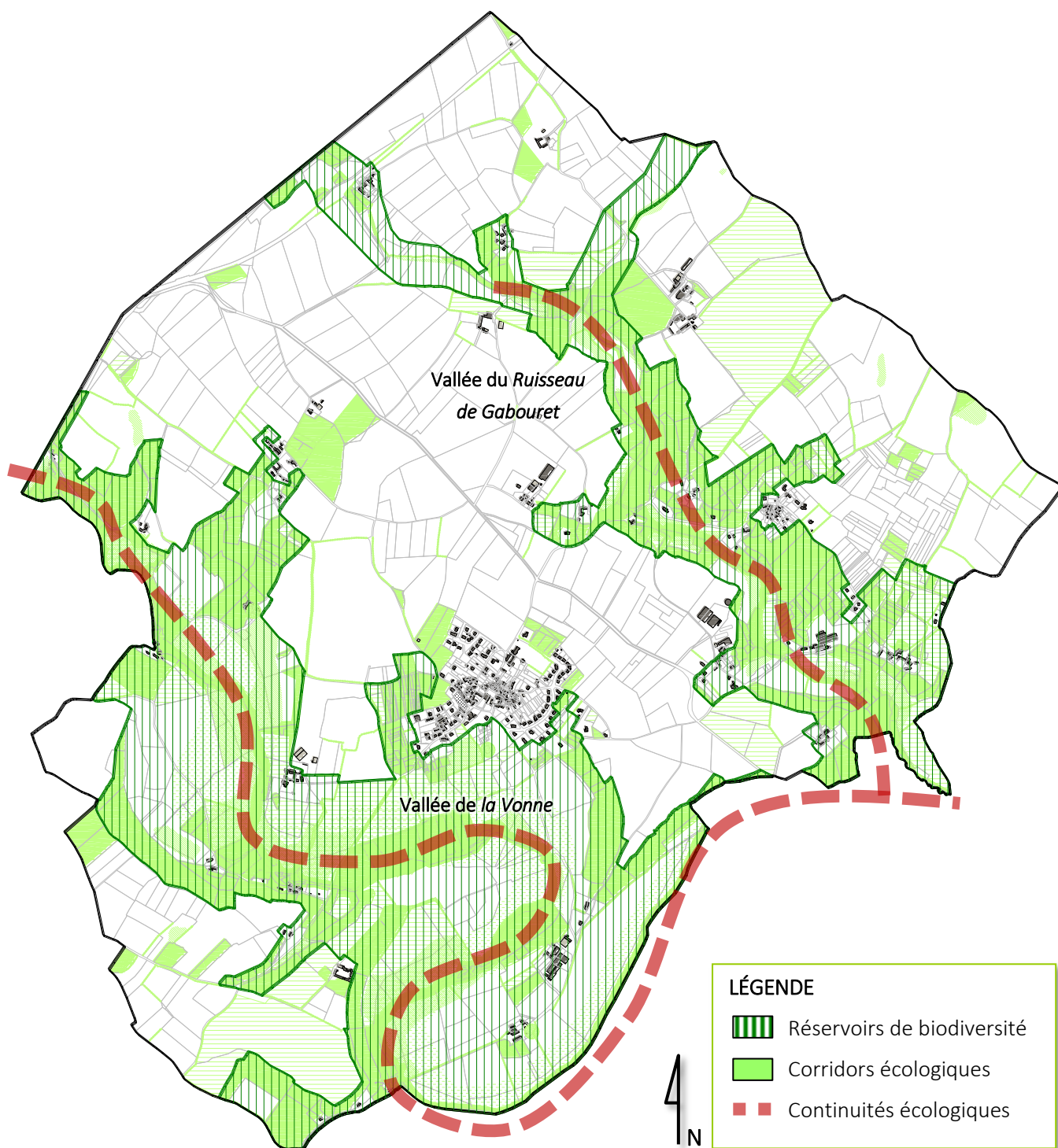
- Les espaces naturels ou semi-naturels, ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles constituent des **corridors écologiques**, c'est-à-dire qu'ils « *assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie* » (Article R.371-19 du Code de l'Environnement). Les espaces à dominante humide sont également classés en corridors écologiques.
- La superposition des éléments de la Trame verte et bleue locale permet d'identifier les **réservoirs de biodiversité**, c'est-à-dire « *des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces* » (Article R.371-19 du Code de l'Environnement). À Cloué, cela concerne les vallées de *la Vonne* et du *Ruisseau de Gabouret* et les éléments naturels formant leurs pourtours. Ces deux espaces sont de taille suffisante pour que les habitats assurent leur fonctionnement et abritent des populations diverses. Les mares sont également classées en réservoirs de biodiversité, leurs populations étant inféodées à ces espaces et y assurant leur cycle de vie.

La conjonction des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques permet d'identifier les **continuités écologiques**.

Les continuités pouvant être identifiées sont les suivantes :

- Le long de la vallée de *la Vonne*, qui présente des éléments de biodiversité importants, tant sur le plan aquatique que bocager.
- Le long du *Ruisseau de Gabouret*, qui présente les mêmes caractéristiques : cours d'eau enserré dans un écrin naturel (bois et bosquets, maillage bocager).

Cette analyse précise celle du schéma Régional de Cohérence Écologique, qui reconnaît la valeur importante d'une partie de ces continuités. Celles-ci devront être préservées dans le PLU, en particulier contre le développement diffus de l'urbanisation.



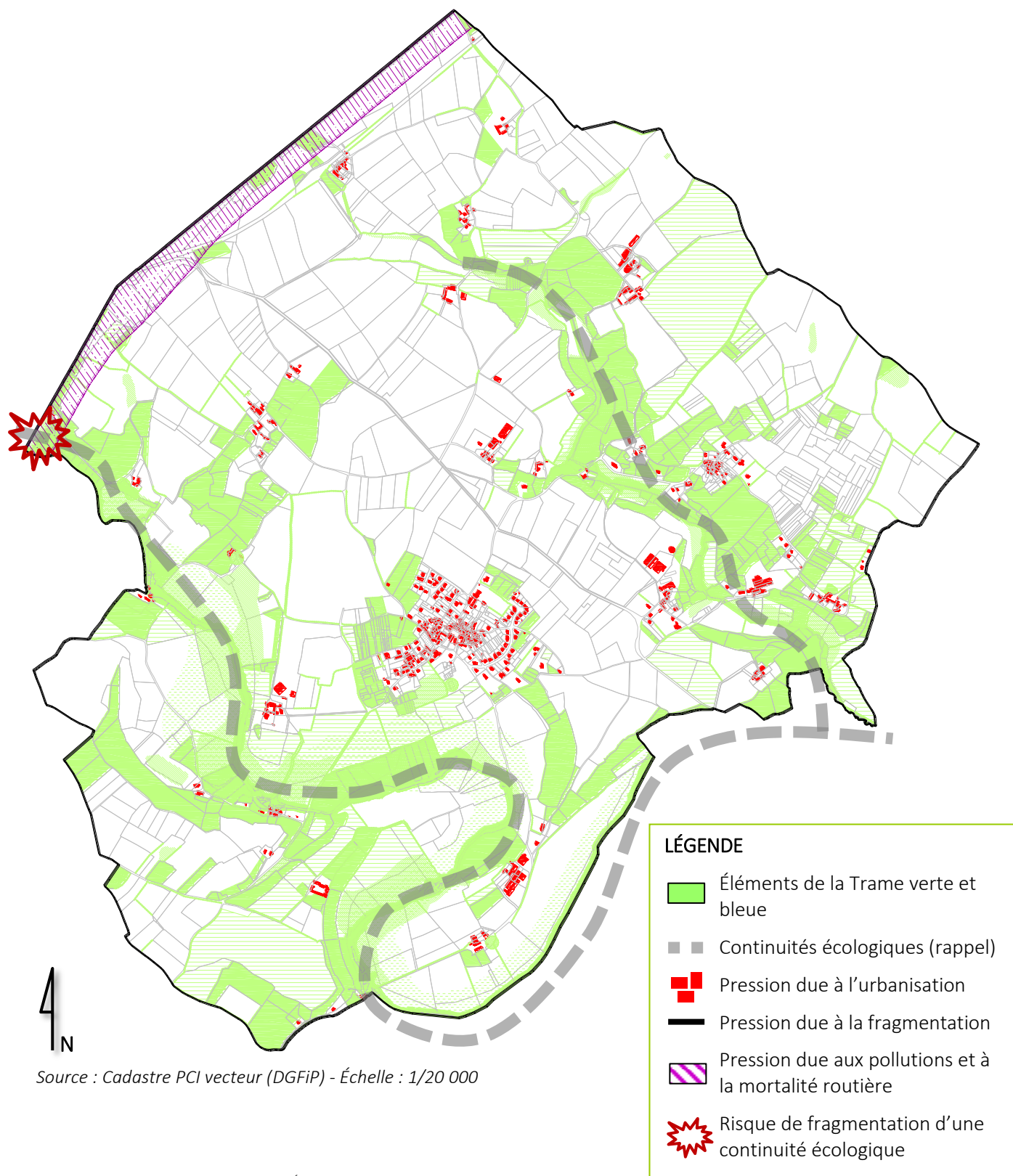
Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP) - Échelle : 1/20 000

■ PRESSION ANTHROPIQUE ET RISQUE DE FRAGMENTATION

La pression anthropique est mesurée au travers de trois facteurs :

- **L'urbanisation**, qui artificialise les sols et détruit les éléments constitutifs de la trame verte et bleue ;
- **La fragmentation des milieux** par les infrastructures linéaires, qui isolent les populations ;
- **Les pollutions et les nuisances** (dont la mortalité routière) qui impactent directement les espèces.

Éléments participant de la pression anthropique sur la commune



À Cloué, les enjeux suivants peuvent être relevés en matière de pression anthropique :

- La **pression due à l'urbanisation** est assez faible car elle est répartie sur le Bourg et l'ensemble des villages et écarts qui maillent la commune. La pression la plus importante est exercée par le Bourg de Cloué, qui reste cependant de taille modeste. Il conviendra de ce fait de protéger les éléments de biodiversité (espaces naturels et semi-naturels, boisements, haies) situés au Sud du Bourg, en direction de la vallée de *la Vonne*, et de préserver le caractère villageois des principaux écarts en limitant leur développement et en préservant les éléments naturels (haies, bosquets, jardins, mares) qui constituent des corridors « en pas japonais » pour les espèces.
- La **pression due à la fragmentation** est concentrée, à Cloué, sur les voies de circulation. À l'exception de la RD 611, les routes de la commune supportent un trafic essentiellement local, qui ne présente que peu de risques de fragmentation sur les continuités écologiques. En revanche, la RD 611 supporte un trafic conséquent. Elle marque la limite Nord-Ouest de la commune. Elle présente également un risque de fragmentation de la continuité écologique de la vallée de *la Vonne* et du cortège d'éléments naturels qui l'accompagnent.
- La **pression due aux pollutions** et à la mortalité routière des espèces ne concerne que les infrastructures à circulation importante. À Cloué, cela ne concerne, là encore, que la RD 611 (4 860 véhicules/jour en 2015).

Des actions peuvent être entreprises pour limiter la pression anthropique :

- **Préserver de l'urbanisation** les espaces agricoles et naturels de la commune afin de limiter l'étalement urbain et maintenir les fonctionnalités des continuités écologiques de la commune, encore préservées de l'urbanisation.
- **Préserver des coupures d'urbanisation** entre le Bourg et les différents villages et écarts de la commune. De même, il convient de ménager de toute urbanisation la partie Sud du Bourg, au contact du réservoir de la vallée de *la Vonne*.
- Anticiper les impacts potentiels des projets d'infrastructure en évaluant les **incidences cumulées des différents projets** sur l'environnement.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

■ L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET SA PROTECTION

Origine et qualité de l'eau potable distribuée

L'approvisionnement, la gestion et la distribution de l'eau potable sur la commune est assurée par le Syndicat Eaux de Vienne (ex SIVEER). Au sein du comité local de la région de Lusignan, trois Unités de Distribution d'eau (UDI) ont été définies. Cloué dépend de l'UDI A qui couvre les communes de Celle-l'Évescault, Cloué, Coulombiers (pour partie), Lusignan, Marçay, Marigny-Chemereau et Rouillé.

L'UDI A est alimentée par un mélange d'eaux réalisé dans le réservoir situé au pied du château d'eau de Lusignan, provenant du forage supra et infra-toarcien de « La Poisnière », situé sur la commune de Saint-Sauvant, et du captage de « Brossac », situé sur la commune de Celle-l'Évescault. L'eau ne subit qu'un simple traitement de désinfection par le chlore gazeux avant distribution.

Date du dernier prélèvement	19/04/2018 - 12h00	
Conformité bactériologique	OUI	
Conformité physico-chimique	OUI	
Respect des références de qualité	OUI	
Paramètres analytiques	Valeur	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,01 mg/l	≤0,1 mg/l
Bactéries aérobies revivifiables à 22°-68h	0 n/ml	
Bactéries aérobies revivifiables à 36°-44h	0 n/ml	
Bactéries et spores sulfato-réductrices / 100ml	0 n/100 ml	≤0 n/100 ml
Bactéries coliformes / 100ml-MS	0 n/100 ml	≤0 n/100 ml
Chlore libre *	0,3 mg/LCl ₂	
Chlore total *	0,4 mg/LCl ₂	
Conductivité à 25°C *	526 µS/cm	≥200 et ≤1100 µS/cm
Entérocoques / 100ml-MS	0 n/100 ml	≤0 n/100 ml
Escherichia coli / 100ml-MF	0 n/100 ml	≤0 n/100 ml
Fer total	50 µg/L	≤200 µg/L
Fluorures mg/L	0,96 mg/L	≤1,50 mg/L
Nitrates (en NO ₃)	32 mg/L	≤50 mg/L
Odeur (qualitatif) *	0	
Saveur (qualitatif) *	0	
Température de l'eau *	14°C	≤25°C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,30 NFU	≤2 NFU
pH *	7,6 unitépH	≥6,5 et ≤9 unitépH

Source : Ministère des Solidarités et de la Santé, portail Orobnat

* Analyse réalisée sur le terrain

Protection de l'approvisionnement en eau potable

Le territoire communal de Cloué n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage.

■ L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE, LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Situation actuelle et enjeux

L'électricité et l'éolien sont les deux modes d'approvisionnement énergétique principaux sur la commune. Toutefois, deux autres sources d'énergies renouvelables principales sont potentiellement mobilisables sur le territoire de Cloué : le solaire (thermique ou photovoltaïque) et, éventuellement, le bois-énergie.

Pour répondre aux objectifs de maîtrise des consommations d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, un recours plus important aux énergies renouvelables est nécessaire. Les énergies renouvelables sont fournies par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, la biomasse (bois énergie, biocarburant, biogaz) et la mer. Leur exploitation n'engendre pas ou peu de déchets ou de gaz à effet de serre.

Développement de l'énergie bois

On notera que le bois constitue une ressource bien représentée sur le territoire de la commune, notamment du point de vue du taux de boisement rapporté à la superficie de la commune. Le développement d'une filière bois locale pourrait être envisagé si elle est gérée de manière durable.

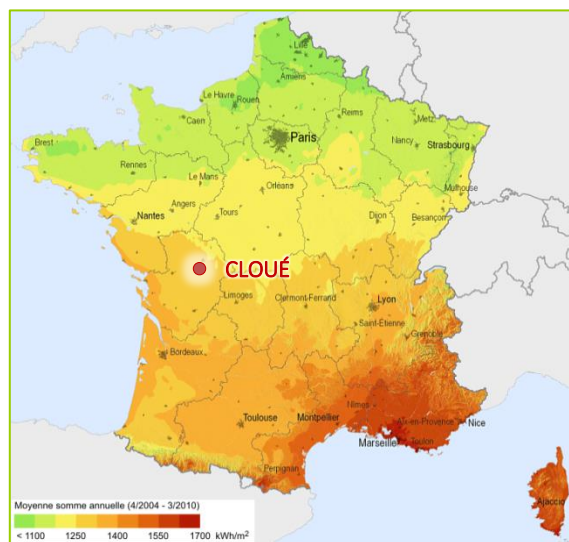
Développement de l'énergie solaire

Comme illustré sur la cartographie ci-contre, sur le secteur de Cloué, l'irradiation globale horizontale est d'environ 1 250 à 1 325 kWh/m² et par an. Cette valeur est assez favorable au développement de la fourniture d'énergie par les apports solaires.

Les équipements mis en place devront toutefois prendre en considération les principes suivants :

- L'implantation de centrales solaires au sol est à éviter en raison de la sensibilité environnementale du territoire communal et des impacts potentiels sur l'activité agricole.
- La mise en place de panneaux solaires sur les bâtiments devra être réalisée avec discrétion afin d'éviter un impact visuel trop important, notamment autour du Bourg, en référence au périmètre de protection l'église, classée monument historique.

Irradiation globale horizontale



Développement de la méthanisation

Un recensement des entreprises et des installations agricoles produisant des déchets fermentescibles pourrait être pertinent. En effet, dans le cas où le territoire de commune hébergerait de tels établissements, la question de la mise en place d'une filière de méthanisation serait opportune.

La méthanisation a été reconnue par le « Grenelle II » comme une activité agricole lorsqu'il s'agit majoritairement de déchets issus des effluents d'élevage.

Développement de la biomasse

Dans le cadre de la réflexion sur le choix des énergies des bâtiments publics et/ou collectifs, voire des opérations d'ensemble, la question de la mise en place de la filière biomasse (utilisation de l'énergie issue de la combustion de matières organiques : paille, bois, palettes, etc.) serait opportune, notamment pour les réseaux de chaleur.

Développement de l'énergie éolienne

La mise en place du Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE) constitue une des déclinaisons du Grenelle de l'Environnement.

Il définit les orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050 pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de la consommation énergétique, le développement des énergies renouvelables, la lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation au changement climatique. Il comprend un rapport et un document d'orientations assorti de documents cartographiques indicatifs et un volet annexé intitulé « schéma régional éolien ».

L'élaboration des Schémas Régionaux « Climat, Air, Énergie » découle de l'article 68 de la Loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite Loi « Grenelle 2 ». Cette Loi est une application territorialisée de la Loi de programmation n°2009-967 du 3 Août 2009 relative à la mise en œuvre du « Grenelle de l'environnement », dite Loi « Grenelle 1 ».

La Loi « Grenelle 2 », qui prévoit l'élaboration du SRCAE, précise dans son article 90 que le **Schéma Régional Éolien (SRE)** constitue un volet annexé à ce document. En cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, le SRE a pour vocation d'identifier la contribution régionale à l'effort national en matière de production d'énergie renouvelable d'origine éolienne terrestre. Il a pour objet de définir les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne en s'assurant que l'objectif quantitatif régional puisse être effectivement atteint.

En l'attente d'une refonte du SRCAE et du SRE à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine, les données suivantes sont basées sur le SRE Poitou-Charentes. **Il est à noter que celui a été annulé par Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux en date du 04 Avril 2017. Les données suivantes sont donc données à titre informatif.**

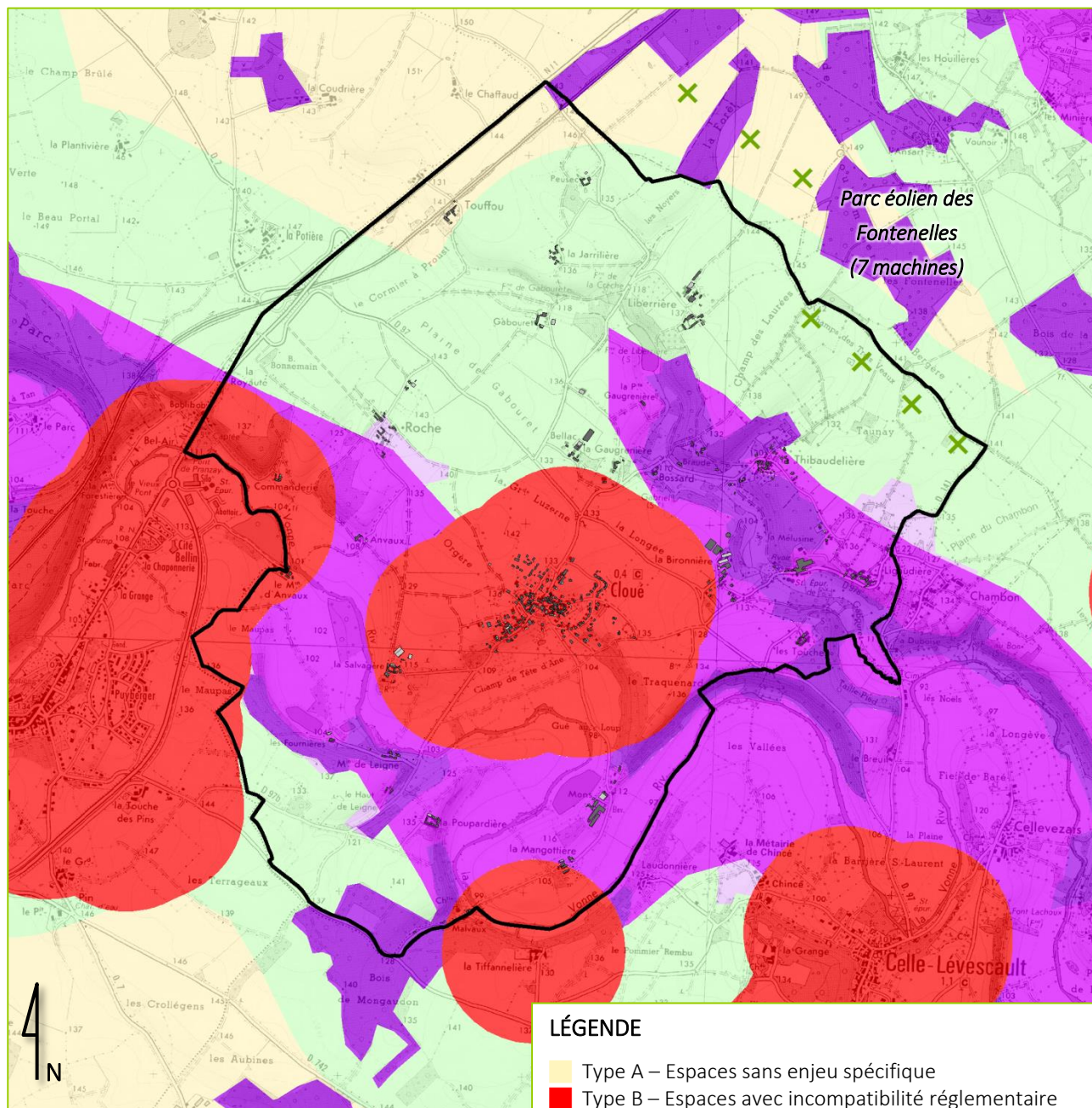
Le Schéma Régional Éolien a cartographié les espaces régionaux en fonction de la typologie dominante du secteur et en corrélation avec les contraintes découlant d'incompatibilités réglementaires ou d'enjeux importants liés à l'application de politiques publiques (ZNIEFF de type I et II, ZPS, ZSC, ZICO, Arrêtés Préfectoraux de Biotopie, réserves naturelles, espaces littoraux importants, ZPPAUP et/ou périmètre de site classé ou inscrit, sites UNESCO, zones archéologiques, territoires emblématiques sur le plan paysager, massifs forestiers, vallées, zones urbanisées, servitudes techniques de l'aviation civile, servitudes radioélectriques, voies de communication).

Le Schéma Régional Éolien fait apparaître des zones sur le territoire communal qui sont favorables à l'implantation d'éolienne(s), comme illustré en page suivante. Notamment, 4 éoliennes sont d'ores et déjà implantées en limite Nord-Est de la commune, appartenant au parc des « Fontenelles » qui compte 7 éoliennes et s'étend sur la commune limitrophe de Coulombiers.

Globalement, la limite Nord de la commune est constituée d'espaces favorables à l'installation d'éoliennes, n'ayant pas de sensibilité paysagère particulière.

La moitié Sud de la commune est en revanche concernée par la vallée de *la Vonne* et celle du *Ruisseau de Gabouret*. Ces paysages de vallées doivent être préservés et ne sont pas propices à l'installation de machines. De même, le Bourg et ses abords sont couverts par des incompatibilités réglementaires.

Typologie des espaces de la commune dans le cadre du Schéma Régional Éolien Poitou-Charentes



LÉGENDE

- Type A – Espaces sans enjeu spécifique
- Type B – Espaces avec incompatibilité réglementaire
- Type C – Espaces terrestres littoraux
- Type D1 – Sites Natura 2000
- Type D2-1 – ZNIEFF I et II (oiseaux et chiro)
- Type D2-2 – Zones de connectivité
- Type E1 – Espaces culturels et paysagers emblématiques
- Type E2 – Massifs forestiers
- Type E3 – Vallées
- Type E4 – ZNIEFF I et II (non oiseaux et chiro)
- Type E5 – Bocages
- Type F – Autres espaces présentant des contraintes

GESTION DES RISQUES, POLLUTIONS ET NUISANCES

■ LA CONNAISSANCE ET LA LEÇON DES RISQUES PASSÉS

Sur les dernières décennies, la commune de Cloué a fait l'objet de six arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Ces arrêtés sont pris en application du Code des Assurances à l'échelle de la commune. Ils précisent le type de catastrophe naturelle ouvrant droit à indemnisation des dommages mais ne localisent pas les phénomènes concernés. Ils sont donc donnés ci-après pour information.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Inondations et coulées de boue	24/12/1993	11/01/1994	02/02/1994	18/02/1994
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	31/01/1995	06/02/1995	08/02/1995
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010
Inondations et coulées de boue	15/12/2011	17/12/2011	04/06/2012	08/06/2012

Source : Portail Géorisques, base « GASPARE » (Mai 2018)

Les risques identifiés comme générateurs d'atteintes aux biens ou aux personnes, soit par la récurrence d'événements déjà survenus, soit par l'importance du risque potentiel, sont les suivants :

- Inondations et inondations par débordement de cours d'eau.
- Mouvements de terrain et mouvement de terrain par affaissement ou effondrement de cavité souterraine.
- Phénomènes sismiques.
- Phénomènes météorologiques.
- Transport de matières dangereuses.

La localisation de ces risques est présentée aux pages ci-après.

Rappel des obligations réglementaires des collectivités

En vertu des articles R.125-11 et suivants du Code de l'Environnement, toutes les communes du département de la Vienne sont concernées par l'obligation de réaliser un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Ce document, élaboré dans le but d'informer la population, indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de survenue du risque.

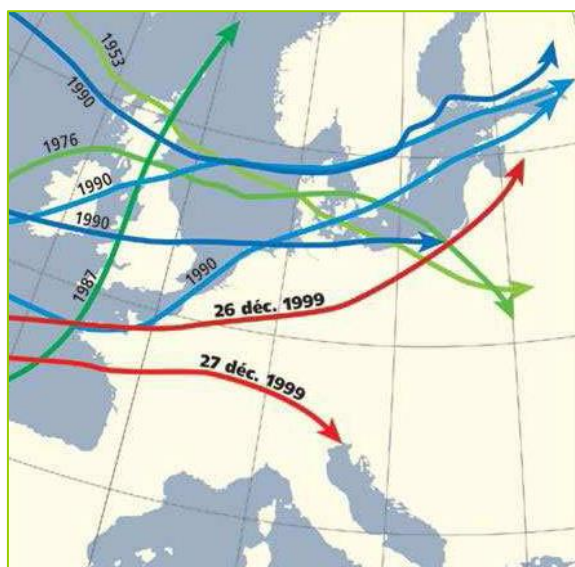
L'article 13 de la Loi de modernisation de la Sécurité Civile du 13 Août 2004 rend obligatoire la réalisation par le Maire d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) pour les communes disposant d'un Plan de Prévention des Risques naturels (PPRn) approuvé ou celles comprises dans le champ d'application d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI).

Ce document est un outil opérationnel à l'échelle communale pour gérer les secours en cas de crise majeure. Il comprend les mesures qui permettent d'organiser la sauvegarde et la protection des personnes, la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, les moyens d'accompagnement et de soutien de la population. Le DICRIM constitue la première partie du PCS sur le volet relatif à l'information sur les risques majeurs.

Les communes qui ne sont pas soumises à cette obligation réglementaire sont fortement incitées à réaliser également un PCS.

■ LES RISQUES MÉTÉOROLOGIQUES

Le risque de tempêtes océaniques



Trajectoires de quelques tempêtes ayant touché l'Europe entre 1950 et 2000

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique (ou dépression), dans laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes en température et en teneur d'eau. De cette confrontation naissent des vents parfois très violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 kilomètres/heure.

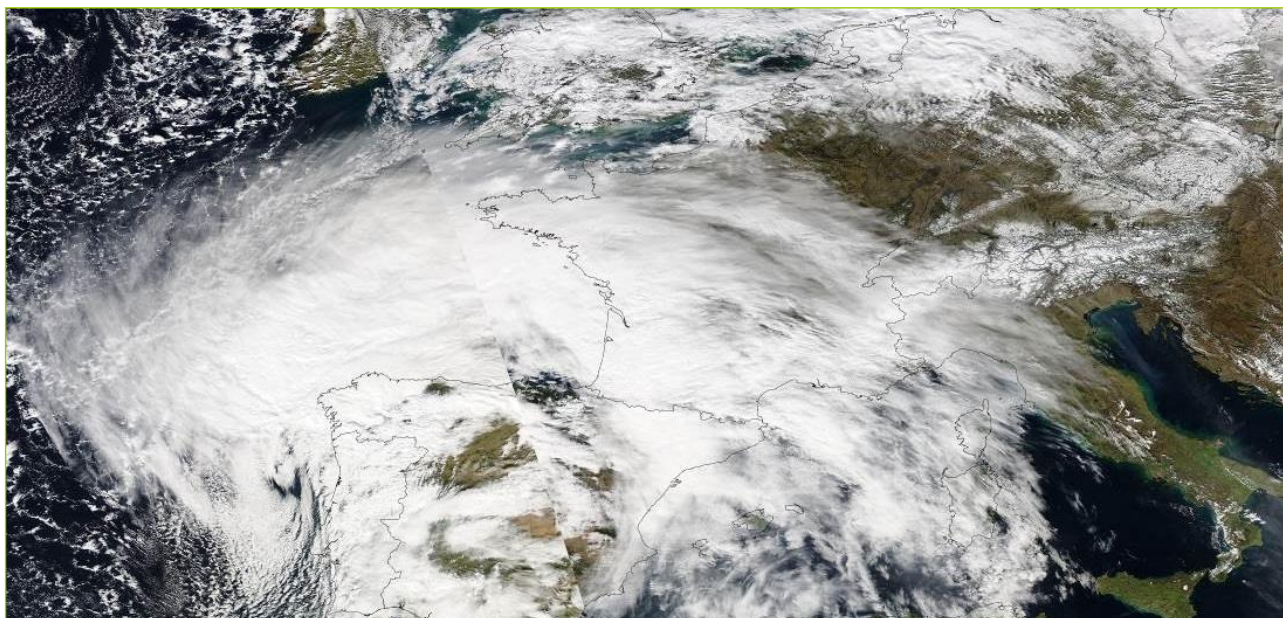
Le risque de tempêtes océaniques (passage de « Martin » en 1999 et de « Xynthia » en 2010) est possible sur la commune.

Quoiqu'impuissants face à l'occurrence du phénomène, il est possible d'en prévenir les effets par le biais de mesures d'ordre constructif, par la surveillance météorologique (prévision) et par l'information et l'alerte de la population.

Le risque de phénomènes orageux violents

Un orage est une perturbation atmosphérique d'origine convective associée à un type de nuage particulier : le cumulonimbus. Les orages peuvent générer des pluies fortes à diluviennes, des coups de foudre, des chutes de grêle, des vents très violents et, rarement, des tornades.

À nos latitudes, le risque orageux est essentiellement présent durant la saison chaude, de la moitié du printemps à la moitié de l'automne. Le Poitou-Charentes est particulièrement exposé à ce risque en raison de sa localisation en bordure du principal couloir d'orages allant de l'Aquitaine à la Bourgogne. Des épisodes orageux violents se produisent régulièrement, plus spécifiquement sur la Charente et la Vienne.



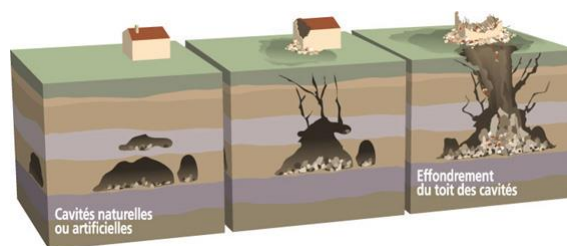
La tempête « Xynthia » aborde les côtes européennes en Février 2010.

■ LES RISQUES LIÉS À LA GÉOLOGIE

Le risque « cavités souterraines »

L'attention de la collectivité locale est attirée sur les dispositions résultant de la loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages qui modifient le Code de l'Environnement (article L.563-6) en confiant aux communes ou à leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme le soin d'élaborer en tant que de besoin des cartes délimitant les sites où sont situés des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol. Le Maire a la responsabilité de communiquer, sans délai, au représentant de l'État dans le département et au Président du Conseil Départemental les éléments dont il dispose à ce sujet.

Des précautions liées aux dispositifs de construction sont donc à préconiser et l'attention des constructeurs doit être sensibilisée sur ce point. En tout état de cause, il y a lieu d'éviter le développement des constructions dans les zones connues comme susceptibles de comporter des cavités en sous-sol.



Trois cavités naturelles ont été identifiées à ce jour par le BRGM sur le territoire communal, pour certaines en collaboration avec le Comité Départemental de Spéléologie de la Vienne (CDS 86). Elles portent les références suivantes :

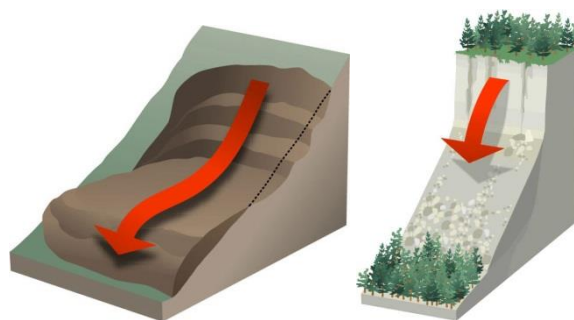
- POCAW0010939 : « Grotte de Malvaux n°1 ».
- POCAW0010940 : « Grotte de Malvaux n°2 ».
- POCAW0010941 : « Fontaine de Gabouret / Rivière souterraine de Gabouret ».

Une quatrième cavité a été identifiée par la commune au Sud du Bourg et de la Rue du Grand Quérreux.

L'ensemble de ces cavités a été cartographié avec précision. Leur localisation est reportée au plan de zonage du PLU. L'attention de la collectivité est attirée sur le fait que l'inventaire préalable du BRGM ne préjuge pas de l'absence de cavités non encore répertoriées.

Le risque « mouvements de terrain »

Outre les mouvements de terrain liés au retrait et gonflement des argiles, développés ci-après, des mouvements de terrain peuvent survenir de manière lente et continue (tassements, affaiblissements, assèchements...) ou de manière rapide et discontinue (écroulements, chutes de blocs, coulées de boue torrentielles...). En tout état de cause, il y a lieu d'éviter le développement des constructions dans les zones qui présentent un risque d'affaissement ou d'éboulement.



À Cloué, aucun mouvement de terrain n'a été répertorié au titre des arrêtés de catastrophes naturelles. Hors cavités souterraines, **le risque de mouvements de terrain par affaissement ou éboulement semble modéré.**

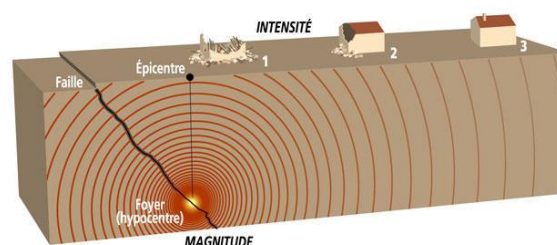
Le risque sismique

Le Ministère de la Transition écologique et solidaire a élaboré un Programme National de Prévention du Risque Sismique (PNPRS), présenté en Novembre 2005.

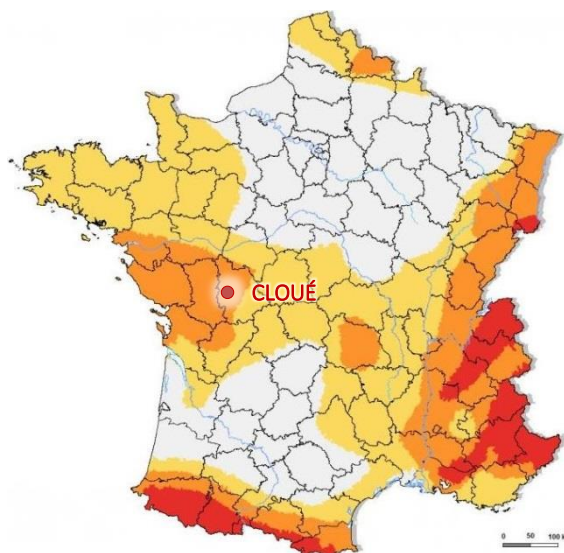
Ce programme s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale de Développement Durable et s'attache à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Suite au zonage sismique de la France, élaboré le 21 Novembre 2005, **la commune est classée en zone de sismicité 3 (risque mesuré)**, avec des accélérations du sol pouvant aller de $1,1 \text{ m/s}^2$ à $1,6 \text{ m/s}^2$. La mise en œuvre de ce plan a pour effet de renforcer les mesures constructives des bâtiments existants ou futurs.

La Direction Départementale des Territoires de la Vienne a élaboré, en Décembre 2010, une délimitation des zones de sismicité sur le territoire départemental, conformément aux Décrets n°2010-245 et n°2010-1255 et à l'Arrêté du 22 Octobre 2010, complété par l'Arrêté du 11 Juillet 2011 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

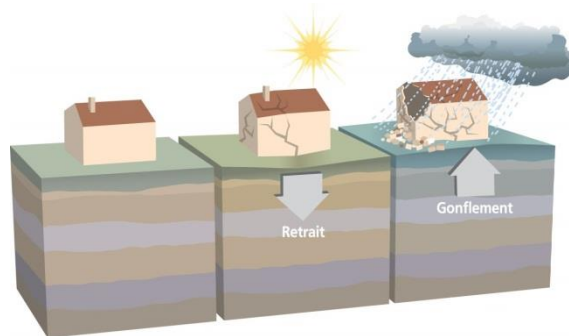


Zonage sismique de la France



Le risque « retrait et gonflement des argiles »

Ce phénomène est également connu sous le nom de « risque sécheresse ». Les argiles sont sensibles à la teneur en eau du sol : elles gonflent en présence d'eau puis se rétractent quand la teneur en eau diminue. La présence d'argile dans le sol ou le sous-sol peut donc conduire à des mouvements de terrain différentiels qui peuvent être à l'origine de désordres aux bâtiments (fissuration des murs, etc.).

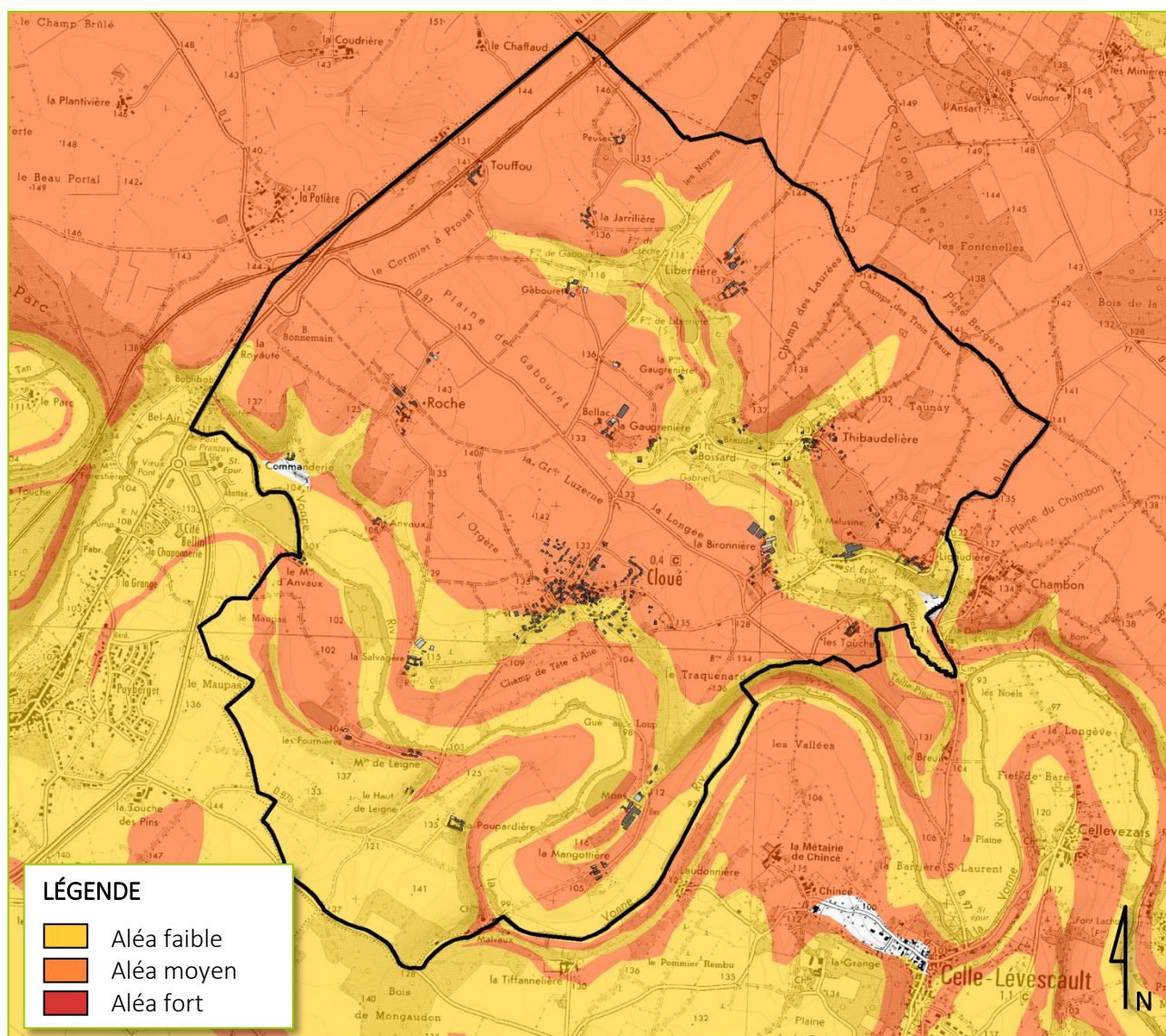


Afin de se prémunir des désordres, un certain nombre de dispositions doivent être respectées :

- Dispositions constructives pour ce qui concerne les fondations et la structure des bâtiments (profondeur des fondations, chaînage, etc.).
- Dispositions relatives à l'environnement des bâtiments en vue de limiter les variations de teneur en eau du sol à proximité des bâtiments (gestion des eaux pluviales, etc.).

Le phénomène concerne presque intégralement la commune de Cloué. La totalité du bâti est concerné par un aléa lié au risque de retrait et gonflement des argiles.

Localisation du risque « argiles » sur la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCi vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25 et BRGM - Échelle : 1/30 000

Le Nord du Bourg est concerné par un aléa moyen. Il en va de même pour la plupart des lieux-dits. Seuls les lieux-dits « La Poupardière », « La Commanderie » et « Brossac » sont concernés par un aléa faible.

L'attention de la collectivité est attirée sur le fait que le risque lié au retrait et gonflement des argiles est particulièrement important au niveau des jointures entre les différentes zones d'aléa, dont la différence de densité est l'origine des troubles potentiels. La cartographie en page précédente illustre bien ces différences d'aléa, qui suivent généralement les courbes de niveau, comme c'est le cas pour les vallonements de *la Vonne* et du *Ruisseau de Gabouret*.

Le risque « argiles » doit être porté à la connaissance des tiers envisageant des projets. L'attention des porteurs de projets est attirée sur l'existence de ce risque. Une étude de sol détaillée doit être réalisée et la conception des constructions doit être adaptée à la situation pédologique, y compris dans les zones définies comme constructibles au Plan Local d'Urbanisme.

Le risque incendie et feux de forêt

La commune de Cloué ne comporte pas de massif classé à risque dans le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI). Celui-ci a été approuvé, pour la période 2015/2024, par Arrêté Préfectoral n°2014-DDT-748 du 12 Novembre 2014.

Néanmoins, l'Arrêté n°2017-SIDPC-014 du 24 Mai 2017, portant règlement permanent de l'emploi du feu et du brûlage des déchets verts dans le Département de la Vienne, s'applique à tout le territoire départemental.

■ LES RISQUES LIÉS À L'HYDROLOGIE

Le risque d'inondation par débordement de cours d'eau

La commune est concernée par l'Atlas des Zones Inondables de *la Vonne*, approuvé le 1^{er} Janvier 2002. La rivière n'est pas concernée par un Plan de Prévention du Risque d'inondation (PPRI).

La prise en compte des risques naturels, notamment en matière d'inondation, est renforcée par la Loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

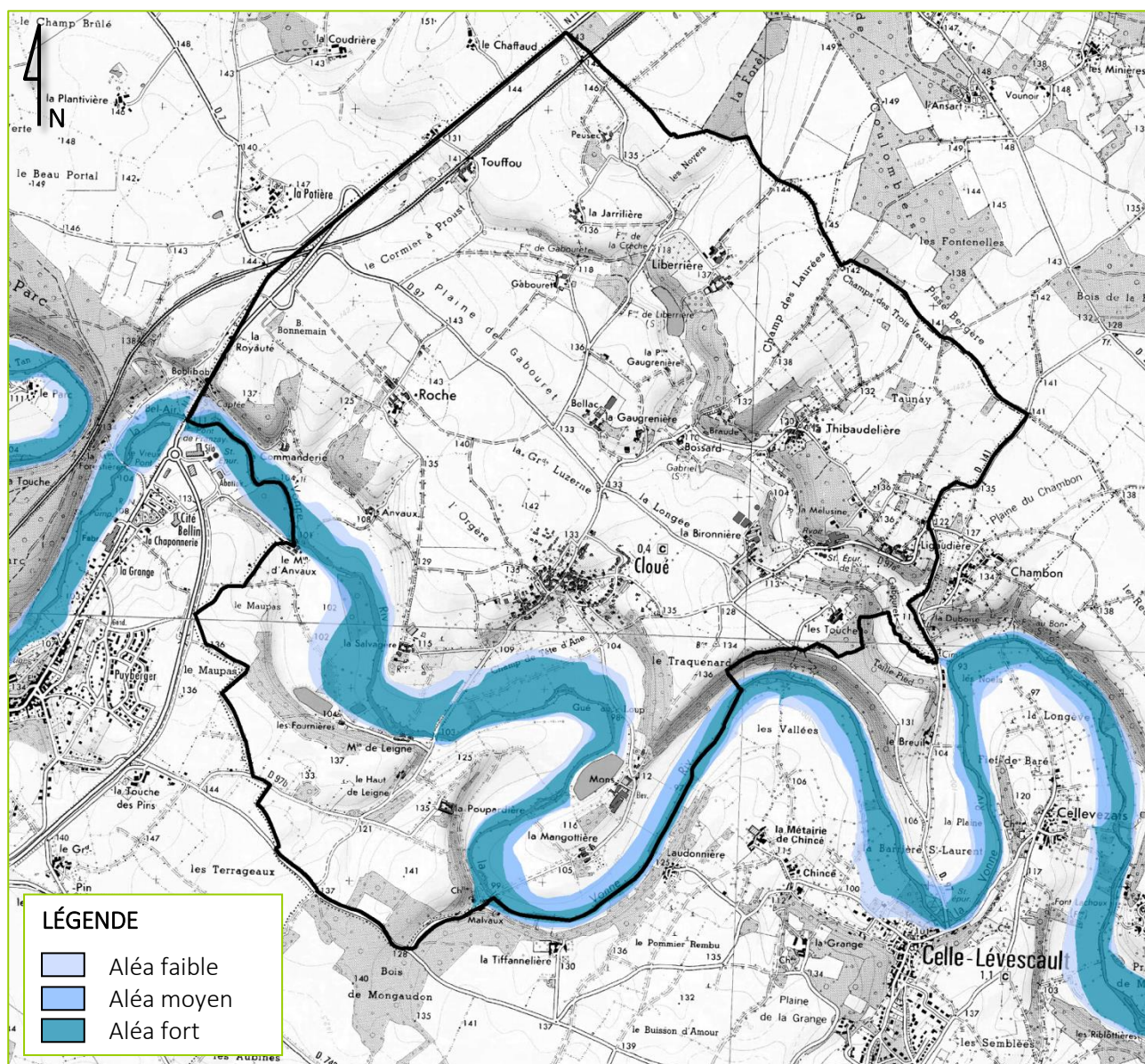
Ainsi, il convient de préserver de toute urbanisation les secteurs considérés comme des zones de champs d'expansion des crues. Il faut également garantir la capacité d'écoulement des eaux. Il convient dans ce cadre, de réduire l'exposition aux risques des personnes et des biens par la prise en compte de la réduction de la vulnérabilité. Les zones inondables seront donc exclues des zones destinées à l'urbanisation.

En application des principes définis par la circulaire du 24 Janvier 1994 et par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne, il convient de rappeler l'interdiction de réaliser des endiguements ou remblais lorsqu'ils se situent dans le lit majeur de la rivière à l'exception de ceux destinés à protéger des zones urbanisées déjà existantes ou ceux liés à des ouvrages d'intérêt général.

Enfin, les Arrêtés du 22 Décembre 1996 interdisent, sauf impossibilité technique, l'implantation des stations d'épuration en zone inondable. Le cas échéant, il conviendra de rappeler cette interdiction pour définir leur emplacement.

Une carte relative à l'inondabilité de la commune est présentée ci-dessous. Les secteurs potentiellement les plus concernés par un risque d'inondation sont les hameaux « Moulin de Leigné » et « Moulin d'Anvaux ». Le bâti sur le reste de la commune n'est pas impacté.

Localisation du risque d'inondation sur la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCi vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25 et portail Géorisques - Échelle : 1/30 000

La mesure du débit de *la Vonne* est réalisée à Cloué. Son débit moyen annuel est de 3,22 m³/seconde. La crue la plus importante mesurée sur le cours d'eau est de 177 m³/seconde le 1^{er} Décembre 1982, c'est-à-dire un débit quasiment équivalent au Qix50 de 180 m³/seconde correspondant à une crue cinquantennale.

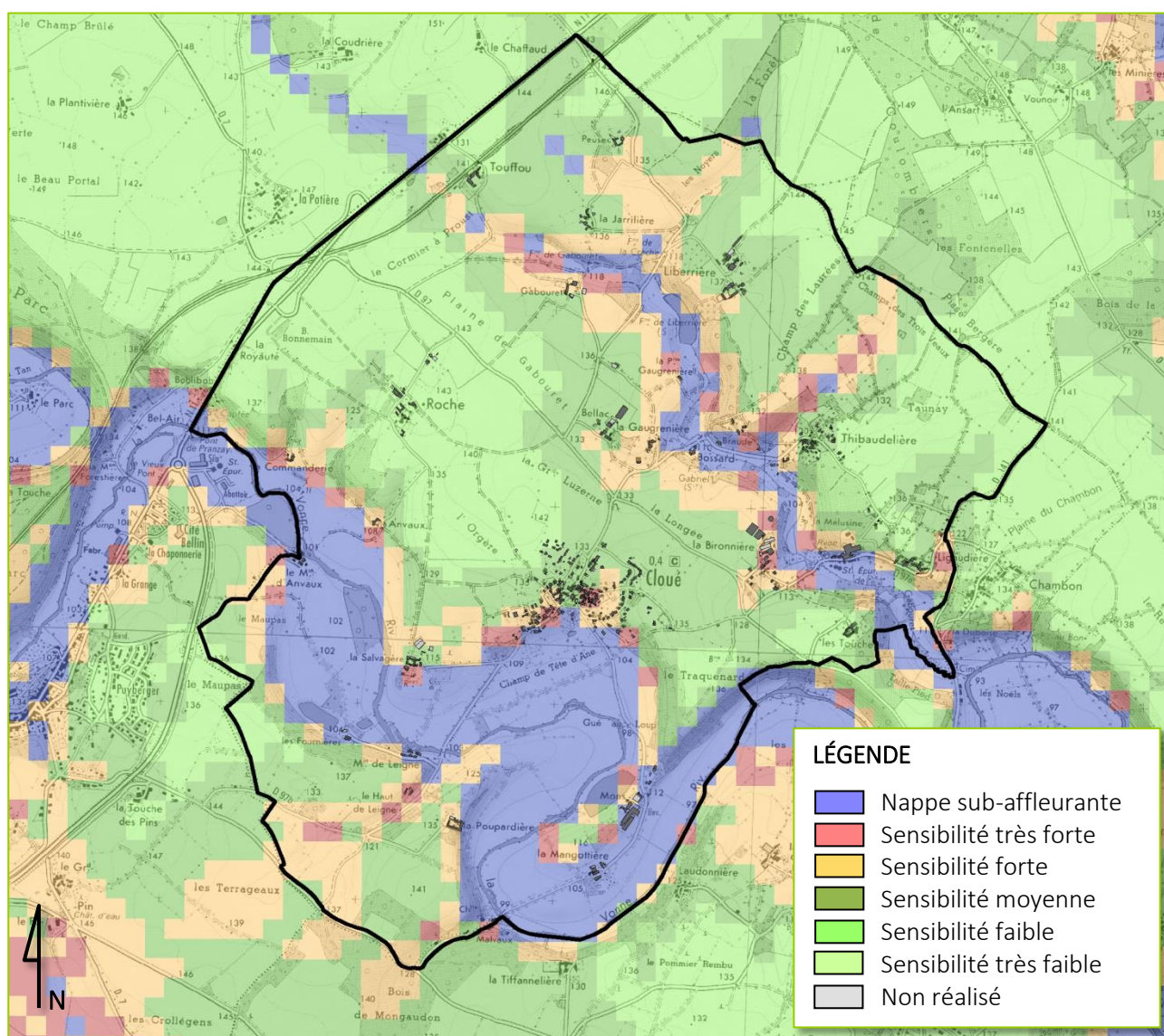
Enfin, en application de la Directive 2007/60/CE du Parlement Européen et du Conseil, du 23 Octobre 2007, dite « Directive Inondation », et de la Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation (SNGRI), le bassin Loire-Bretagne fait l'objet de l'élaboration d'un Plan de Gestion du Risque d'Inondation (PGRI). La commune n'est pas classée en Territoire à Risque d'Inondation (TRI) eu titre du PGRI Loire-Bretagne.

Le risque de remontées de nappes

La remontée de nappes phréatiques est un phénomène complexe. Lors d'épisodes pluvieux abondants et/ou prolongés, les nappes peuvent remonter à la surface jusqu'à saturer le sol et envahir les points bas (vallons, cuvettes). Ce phénomène peut générer des dommages aux fondations des bâtiments et perturber le fonctionnement de certains réseaux, et en particulier des systèmes d'assainissement non collectifs. Il convient donc de le prendre en compte.



Localisation du risque « remontées de nappes » sur la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCi vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25 et BRGM - Échelle : 1/30 000

Les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches cristallines imperméables ne sont pas concernés par ce risque. Celles-ci présentent en effet un trop faible potentiel de retenue d'eau pour générer des remontées de nappes phréatiques. En revanche, les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches calcaires, sont concernés de manière variable par ce risque.

La commune est concernée par ce risque, comme cartographié ci-avant. Les secteurs potentiellement les plus impactés sont les points bas topographiques (vallonnements) où peuvent se créer des écoulements

temporaires, ainsi que les abords de cours d'eau. Le risque sous-jacent à la remontée de nappes est la saturation des sols, notamment lors d'épisodes pluvieux importants et de ruissellements qui saturent les dépressions du relief.

Ainsi, le Sud du Bourg est potentiellement impacté, de même que les hameaux se trouvant à proximité de *la Vonne* et ceux en bordure de la vallée du *Ruisseau de Gabouret*.

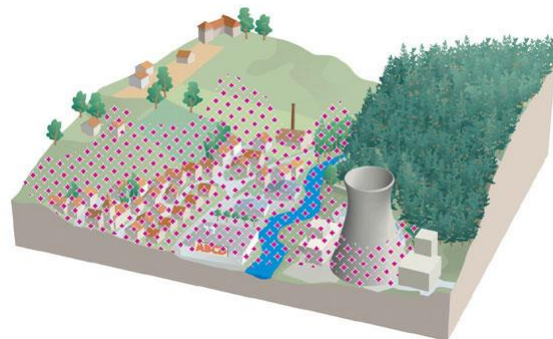
■ LES RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

Le risque « rupture de barrage » et onde de submersion

La commune n'est pas concernée par le risque « rupture de barrage ».

Le risque nucléaire

La commune n'est pas concernée par un risque nucléaire. Un PPI (Plan Particulier d'Intervention) est en vigueur concernant le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Civaux, situé à 38 kilomètres à l'Est du Bourg de Cloué. Ce PPI ne s'applique qu'aux communes à proximité immédiate de Civaux, le risque d'accident étant extrêmement faible.



En revanche, un accident impliquant un transport de matières radioactives (cf. partie « risque lié au transport de matières dangereuses » ci-après) peut aussi être à l'origine d'un événement radiologique grave. En conséquence, un volet ORSEC « transport de matières radioactives » a été signé par le Préfet de la Vienne le 1^{er} Octobre 2007.

Le risque lié au transport d'énergies : le gaz

GRT Gaz ne possède pas d'ouvrage de transport de gaz sur le territoire de la commune de Cloué.

Le risque lié à l'exploitation de carrières

La Loi n°93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières a introduit dans son article 8 l'obligation d'élaborer un Schéma Départemental des Carrières (SDC). Le Décret n°94-603 du 11 Juillet 1994 en a précisé le contenu et les modalités d'élaboration. Celui de la Vienne a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°99-D2/B3-206 du 9 Juin 1999.

La Loi n°2014-366 du 24 Mars 2014, dite Loi « ALUR », à travers son article 129, introduit la nécessité pour les Conseils Régionaux de procéder à l'élaboration d'un Schéma Régional des Carrières (SRC). Le document doit être approuvé avant le 1^{er} Janvier 2020. Le SRC Nouvelle-Aquitaine est en cours d'élaboration.

Sur le territoire de la commune de Cloué, il n'existe pas de carrière en activité.

Le risque industriel (installations ICPE)

Le risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Il est indispensable de tenir compte de l'existant sur la commune de façon à ce que les futurs secteurs à urbaniser soient préservés d'éventuelles nuisances liées à la présence de ces établissements.



Les mesures à prendre sont celles veillant à assurer la mise en sécurité des personnes, la non-aggravation d'un risque, ainsi que des dispositions liées aux gênes sonores ou/et olfactives lors du fonctionnement des installations.

La présence de tiers-habitants n'est pas recommandée dans un périmètre variable entre 50 et 100 mètres en fonction de la nature du site, sauf en cas d'antériorité constructive et de dérogation préfectorale accordée.

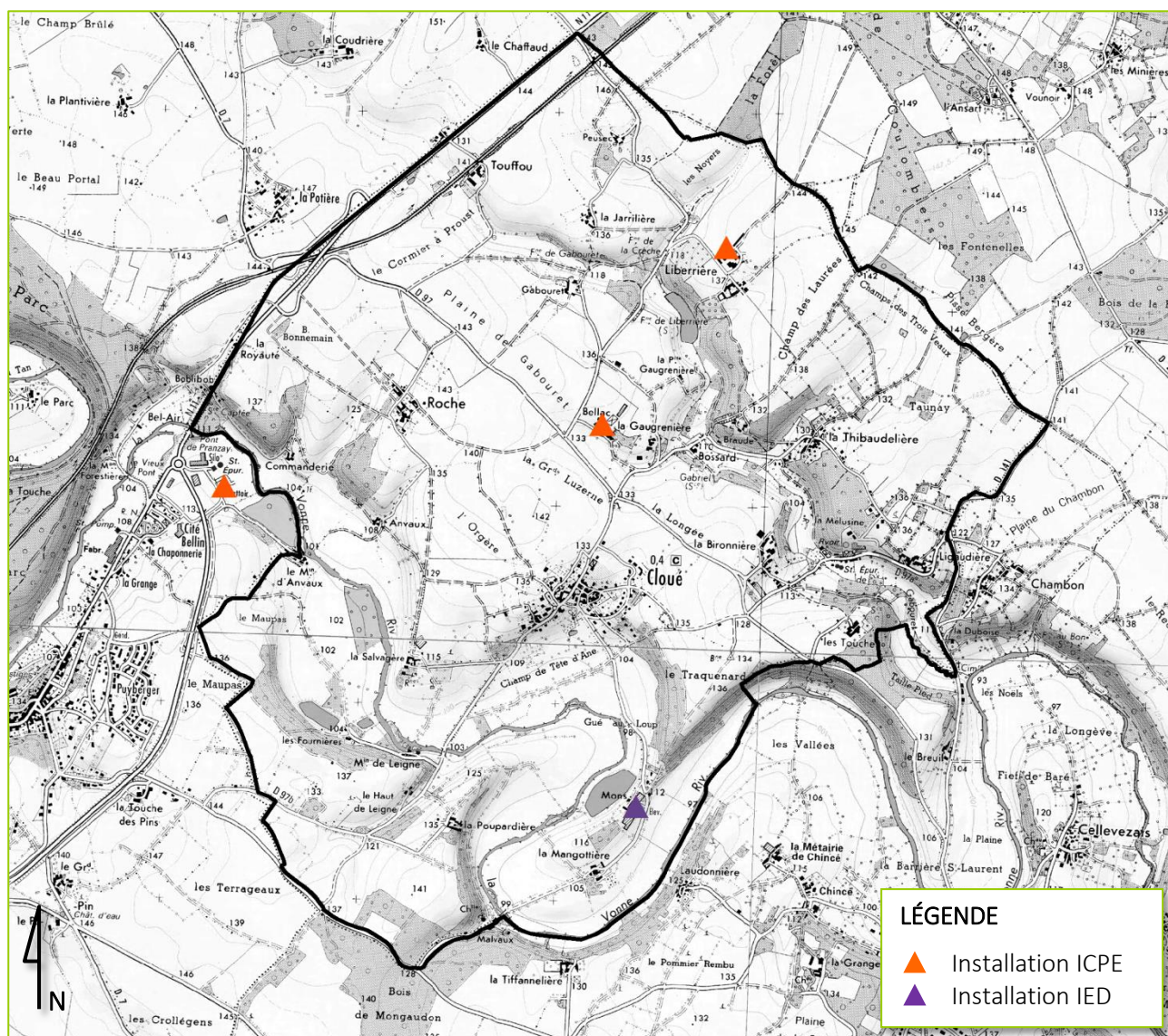
La base ICPE fait état de deux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) recensées sur la commune de Cloué.

Liste des installations ICPE (base Ministère de l'Environnement)

Installation et localisation	Régime et statut	Organisme de contrôle	Nomenclature des activités en fonctionnement
EARL DES QUATRE VENTS « Bellac »	E (Enregistrement) En fonctionnement (non SEVESO, non IED)	DDCSPP de la Vienne	2102. Élevage de porcs
EARL L'ORMEAU DES SIX CHEMINS « Liberrière »	E (Enregistrement) En fonctionnement (non SEVESO, non IED)	DDCSPP de la Vienne	2102. Élevage de porcs
SCEA VALLVONNE / M. CHAUVINEAU « Mons »	A (Autorisation) En fonctionnement (non SEVESO, installation IED)	DDCSPP de la Vienne	2102. Élevage, vente, transit, etc. de porcs de plus de 30 kg 3660. Installation avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg

Source : Portail ICPE, Ministère de la Transition écologique et solidaire

Installations ICPE et IED sur la commune et à proximité



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25 et DREAL Nouvelle-Aquitaine - Échelle : 1/30 000

Le risque industriel (installations IED)

La Directive européenne n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », a pour objectif de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement, grâce à une prévention et à une réduction intégrées de la pollution provenant d'un large éventail d'activités industrielles et agricoles. Elle est le pendant, pour les risques chroniques, de la Directive n°2012/18/UE du 4 Juillet 2012, dite « Directive SEVESO 3 ». Elle réunit en un seul texte sept directives préexistantes distinctes relatives aux émissions industrielles, dont la Directive n°2008/1/CE, dite « Directive IPPC ».

Le Décret n°2013-375 crée quarante nouvelles rubriques dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), établie à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement. L'ensemble des activités énumérées dans l'annexe I de la Directive est ainsi classé dans les « rubriques 3000 ».

Sur le territoire de la commune de Cloué, la société SCEA VALLVONNE relève de la Directive IED.

Le risque lié aux émissions polluantes

Le Registre Français des Émissions Polluantes (iREP) a pour objet de faciliter l'accès au public à l'information en matière d'environnement en ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air, dans le sol ainsi que la production de déchets dangereux des installations industrielles et des élevages. Ce registre, réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau (OIE), contribue ainsi à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement.

Ce registre est constitué des données déclarées chaque année par les exploitants. L'obligation de déclaration par les exploitants des installations industrielles et des élevages est fixée (polluants concernés et seuils de déclaration) par l'Arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation (JO du 7 Mars 2003).

Les installations concernées sont les installations classées soumises à autorisation préfectorale, et plus particulièrement les installations relevant de la directive IPPC (Directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution). Le registre vise cent polluants pour les émissions dans l'eau, cinquante pour les émissions dans l'air (notamment des substances toxiques et cancérigènes) et 400 catégories de déchets dangereux.

Ces données sont notamment utilisées par l'Administration dans les diverses actions de réduction des pollutions qui sont engagées par l'inspection des installations classées. Elles permettent de réaliser les synthèses nationales sur la qualité de l'air, de justifier du respect par la France de ses engagements internationaux, de la mise en œuvre des directives européennes, d'alimenter le registre national CO₂ créé pour la mise en œuvre de la Directive du 13 Octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté.

Sur la commune de Cloué, l'entreprise SCEA VALLVONNE (ex GAEC du Gabouret) fait l'objet d'une fiche dans la base iREP.

Émissions dans l'air (en kg/an)	2007	2008	2009	2015	2016
Ammoniac (NH ₃)	20 500	10 200	12 100	19 600	15 900

Source : Base iRep, Ministère de la Transition écologique et solidaire (Mai 2018)

Le risque lié à la pollution des sols

Deux bases de données du Ministère de la Transition écologique et solidaire recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) :

- BASOL : sites pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.
- BASIAS (Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service), réalisée en collaboration avec le BRGM.

On notera que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à son endroit, mais seulement qu'une activité polluante occupe ou a occupé le site et qu'en conséquence les sols peuvent avoir été souillés ou peuvent l'être.

Sur la commune de Cloué, aucun site BASOL n'est recensé. En revanche, 2 sites BASIAS sont recensés, comme présenté dans le tableau suivant.

Liste des installations BASIAS sur la commune

Code	Propriétaire et localisation	Activité	Statut
POC8600128	Coopérative laitière « La Mélusine »	Laiterie	Inconnu
POC8601842	Laiterie coopérative de « La Mélusine » Lieu-dit « Liguaudière »	Dépôt de liquides inflammables et installation de combustion	Activité terminée

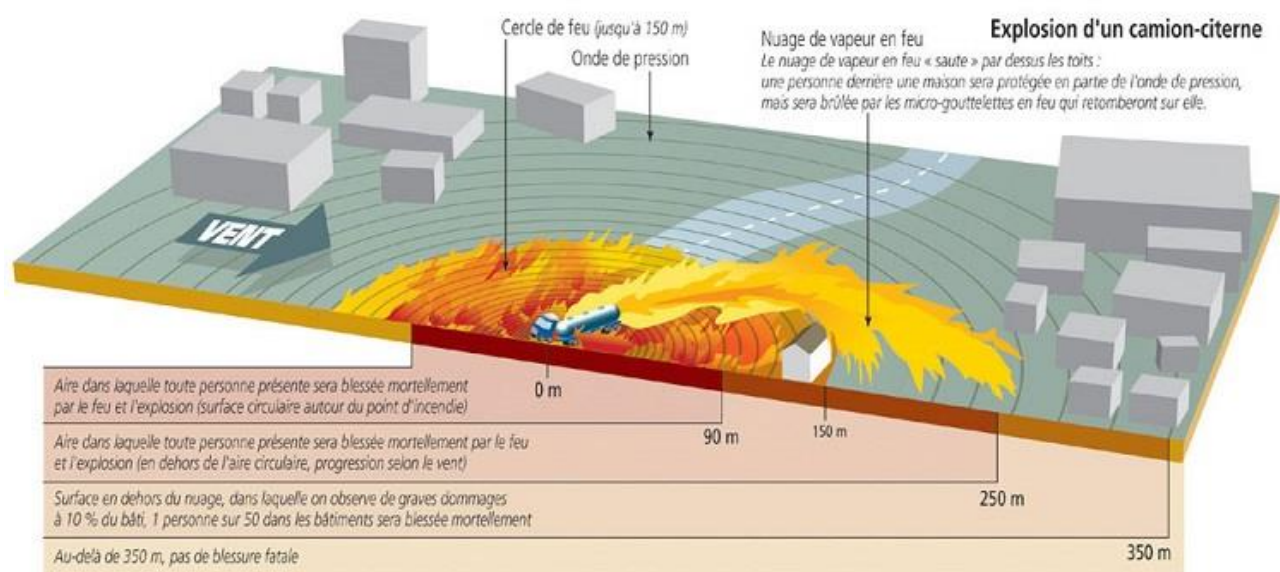
Source : Portail BASIAS, Ministère de la Transition écologique et solidaire (Mai 2018)

Le risque lié au transport de matières dangereuses

La situation stratégique occupée par le Poitou-Charentes sur l'Arc Atlantique, combinée à l'activité portuaire en constante augmentation en font une véritable plaque tournante des échanges Est/Ouest et Nord/Sud et, de ce fait, un important trafic de matières dangereuses transite par le Poitou-Charentes avec tous les risques que cela peut engendrer.

Il est estimé que le transport de matières dangereuses par route est de l'ordre de 5% du trafic total de poids-lourds sur le département de la Vienne (Dossier Départemental des Risques Majeurs).

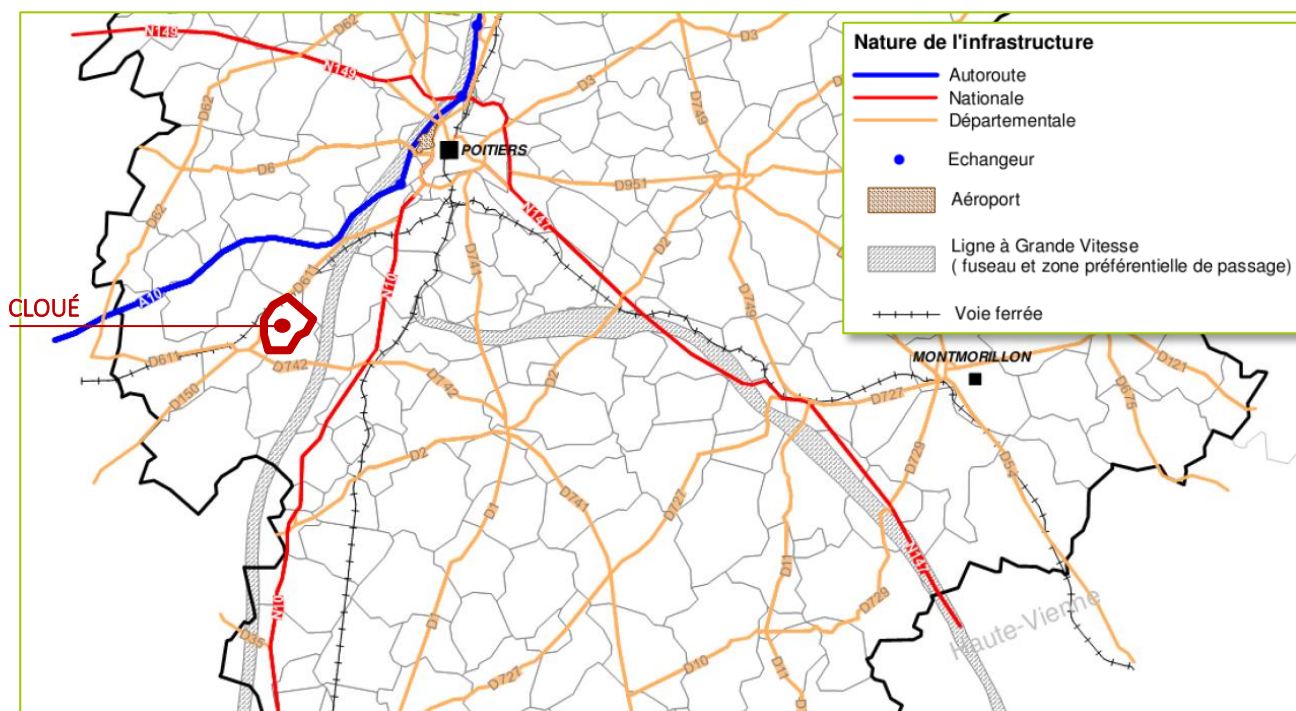
Les conséquences d'un accident de transport de matières dangereuses se traduisent de plusieurs manières : explosion, incendie, dispersion toxique dans l'air notamment, et peuvent avoir des répercussions importantes voire irréversibles pour la population qui s'y trouve exposée.



Les infrastructures les plus exposées à ce risque sont celles recevant les fréquentations les plus importantes, notamment de poids-lourds.

La commune de Cloué est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses. L'infrastructure potentiellement « à risque » sur le territoire est la RD 611 qui forme la limite Nord-Ouest du territoire communal.

Le risque de transport de matières dangereuses à et à proximité de Cloué



Source : Direction Départementale des Territoires de la Vienne, Dossier Départemental des Risques Majeurs

Le risque routier

La Commission Européenne, réunie le 20 Juillet 2010, a donné les orientations politiques en matière de sécurité routière pour la période 2011/2020. Il s'agit de fournir un cadre général et des objectifs qui devraient orienter les stratégies nationales. L'ambition première est de réduire de moitié le nombre de tués sur les routes. Elle passe par la mise en application de plusieurs mesures :

- Améliorer l'éducation et la formation des usagers de la route.
- Améliorer le contrôle de l'application de la réglementation.
- Rendre les infrastructures routières plus sûres.
- Rendre les véhicules plus sûrs.
- Promouvoir l'utilisation de la technologie moderne pour améliorer la sécurité routière.
- Améliorer les services d'urgence et la prise en charge des blessés.
- Protéger les usagers vulnérables.

Les principales voies de circulation à Cloué sont la RD 611 (Lusignan / Poitiers, ex RN 11 La Rochelle / Poitiers), la RD 97 et 97a (RD 611 / Celle-l'Évescault) qui travers la commune selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est, la RD 141 (Celle-l'Évescault / Marçay) qui forme la limite Est de la commune, et la RD 97b (Lusignan / Cloué), cette dernière traversant le Bourg.

Des comptages routiers ont été réalisés en 2015 afin de chiffrer le trafic :

- RD 611 :	4 860 véhicules/jour	dont 11,0% de poids-lourds
- RD 97 :	695 véhicules/jour	
- RD 97b :	260 véhicules/jour	
- RD 141 :	300 véhicules/jour	

Les données de l'accidentologie sur la commune, sur la période allant du 1^{er} Janvier 2011 au 31 Décembre 2015, dénombrent un seul accident à Cloué, ayant totalisé **1 blessé hospitalisé**. L'accident a eu lieu sur voie communale, au niveau du lieu-dit « Ligaudière », et implique un deux-roues dont le conducteur présentait une alcoolémie dépassant le seuil du délit, hors présence de tiers.

Les nuisances liées au bruit

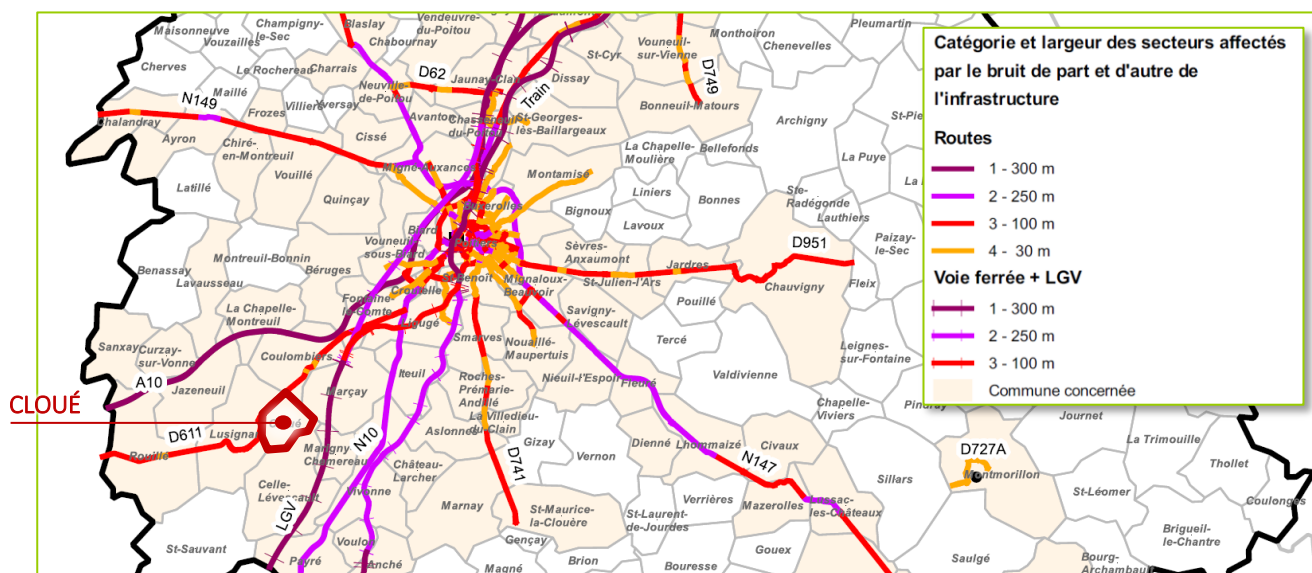
La Loi cadre n°92-1444 du 31 Décembre 1992 a pour objet principal d'offrir un cadre législatif complet à la problématique du bruit et de poser des bases cohérentes de traitement réglementaire de cette nuisance. Les dispositions prévues par cette Loi concernent :

- La prévention des nuisances sonores : troubles du voisinage, activités de loisirs bruyantes...
- L'urbanisme et la construction au voisinage des infrastructures de transport.
- La protection des riverains des aéroports.
- Le renforcement des modalités de contrôle et de surveillance.
- Le renforcement des sanctions en matière de nuisances sonores.

Un nouveau classement sonore des infrastructures de transport terrestre du département de la Vienne a été pris par Arrêté Préfectoral n°2015-DDT-830 du 1^{er} Septembre 2015. Il a été modifié par Arrêté Préfectoral modificatif n°2015-DDT-1149 du 27 Octobre 2015.

La commune de Cloué est concernée par le classement d'infrastructures de transport terrestre. La RD 611, en direction de Poitiers ou de Lusignan, sur toute la limite Ouest de la commune, est classée en catégorie 3. Un secteur de 100 mètres de part et d'autre de la voie est affecté par le bruit.

Classement sonore des infrastructures de transport terrestre dans la Vienne (extrait)



Source : Direction Départementale des Territoires de la Vienne, Arrêté Préfectoral n°2015-DDT-1149

■ LES RISQUES LIÉS AU LOGEMENT

Le risque d'exposition au plomb

En application de l'article R.151-53 du Code de l'Urbanisme, le plan des zones à risque d'exposition au plomb doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme et conformément à l'Arrêté Préfectoral n°01/ASS/SE-013 du 15 Juillet 2002, l'ensemble du département de la Vienne est déclaré zone à risque d'exposition au plomb.

Par suite, pour toutes les transactions afférentes à des logements d'avant 1948, un état des risques d'accessibilité au plomb devra être produit.

Le risque termites et autres insectes xylophages

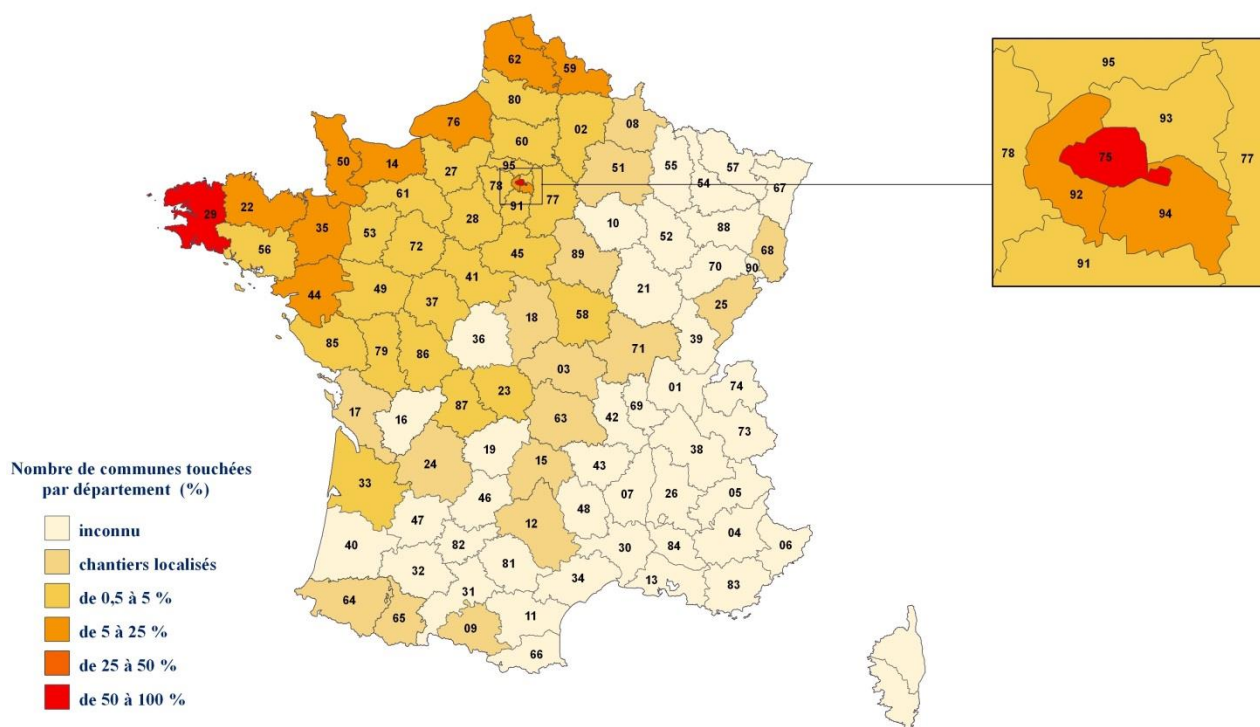
Le département de la Vienne est en partie concerné par la contamination des termites dans les habitations, comme une large partie des départements du Sud et de l'Ouest de la France.

La commune de Cloué est concernée par l'Arrêté Préfectoral n°2017-DDT-161 du 8 Mars 2017 relatif à la présence de termites. Une vigilance est donc appelée de la part de la collectivité sur cette question.

Le risque mères et autres champignons lignivores

La loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite « Loi ALUR ») crée, dans son article 76, de nouvelles obligations constructives et destructives pour lutter contre la propagation des mères et autres champignons lignivores. Ceux-ci attaquent les constructions bois, charpentes et structures et confèrent au bois un aspect spongieux.

La Vienne est un département potentiellement impacté par ce phénomène. L'attention de la collectivité est donc appelée sur l'obligation de signalisation en Préfecture de tout chantier où un foyer de mères est identifié, afin que les services de l'État puissent prendre, le cas échéant, un arrêté de délimitation des zones où un risque est présent.



Source : Institut technologique FCBA, Octobre 2012

Le risque lié au Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. Il est présent partout à la surface de la planète et provient surtout des sous-sols granitiques et volcaniques ainsi que de certains matériaux de construction. Le radon est un des agents responsables du cancer du poumon.

Le radon peut s'accumuler dans les espaces clos, notamment dans les maisons. Dans plusieurs parties du territoire national, le radon accumulé dans certains logements ou autres locaux, peut constituer une source significative d'exposition de la population aux rayonnements ionisants.

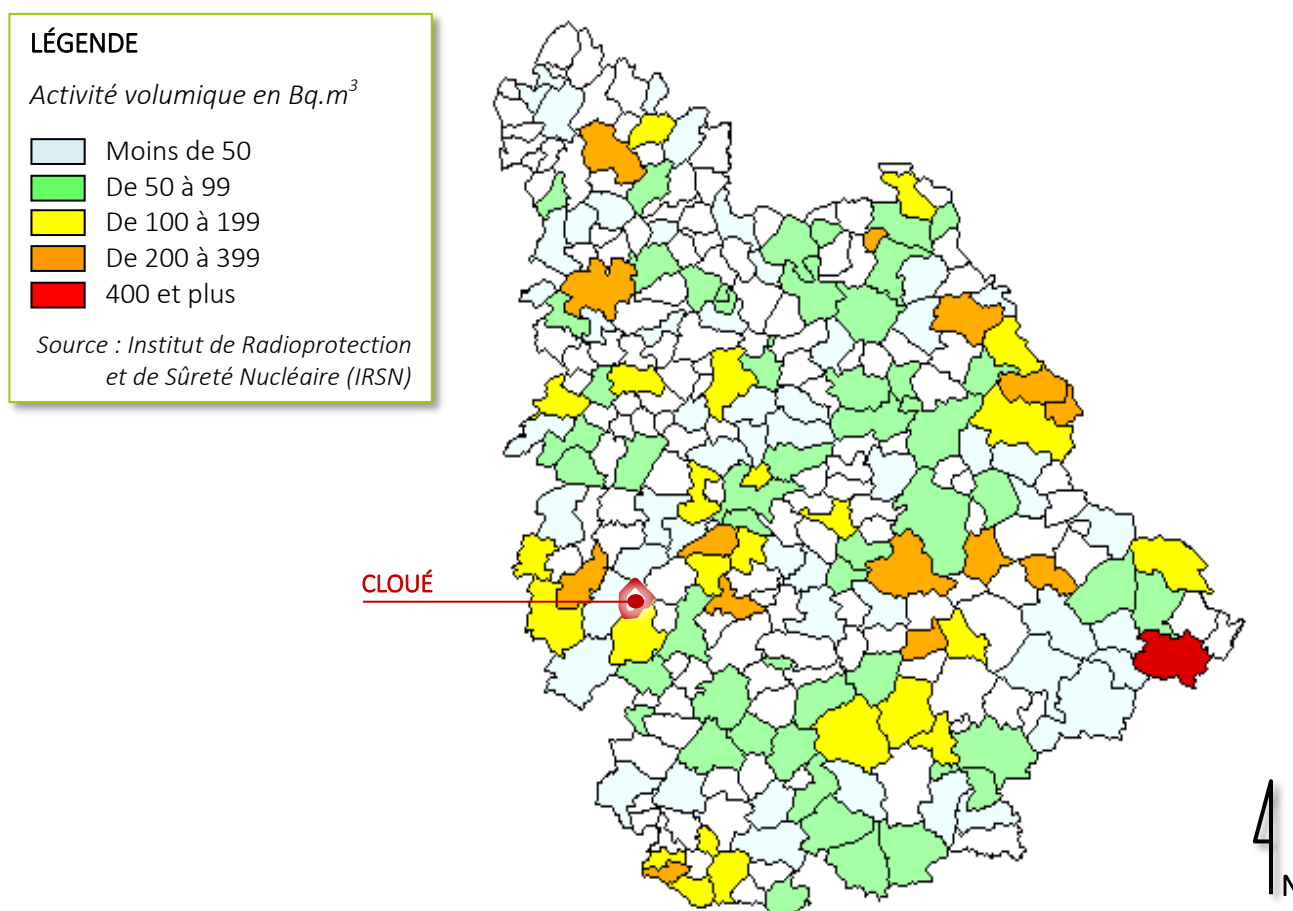
C'est le risque de cancer du poumon qui motive la vigilance à l'égard du radon dans les habitations ou autres locaux. Le radon et ses descendants solides pénètrent dans les poumons avec l'air respiré. Ces descendants émettent des rayonnements alpha qui peuvent induire le développement d'un cancer. L'exposition des populations au radon dans les habitations, peut atteindre des niveaux d'exposition proches de ceux qui ont été observés dans les mines d'uranium en France. Plusieurs organismes internationaux (UNSCEAR, OMS, etc.) élaborent actuellement une synthèse des données disponibles afin de définir une politique globale de gestion du risque associé à l'exposition domestique au radon.

En 1992, l'IRSN et la Direction Générale de la Santé (DGS) ont décidé de relancer la campagne nationale de mesure de l'exposition domestique au radon, avec la collaboration des Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).

Les résultats présentés sont des résultats bruts. La moyenne arithmétique actuelle des mesures en France est égale à 90 Bq.m^3 , la médiane est 50 Bq.m^3 et la moyenne géométrique est 54 Bq.m^3 .

Les mesures de l'activité volumique du radon ont été réalisées du 10 Novembre 1994 au 5 Février 1996. Dans le département de la Vienne, 155 mesures ont été réalisées dans 141 communes.

Plus spécifiquement pour la commune de Cloué, la mesure du risque lié au Radon n'a pas été relevée. Par extrapolation avec les communes voisines (Lusignan et Celle-l'Évescault), on peut supposer un taux compris entre 50 et 199 Bq.m^3 , soit un taux volumique supérieur à la moyenne arithmétique française.



■ LES ENJEUX LIÉS À LA SANTÉ PUBLIQUE

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) Nouvelle-Aquitaine

Les Plans Régionaux Santé Environnement sont une déclinaison du Plan National Santé Environnement (PNSE). Ces documents de planification sont élaborés en concertation avec la société civile et ont été institués par la Loi de Santé Publique du 9 Août 2004.

Trois séries de plans ont été mis en œuvre, faisant suite au PNSE 1 (2005/2009), au PNSE 2 (2009/2013) et au PNSE 3 (2015/2019).

Au niveau régional, le PRSE 3 Nouvelle Aquitaine a été signé le 11 Juillet 2017 par le Préfet de Région Nouvelle-Aquitaine, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et le Président du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine. Le plan couvre la période 2017/2021.

Objectifs stratégiques du Plan Régional Santé Environnement 2017/2021



Source : DREAL Nouvelle-Aquitaine, PRSE 3 Nouvelle-Aquitaine (2017/2021)

Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte le PRSE 3 Nouvelle-Aquitaine. La compatibilité entre ces deux documents est analysée ci-après, au chapitre « Compatibilité avec les autres plans et programmes ».

DEUXIÈME PARTIE – ANALYSE DE LA POPULATION, DU LOGEMENT ET DE L'ÉCONOMIE



L'HOMME SUR LE TERRITOIRE : CONTEXTE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

■ ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

L'occupation humaine à Cloué est très ancienne et assez bien documentée, notamment d'un point de vue archéologique. Une partie des données suivantes est issue de la base « Patriarche » (Ministère de la Culture, Direction Régionale des Affaires Culturelles Nouvelle-Aquitaine).

■ Époque protohistorique et Antiquité (Âge du Bronze, Âge du Fer)

On retrouve ainsi des traces d'occupation dès l'Âge du Bronze (entre 2 200 et 800 avant JC environ) et l'Âge du Fer (entre 800 et 50 avant JC environ), période finale de la Protohistoire. Des enclos de cette époque sont attestés autour des lieux-dits « La Bironnière », « Le Champs des Rentes », « Les Cabannes », « Champ des Trois Veaux » et « La Mangottière ».

La situation du territoire au-dessus de la vallée de *la Vonne* est, en effet, particulièrement propice à l'installation humaine, favorisée par la présence d'eau douce en permanence.

■ Antiquité (période gallo-romaine)

L'occupation humaine se poursuit pendant l'Antiquité. La présence de l'Homme sur le territoire s'intensifie à l'époque gallo-romaine sur les hauteurs de la vallée de *la Vonne*, notamment aux abords de « La Salvagère », « La Commanderie », « La Pierrière », « Le Bois Rouget », « Roche », « Le Plan » et « Le Grand Pré ».

Aux abords du « Gué aux Loups », c'est une villa d'époque gallo-romaine qui est attestée par les recherches archéologiques. C'est peut-être ce domaine agricole qui est à l'origine du nom de la commune, *Clodoacus*, du nom de *Clodo*, propriétaire d'origine germanique d'un domaine d'importance sur le territoire.

■ Moyen-Âge

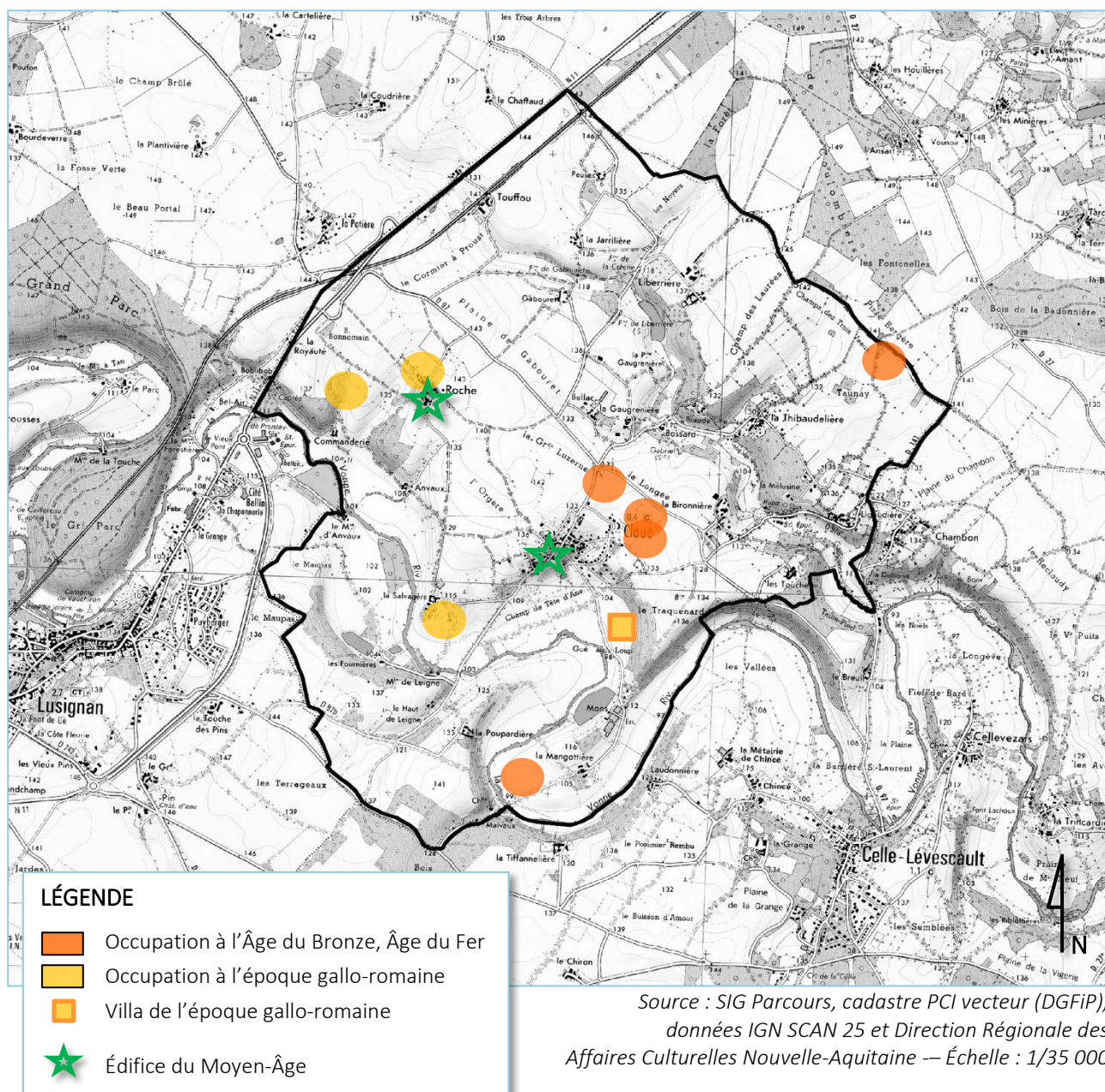
Au Moyen-Âge, la paroisse de Cloué connaît un essor important. Les pèlerins de Compostelle, qui vont de Poitiers à Saint-Jean-d'Angély, empruntent les chemins qui coupent *la Vonne* au gué de « Leigne » et au pont de « Malvaux ». Ils s'arrêtent à l'église Saint-Maixent.

Au XII^e siècle, les Templiers s'installent au lieu-dit « La Commanderie », près du Château de Lusignan. En 1307, lors de l'arrestation du dernier Prieur Templier, la Commanderie revient à l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem. Ceux-ci deviennent de puissants propriétaires fonciers aux XIV^e et XV^e siècles.

Pendant les guerres de Religion, l'ancienne Commanderie est durement éprouvée et il n'en subsiste aujourd'hui qu'une salle voûtée. Deux gisants de chevaliers ont été sauvegardés : l'un est conservé dans l'église de Lusignan et l'autre au musée Sainte-Croix, à Poitiers.

D'imposantes maisons fortes, comme « La Mangottière » et « La Poupardière » dominent la région. Les moulins des lieux-dits « Anvaux », « Leigne » et « Malvaux » sur *la Vonne* et de « Bossart » sur *le Gabouret* sont contemporains de cette période.

Synthèse de l'occupation humaine à Cloué (Protohistoire, Antiquité, Moyen-Âge)



Au milieu du XVIII^e siècle, comme illustré par l'extrait de la Carte de Cassini (vers 1740), ci-après, le territoire de Cloué est d'ores et déjà organisé selon sa configuration actuelle. La toponymie des lieux peut varier par endroits : « Blac » pour l'actuel lieu-dit « Bellac », « Mont » pour l'actuel « Mons » ou encore « Vaux » pour l'actuel « Anvaux », aux abords de *la Vonne*. L'occupation humaine des siècles précédents a conditionné la création des lieux-dits et écarts de la commune tels qu'ils existent actuellement.

Lors de la Révolution, l'église Saint-Maixent est vendue comme bien national. Les archives révèlent qu'une mutinerie d'une trentaine de jeunes Cloésiens a lieu en 1793. Refusant de répondre à la levée en masse, ils chassent le recruteur.

En 1793, les municipalités se mettent en place. La commune de Cloué est créée.



Cloué paie un lourd tribut au cours de la Première Guerre mondiale : 24 de ses habitants meurent au combat.

Réglementation concernant l'archéologie préventive

Ce décret est relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive :

« Les mesures édictées par la loi précitée en matière d'archéologie doivent être prises en compte par les Plans Locaux d'Urbanisme dans la mesure où elles concernent les opérations d'aménagement, de construction

d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ».

Réglementation concernant la découverte de sites archéologiques

L'article L.531-14 du Code du Patrimoine est applicable à l'ensemble du territoire communal :

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, [...], ou plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au Maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au Préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie ».

Autorité compétente sur le territoire :

Direction Régionale des affaires Culturelles, Service régional de l'archéologie

102 Grande Rue - BP. 553 - 86 020 POITIERS Cedex

Inventaire des sites archéologiques par la DRAC Poitou-Charentes

Dans le cadre du Porter À Connaissance transmis par les Services de l'État préalablement à l'élaboration du présent Plan Local d'Urbanisme, **11 sites archéologiques** ont été répertoriés sur la commune.

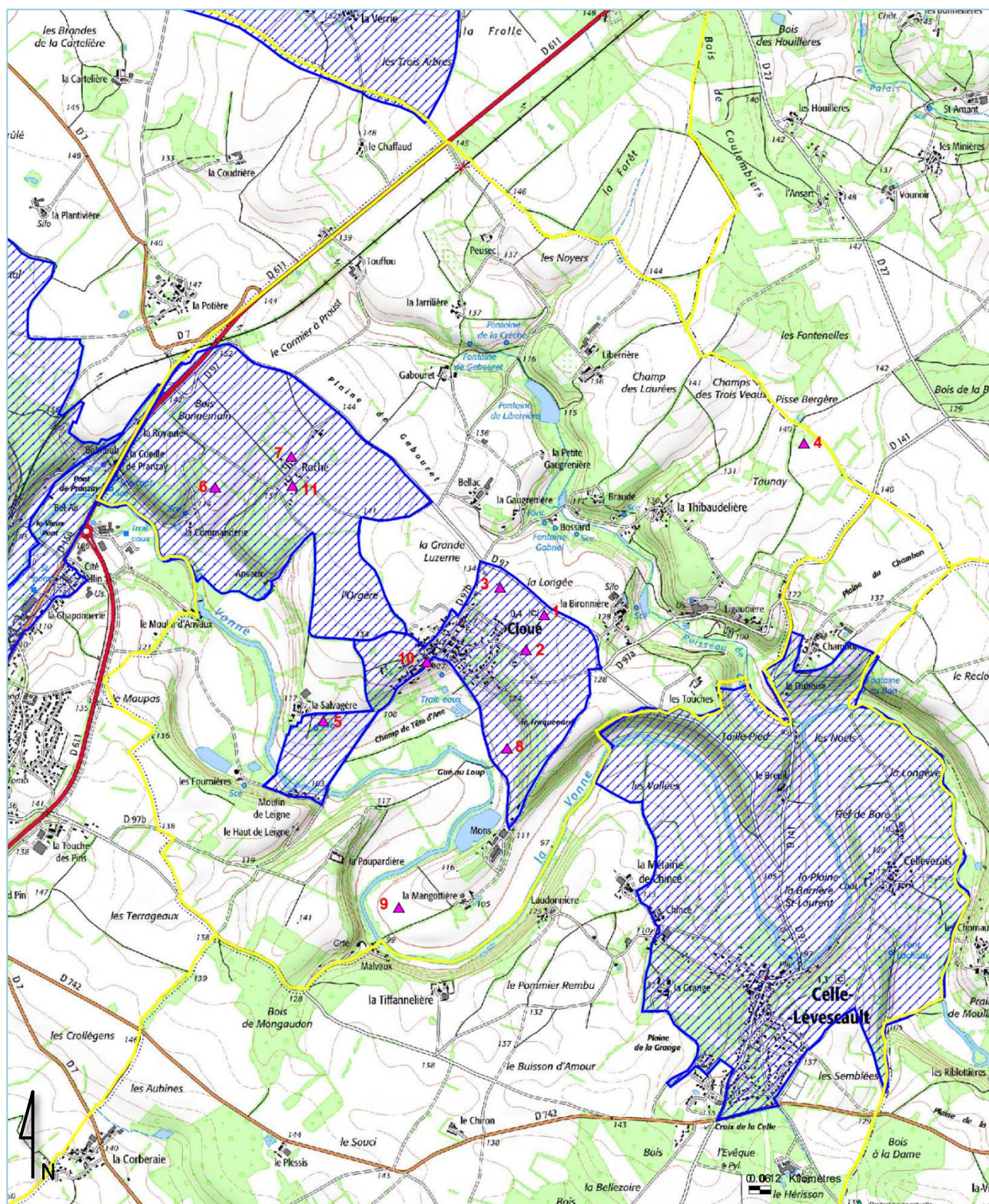
Numéro de l'entité	Description (lieu/objet/époque)
86 080 0001	« La Bironnière » / Enclos / Âge du Bronze, Âge du Fer
86 080 0002	« Le Champs des Rentes » / Enclos / Âge du Bronze, Âge du Fer
86 080 0003	« Les Cabannes » / Enclos / Âge du Bronze, Âge du Fer
86 080 0004	« Champ des Trois Veaux » / Enclos / Âge du Bronze, Âge du Fer ?
86 080 0005	« La Salvagère » / Habitat / Époque gallo-romaine
86 080 0006	« La Commanderie », « La Pierrière », « Le Bois Rouget » / Habitat / Époque gallo-romaine
86 080 0007	« Roche », « Le Plan », « Le Grand Pré » / Habitat / Époque gallo-romaine
86 080 0008	« Le Gué aux Loups » / Villa / Époque gallo-romaine
86 080 0009	« La Mangottière » / Enclos / Âge du Bronze, Âge du Fer
86 080 0010	Le Bourg / Église Saint-Maixent / Moyen-Âge classique
86 080 0011	« Roche » / Commanderie / Moyen-Âge classique

Source : DRAC Nouvelle-Aquitaine, base « Patriarche » (Avril 2016)

En application de l'article L.522-5 du Code du Patrimoine, un zonage d'archéologie préventive est défini sur la commune de Cloué, comme cartographié ci-dessous (stries bleues).

Au Nord du Bourg, ainsi que dans un polygone formé entre « L'Éterpe », « Bois de Sairé », « Longe » et « Vitré », ainsi qu'à la pointe Sud de la commune, les déclarations de travaux, les demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisations d'installations et travaux divers, d'autorisation de lotir, de décision de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté, devront être transmises à la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour instruction et prescription archéologiques préventives éventuelles.

Sites archéologiques et zonage d'archéologique préventive sur la commune



Source : DRAC Nouvelle-Aquitaine, base « Patriarche » (Avril 2016)

■ LES MONUMENTS HISTORIQUES

La commune n'est pas concernée par la présence de monuments historiques. En revanche, la servitude de protection de 500 mètres grevant le Logis de « La Tiffanelière » (commune de Celle-l'Évescault) impacte le Sud de la commune et le hameau de « La Mangottière », comme illustré ci-après.

Périmètres de monuments historiques à proximité de Cloué et impactant la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Direction Régionale des Affaires Culturelles Nouvelle-Aquitaine et Direction Départementale des Territoires de la Vienne - Échelle : 1/25 000

■ AUTRES ÉLÉMENTS BÂTIS D'INTÉRÊT

La commune de Cloué a une histoire riche dont est témoin le patrimoine bâti présent sur le territoire.

Le patrimoine historique et rural

Plusieurs châteaux, maisons bourgeoises et belles demeures constituent le patrimoine historique le plus significatif de la commune. On recense notamment ces éléments à « Roche », « Liberrière », « La Poupardière », « La Salvagère », « Ligaudière », « La Commanderie »...

Au-delà de ce patrimoine historique d'importance, on recense également des éléments de petit patrimoine rural, comme de nombreuses granges d'architecture poitevine, des écuries, des moulins (comme le moulin de « Leigne » par exemple)...



« Roche » (photo ECP Urbanisme)



« Liberrière » (photo ECP Urbanisme)

Au niveau du patrimoine religieux, on recense la grotte de « Malvaux » et l'église de Cloué.

Au niveau du patrimoine industriel, on note la présence de la coopérative de « La Mélusine » (ancienne laiterie).



Grotte de « Malvaux » (photo ECP Urbanisme)



Coopérative de « La Mélusine » (photo ECP Urbanisme)

Le petit patrimoine

Le petit patrimoine disséminé sur la commune contribue à l'attrait paysager du territoire et participe de l'identité de la commune. Il est l'un des témoins de l'histoire locale.

Il a fait l'objet d'un inventaire détaillé par l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin », qui a donné lieu à la parution d'un ouvrage et permet une vision relativement complète du patrimoine communal. Le petit patrimoine Cloésien est riche et diversifié. Certains éléments ont été restaurés et mis en valeur, notamment plusieurs éléments de patrimoine ponctuent les itinéraires de randonnée.

Parmi ce patrimoine vernaculaire, on peut citer :

- Les points d'eau (puits, lavoirs, sources...) ;
- Les croix et calvaires ;
- Les fours...



Lavoir dans le Bourg (photo ECP Urbanisme)



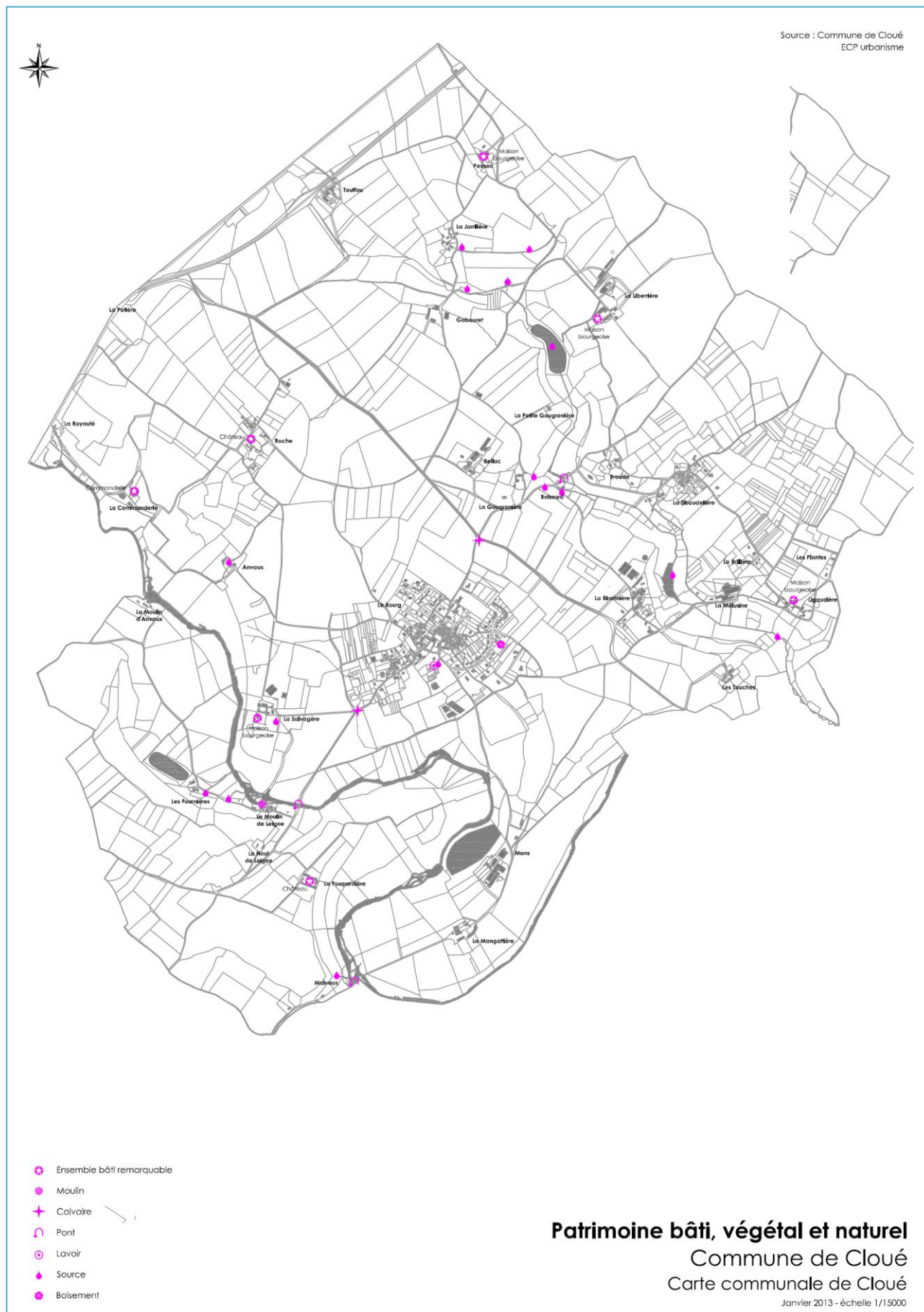
Calvaire à un carrefour

■ L'ARCHITECTURE VERNACULAIRE

Les formes architecturales traditionnelles rencontrées sur la commune sont celles de la région poitevine. Les bâtiments présentent une forme allongée et sont généralement de plain-pied. Un niveau utilitaire (stockage...) est parfois présent. Les ouvertures sont à dominante verticale, à l'exception des fenêtres situées sous le débord du toit qui présentent des formes carrées.

L'implantation des bâtiments est conçue en prenant en compte les critères bioclimatiques. Une orientation Est/Ouest de l'axe du faîtage a souvent été recherchée. L'habitat est également traditionnellement regroupé.

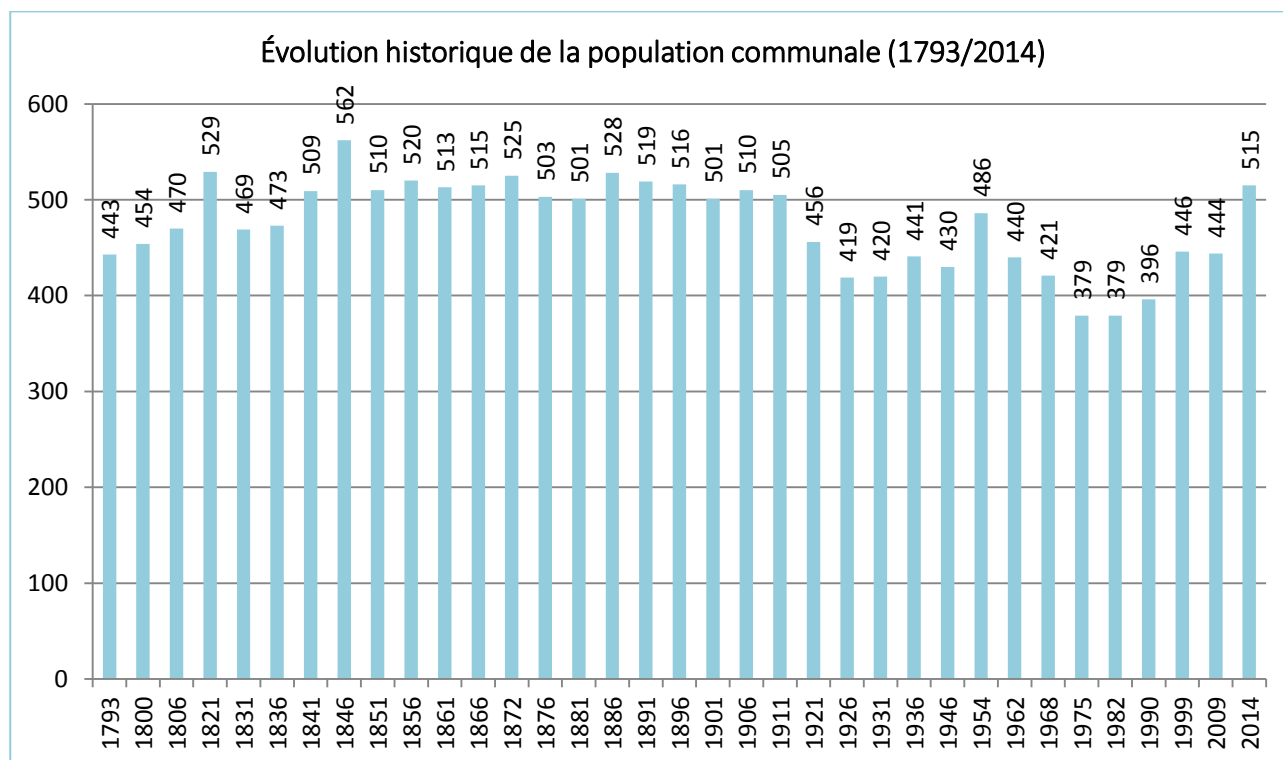
Les matériaux utilisés sont d'origine locale : les murs sont érigés en moellons calcaires et recouverts d'un enduit sablé. Les encadrements des ouvertures sont réalisés en pierres calcaires taillées de plus grande dimension. Les toitures sont de faible pente et sont couvertes de tuiles rondes, parfois de tuiles plates pour les bâtiments utilitaires.



Source : Inventaire du patrimoine sur la commune dans le cadre du dossier de Carte Communale de Cloué, ECP Urbanisme (Janvier 2013)

■ ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA POPULATION

Historiquement, Cloué est une commune de l'espace rural, qui est directement concernée par les grandes évolutions spatiales qui marquent les territoires.



Source : Site « Des villages de Cassini aux communes d'aujourd'hui », BNF, EHESS

Entre 1793 et 1845, la population de Cloué connaît une évolution significative, passant d'environ 440 habitants à 562 en l'espace de 50 ans.

Durant toute la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, la population de la commune a été stable. L'impact de la Première Guerre mondiale est très perceptible dans la population communale qui perd plus de cinquante habitants.

L'ensemble du territoire national est concerné, depuis la Seconde Guerre mondiale, par un phénomène global d'urbanisation : la population des villes augmente de manière très importante, sous l'effet de la tertiarisation de l'économie et des progrès techniques. L'agriculture, qui constituait une source importante d'emplois dans les espaces ruraux connaît également une deuxième révolution et devient de moins en moins utilisatrice de main d'œuvre. La déprise de population sur Cloué est donc importante à partir des années 1950 et jusqu'au début des années 1980.

Depuis, la tendance démographique de Cloué s'est à nouveau inversée. C'est l'extension du phénomène de périurbanisation, qui désigne la redistribution actuelle de la population dans les espaces ruraux à partir des centres urbains. De nombreux actifs s'installent en effet dans les communes périphériques des agglomérations pour bénéficier d'un meilleur cadre de vie et de prix immobiliers plus abordables, tout en continuant à travailler dans la ville centre.

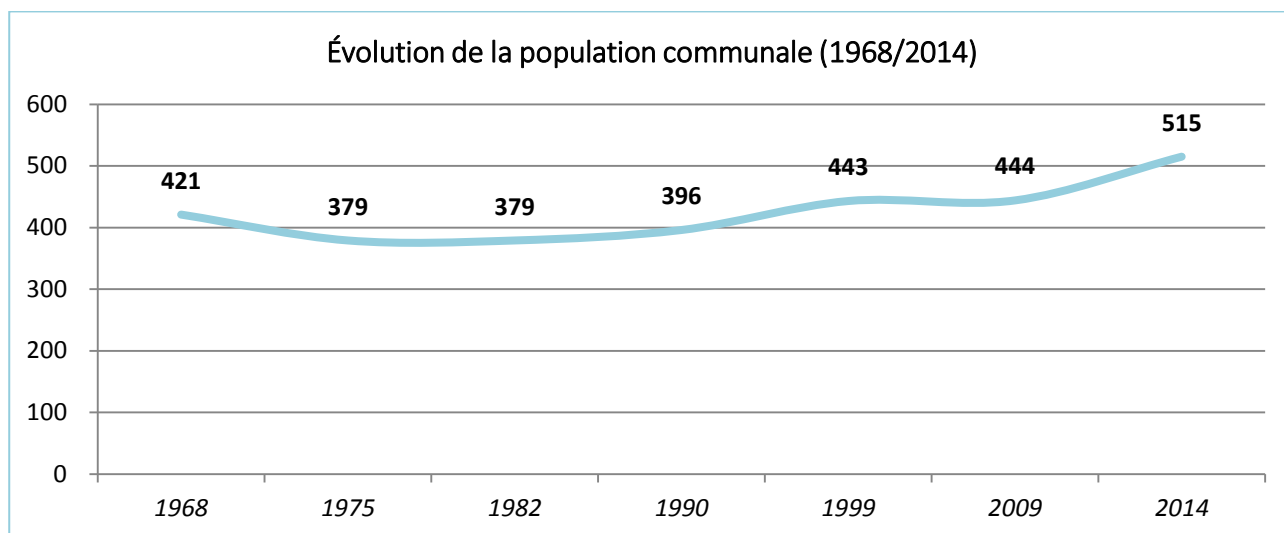
Ce phénomène a d'abord touché les proches périphéries des grands centres urbains (les premières couronnes), puis s'est développée concentriquement, dans les années 1990 et 2000, vers les espaces ruraux et le long des grands axes de circulation. Cloué, de par sa situation sur la RD 611, axe d'importance, bénéficie d'une attractivité pour les actifs des centres urbains (Poitiers) ou des pôles d'activité de l'espace rural (Lusignan notamment).

■ ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA POPULATION : VERS UNE REPRISE DÉMOGRAPHIQUE

Les données présentées pour l'intercommunalité, ci-après, sont celles de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin », dissoute au 31 Décembre 2016, mais dont les statistiques restent en application en l'attente d'un recensement INSEE prenant en compte la nouvelle Communauté urbaine du « Grand Poitiers ».

Évolution au niveau communal

La commune de Cloué compte 515 habitants en 2014. Elle en comptait 421 en 1968, soit une progression globale de 22,3% en presque cinq décennies et une augmentation de 0,5% en moyenne annuelle.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

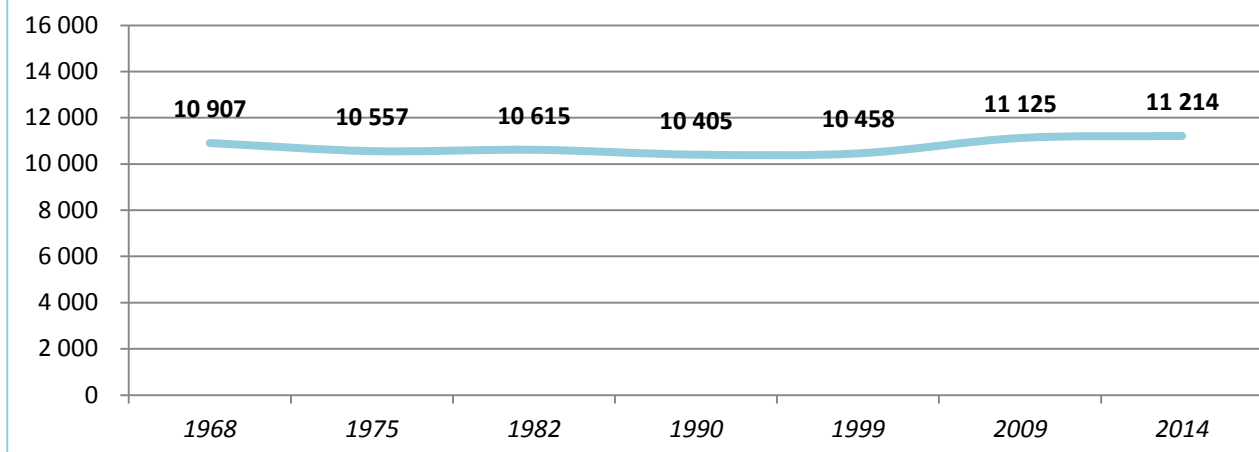
L'évolution dans le temps peut être observée selon plusieurs phases : avant que le phénomène de périurbanisation ne concerne la commune de manière sensible, la population a régressé de 421 à 379 habitants entre 1968 et 1975. La population communale a ensuite connu une période de stabilité, entre 1975 et 1990, et a recommencé à augmenter depuis lors, de manière assez soutenue, avec une croissance annuelle moyenne de la population de 1,3% entre 1990 et 2014.

Évolution au niveau intercommunal

La tendance démographique est sensiblement différente à l'échelle de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin », qui a connu une évolution de population en légères dents de scie jusqu'en 1999, avec une tendance globale à la baisse, et un regain significatif depuis 1999.

Globalement, la population sur cet ensemble intercommunal a augmenté de 2,8% depuis 1968. Sur l'ensemble de la période observée, l'augmentation moyenne annuelle de population a été de 0,1%.

Évolution de la population intercommunale (1968/2014)



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

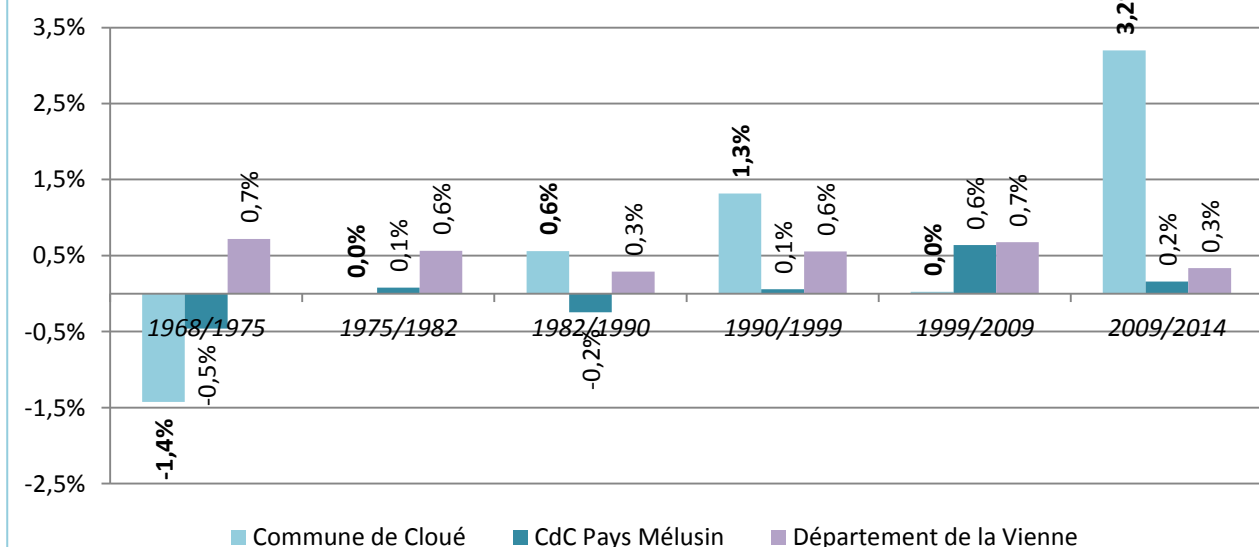
Comparaison avec les autres territoires

Les chiffres comparés des recensements de 1968 à 2014 montrent que les variations de population observées sur la commune de Cloué sont assez peu comparables à la tendance démographique constatée à l'échelle du département de la Vienne. Sur cet espace départemental, la croissance moyenne annuelle de la population est toujours restée positive, comprise entre 0,3 et 0,7% sur la période 1968/2014.

Parallèlement, l'ancienne Communauté de Communes a connu des baisses de population, entre 1968 et 1975 et entre 1982 et 1990. Depuis 1999, les indicateurs sont positifs et retrouvent des niveaux comparables à ceux du département.

Pour la commune de Cloué, la déprise de population entre 1968 et 1975 a été très importante avec une diminution de 1,4% en moyenne annuelle. Comme évoqué précédemment, la stabilisation de la démographie communale s'est opérée pendant les années 1980 pour redevenir, à partir de 1990, très dynamique, avec une hausse moyenne annuelle de population comprise entre 1,3% et 3,2% sur la période la plus récente. L'évolution de la population communale est ainsi devenue largement supérieure par rapport aux échelles de l'ancienne intercommunalité ou du Département.

Évolution comparée de la population (1968/2014) en moyenne annuelle

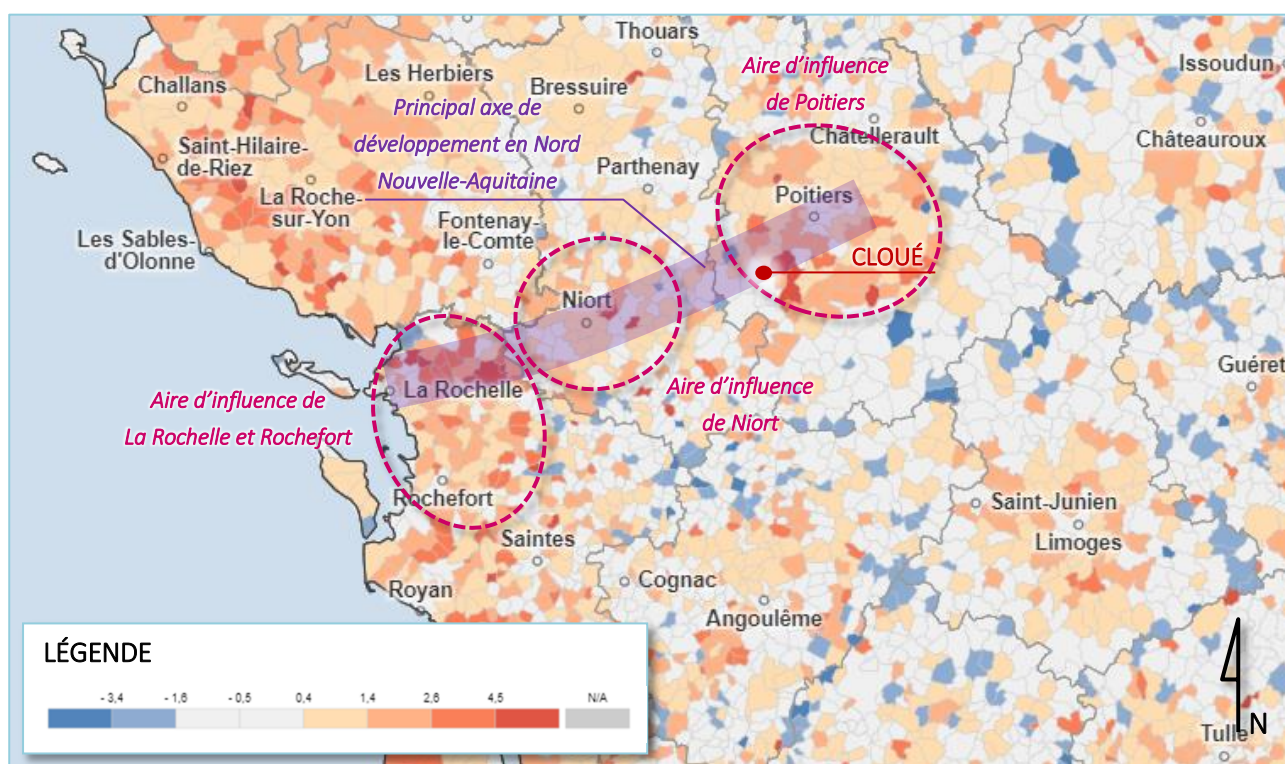


Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

Au cours des deux dernières décennies, l'augmentation de la demande en logements et la recherche de marchés immobiliers plus abordables ont été à l'origine d'un accueil important de population sur le Pays Mélusin. En effet, les ménages ont eu tendance à délaisser les premières couronnes périurbaines de Poitiers pour profiter, à plus grande distance de leur lieu de travail, d'un habitat moins coûteux et/ou plus spacieux.

La carte ci-après, constituée à partir des recensements de population de 2009 et 2014, montre, à l'échelle régionale, l'intégration de la commune à l'aire de développement économique et démographique de l'agglomération de Poitiers.

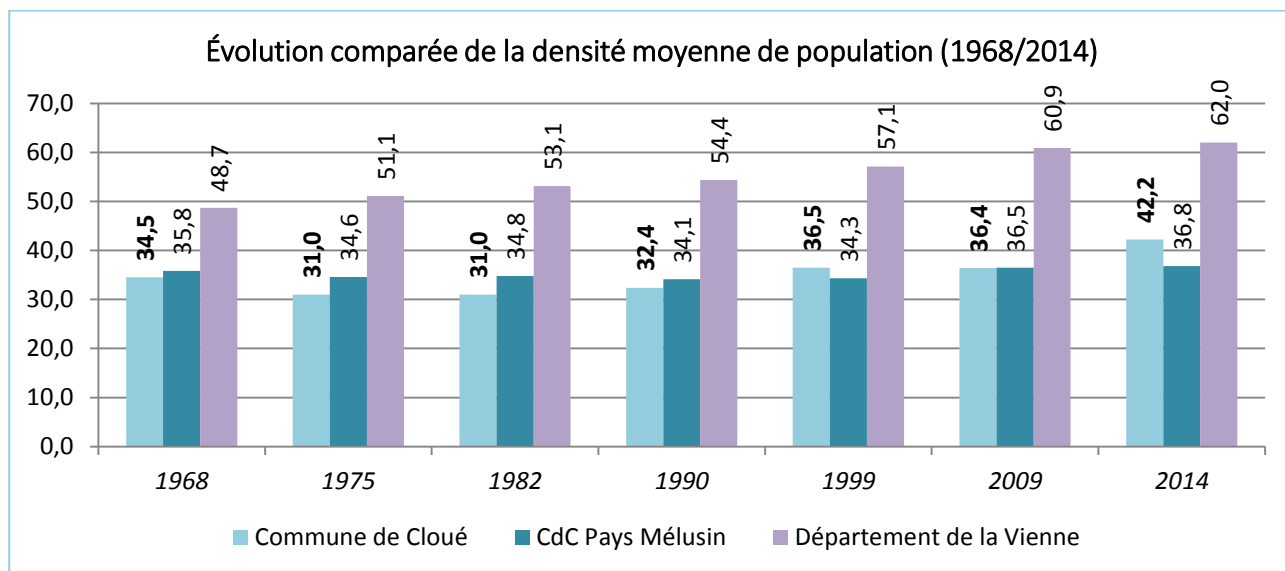
Il convient de noter que le bassin de vie du Mélusin est un espace possédant potentiellement une bonne vitalité sur le plan démographique, aidé en cela par sa situation sur l'axe de développement principal en Poitou-Charentes et par la présence d'infrastructures de transports qui mettent Cloué à une quinzaine de minutes du cœur de l'agglomération de Poitiers. Enfin, l'intégration de cet espace à Grand Poitiers Communauté urbaine devrait lui permettre de bénéficier d'une dynamique d'ensemble à l'échelle de l'ensemble de la Communauté urbaine.



Source : INSEE Statistiques locales, RP 2008 et 2013 exploitations principales

Densité de population

La densité de population sur la commune a suivi une tendance similaire à celle de la population. En 1968, la commune de Cloué présentait une densité de population de 34,5 habitants par kilomètre carré, assez comparable à la densité moyenne à l'échelle de l'ancienne intercommunalité. Cette densité a baissé entre 1968 et 1982 et est restée assez stable depuis avant de repartir vers une hausse sur la période la plus récente. Elle est, en 2014, de 42,2 habitants par kilomètre carré, désormais supérieure à celle de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin ».

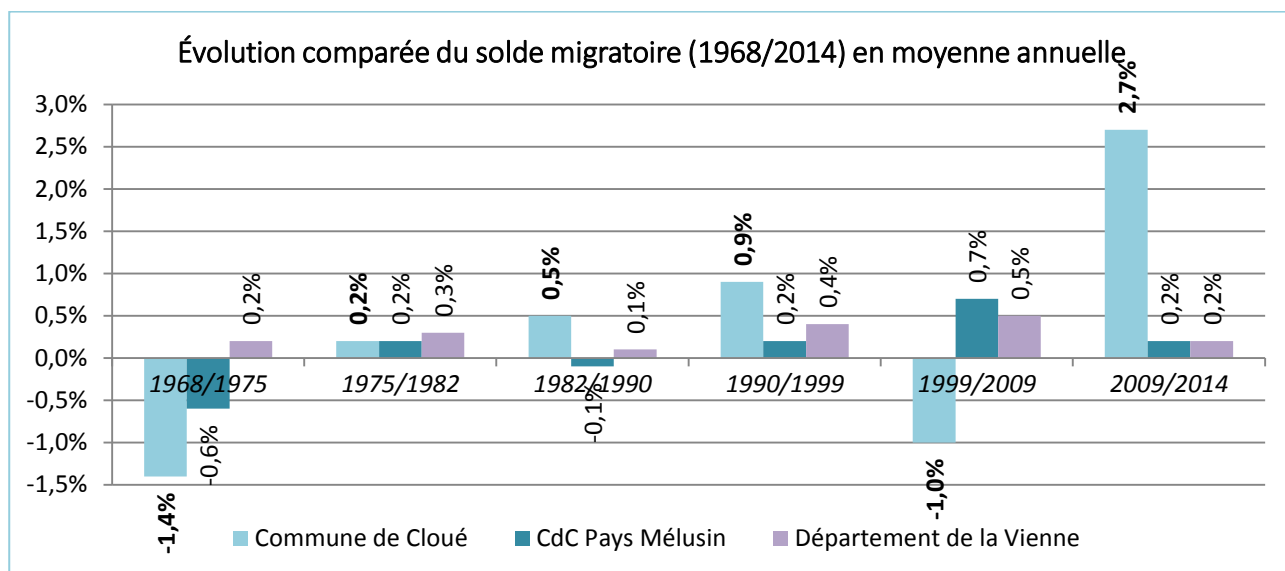


Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

■ LE SOLDE MIGRATOIRE ET LE SOLDE NATUREL, LES TAUX DE NATALITÉ ET DE MORTALITÉ

Le solde migratoire : un enjeu résidentiel pour la commune

Le solde migratoire³ de Cloué est devenu positif depuis 1975 (à l'exception de la période intercensitaire 1999/2009), illustrant la capacité de la commune à attirer de nouveaux habitants, notamment sur la période la plus récente, qui constitue la plus importante période d'afflux de nouveaux habitants, avec un solde de 2,7% en moyenne annuelle.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

L'attrait de jeunes actifs et de ménages en âge d'avoir des enfants est un enjeu démographique pour la commune, dans une optique de vitalité du territoire.

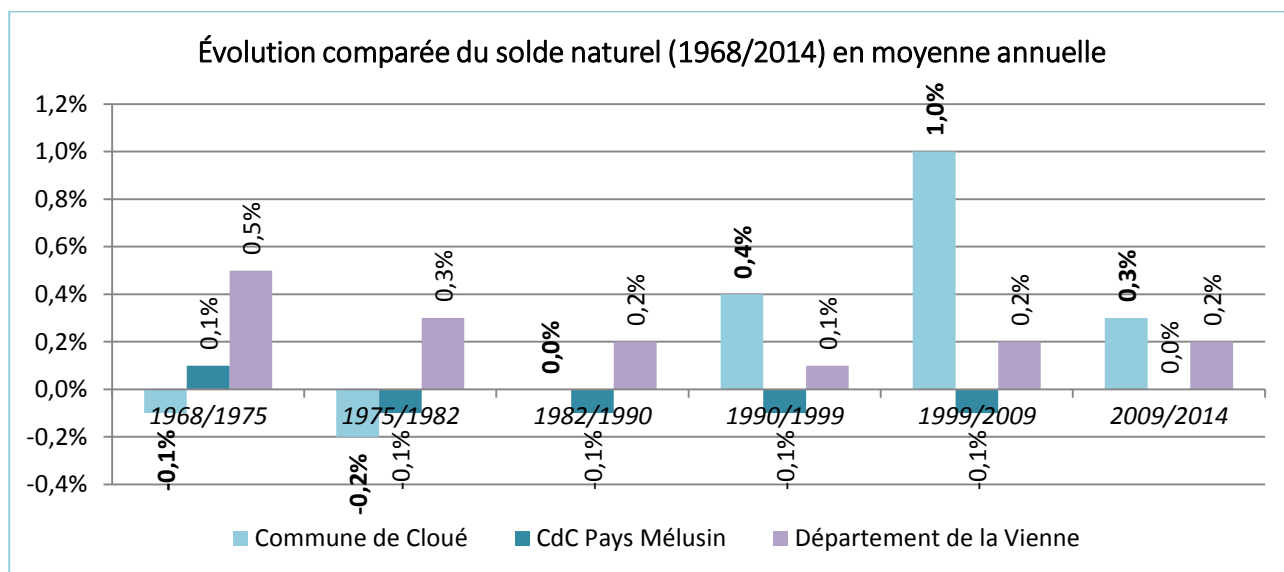
³ Solde migratoire : différence entre les personnes venant s'installer sur la commune et celles qui la quittent.

Le solde naturel : une résultante de l'attrait résidentiel

Le solde naturel⁴ de Cloué est toujours resté négatif ou nul entre 1968 et 1990, compris entre 0,0% et -0,2%. Depuis lors, le solde est redevenu positif, compris entre 0,3% et 1,0%. L'amélioration de ce solde résulte de l'arrivée de nouveaux habitants mentionnée ci-avant et qui participe d'un renouvellement démographique de la commune.

Par ailleurs, comme évoqué ci-avant, le coût du logement diminuant concentriquement en s'éloignant de Poitiers, les jeunes ménages ont tendance à s'installer dans des communes de plus en plus éloignées des grands centre urbains afin de trouver des conditions d'installation plus abordables.

Dans un contexte national d'augmentation du nombre de naissances, il conviendra cependant de noter la persistance d'un solde naturel négatif ou nul sur le Pays Mélusin depuis 1975.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

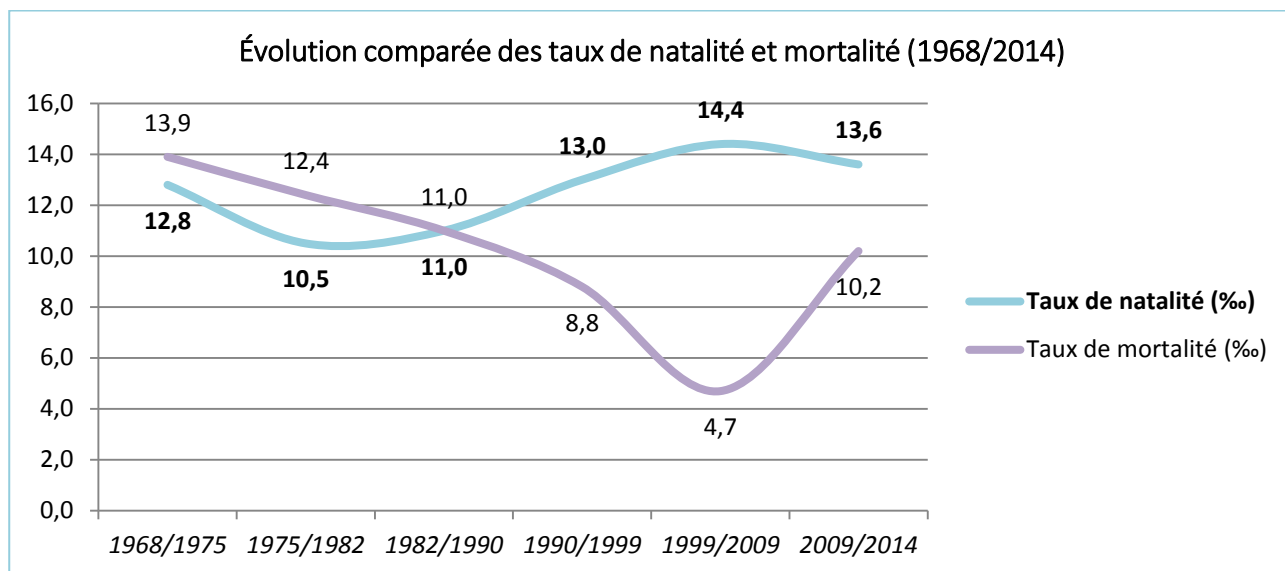
Les taux de natalité et de mortalité

L'évolution comparée des taux de natalité et de mortalité confirme l'analyse démographique développée ci-avant.

Comme illustré par les graphiques précédents, l'installation de jeunes ménages favorise la natalité. C'est pourquoi le taux de natalité est resté particulièrement ténu sur la commune jusqu'en 1975 et qu'à partir de là, il augmente pour redevenir supérieur au taux de mortalité depuis 1982. Il importe de maintenir sur la commune un taux de natalité clairement supérieur au taux de mortalité afin de conserver à la commune une dynamique démographique pérenne.

Dans ce contexte, il conviendra de noter la baisse de natalité enregistrée depuis 2009, faisant suite à une hausse ininterrompue depuis 1975, et la hausse importante de la mortalité sur cette même période.

⁴ Solde naturel : différence entre les naissances et les décès sur la commune.

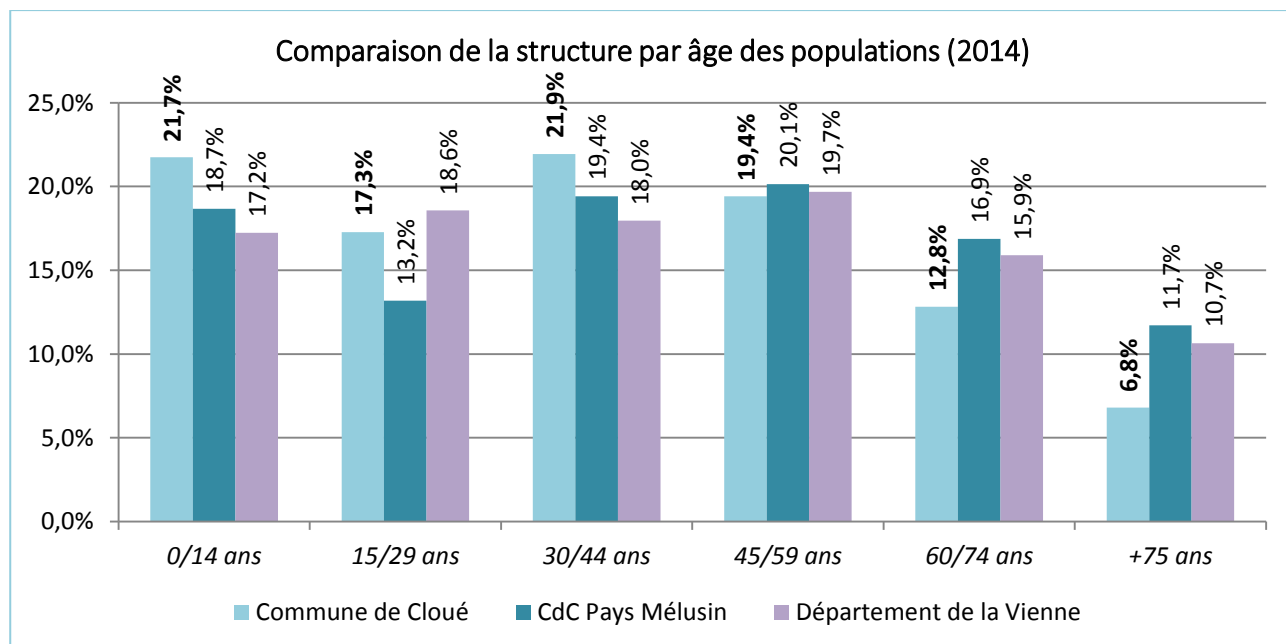


Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

■ STRUCTURE PAR ÂGE DE LA POPULATION : UNE POPULATION COMMUNALE ÉQUILIBRÉE

Les résultats du recensement de 2014 mettent à jour une structure de population plutôt jeune, caractérisée par une représentation sensible des tranches de 0 à 44 ans. Chacune de ces tranches est globalement de 3 à 5 points plus importante dans la population communale qu'à l'échelle départementale.

La tranche des 15/29 ans n'est pas nécessairement pertinente à l'analyse compte-tenu de l'absence de structure d'enseignement secondaire ou supérieur sur la commune.



Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

À l'inverse, les tranches des 60 à 75 ans et des plus de 75 ans sont globalement plus faibles que la moyenne départementale. Le rajeunissement de la population peut, à terme, devenir un enjeu communal, notamment

en matière d'adaptation des équipements. L'installation de ménages en âge d'avoir des enfants doit néanmoins rester un objectif de renouvellement de la population.

L'indice de jeunesse

La caractéristique jeune d'une population s'exprime notamment à travers l'indice de jeunesse⁵. À Cloué, il est de 1,39, ce qui traduit une part beaucoup plus importante de moins de 20 ans dans la population que des plus de 60 ans, de l'ordre de 40%.

À titre de comparaison, la part des moins de 20 ans dans la population de l'ancienne Communauté de Communes est nettement inférieure (indice de jeunesse de 0,83), tandis que celle du Département est située presque à l'équilibre (indice de jeunesse de 0,89). Les personnes jeunes sont quasiment aussi nombreuses que les personnes âgées à l'échelle départementale.

Indice de jeunesse	2014
Commune de Cloué	1,39
Communauté de Communes du « Pays Mélusin »	0,83
Département de la Vienne	0,89

Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

■ CONCLUSION

La commune de Cloué s'inscrit dans un contexte territorial caractérisé par des indicateurs démographiques inégaux. La reprise démographique de la commune est manifestée par la vitalité des excédents migratoires et par le rajeunissement global de la population (indice de jeunesse). Il existe un potentiel de poursuite du renouvellement de la population si la politique de logement est orientée vers l'accueil de jeunes ménages à même de favoriser le solde naturel, parfois tenu.

La dynamique démographique est, en tout état de cause, profondément corrélée avec la politique du logement, avec la gestion des équipements publics et avec la dynamique économique du territoire, comme développé ci-après.

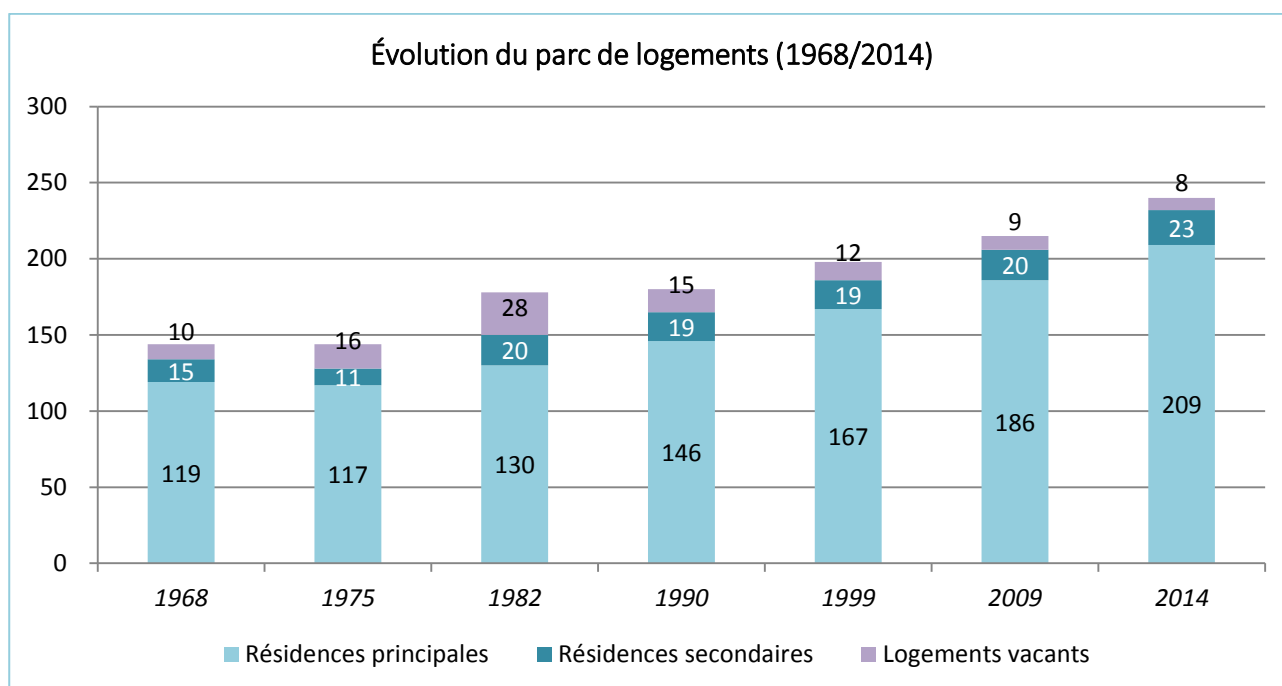
⁵ Indice de jeunesse : rapport entre les personnes âgées de moins de 20 ans et celles âgées de plus de 60 ans. Un indice de 1,0 montre un nombre égal de jeunes et de seniors. En-dessous, la proportion de seniors est plus importante.

L'HABITAT, LE LOGEMENT ET LA CONSTRUCTION

■ LE PARC DE LOGEMENTS

Évolution du parc de logements : une augmentation significative du nombre d'unités

Cloué compte 240 logements en 2014, soit une augmentation de 66,7% du nombre d'unités depuis 1968.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2014 exploitations principales

L'augmentation est irrégulière dans le temps, comme détaillé ci-dessous :

- 1968/1975 : 0,0% par an
- 1975/1982 : + 3,4% par an
- 1982/1990 : + 0,1% par an
- 1990/1999 : + 1,1% par an
- 1999/2009 : + 0,9% par an
- 2009/2014 : + 2,3% par an

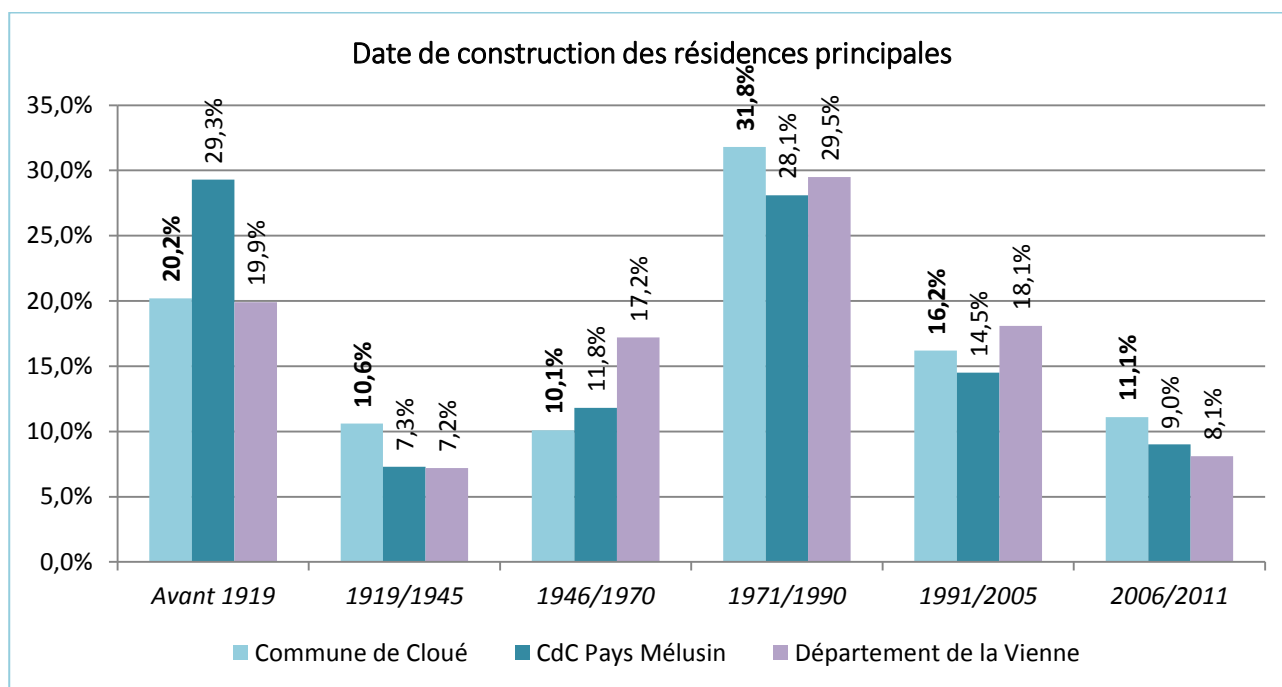
Les périodes 1975/1982 et 2009/2014 sont marquées par une production plus importante de nouveaux logements. La croissance du parc de logements sur la période récente correspond à l'aménagement de lotissements ainsi qu'à la poursuite du développement urbain pour permettre à de nouveaux ménages de s'installer sur la commune.

Globalement, l'augmentation du parc de logements entre 1968 et 2014 aura été de 1,5% en moyenne annuelle. Cette augmentation est à mettre en rapport avec l'augmentation moyenne de la population communale qui a été de 0,5% par an sur cette période.

Un parc de logements plutôt récent

Près de 6 logements sur 10 (59,1%) ont été construits après 1970 à Cloué. La proportion y est bien plus importante qu'au niveau de l'ancienne intercommunalité (51,6%) et qu'au niveau départemental (55,7%).

Cette situation est à mettre en relation avec le développement démographique et périurbain de la commune depuis 1990. Sur les périodes les plus récentes, le rythme de la construction a été soutenu à Cloué.



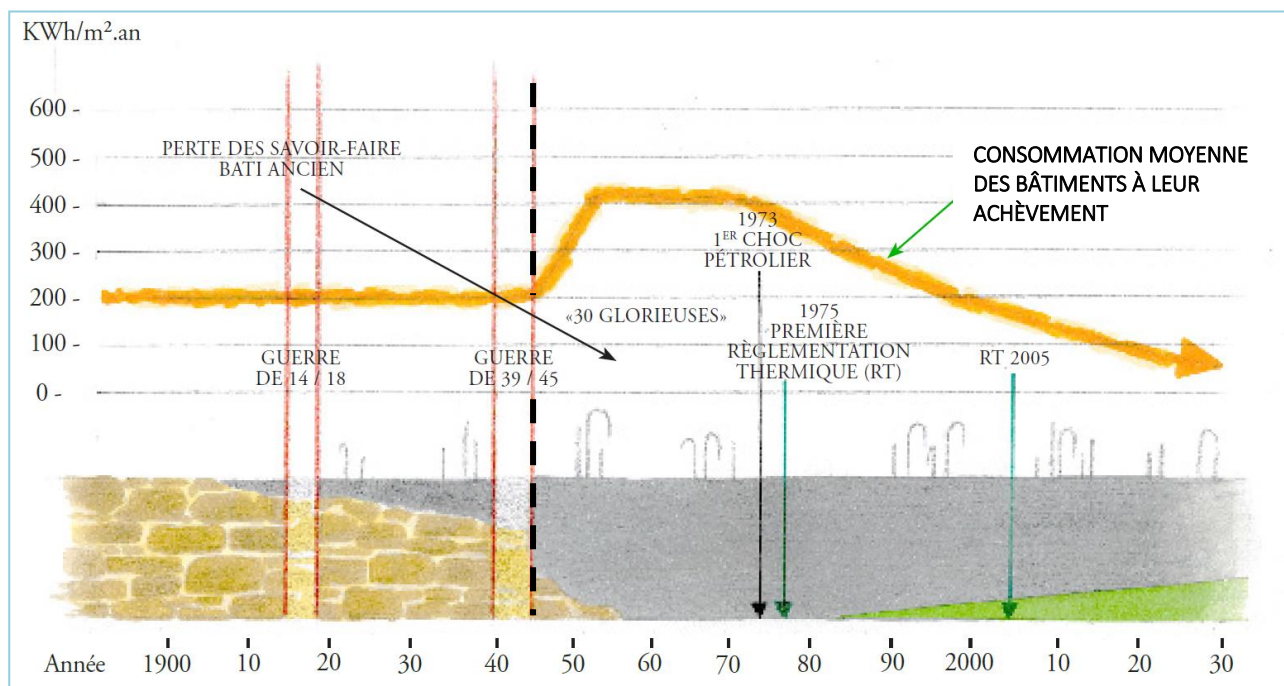
Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

La question de la précarité énergétique du logement

Paradoxalement, les logements construits avant la Seconde Guerre mondiale affichent des performances énergétiques de très bonne tenue, comme illustré ci-après.

La consommation moyenne d'un logement à son achèvement est passée de 200 KWh/m² par an avant-guerre à plus de 400 KWh/m² par an par la suite, soit un doublement de la facture énergétique pour les ménages. Cette évolution est liée à plusieurs facteurs, parmi lesquels la perte de savoir-faire quant au bâti ancien, généralement construit avec des matériaux ou selon des dispositions naturellement bioclimatiques, ou encore la multiplication des appareils électriques ou électroniques.

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont permis une prise de conscience sur ce sujet, à travers l'augmentation massive du prix de l'énergie. En conséquence, un savoir-faire thermique a été développé et de nouvelles normes mises en œuvre sous le nom de « réglementation thermique » ou « RT ». Différentes versions (RT 1974, RT 1988, RT 2000, RT 2005, RT 2012, future RT 2020), aux exigences et aux champs d'application croissants, ont permis et vont continuer à permettre de diminuer la consommation des logements dans les domaines du chauffage, de la ventilation, de la climatisation, de la production d'eau chaude sanitaire et de l'éclairage.



Source : Maisons paysannes de France, programme ATHEBA (Amélioration THERmique du Bâti Ancien), fiche 1 « Connaissance du bâti ancien », Juin 2010

Une partie importante des logements de Cloué, dont 31,8% ont été construits entre 1970 et 1990, est susceptible de créer une situation de précarité énergétique pour les ménages y résidant si ceux-ci ont des revenus modestes.

Évolution du nombre de résidences secondaires et de logements vacants

Cloué compte 8 logements vacants et 23 résidences secondaires en 2014, soit un total de 12,9% du parc de logements. Les habitations de la commune sont majoritairement des résidences principales, occupées à temps plein par leur propriétaire ou locataire.

La proportion de logements vacants est assez nettement inférieure aux moyennes observées sur l'ancienne Communauté de Communes et le Département de la Vienne où le taux de logements vacants est de 6,2% supérieur. S'agissant des résidences secondaires, leur nombre est de 4,1% supérieur sur Cloué par rapport au niveau départemental.

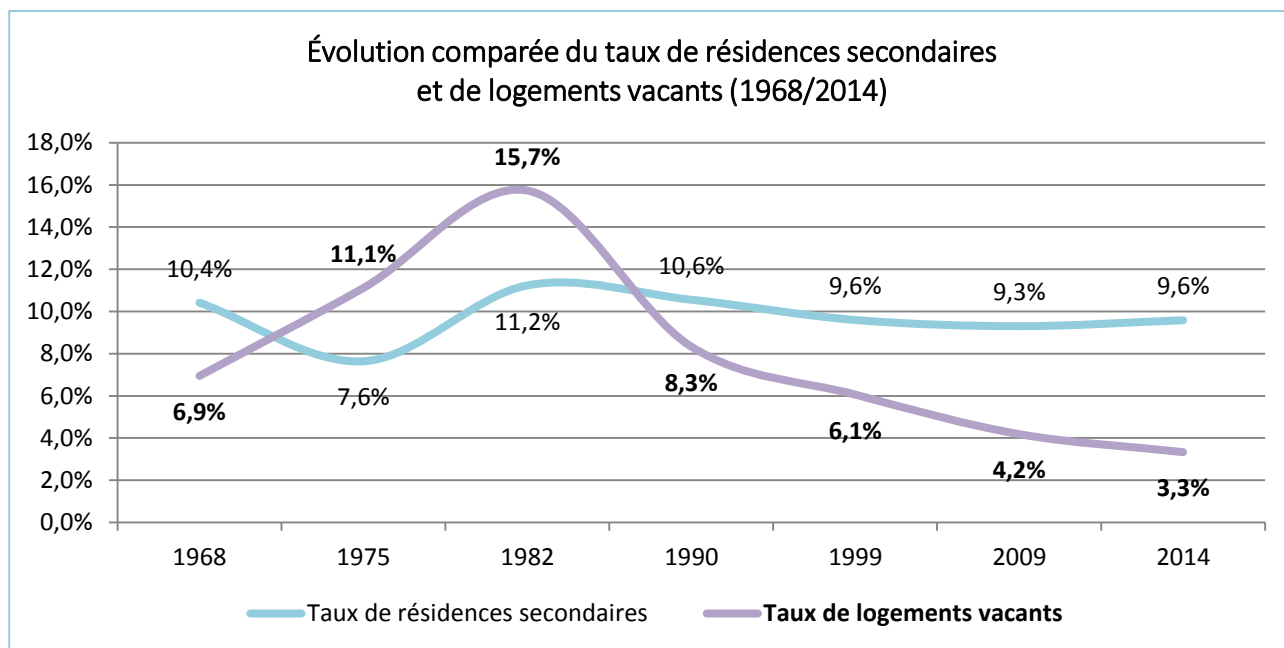
Répartition comparée du parc de logements	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Commune de Cloué	73,8%	9,6%	3,3%
Communauté de Communes du « Pays Mélusin »	83,1%	6,1%	10,8%
Département de la Vienne	85,0%	5,5%	9,5%

Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

L'évolution des taux de vacance et de logements secondaires est contrastée dans le temps. Globalement, on notera une diminution très significative de la part des logements vacants depuis 1982 (-12,4% en part relative du parc total de logements et -20 unités vacantes).

La question de la vocation touristique du bâti ancien et/ou vacant (gîtes, chambres d'hôtes, hôtellerie particulière...) peut également être posée, en référence à la qualité architecturale et paysagère du Bourg et des villages. L'attractivité touristique du territoire peut participer à l'amélioration du solde migratoire. En

témoigne le taux non négligeable de résidences secondaires sur la commune (23 en 2014, soit 9,6% du parc total de logements).



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

Les disponibilités d'accueil dans le parc de logements existants apparaissent comme faibles. Pour porter le projet de développement démographique inscrit dans le Plan Local d'Urbanisme, le recours à la construction neuve apparaît donc comme vraisemblablement nécessaire et sera soumis à une réflexion préalable sur la mobilisation potentielle des espaces interstitiels et des logements vacants.

Une mobilité résidentielle plus faible que sur les autres territoires

La mobilité résidentielle est définie par la fréquence de changement de logement par les ménages qui les occupent. Les chiffres publiés par l'INSEE montrent que les habitants de Cloué, à l'image de ceux de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin », restent plus longtemps dans leur logement qu'en moyenne sur le territoire départemental. Cela est particulièrement vrai pour les personnes ayant emménagé sur la commune depuis plus de 10 ans, dont la part est de 3,3 points supérieure à la moyenne de la Vienne.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	Plus de 10 ans
Commune de Cloué	15,5%	20,3%	12,1%	52,2%
Communauté de Communes du « Pays Mélusin »	10,8%	16,1%	17,2%	55,8%
Département de la Vienne	15,1%	19,9%	16,2%	48,9%

Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

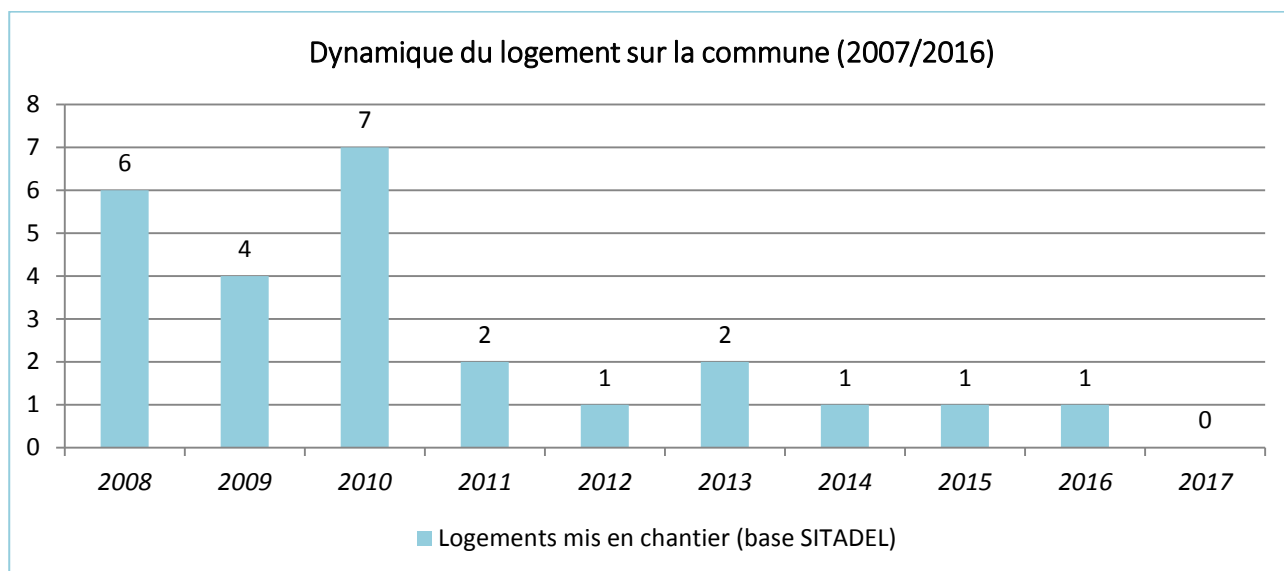
Cette situation s'explique par la part importante des propriétaires-occupants à Cloué en 2014 (82,1%, en augmentation de 3,1 points par rapport à 2009), pour une moyenne de 61,8 % dans la Vienne. Les personnes qui achètent un logement sur la commune sont majoritaires et ont, de fait, tendance à rester longtemps dans leur logement.

■ LA PRODUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

Rythme de la construction

Le rythme moyen de la construction neuve sur la commune est de 2,5 nouveaux logements par an en moyenne depuis 10 ans (période 2007/2016), comme illustré par le graphique ci-après qui recense les logements neufs (de tous types) par année de mise en chantier effective.

Globalement, le rythme de la construction a faibli sur la période la plus récente. La majeure partie des constructions ont été réalisées dans le cadre d'opérations d'ensemble en périphérie du Bourg, investies progressivement, « à la parcelle ».



Source : Base de données SITADEL, données Mairie de Cloué

La satisfaction de la demande en nouveaux logements est développée et analysée spatialement ci-après au chapitre « Analyse de la consommation d'espace, bilan du document d'urbanisme précédent ».

En tout état de cause, l'implantation de constructions individuelles sur les hameaux ou même en dehors des hameaux est un mode de développement urbain particulièrement consommateur d'espace. Les habitations construites en dehors des opérations d'ensemble sont en effet généralement implantées sur des terrains d'assiette foncière plus importante.

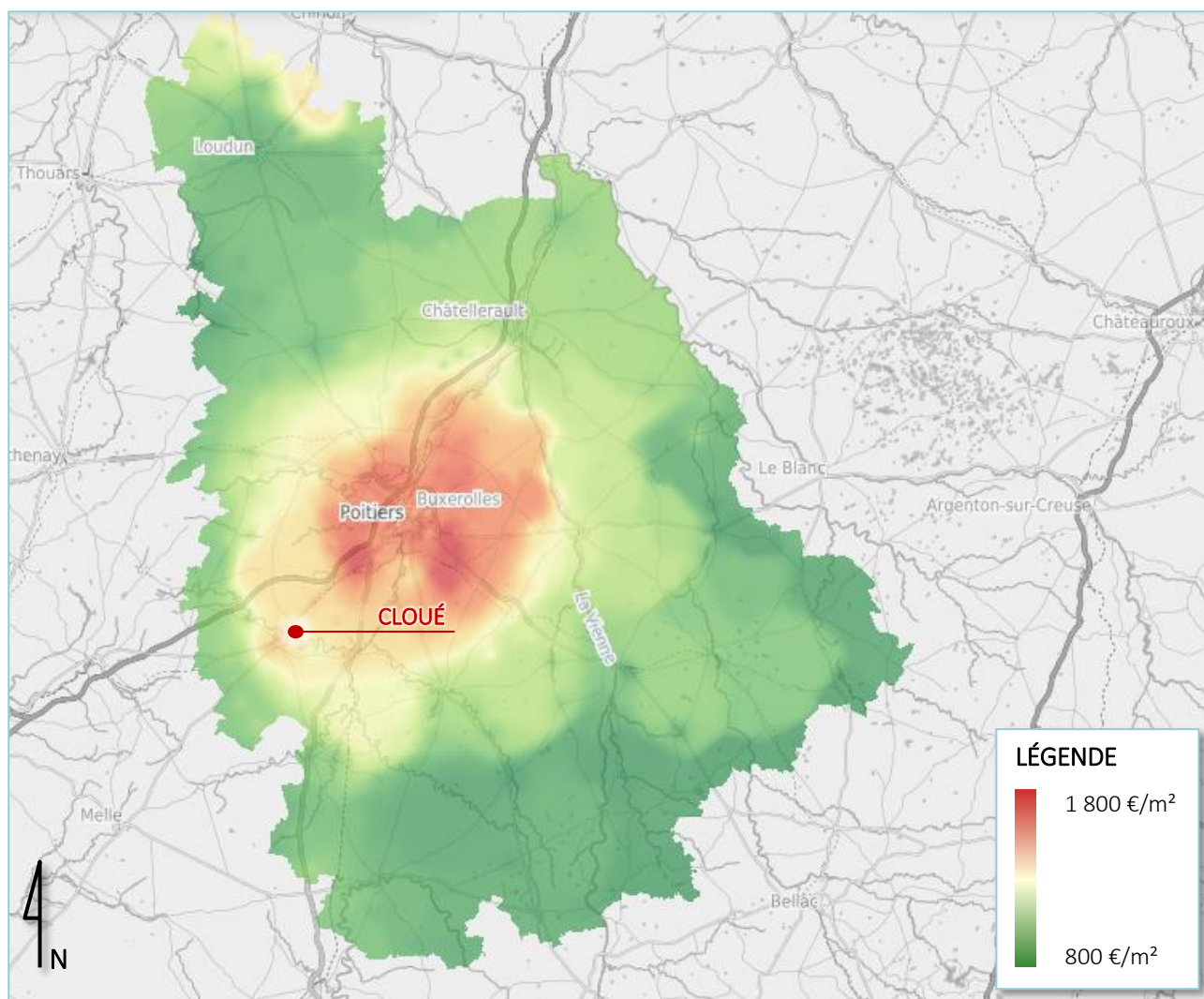
La relation entre développement du parc de logements et urbanisation des espaces naturels et agricoles devra être définie dans le Plan Local d'Urbanisme. Le choix éventuel d'un rythme important de production de nouveaux logements est en effet conditionné à l'application du principe de gestion économe des sols. Cette démarche permettra de ne pas générer une urbanisation excessive et inadaptée au territoire en orientant la politique d'urbanisme vers la production de formes urbaines moins consommatrice d'espace.

Dynamisme du marché immobilier

Le prix moyen constaté pour l'achat d'une maison, dans la Vienne (Mai 2018), est de 1 320 €/m² et, pour un appartement, de 1 490 €/m². À Cloué, le prix moyen pour l'achat d'une maison est de 1 300 €/m², soit sensiblement équivalent au prix moyen dans le département.

Cet indicateur est en hausse de 2,6% sur 6 mois et de 2,1% sur 12 mois à Cloué, ce qui atteste d'un marché immobilier compétitif, comme illustré ci-après.

Prix indicatif de l'immobilier (m² en achat) sur le département de la Vienne (Mai 2018)



Source : données Agence EffiCity, OpenStreetMap, DGFIP (Mai 2018)

■ L'ENJEU DE LA MIXITÉ SOCIALE ET DE LA DIVERSITÉ DES TYPOLOGIES DE BÂTI

L'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat

Le parc de logements de Cloué est composé en 2014 de 238 maisons individuelles (en progression de 26 unités par rapport à 2009) et de 2 appartements (en régression d'une unité par rapport à 2009). La prédominance de l'habitat individuel est clairement exprimée sur la commune par la part très significative des maisons (99,2% du parc de logements) et la régression du nombre d'appartements.

Évolution de la typologie du parc de logements	2009	2014
Maisons	212	238
Appartements	3	2

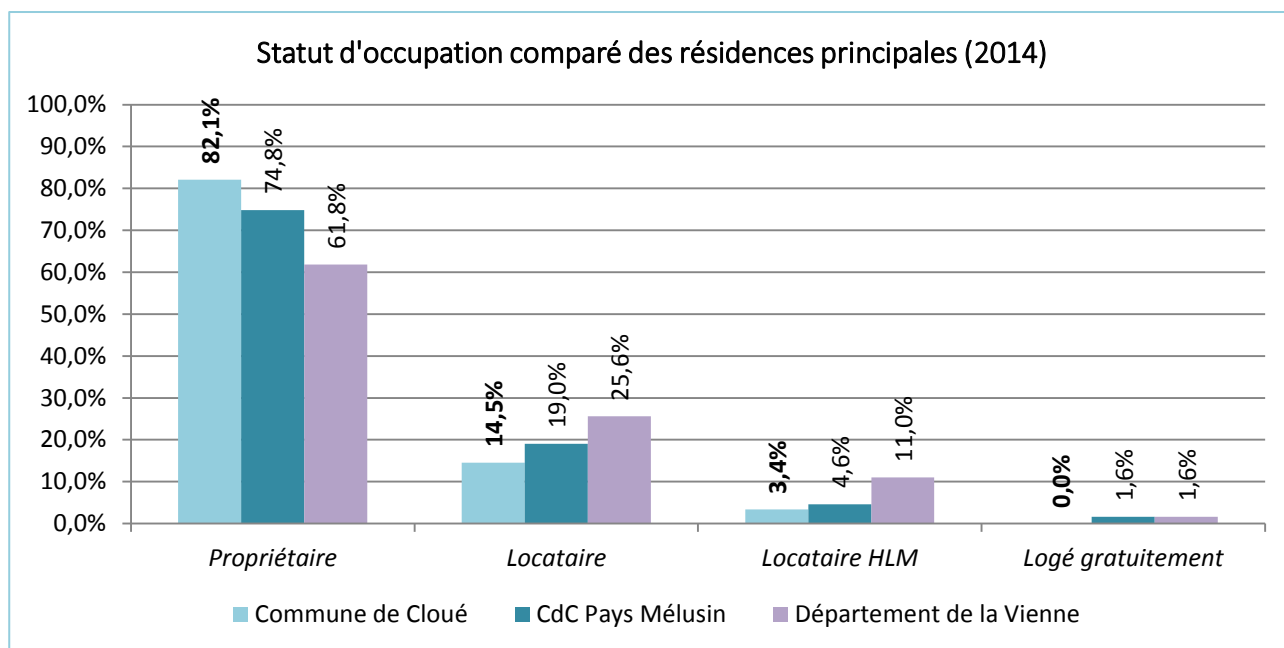
Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

Parallèlement, une augmentation générale de la taille moyenne des habitations est observée. Le nombre moyen de pièces par logement est ainsi de 4,6 en 2014, tous types de logements confondus. La part des

logements de 5 pièces ou plus est passée de 51,1% du parc en 2009 à 55,1% en 2014, au détriment de toutes les catégories de logements de taille inférieure.

Le développement d'une offre de logements de taille modeste (de type T2 et T3) pourrait être un enjeu dans les prochaines années pour la commune afin d'adapter le parc de logements à l'accueil de jeunes couples primo-accédants, de familles monoparentales ou de personnes isolées. Ces dispositions seraient en outre à même de limiter la consommation d'espace et à favoriser la mixité sociale et générationnelle.

Comme évoqué précédemment, la proportion de propriétaires-occupants est de 82,1% à Cloué en 2014. Globalement, les statistiques d'occupation sur la commune sont plus orientées vers la propriété que celles constatées au niveau intercommunal et départemental. Le parc locatif est ainsi moins développé à Cloué (14,5% des résidents), et notamment au niveau du locatif social (3,4% des résidents de la commune pour une part de 11,0% à l'échelle départementale).



Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

La présence de logements de plus en plus grands pose la question du maintien de la mixité sociale sur la commune. La généralisation des grands logements, plus chers, est susceptible d'exclure de la commune certaines populations disposant de revenus modestes (jeunes, personnes âgées, travailleurs précaires...).

L'accueil des gens du voyage

En référence à la Loi n°90-449 du 31 Mai 1990 et à la Loi n°2000-614 du 5 Juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, chaque département élabore un Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV) qui définit :

- Les communes d'implantation des aires permanentes.
- Les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement à l'occasion de grands rassemblements traditionnels ou occasionnels.
- La politique de sédentarisation, le cas échéant.

Dans la Vienne, le schéma couvrant la période 2010/2015 a été signé conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Départemental le 9 Juin 2011 pour une durée de six ans.

La commune de Cloué n'est pas concernée par le dispositif. Sur le territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine, 5 aires d'accueil sont disponibles (Poitiers Dompptigarde, Poitiers CHU en cas de proche malade,

Fontaine-le-Comte, Saint-Benoît, Jaunay-Marigny et Chauvigny). Par ailleurs, une aire de grand passage, ouverte en 2016 et d'une superficie de 3 hectares, est disponible à Poitiers Beaulieu.

La gestion et l'entretien des aires d'accueil sur le territoire communautaire sont confiées à l'Association Départementale pour l'Accueil et la Promotion des Gens du Voyage (ADAPGV).

La lutte contre l'habitat indigne et dégradé

La Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009 pour le logement et de lutte contre l'exclusion définit comme habitat indigne trois catégories de logements :

- Les bâtiments menaçant ruine, pour lesquels le Maire a autorité de police spéciale en application des articles L.511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.
- Les bâtiments insalubres, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1311-4, L.1331-23, L.1331-26 à 31 et L.1336-3 du Code de la Santé Publique.
- Les logements présentant un risque de saturnisme, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1334-1 à 13 du Code de la Santé Publique.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, une réflexion pourra être menée sur ces logements, le cas échéant, ou plus globalement sur tout logement ancien pouvant être réhabilité à des fins de mixité sociale et d'amélioration de l'habitat.

La lutte contre la précarité

Il y a lieu d'évaluer les besoins en logements des personnes ou des familles visées au Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) et de favoriser les conditions de développement de logements correspondant aux capacités contributives des ménages en prenant en compte leurs habitudes de vie et d'occupation.

Depuis la Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009, le PDALPD inclut et prolonge les dispositions du Plan Départemental d'Accueil, Hébergement et Insertion (PDAHI). Le PDALPD de la Vienne pour la période 2012/2016, élaboré conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Départemental, a été arrêté au 27 Août 2012 et est arrivé à échéance le 31 Décembre 2016.

Par décision conjointe du 8 Juin 2016, l'élaboration d'un Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) a été lancée pour couvrir la période 2017/2021. Celui-ci, élaboré conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Départemental, a été arrêté en date du 29 Août 2017.

En matière de précarité, les habitants de la commune de Cloué ont des revenus globalement supérieurs aux moyennes de l'ancienne intercommunalité et du Département, avec une médiane du revenu disponible en 2014⁶ de 20 184 € alors qu'elle est de 19 358 € pour les foyers du Pays Mélusin et de 19 654 € pour la Vienne.

⁶ Médiane du revenu disponible : moyenne des revenus fiscaux des ménages, qui tient compte de la taille et de la composition de ceux-ci. La médiane est la valeur du revenu fiscal partageant la population en deux groupes de taille strictement égale. Cet indicateur est calculé sur les ménages de l'année fiscale 2013.

■ PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT, CORRÉLATION ENTRE DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT

Évolution de la taille des ménages

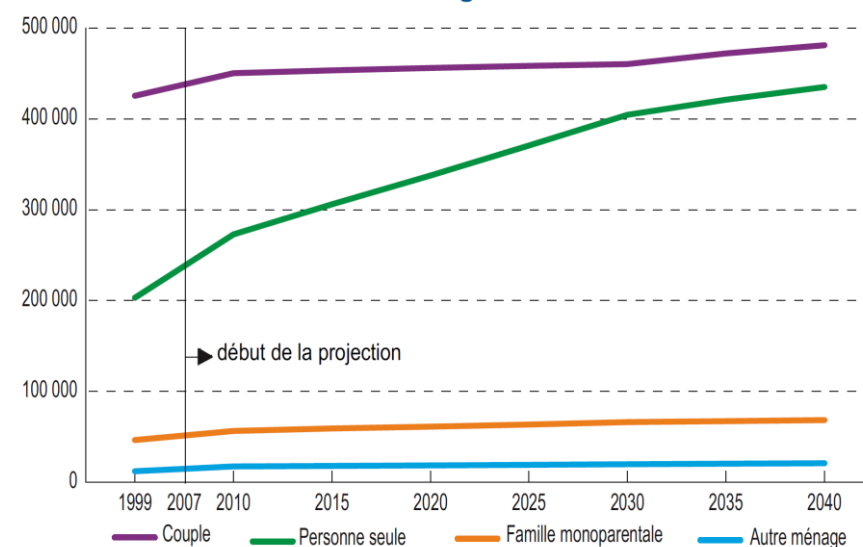
■ Tendence générale et importance de prise en compte

L'évolution générale de la taille des ménages est liée, au niveau global, à la conjonction de deux facteurs, le vieillissement de la population et le phénomène dit « de décohabitation », dont les effets peuvent être cumulatifs.

- **L'allongement de la durée de la vie** a des conséquences sur l'adaptation des équipements publics, la fréquence de remise sur le marché des logements, ainsi que sur la nature des logements à construire. Le vieillissement peut s'accompagner de dépendance. En 2030, la région Poitou-Charentes devrait compter 61 000 personnes dépendantes, soit une augmentation de 38 % par rapport à 2010⁷. Pour maintenir ces personnes à domicile, les logements à construire devront tenir compte de cette contrainte et proposer des solutions appropriées.
- **Le phénomène de « décohabitation »** tend à modifier les modes de vie. Les enfants quittent aujourd'hui plus tôt le foyer familial, davantage pour poursuivre des études que pour vivre en couple. De plus, les ruptures de couples continuent d'augmenter, entraînant une progression du nombre de familles monoparentales. Cette évolution des modes de vie doit ainsi être anticipée dès à présent afin de prévoir une production de logements adaptée, notamment en matière de superficie et de nombre de pièces. Une inadaptation du parc, composé à majorité de logements T4 et plus, est déjà constatée face aux demandes actuelles de logement social sollicitant, pour plus de 60 %, des 3 pièces ou moins.

La conjonction de ces deux facteurs entraîne une **augmentation sensible du nombre de ménages**, qui évolue plus vite que l'augmentation de la population. Mécaniquement, la taille des ménages s'oriente à la baisse ; alors qu'un ménage comptait en moyenne 2,8 personnes en 1982 en Poitou-Charentes, il en compte 2,2 en 2010 et la projection de l'INSEE et de la DREAL Poitou-Charentes pour 2040 en prévoit 2,0 en moyenne à cet horizon. L'évolution du nombre de personnes vivant seules (cf. graphique ci-dessous) explique cette tendance démographique lourde.

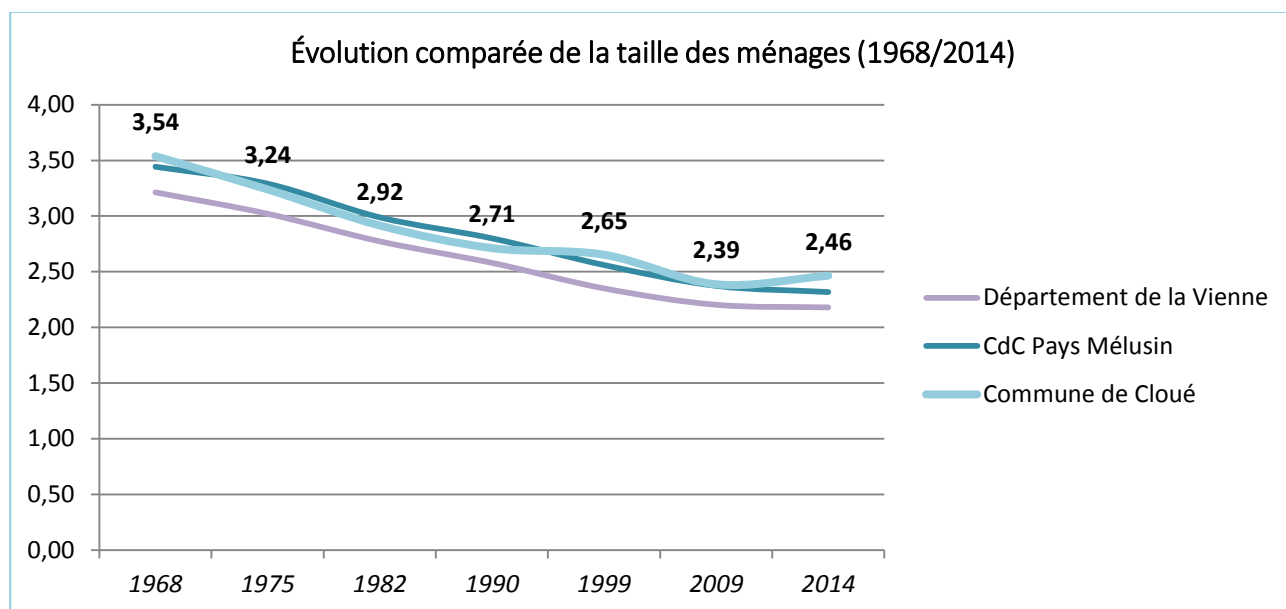
Évolution du mode de vie des ménages de Poitou-Charentes



⁷ Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, *revue Décimal* n°317 (Juin 2012).

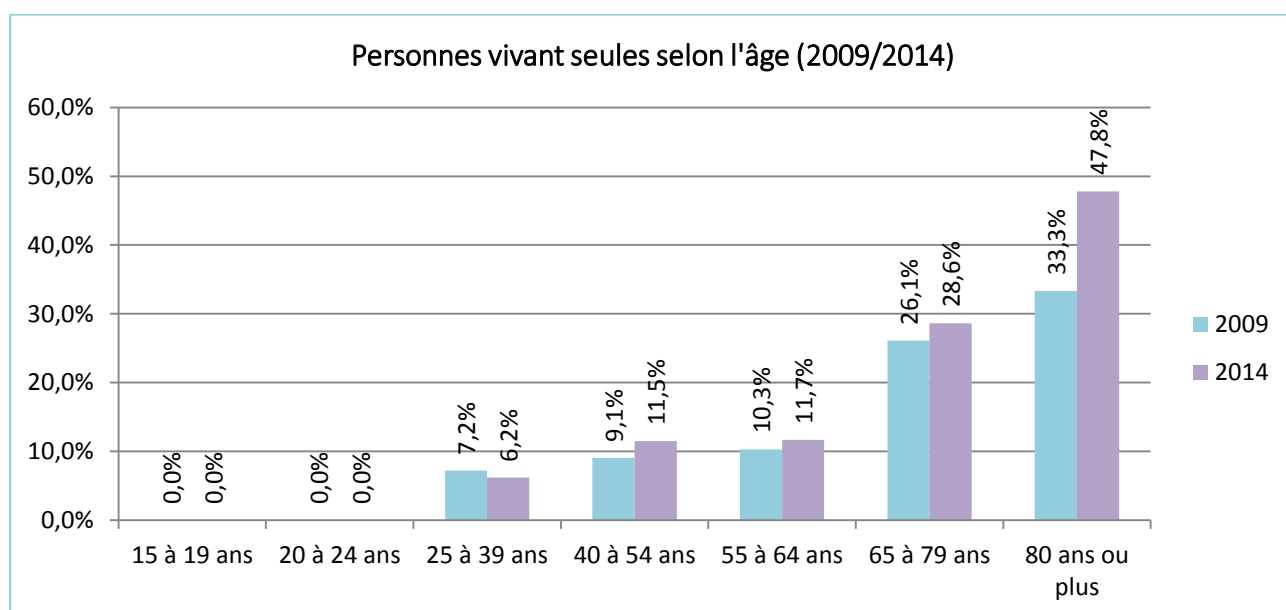
■ Diagnostic sur la commune

La taille des ménages a suivi à Cloué une diminution globale assez comparable à ce qui est constaté sur l'ensemble du territoire national et dans le département, à l'exception d'une légère remontée sur la période 2009/2014. Elle était, à l'échelle communale, de 3,54 personnes par logement en 1968 et n'est plus que de 2,46 personnes par logement en 2014, soit une baisse de 30,5%. À l'échelle de la Vienne, la diminution de la taille des ménages a également été continue depuis 1968 et a tendance à se stabiliser sur la période la plus récente. À terme, la diminution devrait être moins sensible, voire stable entre 2030 et 2040, aux alentours de 1,8 à 2,0 personnes par ménage en moyenne sur cet espace départemental.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2014 exploitations principales

Sur une échelle longue, la tendance reste cependant à une diminution continue de la taille des ménages. Comme évoqué ci-avant, celle-ci participe du phénomène national de « décohabitation », dit aussi de « desserrement des ménages » : multiplication des ménages isolés, des personnes âgées vivant seules, des familles monoparentales, etc.



Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

À titre d'exemple, comme illustré par le graphique ci-avant, le nombre de personnes vivant seules a progressé à Cloué entre 2009 et 2014 sur une partie des tranches d'âge, notamment toutes celles supérieures à 40 ans. Sur la tranche des 80 ans ou plus, 47,8% des personnes vivent désormais seules en

2014. Cette situation n'est pas sans enjeux, notamment en matière de maintien à domicile des personnes âgées et de lutte contre la dépendance.

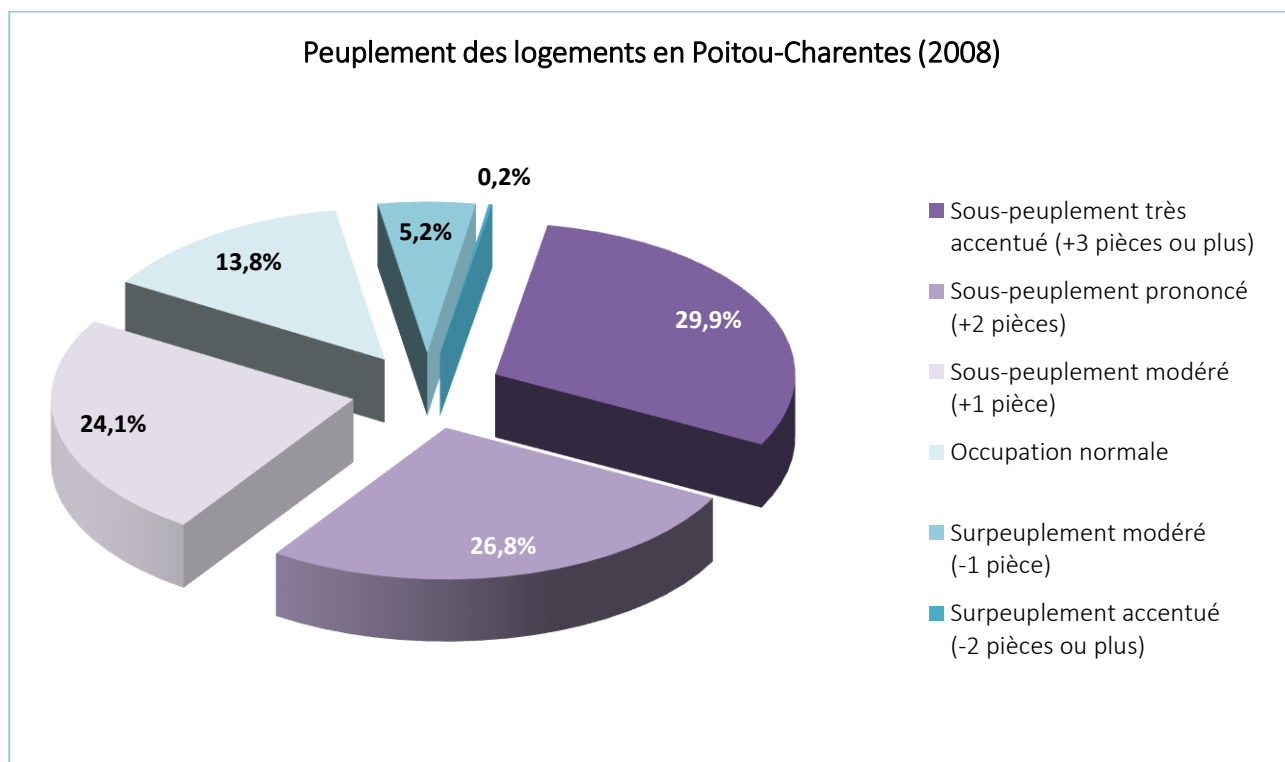
Adaptation de la taille des logements

Comme évoqué ci-avant (Cf. paragraphe « l'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat »), l'adaptation de la taille des logements aux usages et à l'évolution des modes de vie est une problématique à prendre en compte dans la définition des logements qui seront mis en chantier sur le territoire.

En Poitou-Charentes, la taille des logements est globalement inadaptée. 5,4 % des résidences principales sont en 2008 en situation de surpeuplement. Cela signifie que le nombre de pièces est insuffisant pour des conditions normales d'occupation du logement. Le phénomène se résorbe puisque 6,6 % des logements étaient dans cette situation en 1999.

13,8 % des logements sont en situation d'occupation normale, avec un nombre de pièces adapté au nombre d'occupants.

En revanche, 80,8 % des logements sont en situation de sous-peuplement (en augmentation de 3,7 % depuis 1999), c'est-à-dire que le logement comporte une ou plusieurs pièces de trop par rapport au nombre d'habitants. L'évolution dans le temps voit l'augmentation du nombre de logements en sous-peuplement prononcé (2 pièces de trop, +0,3 % par rapport à 1999) et en sous-peuplement très accentué (3 pièces de trop ou plus, +6,7 % par rapport à 1999).

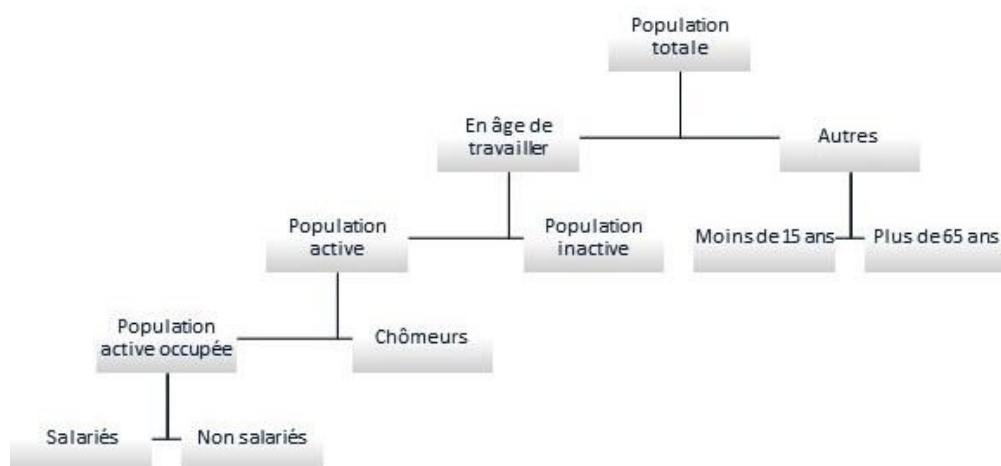


Source : INSEE et DREAL Nouvelle-Aquitaine, *revue Décimal* n°317 - Juin 2012

Au total en Poitou-Charentes, ce sont 190 000 logements, soit près de 30 % du parc, qui sont en situation de sous-peuplement très accentué, alors que la moyenne nationale est de 23 %.

LE TISSU ÉCONOMIQUE, LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES, ARTISANALES ET COMMERCIALES

■ LA STRUCTURE SOCIO-ÉCONOMIQUE COMMUNALE



Évolution de la structure socio-économique communale	2009	2014	Évolution
Population totale de la commune	444	515	+16,0%
- dont population de 15 à 64 ans	285	330	+15,8%
Population active totale	221	265	+19,9%
- dont actifs ayant un emploi (population active occupée)	204	239	+17,2%
- dont actifs au chômage	17	26	+52,9%
Population inactive totale	64	65	+1,6%
- dont élèves, étudiants et stagiaires	15	20	+33,3%
- dont retraités et préretraités	29	23	-20,7%
- dont autres inactifs	20	21	+5,0%
Nombre d'emplois sur la commune	65	61	-6,2%
Taux d'activité au sens de l'INSEE	77,6%	80,4%	+2,8%
Taux d'activité par rapport à la population totale	49,8%	51,5%	+1,7%
Indicateur de concentration d'emploi	31,6	25,6	-19,0%
Taux de chômage	7,6%	10,0%	+2,4%
Population active résidant et travaillant dans la commune	39	40	+2,6%
Population active résidant mais travaillant hors commune	169	200	+18,3%

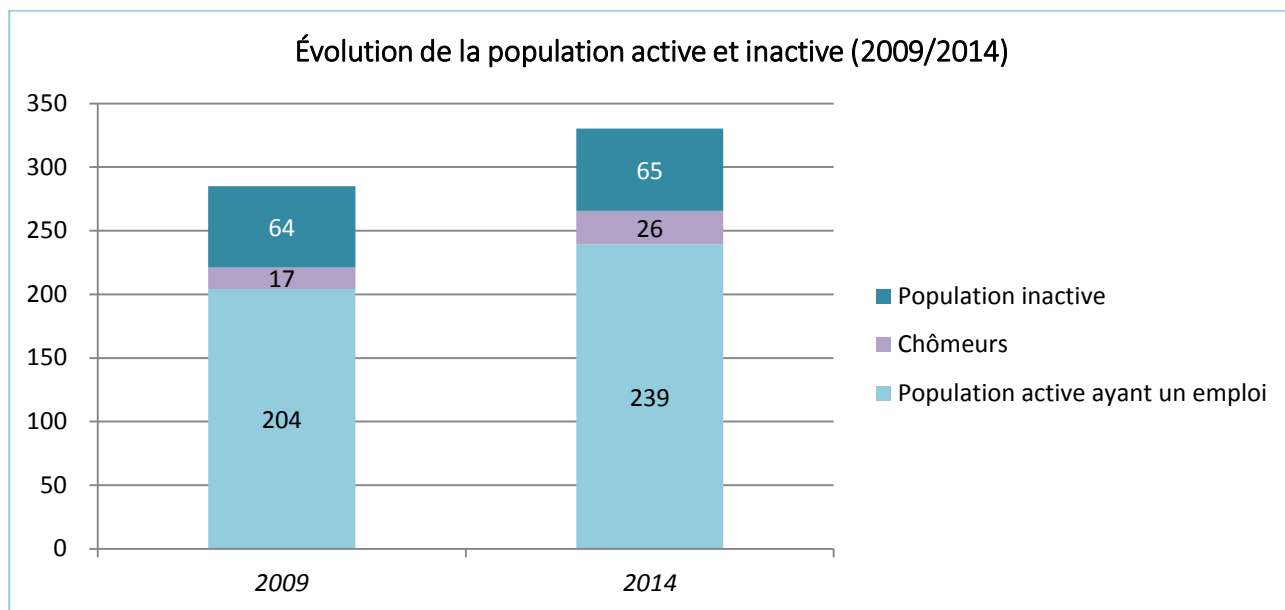
Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

Évolution du tissu socio-économique et de l'emploi

La population active de Cloué s'élève à 265 personnes en 2014. Elle est en augmentation de 44 personnes depuis 2009, soit une hausse de 19,9%. La population active occupée⁸ est, elle aussi, en hausse de 17,2% sur la même période. La population inactive, en âge de travailler mais empêchée pour cause d'études ou de pré-retraite, est en très légère augmentation, de 1,6%.

Parallèlement, le taux de chômage est augmenté entre 2009 et 2014, passant de 7,6% à 10,0% de la population active et le nombre de chômeurs en augmentation de 52,9% (+9 personnes).

Le taux d'activité de la population⁹ progresse de 1,3% du fait d'une augmentation plus rapide de la population active et de la population active occupée que de la population totale.



Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

Les activités économiques présentes sur la commune génèrent un total de 61 emplois en 2014 (en régression de 4 unités par rapport à 2009, soit une baisse de 6,2%). Le ratio entre emplois et population active occupée (l'indicateur de concentration d'emploi) diminue donc significativement. Il était de 31,6 en 2009 et il est de 25,6 en 2014.

Caractérisation de l'emploi

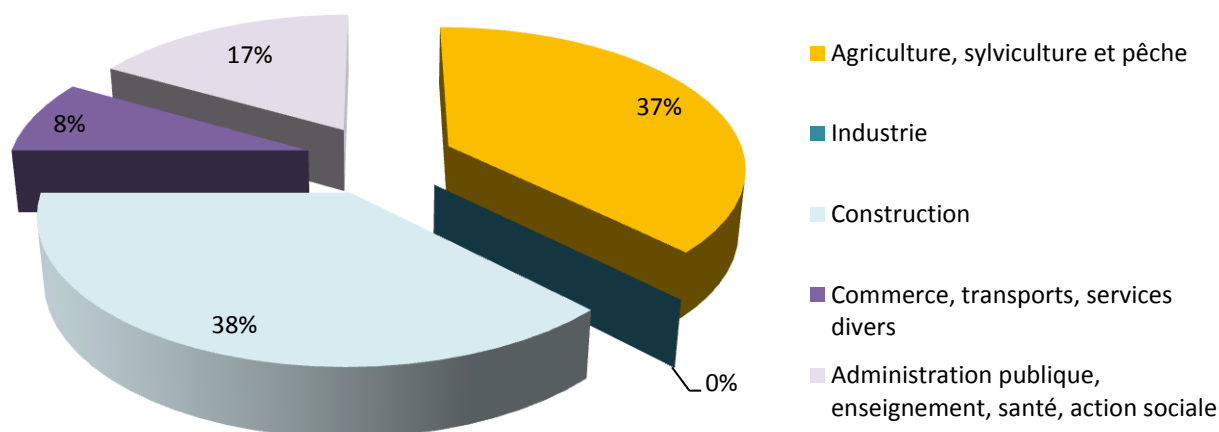
La répartition de ces emplois par secteur d'activité (chiffres au 31 Décembre 2015) montre une prédominance du secteur de la construction (38% des emplois) dans le tissu local. Les emplois liés à la sphère de l'agriculture, la sylviculture et la pêche (37% des emplois), des emplois publics (17% des emplois) et commerce et des services (8% des emplois) complètent le tissu économique local. Aucun emploi industriel n'est recensé sur la commune.

Dans le contexte national de réorganisation de l'activité agricole, l'emploi salarié dans ce domaine reste important : 23 emplois salariés sont liés sur la commune au secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Ces données sont détaillées ci-après (cf. partie « Les activités agricoles et sylvicoles »).

⁸ Population active occupée : part de la population active (15/64 ans) ayant un emploi.

⁹ Le taux d'activité s'entend en part de la population active (ayant un emploi, salarié ou non, ou au chômage) par rapport à la population totale de la commune.

Postes salariés par secteur d'activité (31/12/2015)



Source : INSEE, outil CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif), sur la base du référentiel SIRENE et des données DADS, URSSAF et MSA

■ LE TISSU ÉCONOMIQUE COMMUNAL

Les entreprises suivantes ont été recensées sur la commune.

Comme illustré également par le graphique ci-dessus, les entreprises locales sont avant tout des entreprises commerciales ou artisanales. Il n'y a pas d'entreprise industrielle en activité sur la commune.

Liste des entreprises présentes sur la commune

Nom	Activité et code APE/NAF	Emplois
AUTO N11	Commerce de détail de viandes en magasin spécialisé (4722Z)	
BLUGEON Didier	Travaux de peinture et de vitrerie (4334Z)	1 à 2
CARLOUET Laura	Autres activités manufacturières (3299Z)	
DESSAULT David	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment (4399C)	
FAYOUX Pascal	Travaux d'installation électrique dans tous locaux (4321A)	
FERET Élisabeth	Hébergement touristique et hébergement courte durée (5520Z)	
FUN ENERGY	Autres commerces de détail spécialisés divers (4778C)	
GUYOUMARD-THIOLLET	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux (4322A)	3 à 5
HAYON PROXI ASSISTANCE	Commerce de détail d'équipements automobiles (4532Z)	3 à 5
HERAZEUS POITOU-CHAR.	Vente à domicile (4799A)	
LECLERC Véronique	Vente à domicile (4799A)	
MENAN Frédéric	Ingénierie, études techniques (7112B)	
MENUISERIE CHAUVINEAU	Travaux de menuiserie bois et PVC	3 à 5
MEYER Dominique	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment (4399C)	
MIGAULT Guillaume	Fabrication d'instruments de musique (3220Z)	
MOREAU Laure	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés (4789Z)	
NAKHLE Salwa	Activités de santé humaine non classées ailleurs (8690F)	
SARL BEL'ATTITUDE CERCLE R.	Débits de boissons (5630Z)	
SARL LPMG	Activités de soutien aux cultures (0161Z)	
SARL TOUT'ANIMAL	Commerce de détail fleurs, plantes, graines... pour animaux (4776Z)	1 à 2

Nom	Activité et code APE/NAF	Emplois
SERGIES	Production d'électricité (3511Z)	6 à 9
THEBAULT Thierry	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (4520A)	3 à 5
VAL-ECO	Production d'électricité (3511Z)	
VIENNE ÉNERGIE SOLAIRE	Production d'électricité (3511Z)	

Source : Infogreffe, INSEE

■ LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MENÉ AU NIVEAU SUPRA-COMMUNAL

Développement économique dans le cadre de l'intercommunalité

Le développement économique était, jusqu'au 31 Décembre 2016, une compétence de la Communauté de Communes du « Pays Mélusin ». Six zones d'activités était gérées au niveau intercommunal :

- ZAE « Le Pré Sableau » à Jazeneuil
- ZAE « Les Cinq Sauts » à Rouillé
- ZAE « Le Pré Vert » à Saint-Sauvant
- ZAE « La Pazioterie » à Celle-L'Évescault
- ZAE « La Georginière » à Lusignan
- ZAE « La Chaponnerie » à Lusignan

Le développement économique est désormais de la compétence de la Communauté urbaine du « Grand Poitiers » qui gère, au total, 27 ZAE pour une superficie de plus de 1 000 hectares.

Dans ce nouveau contexte intercommunal, il est nécessaire de trouver les bonnes articulations pour une gestion optimale du territoire qui intègre tous les paramètres : localisation potentielle des entreprises et des sites dédiés, mais également maintien d'une certaine diversité des usages et des destinations à l'échelle du Bourg. Cette bonne articulation porte de réels enjeux de développement durable, notamment en matière de déplacements.

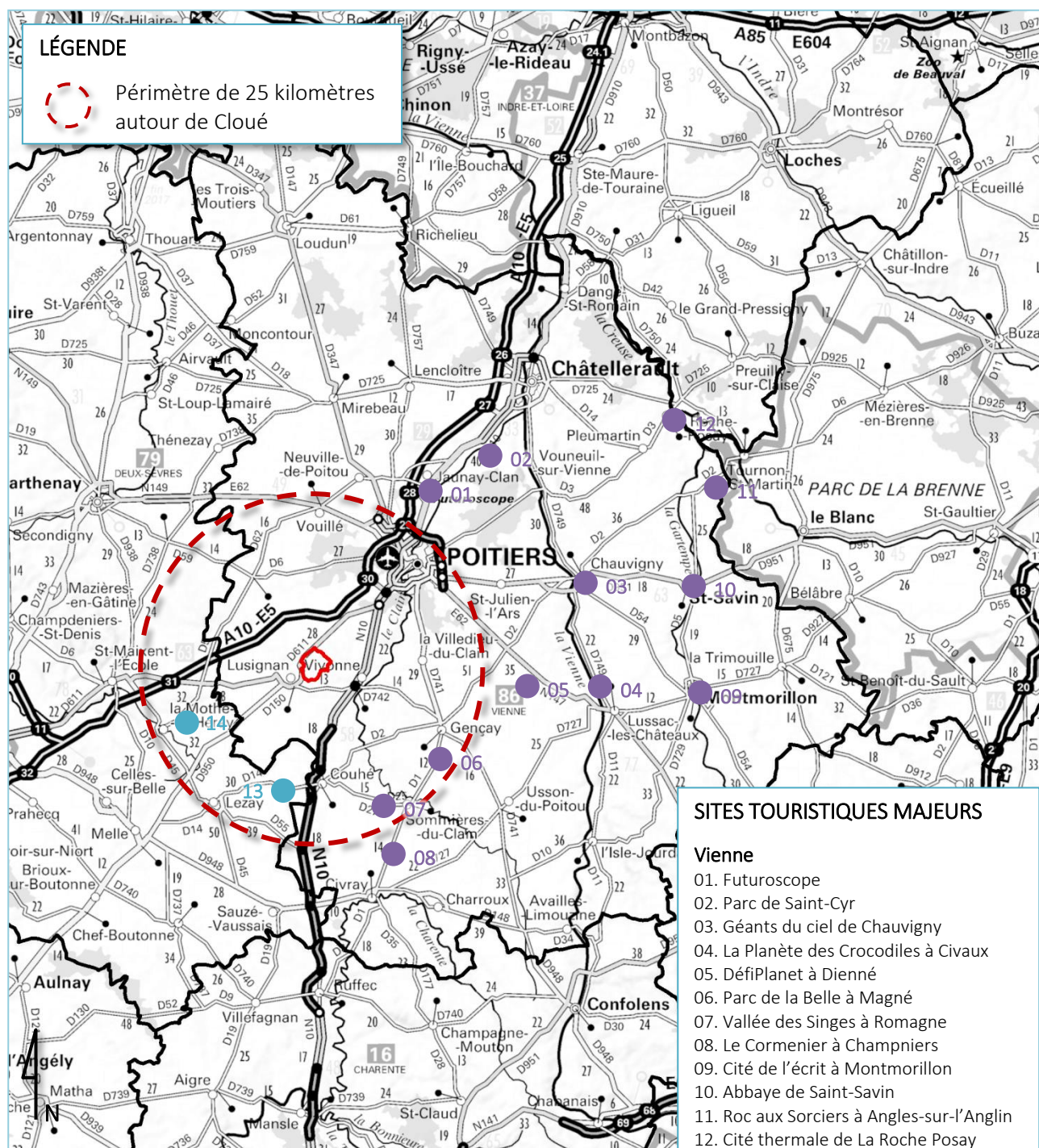
Développement économique dans le cadre du SCoT du « Seuil du Poitou »

Le travail de préfiguration du Schéma de Cohérence Territoriale du Seuil du Poitou, en cours au moment de l'élaboration du présent PLU, s'est concentré en premier lieu sur les pôles économiques majeurs du territoire. La question des zones artisanales locales et du maintien des entreprises sur l'espace rural ou périurbain n'est pas assorti, pour l'heure, de préconisations opérationnelles.

LES ACTIVITÉS TOURISTIQUES

Le secteur touristique représentait un chiffre d'affaires de 1,83 milliards d'euros en Poitou-Charentes en 2007 et 24 000 emplois salariés en 2008 (chiffres Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie).

Contexte touristique de Cloué



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 1000, Comité Départemental du Tourisme de la Vienne – Échelle : 1/750 000

Contexte touristique départemental

La commune se situe dans un rayon de 25 kilomètres de 2 des 12 sites les plus visités de la Vienne (Parc de la Belle à Magné, Vallée des Singes à Romagne). Cloué se situe par ailleurs à même distance de 2 sites touristiques d'importance en Deux-Sèvres (Musée du Rauranum à Rom, Musée du Tumulus de Bougon).

Enfin, la commune se situe à 29 kilomètres du parc du Futuroscope (2,0 millions de visiteurs en 2017), site le plus visité de la Vienne et troisième parc de loisirs le plus visité de France.

La commune est donc dans un contexte touristique particulièrement favorable, qu'il s'agisse d'inciter les séjours de tourisme ludique, naturel ou culturel.

Dans ce contexte, également aidée par un patrimoine architectural (cf. chapitre « Le patrimoine bâti » ci-avant) et naturel de qualité (cf. chapitre « Analyse paysagère » ci-avant), la commune peut développer une activité touristique locale à même de satisfaire différents type de clientèles.

Contexte touristique local

La commune de Cloué dispose en ce sens d'atouts en matière de potentiel touristique :

- Un cadre de vie préservé (vallée de *la Vonne*, habitat ancien typique, paysages remarquables, etc.).
- Un patrimoine naturel et bâti riche et diversifié.
- Un site religieux : la grotte de « Malvaux ».
- La proximité de sites touristiques (Futuroscope, Marais Poitevin, Musée du Vitrail, Site Gallo-romain de Sanxay...).

Ce potentiel touristique est en partie exploité et mis en valeur grâce à des équipements touristiques :

- Des chemins de randonnée balisés : deux chemins de grande randonnée (les GR 364 et GR 655), des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle et de nombreux autres chemins balisés permettant la découverte du patrimoine et du paysage. Le départ des circuits se fait dans le Bourg. Ces chemins sont inscrits, pour certains d'entre eux, au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). L'un des circuits fait l'objet d'une mise en valeur scénographiée de la part de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin ».
- Une structure d'hébergement : un gîte rural à « La Poupardière ».

LES ACTIVITÉS AGRICOLES ET SYLVICOLES

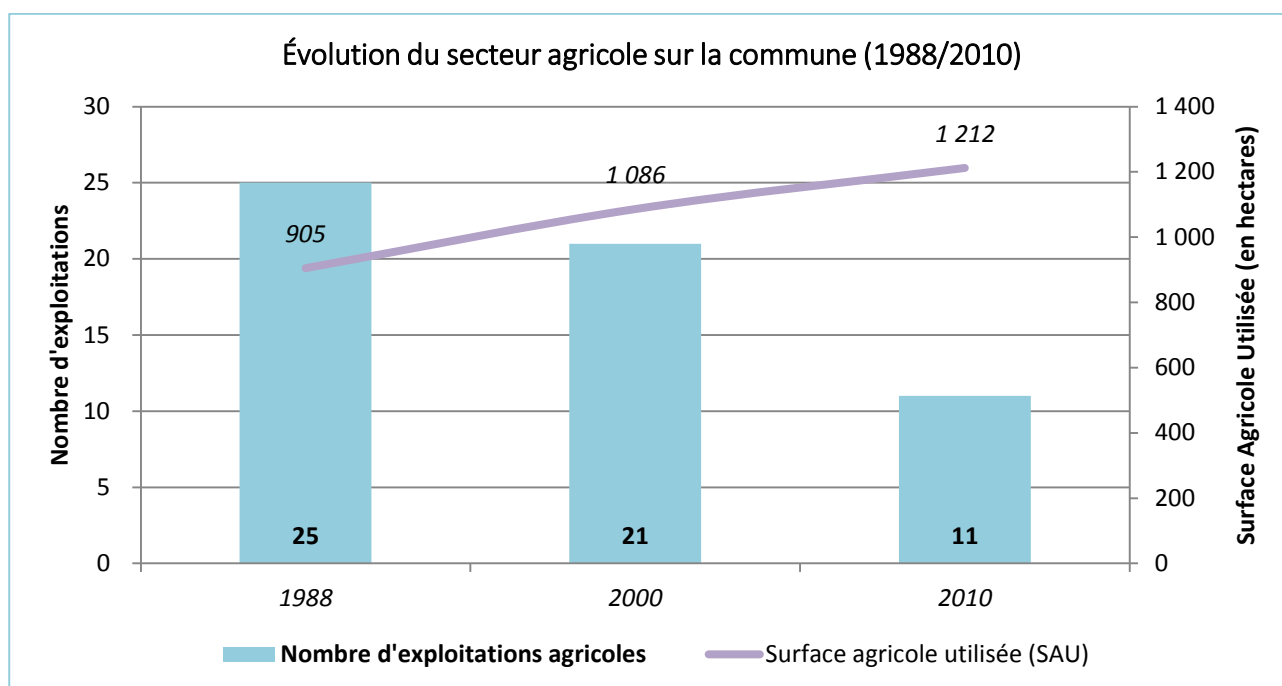
■ LE CONTEXTE AGRICOLE COMMUNAL

Évolution générale de l'activité agricole

Les surfaces agricoles utilisées¹⁰ sont en augmentation de 11,9% par rapport au recensement général agricole de 1988. Selon les données du dernier recensement, 11 exploitations professionnelles étaient présentes à Cloué en 2010, soit 14 de moins qu'en 1988 (-56,0%).

La superficie moyenne des exploitations a arithmétiquement progressé, en passant de 36,2 hectares en 1988 à 110,2 hectares en 2010, soit un triplement de la surface moyenne des exploitations du fait de la diminution de leur nombre et de l'augmentation sensible du volume global de terres agricoles utilisées.

Dans le contexte national de réorganisation de cette activité économique, la réorientation de l'activité agricole communale profite tout autant aux activités de polycultures (augmentation de 38,8% de la surface de terres labourables depuis 1988) que d'élevage (augmentation de 92,5% du cheptel depuis 1988).



Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

Enfin, l'emploi agricole subit l'effet de la mécanisation et des contraintes économiques qui touchent l'activité. On comptait 34 emplois agricoles (salariés et non-salariés) à Cloué en 1988 ; ils ne sont plus que 23 en 2010, dont 14 emplois non-salariés.

¹⁰ Les surfaces agricoles utilisées (SAU) des exploitations telles que définies par le Recensement Général Agricole comprennent **l'ensemble des terres exploitées, dans et hors commune, par les agriculteurs ayant leur siège sur la commune**. Elles ne comprennent donc pas, par exemple, les terres exploitées sur la commune par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur une commune limitrophe.

Évolution du secteur agricole communal	1988	2000	2010	Évolution 1988/2010
Superficie agricole utilisée des exploitations (en hectares)	905	1 086	1 212	+33,9%
- dont terres labourables	745	1 029	1 034	+38,8%
- dont superficies toujours en herbe	145	46	171	+17,9%
Cheptel	1 044	2 038	2 010	+92,5%
Superficie moyenne des exploitations (en hectares)	36,2	51,7	110,2	+204,4%
Nombre d'emplois (salariés et non-salariés)	34	23	23	-32,4%

Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

■ LA VALEUR ÉCONOMIQUE DES ESPACES AGRICOLES

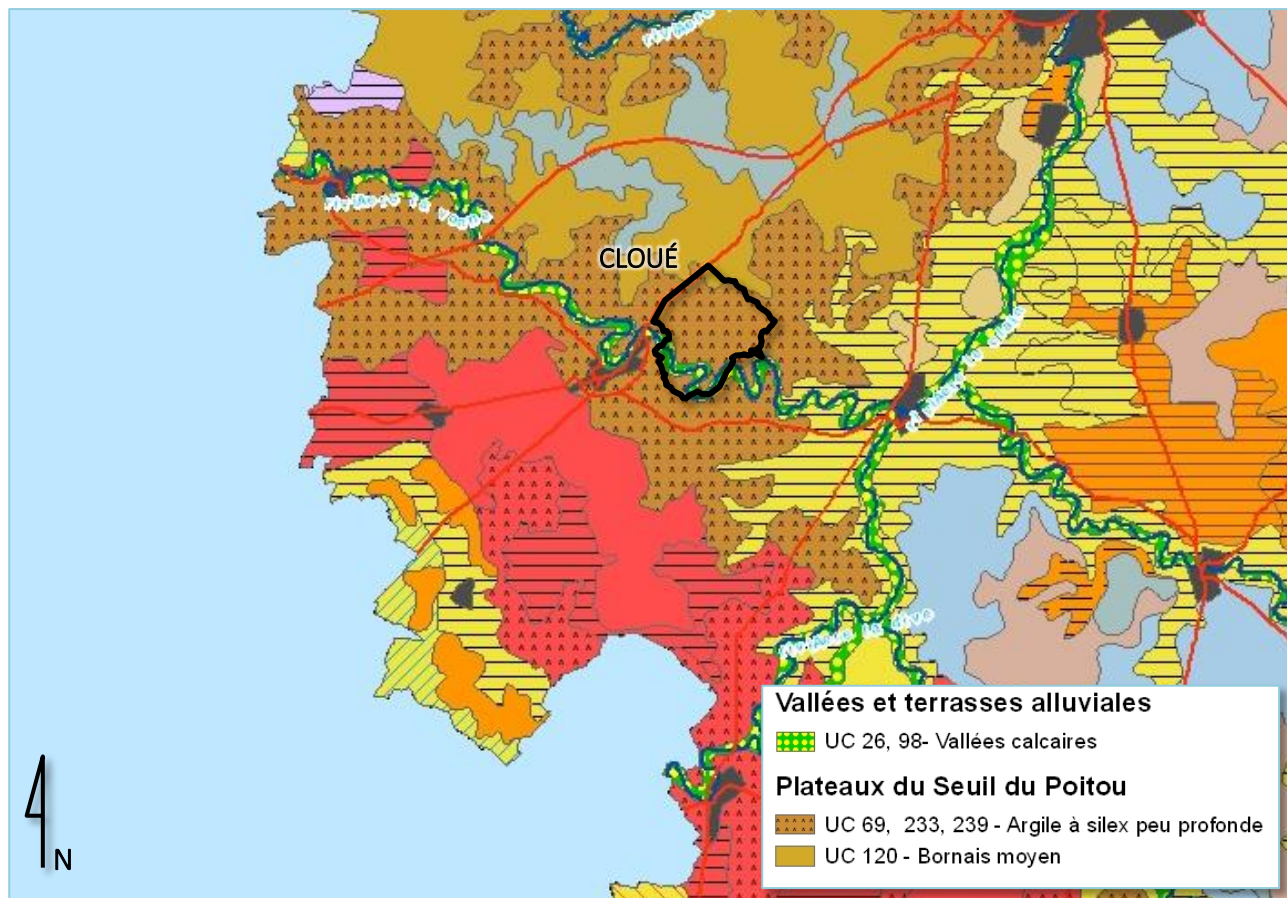
Valeur agronomique des terres agricoles

Cloué est localisée dans le pédopaysage du Sud-Ouest de la Vienne, avec la présence des sols suivants :

- Terres de bornais, en limite Nord du territoire communal.
- Argiles à silex, sur une très large partie du territoire communal, hors vallée de la Vonne.
- Terres de vallées calcaires autour de la vallée de la Vonne.

Ces éléments conditionnent le potentiel agronomique des sols.

La commune dans les pédopaysages de la Vienne – Référentiel régional pédologique



Source : Carte des pédopaysages de la Vienne

Le potentiel agricole des sols est globalement moyen à bon sur les terres d'argiles à silex, sur une très large partie du territoire communal, notamment sur le plateau surplombant la vallée de *la Vonne*. Les vallonnements, du fait des dépôts alluvionnaires, présentent un potentiel bon à très bon mais sont plus contraints en matière de mise en valeur agricole. Un espace, situé au Sud-Ouest de la commune et du principal méandre de la Vonne, aux abords du lieu-dit « La Charbonnière », présente un très bon potentiel agronomique.

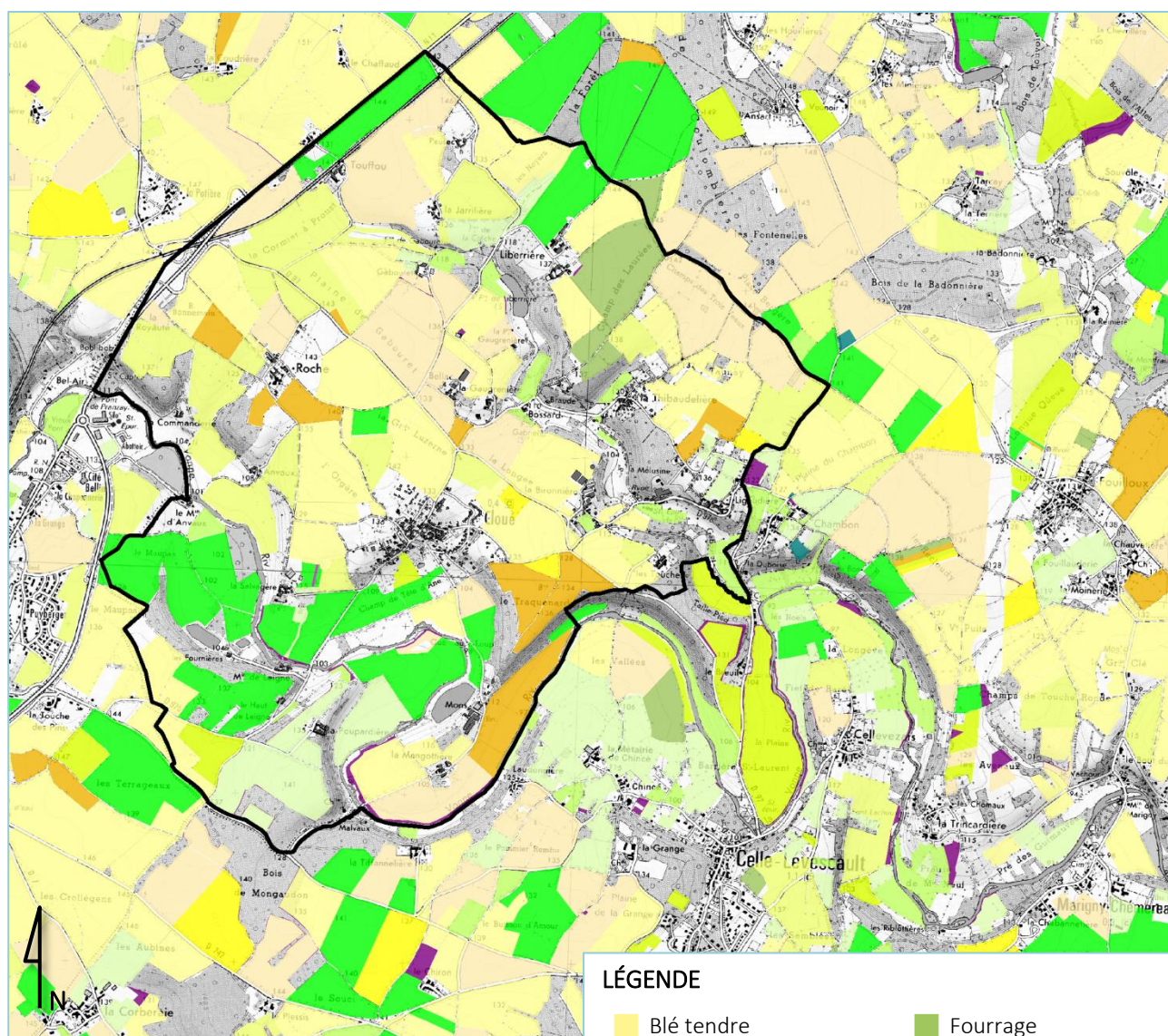
Plan Local d'Urbanisme de CLOUÉ (86)
Rapport de présentation, volume I - Diagnostic territorial et environnemental

Exploitation des terres agricoles

Les terres de la commune de Cloué sont assez intensément mises en valeur sur le plan agricole.

Elles sont essentiellement cultivées pour la production de céréales (blé, orge), et d'oléagineux (colza, tournesol). Le parcellaire agricole permet par endroits de grandes cultures irriguées comme la maïsiculture ou l'ensilage. On notera la présence de prairies temporaires et permanentes, notamment en partie Sud de la commune ainsi qu'autour de la vallée du *Ruisseau de Gabouret*, la topologie rendant l'exploitation de terres agricoles plus contrainte.

Caractéristiques de l'exploitation des terres en 2016



Source : SIG Parcours, Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Agence de Services et de Paiement, Registre Parcellaire Graphique 2016 – Échelle : 1/35 000

Appellations d'Origine Contrôlée ou Protégée (AOC/AOP) et Indications Géographiques Protégées (IGP)

La commune de Cloué est incluse dans les aires géographiques des signes d'identification de la qualité et de l'origine pour les produits suivants :

▪ Appellations d'Origine Contrôlées et Protégées (AOC/AOP)

- Beurre Charentes-Poitou
- Beurre des Charentes
- Beurre des Deux-Sèvres
- Chabichou du Poitou

▪ Indications Géographiques Protégées (IGP)

- Agneau du Poitou-Charentes
- Jambon de Bayonne
- Porc du Sud-Ouest
- Vins du Val de Loire blanc, gris, rosé ou rouge, ainsi que primeur ou nouveau blanc, gris, rosé ou rouge (toutes dénominations départementales ou territoriales, 120 indications au total)

Aucune de ces appellations ou indications ne fait pas l'objet d'une délimitation à l'échelle de la parcelle.

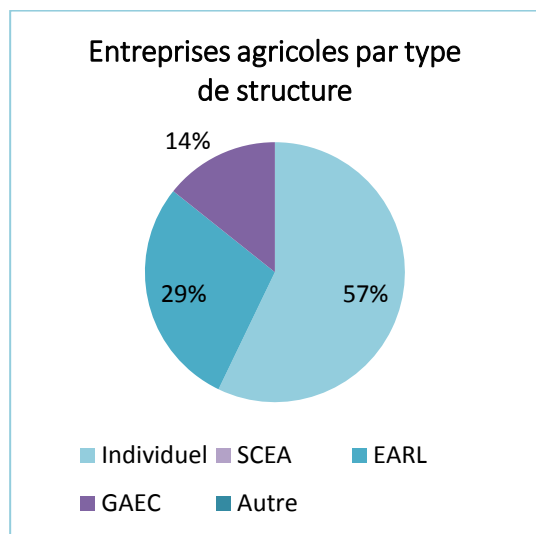
■ LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET LEURS PRODUCTIONS

Liste et localisation des exploitations agricoles présentes sur la commune

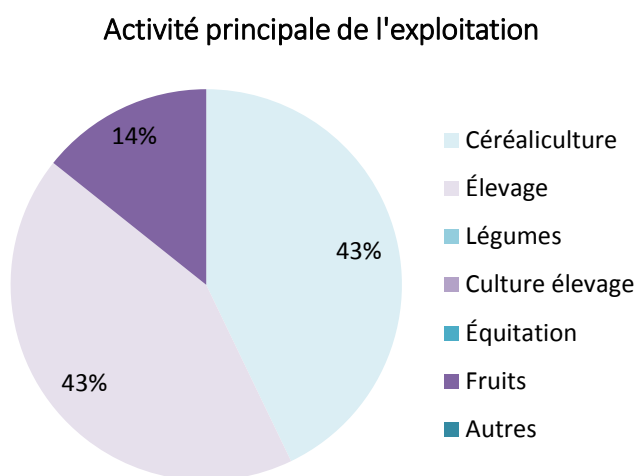
La commune compte 7 exploitations agricoles. Les exploitations sont réparties plutôt en partie Nord du territoire communal, avec deux pôles agricoles d'importance au niveau des lieux-dits « Gabouret » (2 exploitations) et « Liberrière » (2 exploitations).

Les entreprises sont majoritairement des exploitants individuels (3 exploitations et 1 indivision) ainsi que des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL, 2 structures). Le tissu économique agricole est complété par 1 GAEC.

L'activité agricole de la commune est principalement orientée vers la céréaliculture (43 % des exploitations, soit 3 structures) et l'élevage (mêmes chiffres). La production de fruits représente 1 exploitation.



Source : diagnostic agricole



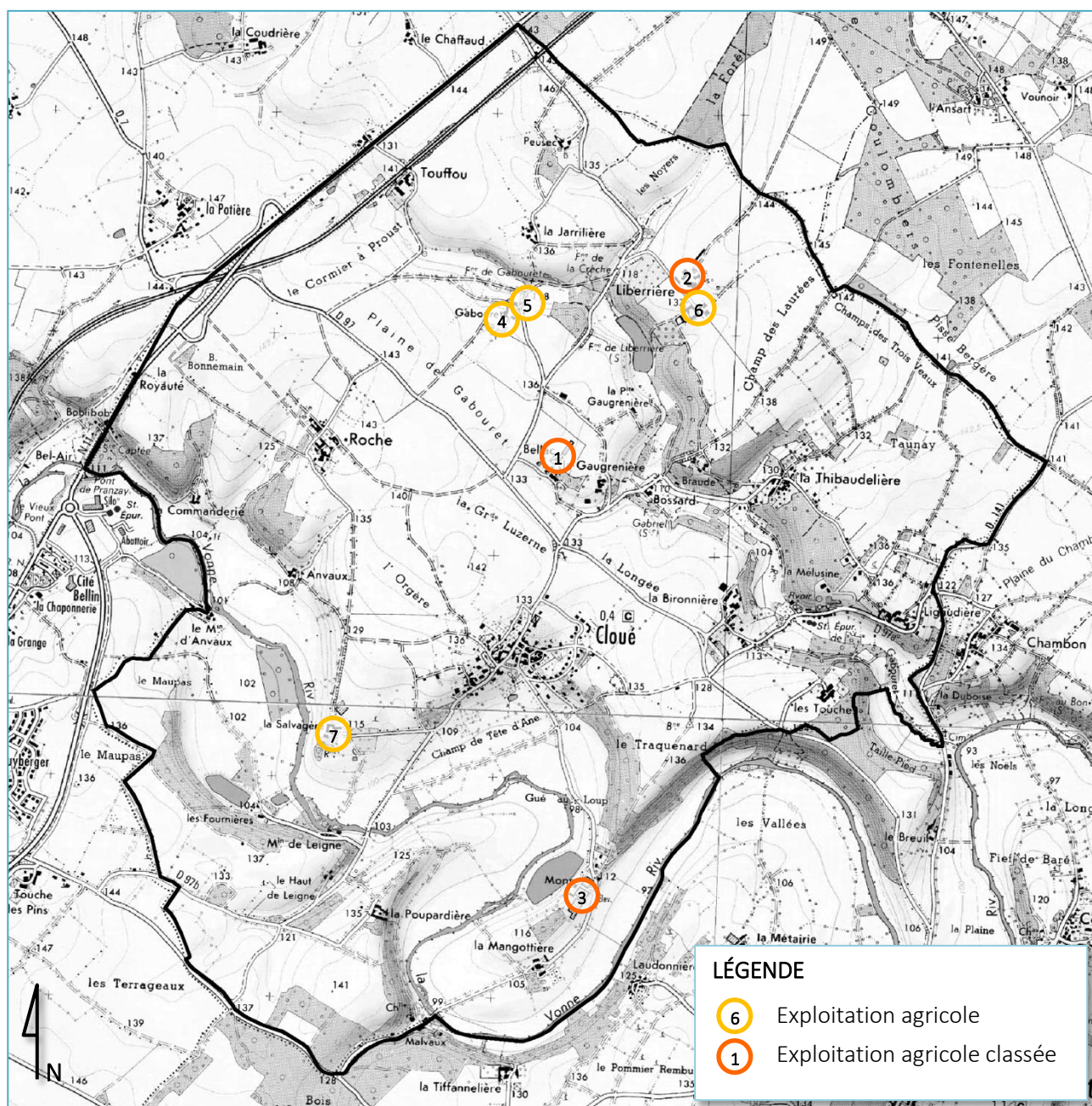
Source : diagnostic agricole

Liste des agriculteurs présents sur la commune

N° *	Nom de l'exploitant ou de la structure	Statut juridique	Localisation	Activité principale	Début d'activité
1	EARL DES QUATRE VENTS	EARL	« Bellac »	Élevage	1993
02	EARL L'ORMEAU DES SIX CH.	EARL	« Liberrière »	Élevage	2009
03	GAEC DU GABOURET	GAEC	« Mons »	Élevage	2003
4	GAILLARD Guillaume	Individuel	« Gabouret »	Céréales	2010
5	GAILLARD	Indivision	« Gabouret »	Céréales	1997
6	BERGEAU Jean	Individuel	« Liberrière »	Fruits	1990
7	BERGEON René	Individuel	« La Salvagère »	Céréales	1987

Source : InfoGrefre, INSEE - *Le numéro renvoie à la cartographie ci-dessous

Prélocalisation des sites d'activité agricole



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Mairie de Cloué – Échelle : 1/25 000
Le numéro renvoie au tableau ci-dessus

■ ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Une augmentation de la taille moyenne des exploitations

L'augmentation de la Surface Agricole Utilisée sur la commune, conjuguée à la baisse du nombre d'exploitations, entraîne le constat d'une augmentation de la taille moyenne des exploitations, en particulier des exploitations professionnelles.

Les grandes exploitations se sont agrandies en absorbant les terres libérées par les exploitations de taille plus modeste (et dont la viabilité n'était plus assurée) qui ont disparu. La concentration des terres s'est réalisée consécutivement à la disparition de certaines structures. Certaines des exploitations n'ont pas trouvé de repreneur et ont été démembrées pour agrandir d'autres exploitations.

Du fait de l'augmentation de la taille des exploitations, les exploitations céréalières cultivent, pour la plupart d'entre elles et en moyenne, 150 à 200 hectares de terres, parfois localisées sur plusieurs sites (sur la commune de Cloué ou sur les communes voisines), ce qui pose la question de la circulation des engins agricoles.

En lien également avec l'agrandissement des exploitations, il existe désormais quelques exploitations multi-sites sur la commune (dont l'un des sites constitue le siège de l'exploitation et le logement de l'exploitant). Ainsi, plusieurs sites d'exploitation agricole ne constituent pas un siège. Seuls les bâtiments sont utilisés et les terres exploitées (en location souvent, ou éventuellement en propriété). Le logement présent sur place soit reste occupé par l'ancien exploitant agricole (qui a cédé ou loué terres et bâtiments agricoles) soit est inoccupé, soit est occupé par un particulier. Se pose alors la question du voisinage entre les habitations et l'activité agricole. Cette situation ne favorise pas le maintien de l'activité d'élevage sur les sites concernés, dans la mesure où l'exploitant n'habite pas sur place.

Quasiment tous les exploitants habitent sur le siège de l'exploitation. En cas de GAEC, il arrive qu'un seul exploitant loge sur place.

Des changements dans les productions et dans la manière de produire

Les grandes cultures sont devenues l'activité agricole dominante sur la commune. Les productions sont essentiellement les différentes céréales (blé, orge, avoine...) ainsi que le colza et le maïs. Le développement de ces grandes cultures s'est accompagné du développement des surfaces équipées en systèmes d'irrigation ou de drainage, principalement sur les grands espaces cultivés : terres drainées sur le plateau Nord et terres irriguées sur le plateau Sud.

À l'inverse, les productions animales ont reculé, en particulier les bovins (disparition des élevages laitiers). Il reste cependant 3 élevages porcins qui marquent l'activité agricole communale, ainsi que des bovins et des ovins (vaches allaitantes).

Ces élevages sont de taille de plus en plus importante (en nombre de têtes de bétail). La question de la mise aux normes des bâtiments d'élevage se pose pour ces exploitations. Certaines ont investi en ce sens (rénovation ou construction de nouveaux bâtiments).

Le bâti agricole se localise dans les nombreux écarts de la commune. Dans certains cas, le site est uniquement agricole et, dans d'autres, l'activité agricole (bâtiments d'exploitation) cohabite avec les maisons d'habitation de tiers.

Il est important que le projet d'urbanisation prenne en compte l'activité agricole et ait le moins d'impacts possible sur le fonctionnement futur des exploitations.

■ CONTRAINTES DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Les installations agricoles classées

Lors de la création de ce type d'établissement classé, la réglementation prévoit que les bâtiments respectent une distance minimale de 100 mètres vis à vis des tiers (hormis logements occupés par des personnels de l'installation et gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance), stades, campings agréés et zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

L'article L.111-3 du Code Rural introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers. Elle prévoit en effet les mêmes contraintes lorsque ce sont des tiers qui doivent s'implanter à proximité de bâtiments d'élevage existants et de leurs annexes (bâtiments, plateformes à fumier, fosses à lisier, parcs d'ébat pour les chiens, etc.).

Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations.

Le porter-à-connaissance des Services de l'État répertorie, sous réserve d'actualisation des données par les exploitants relevant du régime de déclaration ou d'autorisation, les installations agricoles classées présentes sur la commune. Celles-ci sont régies par les articles L.511-1, L.511-2, L.5121 à L.512-20, L.513-1 et L.514-1 du Code de l'Environnement.

Installations agricoles classées sur la commune

Exploitant	Lieu	Activité	Date de mise à jour	Régime *
EARL DES QUATRE VENTS	« Bellac »	Élevage de porcs (1 150 porcs)	25/10/2007	E
EARL L'ORMEAU DES 6 CHEMINS	« Liberrière »	Élevage de porcs (1 450 porcs)	22/05/2012	E
GAEC DU GABOURET	« Mons »	Élevage de porcs		

Source : Portail ICPE, Ministère de la Transition écologique et solidaire

* Régime : A pour Autorisation, E pour Enregistrement

Le Règlement Sanitaire Départemental (RSD)

Les bâtiments d'élevage sont soumis au Règlement Sanitaire Départemental ou à la législation sur les installations classées à partir d'un certain seuil et, de ce fait, à un périmètre de protection dans lesquels l'installation de nouveaux tiers sans rapport avec l'agriculture n'est pas autorisée.

L'évolution des élevages doit aussi être prise en compte : agrandissement, mise aux normes et c'est pourquoi il faut éviter au maximum l'implantation de tiers auprès d'installations classées ou soumises au RSD.

L'agriculture et la protection de l'environnement

■ Maîtrise des pollutions et modernisation des installations

Dans le cadre d'une relation concertée entre pérennité des activités agricoles d'élevage et protection de l'environnement, les éleveurs de la commune peuvent souscrire, s'ils le souhaitent, à l'élaboration d'un Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) qui implique, entre autres, de procéder à l'épandage des effluents d'origine agricole.

▪ Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC)

Les mesures agro-environnementales et climatiques sont des contrats rémunérés d'une durée de 5 ans visant à mettre en place des pratiques spécifiques pour la protection de l'environnement, notamment celles combinant performance économique et performance environnementale, ou le maintien de celles-ci lorsqu'elles sont menacées de disparition. Ces mesures sont instituées dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC 2015/2020), en remplacement des Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET).

Chaque Région, dans le cadre de son Programme de Développement Rural (PDR), identifie et justifie les enjeux environnementaux propres au territoire et définit des zones au sein desquelles les MAEC pourront être proposées aux exploitants. Ces zones sont gérées par un opérateur (Chambre d'Agriculture, Parc Naturel Régional...) qui établit un Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) détaillant les modalités des MAEC mises en œuvre. Les agriculteurs de la commune peuvent contractualiser, s'ils le souhaitent, un programme de mesures agro-environnementales.

Sur la commune de Cloué, les exploitants ayant mis en place des mesures agro-environnementales sont les suivants :

- EARL L'Ormeau des six chemins

▪ Le « paiement vert »

Dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC 2015/2020), le « paiement vert », ou verdissement, est un paiement direct aux exploitants agricoles de métropole qui vise à rémunérer des actions spécifiques en faveur de l'environnement et contribue à soutenir leurs revenus. Il impose le respect par un grand nombre d'exploitants de mesures similaires, contribuant par leur effort de masse globale à améliorer la performance environnementale de l'agriculture en matière de biodiversité, de protection de la ressource en eau et de lutte contre le changement climatique.

Le paiement vert est orienté autour de trois critères principaux :

- **Contribuer au maintien, au niveau régional, d'un ratio de prairies permanentes** par rapport à la SAU, et ne pas retourner certaines prairies permanentes, dites sensibles.
- **Avoir une diversité des assolements**, c'est-à-dire avoir sur ses terres arables (terres agricoles sauf les prairies permanentes et les cultures permanentes - vignes, vergers...), au moins trois cultures dans le cas général.
- **Disposer de Surfaces d'Intérêt Écologique (SIE) sur son exploitation** : des éléments correspondant à au moins 5% de la surface en terres arables et situés sur ces terres arables ou leur étant adjacents. Les SIE peuvent être des éléments topographiques (arbre, haies, mares...) ou des surfaces (bandes tampons, cultures fixant l'azote...).

▪ Subventionnements dans le cadre de mesures agro-environnementales

Les bénéficiaires de subventions européennes dans le cadre de la PAC, sur la commune, sont rappelés ci-après, en application du règlement européen (UE) n°1306/2013. Seules sont citées les aides relevant de mesures agro-environnementales dans le cadre du Fonds Européen Agricole de Garantie (FEAGA) ou du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Par souci de confidentialité, les montants des aides ne sont pas indiqués.

Liste des bénéficiaires de la PAC sur la commune

Exploitant	Rubrique de subventionnement
BERGEAU Jean	Aide unique découplée à la surface (DPU)
BERGEON René	Aide unique découplée à la surface (DPU) Primes pour la viande bovine Soutiens couplés spécifiques
EARL DES QUATRE VENTS	Aide unique découplée à la surface (DPU)
EARL L'ORMEAU DES 6 CHEMINS	Aide unique découplée à la surface (DPU) Soutiens couplés spécifiques Aides agro-environnementales (MAE)
GAEC DU GABOURET	Aide unique découplée à la surface (DPU) Soutiens couplés spécifiques
GAILLARD Guillaume	Aide unique découplée à la surface (DPU) Soutiens couplés spécifiques Aide à l'installation des jeunes agriculteurs
PICQUET Stéphane	Aide à l'installation des jeunes agriculteurs
RIQUET Jocelyn	Aide unique découplée à la surface (DPU)

Source : TELEPAC, Aides financières 2014/2015

■ Plans d'épandage

Certains agriculteurs de la commune disposent d'un plan d'épandage.

Une distance de 100 mètres doit être respectée entre les constructions à usage d'habitation et les secteurs épandus.

■ Les circulations agricoles

Les exploitations agricoles actuelles utilisent des engins de plus en plus volumineux, qui posent la question des circulations agricoles, les voies et chemins n'étant pas toujours adaptés.

Il a été recensé quelques difficultés en matière de circulations agricoles sur la commune.

Une attention particulière doit donc être portée :

- À la traversée du Bourg de Cloué (et des principaux villages), notamment au niveau des aménagements qui pourraient être réalisés (ne pas constituer d'obstacles).
- À ne pas augmenter le trafic automobile sur les voies communales fréquentées par les exploitants.
- À la largeur des chemins communaux les plus empruntés par les engins agricoles.

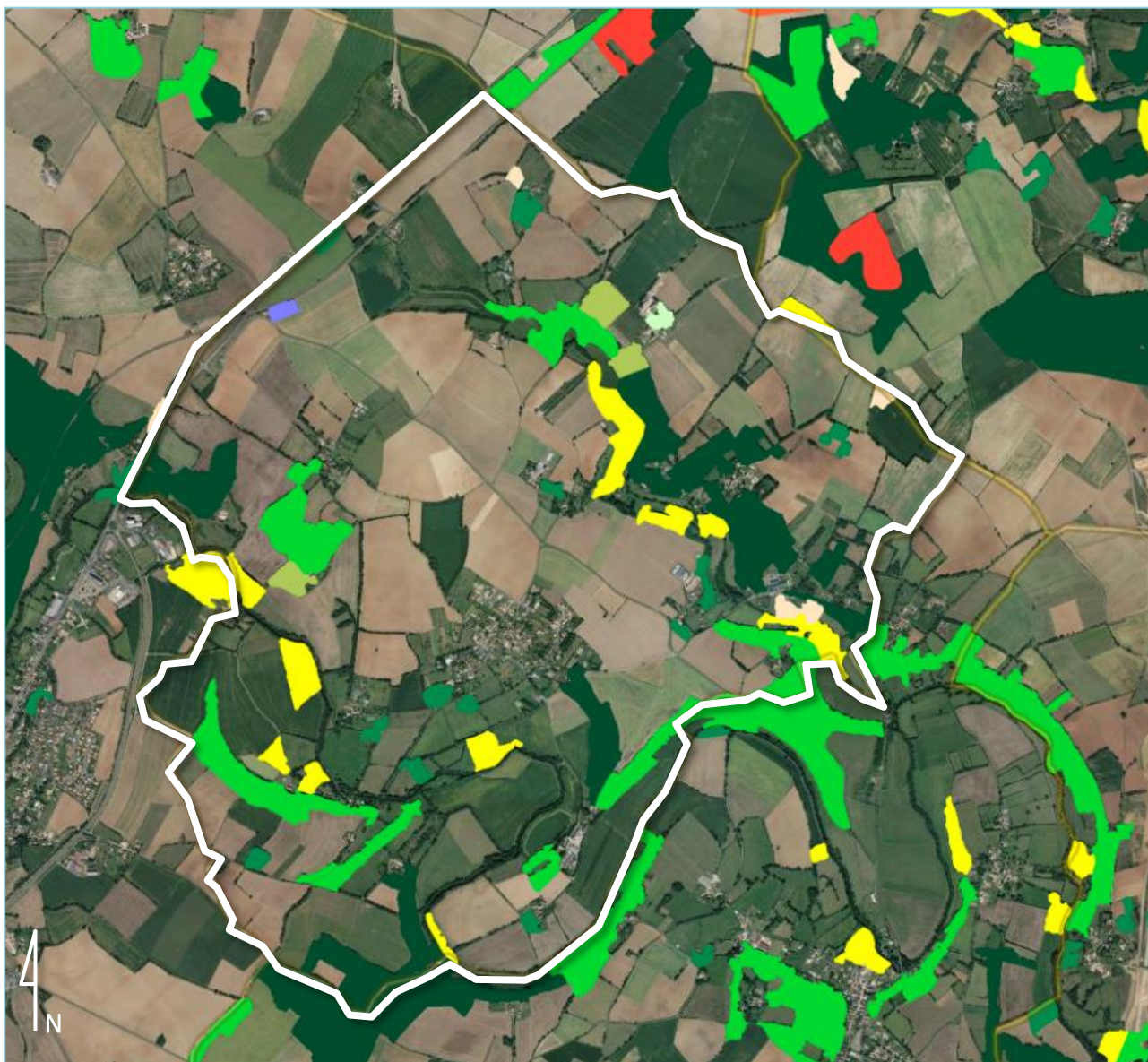
■ LES ACTIVITÉS SYLVICOLES

Diagnostic du couvert forestier

Les unités boisées présentes sur la commune de Cloué sont en nombre modéré. Les unités les plus vastes sont présentes plutôt en bordures des cours d'eau, la *Vonne* et le *Ruisseau de Gabouret*.

Le couvert forestier de la commune est complété par un ensemble de boisements épars, de taille beaucoup plus réduite, répartis assez équitablement sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception de la partie Nord-Ouest, assez intensément mise en valeur sur le plan agricole.

Caractéristiques du couvert forestier



Source : IGN Géoportail, base forestière v.2 – Échelle approximative : 1/35 000
Légende en page suivante

Selon un inventaire par photo-interprétation (cf. chapitre « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale » ci-avant), les boisements et forêts de la commune de Cloué représentent 12,1% du territoire communal, soit 147,6 hectares. Ce taux de boisements est inférieur à la moyenne départementale qui est de 18,3%. La commune est incluse dans la sylvoécorégion « Brenne et brandes », pour laquelle le taux moyen de boisement est de 18,1%.

LÉGENDE de la Carte forestière en page précédente

Forêt fermée de feuillus
Feuillus en îlots
Chênes décidus
Chênes sempervirents
Hêtre
Châtaignier
Robinier
Autre feuillu
Mélange de feuillus
Forêt fermée de conifères
Conifères en îlots
Pin maritime
Pin sylvestre
Pin laricio ou pin noir
Pin d'Alep
Pin à crochets ou pin cembro
Autre pin
Sapin ou épicéa
Mélèze
Douglas
Autre conifères autre que pin
Mélange d'autres conifères
Mélange de conifères
Forêt fermée mixte
Mélange de feuillus et conifères
Mélange de conifères et feuillus
Forêt fermée non discriminée
Jeunes peuplements, coups rases ou incidents
Forêt ouverte
Incident en forêt ouverte
Forêt ouverte de feuillus
Forêt ouverte de conifères
Forêt ouverte à mélange de conifères et feuillus
Peupleraie
Peupleraie
Landes
Lande ligneuse
Formation herbacée

Le rôle économique des espaces boisés

La sous-région forestière des « Brandes » est globalement caractérisée par une large diminution du couvert forestier sur les derniers siècles.

En effet, la forêt fut surexploitée au XVII^e siècle pour alimenter en combustible les forges de la Vienne et de la Charente, notamment. Le terme de « brande », nom commun donné à la bruyère à balais qui domine souvent dans ces formations, signifie, en vieux Français, « brûler ». Elle était souvent utilisée comme combustible, comme fourrage par les paysans pauvres et, surtout, comme matériau pour le toit des habitations.

Au XIX^e siècle, avec l'essor de l'agriculture mécanisée, ces brandes ont progressivement disparu.

Les boisements de la commune conservent un intérêt économique pour l'exploitation de bois de petit œuvre ou de bois de chauffage (cf. chapitre « Gestion des ressources naturelles, développement des énergies renouvelables » ci-avant).

Le potentiel économique des boisements de la commune est globalement variable. Les facteurs limitant une bonne production forestière tiennent au climat local avec, notamment, un déficit hydrique estival, et à des sols parfois médiocres et, surtout, présentant une forte variabilité. Toutefois, de très bonnes stations forestières peuvent se rencontrer au bénéfice d'une exposition favorable ou d'une situation topographique particulière.

Les coupes de taillis traditionnelles peuvent entraîner, du fait de la forte pression exercée par les Chevreuils, dont le cheptel s'accroît de façon très significative, une évolution régressive des peuplements vers une lande plus ou moins arborée. Les abrouissements répétés peuvent en effet supprimer toute repousse de taillis de Chênes au bénéfice du Noisetier.

La propriété forestière privée est assez morcelée. On compte, en 2016, 100 propriétaires privés (CRPF).

Le rôle environnemental des espaces boisés

Le rôle environnemental des espaces boisés est traité spécifiquement au chapitre « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale », ci-avant dans ce présent document.

Les boisements et linéaires boisés peuvent jouer un rôle dans la protection de la ressource en eau. Ils contribuent notamment à la protection des eaux superficielles en ralentissant les phénomènes d'érosion, de ruissellement et de transfert des matières polluantes. Les linéaires boisés jouent également un rôle

important en matière de biodiversité et ceux-ci peuvent servir de corridor écologique à un grand nombre d'espèces animales : mammifères, oiseaux, chiroptères. Il en est de même pour les lisières des espaces boisés qui sont à préserver autant que possible.

TROISIÈME PARTIE – ANALYSE DU FONCTIONNEMENT URBAIN DU TERRITOIRE



LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

■ LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS ET SERVICES COMMUNAUX

Cloué apparaît comme une commune plutôt bien équipée par rapport à sa taille de population. Les équipements existants répondent globalement aux besoins.

Les équipements scolaires

La commune de Cloué dispose d'une école maternelle et élémentaire, localisée en plein centre-bourg, près de la Mairie.

L'école accueille 3 classes. L'évolution des effectifs scolaires montre une hausse du nombre d'enfants scolarisés depuis 10 ans, avec une ouverture de classe en 2009. L'équipement accueille 50 élèves pour l'année scolaire 2017/2018.

En dehors des équipements scolaires, la commune accueille également deux services périscolaires : la restauration scolaire et la garderie.

Le maintien de ces équipements scolaires et périscolaires sur la commune de Cloué est un enjeu important pour la vie du Bourg pour, d'une part, assurer le maintien de la vie locale, mais également pour continuer à accueillir de nouvelles populations.

Après l'école élémentaire, la suite du parcours scolaire des enfants de Cloué se fait à Lusignan pour le collège et à Poitiers pour le lycée. Le ramassage scolaire, du ressort du Conseil Départemental de la Vienne, permet de conduire les élèves de Cloué vers le collège de Lusignan et les lycées de Poitiers.

L'école de Cloué est concernée par un projet de création de classes bilingues Français/Anglais, uniques dans le Département de la Vienne. Il est prévu d'assurer la cohérence pédagogique avec la création de classes bilingues au collège de Lusignan.

Concernant la petite enfance, la commune ne dispose pas de structure d'accueil, mais y sont recensées quatre assistantes maternelles agréées, ce qui couvre globalement la demande pour la garde des enfants en bas âge.

Les équipements culturels, sportifs et de loisirs

Ils permettent également de répondre à la demande locale. Il s'agit de :

- La salle des fêtes.
- Un espace associatif et culturel.
- Un terrain de sport (football, basket-ball, bicross).
- Deux aires de loisirs.

Tous ces équipements se localisent dans le centre-bourg de Cloué ou à sa proximité immédiate et participent grandement à la vie locale. Leur maintien et leur développement sont des enjeux importants en matière de vie locale et de qualité de vie.

Pour les autres équipements sportifs ou socioculturels plus structurants, les habitants de Cloué se rendent à Lusignan (gymnase, tennis, cinéma...), à Vivonne, ou sur l'agglomération de Poitiers.



La salle des fêtes (photo ECP Urbanisme)



Le terrain de sports (photo ECP Urbanisme)

Les autres équipements

La commune dispose d'une série d'équipements liés à son propre fonctionnement et à celui de la commune :

- La mairie : elle occupe une position centrale dans le fonctionnement du bourg (pôle mairie / école / salle des fêtes).
- Les ateliers municipaux, localisés dans le Bourg.
- Une chaufferie bois, localisée au cœur des équipements en centre-bourg.
- Des sanitaires publics.
- L'église.
- Le cimetière.
- Les stations d'épuration du Bourg et de « La Thibaudelière ».



La Mairie



Les ateliers municipaux (photo ECP Urbanisme)

La vie locale

On recense sur Cloué de nombreuses associations qui participent à l'animation de la commune, contribuent à la vie locale et permettent de faciliter l'intégration des nouveaux habitants.

Ces associations utilisent les équipements publics de la commune (salle des fêtes notamment) et organisent sur la commune des manifestations qui concourent à l'animation de la commune et la font connaître à l'extérieur. Ces manifestations sont relayées par l'affichage, la presse, le panneau lumineux...

LES RÉSEAUX, LA GESTION DES DÉCHETS

■ L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

Schéma Directeur d'Assainissement

La commune dispose d'un Schéma Directeur d'Assainissement approuvé en 1998 par le Conseil Municipal.

Pour mémoire, un système d'assainissement collectif est composé d'un réseau de collecte et d'un système de traitement des eaux usées. Deux réseaux d'assainissement collectif ont été mis en place sur la commune de Cloué.

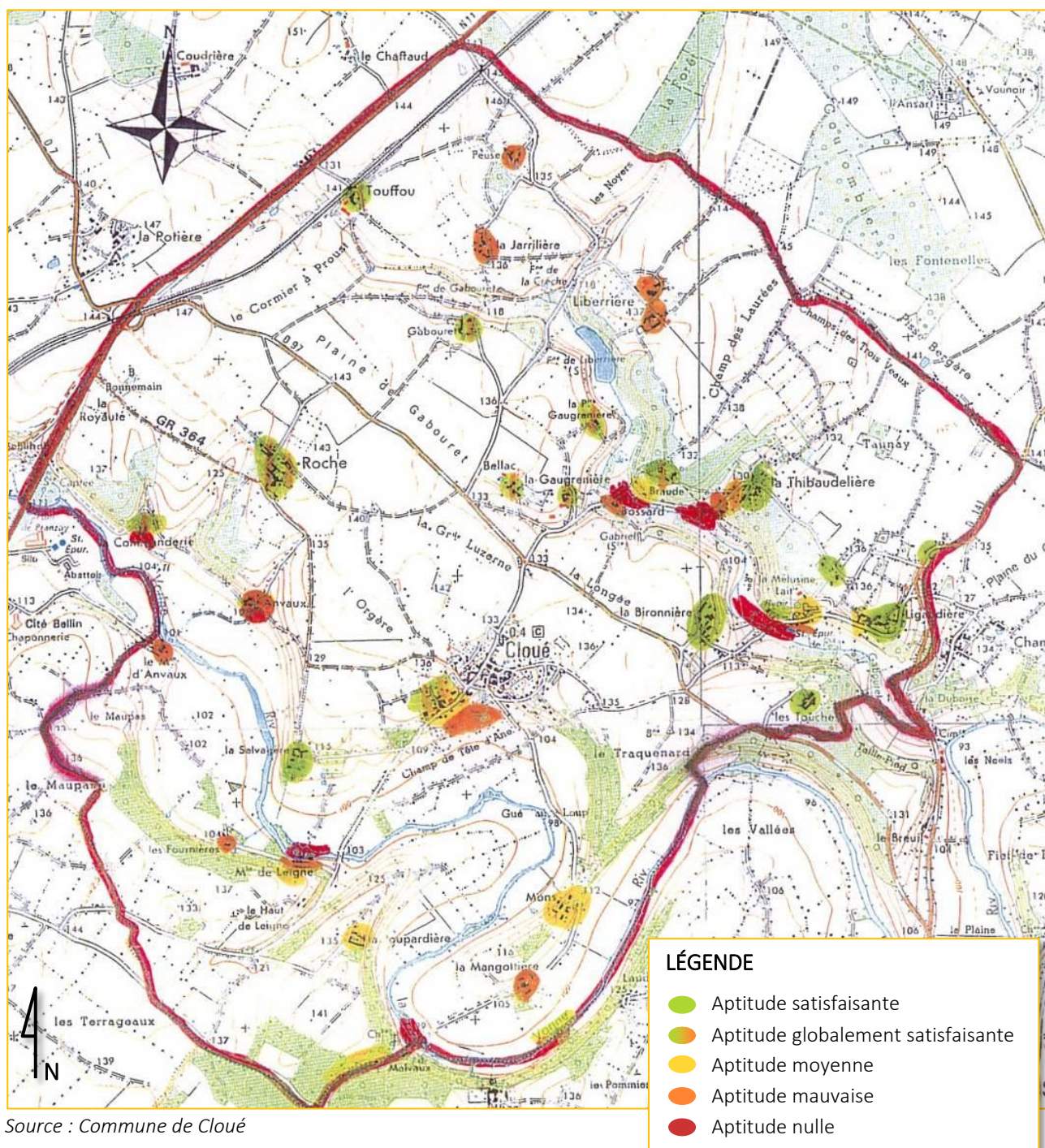
Le Syndicat des eaux de la région de Lusignan (SIAEPA) assurait depuis 1999 l'exploitation des réseaux et des ouvrages liés à l'assainissement collectif sur la commune. Au 1^{er} Janvier 2013, cette compétence a été reprise par le syndicat Eaux de Vienne.

Le Bourg et les hameaux de « Ligaudière », « La Bironnière », « La Thibaudelière » et « Roche » sont concernés par un zonage d'assainissement collectif.

Tous les autres secteurs de la commune de Cloué sont concernés par l'assainissement non collectif.

La carte d'aptitude des sols, présentée ci-après, révèle une aptitude des sols à l'assainissement non collectif variable en fonction des secteurs, et à l'intérieur de chaque secteur (particulièrement pour ceux situés proches des vallées).

Carte d'aptitude des sols à l'assainissement individuel



Source : Commune de Cloué

L'assainissement collectif

Seuls le Bourg et le village de « La Thibaudelière » sont équipés de systèmes d'assainissement collectif.

Faute de moyens financiers, il n'est pas envisagé, pour le moment, d'équiper les villages de « Ligaudière », « La Bironnière » et « Roche ». La municipalité a choisi d'orienter les systèmes d'assainissement sur des solutions individuelles, dans les conditions décrites ci-après (paragraphe « L'assainissement non-collectif ») et selon les dispositions du Schéma Directeur d'Assainissement.

Les caractéristiques des systèmes d'assainissement sont les suivantes.

▪ Ouvrage épuratoire du Bourg de Cloué

Le traitement des eaux usées du Bourg est assuré par une station d'épuration de type « lagunage naturel ». L'ouvrage a été mis en service en 2003 et est dimensionné pour 360 EH (Équivalents Habitants) et un débit de 53 m³/jour.



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50 - Échelle : 1/5 000

La charge de la station était de 52 EH en 2016, soit 14,4% de sa capacité nominale, et de 34 m³/jour, soit 64,2% de son débit de référence.

La station a été jugée conforme en 2016, tant en matière de respect de la réglementation que de performances. Par ailleurs, une conformité prévisionnelle est prévue pour 2017.

▪ Ouvrage épuratoire du village de « La Thibaudelière »

Le traitement des eaux usées du village de « La Thibaudelière » est assuré par une station d'épuration de type « prétraitements ». L'ouvrage a été mis en service en 1990 et est dimensionné pour 30 EH (Équivalents Habitants) et un débit de 5 m³/jour.

La station a été jugée non-conforme en 2016 en matière de respect de la réglementation. Les performances n'ont pas été évaluées.

Un nouveau site de traitement est projeté et fait l'objet d'un emplacement réservé.

L'assainissement non-collectif

Sur toutes les parties de la commune non spécifiées précédemment, c'est-à-dire hors Bourg de Cloué et village de « La Thibaudelière », l'assainissement est non-collectif.

Chaque habitation nouvelle doit traiter ses eaux usées domestiques selon des techniques conformes à la réglementation, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées depuis Décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (DTU 64.1, modifié en 1998) « Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome ».

L'assainissement non collectif (ou individuel) se caractérise par la mise en place d'un prétraitement et d'un traitement des eaux usées.

- Le prétraitement est réalisé à l'aide d'une fosse septique toutes eaux collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.
- Le traitement dépend étroitement des caractéristiques des sols. Figurent en annexe, les principales filières techniques d'assainissement individuel, ainsi que leur règle de dimensionnement.

Dans le cadre d'une autorisation de construire, pour les parcelles non desservies par un assainissement collectif, il est recommandé de faire une étude de sol afin de déterminer la filière d'assainissement individuel à réaliser.

Il est rappelé que les vidanges de fosses toutes eaux doivent être réalisées par une structure spécialisée devant donner la destination des boues. L'épandage agricole des matières de vidange est possible, mais est fortement réglementé. Il doit apporter toutes les garanties nécessaires quant à la protection de la salubrité publique, les dépotages sauvages étant interdits.

En 2012, 93 logements sur la commune étaient concernés par l'assainissement non collectif.

Le contrôle des systèmes d'assainissement individuel (SPANC, Service Public de l'Assainissement Non-Collectif) est assuré par Eaux de Vienne.

Le dernier diagnostic SPANC fait état d'installations dont la réhabilitation est nécessaire. En effet, sur 73 habitations contrôlées :

- 24 (32,9%) sont en priorité 1 (dispositif non acceptable dont la réhabilitation est urgente).
- 21 (28,8%) sont en priorité 2 (dispositif non acceptable dont la réhabilitation est à prévoir).
- 25 (34,2%) sont en priorité 3 (dispositif acceptable ou dispositif nécessitant des aménagements).
- 3 (4,1%) sont en priorité 4 (dispositif en bon état de fonctionnement).

Il est à noter que 11 logements disposant d'installations de moins de 4 ans n'ont pas été contrôlés.

Gestion des eaux pluviales

La commune de Cloué ne dispose pas de schéma directeur d'assainissement pluvial.

Sur la commune, le réseau de collecte des eaux pluviales est peu développé et concerne essentiellement le Bourg, qui dispose d'un réseau unitaire.

La plupart des routes départementales et communales disposent de fossés.

■ L'ADDUCTION D'EAU POTABLE

Le réseau d'adduction d'eau potable (AEP) de la commune est donné en annexe au présent dossier de PLU, pour information. L'amenée d'eau potable est gérée par les services d'Eaux de Vienne (ex SIVEER).

■ LA GESTION DES DÉCHETS

Au niveau régional, en application de la Loi n°2002-276 du 27 Février 2002, le Plan Régional de Réduction et d'Élimination des Déchets Dangereux (PRREDD) relève de la compétence du Conseil Régional. Il a été révisé et approuvé le 23 Mars 2012 au niveau de l'ancienne région Poitou-Charentes. Il a par ailleurs été soumis à évaluation environnementale.

Le Conseil Départemental de la Vienne était chargé, en application de l'article L.541-15-1 du Code de l'Environnement, de l'élaboration du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND) (ex Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés, PDEDMA). Ce dernier, révisé et approuvé en Avril 2010 par le Comité Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, couvre la période 2009/2018. Il intègre la gestion des déchets industriels banals.

En application de l'article L.541-14 du Code de l'Environnement et suite à l'adoption de la Loi « NOTRe », la compétence planification en matière de déchets est transférée au Président du Conseil Régional.

Cette disposition intègre le Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et Travaux Publics (PDGDBTP) qui recouvre les activités de construction, de réhabilitation et de démolition et qui vise à lutter contre les installations sauvages. Ce plan doit notamment prévoir des Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ainsi que la définition d'une organisation de collecte sélective et de valorisation des déchets. Ces installations font par ailleurs l'objet, depuis 2006, d'une procédure d'autorisation réglementée (Arrêtés du Ministère de la Transition écologique et solidaire des 28 Octobre 2010 pour les déchets inertes et du 12 Mars 2012 pour les déchets amiantés).

Depuis Mars 2012, les ISDI ne peuvent plus réceptionner et stocker des déchets d'amiante qui doivent être acheminés spécifiquement dans des installations de stockage de déchets dangereux. Il n'existe pas d'ISDI sur la commune de Cloué mais il est à noter que les dépôts sauvages relèvent des compétences de police du Maire.

La collecte et le recyclage des déchets sur Cloué est une compétence communautaire.

Les habitants de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin » disposaient, depuis 1998, d'un système de tri sélectif de leurs déchets. Ce dispositif de collecte sélective est prorogé par Grand Poitiers Communauté urbaine.

Une caissette jaune est mise à disposition des habitants pour les déchets recyclables (plastique, métal, carton, sous conditions spécifiques) qui sont collectés en porte à porte dans les bourgs et en conteneurs situés aux points d'apport volontaire pour les villages. Au total, 51 points d'apport étaient répartis sur le territoire communautaire du « Pays Mélusin », par ailleurs équipés de bornes vertes (collecte du verre) et bleues (collecte des journaux).

Les habitants disposent par ailleurs d'une déchetterie communautaire, située à Lusignan.

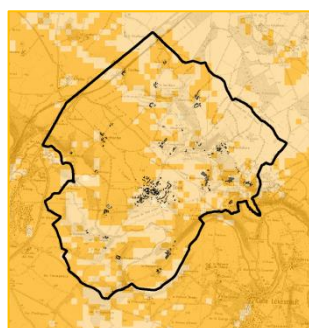
LES COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES

■ LES RÉSEAUX DE TÉLÉPHONIE MOBILE

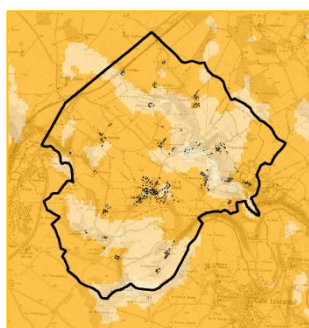
En raison de sa localisation à proximité de grandes infrastructures de transports, non loin de l'agglomération de Poitiers, la commune de Cloué n'est que peu concernée par l'absence ou la faiblesse des signaux permettant d'accéder à la téléphonie mobile.

Les cartographies ci-après, compilées à partir des données fournies par les opérateurs à l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), détaillent la qualité de la couverture réseau, pour les réseaux 2G (voix et SMS) et pour les réseaux 4G (données).

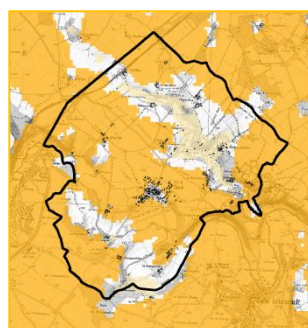
Couverture des réseaux mobiles voix/SMS et data sur la commune



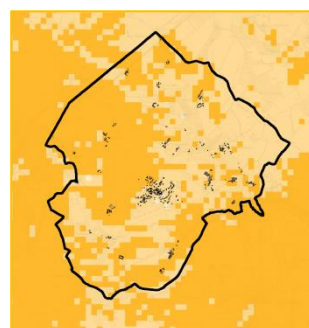
Réseau 2G voix/SMS
Orange



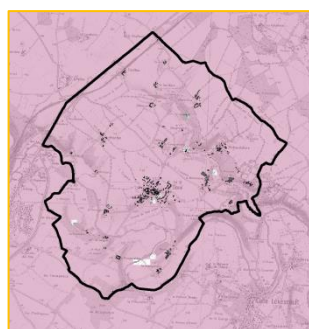
Réseau 2G voix/SMS
Bouygues Telecom



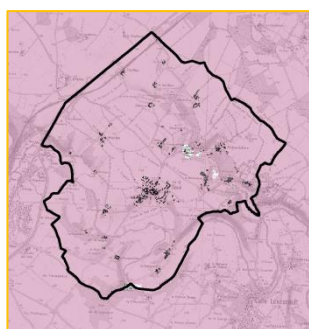
Réseau 2G voix/SMS
SFR



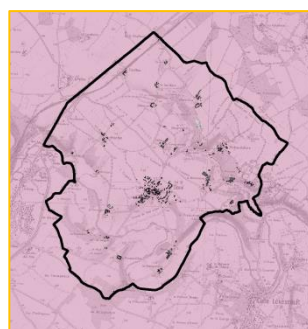
Réseau 2G voix/SMS
Free



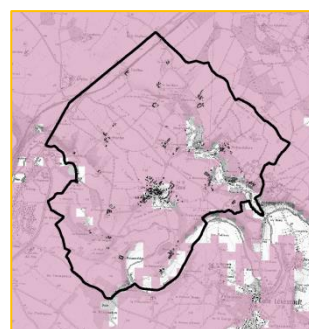
Réseau 4G data
Orange



Réseau 4G data
Bouygues Telecom



Réseau 4G data
SFR



Réseau 4G data
Free

LÉGENDE

Couverture 2G

- Couverture limitée
- Bonne couverture
- Très bonne couverture

Couverture 4G

- Zone couverte
- Zone non couverte

Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25 et ARCEP « mon réseau mobile » (Septembre 2017)

En 2017, la commune possède une bonne couverture mobile, notamment du fait de la présence d'antennes-relais à Lusignan (Orange et SFR) et à Celle-l'Évescault (SFR). Les points bas topographiques et méandres de *la Vonne* peuvent présenter des secteurs de faiblesse voire d'absence de couverture.

En matière de réseau 4G (*data*), la situation est disparate selon les opérateurs, avec cependant une très bonne couverture globale.

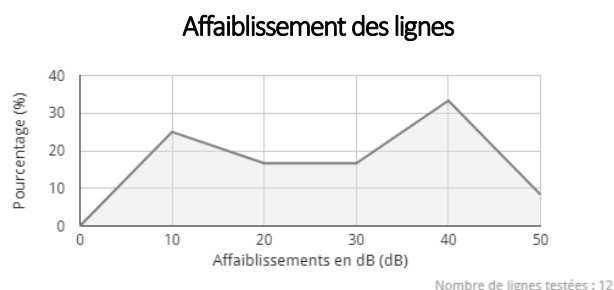
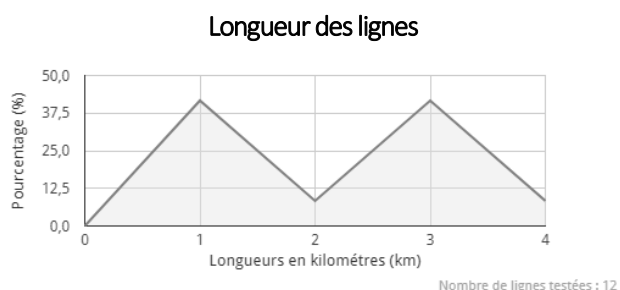
■ LE RÉSEAU INTERNET À HAUT-DÉBIT

La commune est desservie par un central téléphonique (NRA) situé sur la commune, au niveau du Bourg. Les lignes de ce répartiteur sont éligibles à l'ADSL et relèvent d'une technologie ADSL 2+ et VDSL2 permettant l'accès à des services à haut-débit (ADSL Max, *Triple Play*¹¹...). Le central de Cloué ne dessert que la commune.

L'affaiblissement du signal est restreint, la longueur moyenne des lignes étant de 1 715 mètres (affaiblissement de 23dB en moyenne) et jusqu'à 3 310 mètres pour les abonnés les plus éloignés. Seul l'opérateur historique propose des offres sur ce répartiteur.

NRA DE CLOUÉ				86080C86 – C8686	
Nombre de lignes connectées		200			
Communes desservies		Cloué			
ÉQUIPEMENT DU CENTRAL					
ADSL	ReADSL	ADSL Max	ADSL 2+	VDSL2	TV par internet
OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
RÉSEAUX ALTERNATIFS			Dégroupage	TV par ADSL	VDSL 2
SFR			NON	NON	NON
Free			NON	NON	NON
Bouygues Telecom			NON	NON	NON
OVH			NON	NON	NON

Source : Portail d'information ARIASE



La commune n'est pas éligible à la fibre optique (FTTH¹² ou FTTLa¹³).

Un opérateur alternatif (Ozone) propose également une offre via un réseau WiMax sur la commune. Il s'agit d'un système combinant technologie hertzienne et ondes radio, à l'image du WiFi au niveau domestique.

¹¹ Triple Play : Internet + Téléphone + Télévision

¹² FTTH : Fiber to the home.

¹³ FTTLa : Fiber to the last amplifier.

■ LES STRATÉGIES LOCALES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE

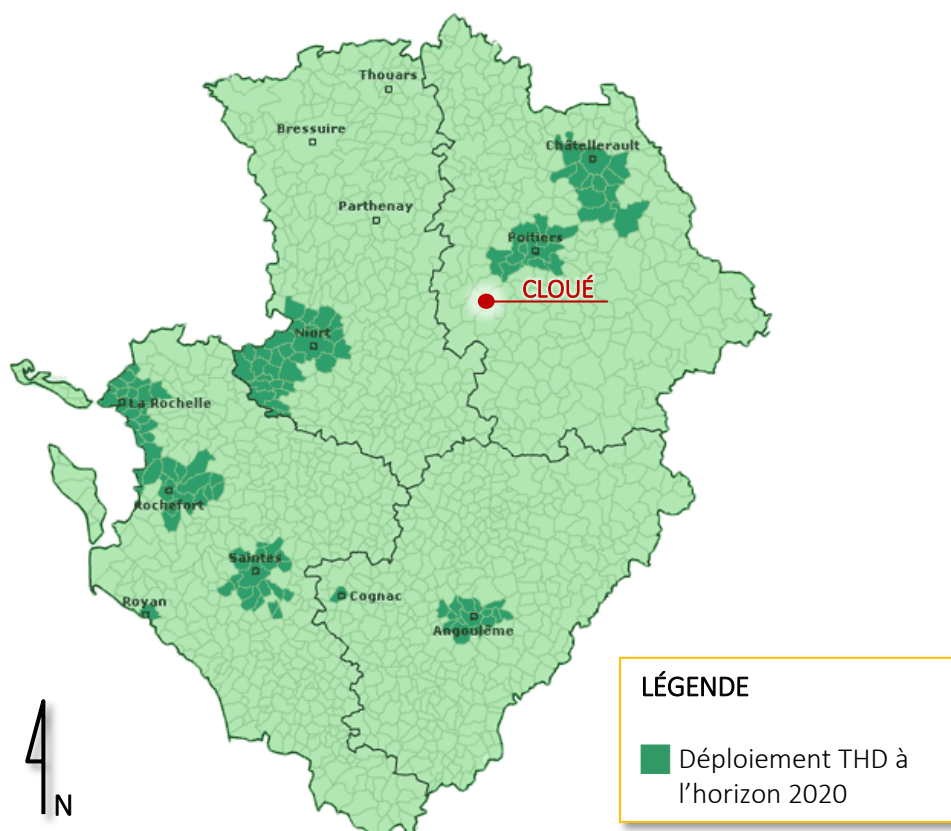
La Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN)

En l'attente de dispositifs mis en œuvre par la Région Nouvelle-Aquitaine, les données présentées ci-dessous sont celles mises en œuvre à l'échelle du Poitou-Charentes.

L'ancienne région Poitou-Charentes a mis en œuvre une Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) afin de permettre à l'ensemble des territoires régionaux d'être desservis par Internet à haut débit, en évitant la création de « zones blanches », moins densément peuplées et donc à l'écart des principales infrastructures des opérateurs privés.

Par ailleurs, la Région a anticipé l'arrivée du Très Haut Débit (THD) sur le territoire régional en développant une répartition homogène de la technologie THD sur l'ensemble du territoire. Ainsi, comme cartographié ci-après, le THD devrait concerner l'ensemble des grandes villes de la région à l'horizon 2020.

Cloué n'est pas concernée, dans le cadre de la SCORAN, par le déploiement de la technologie THD à court terme. Néanmoins, la commune devrait bénéficier du déploiement du réseau THD au cœur du territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine, avec une montée en débit progressive.



Source : SCORAN Poitou-Charentes

Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de la Vienne

Par ailleurs, le Conseil Départemental de la Vienne a choisi de développer le très haut débit sur l'ensemble du département afin d'offrir aux particuliers et aux entreprises un accès facilité et rapide à Internet et à l'ensemble des services que le très haut débit autorise. Cette politique est guidée par le lancement, en Septembre 2010, de l'élaboration du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN).

Ce schéma les objectifs suivants :

- Fixer l'ambition départementale pour l'aménagement numérique de son territoire.
- Parvenir à une équité départementale.
- Favoriser l'appropriation des services numériques et contribuer à leur développement.
- Rendre plus cohérente et plus efficace l'offre en infrastructures.
- Favoriser les synergies entre les pratiques numériques.
- Contribuer au développement économique et à l'attractivité du territoire.
- Valoriser les infrastructures existantes et à créer.
- Favoriser le travail collaboratif et les échanges entre acteurs de l'aménagement numérique.

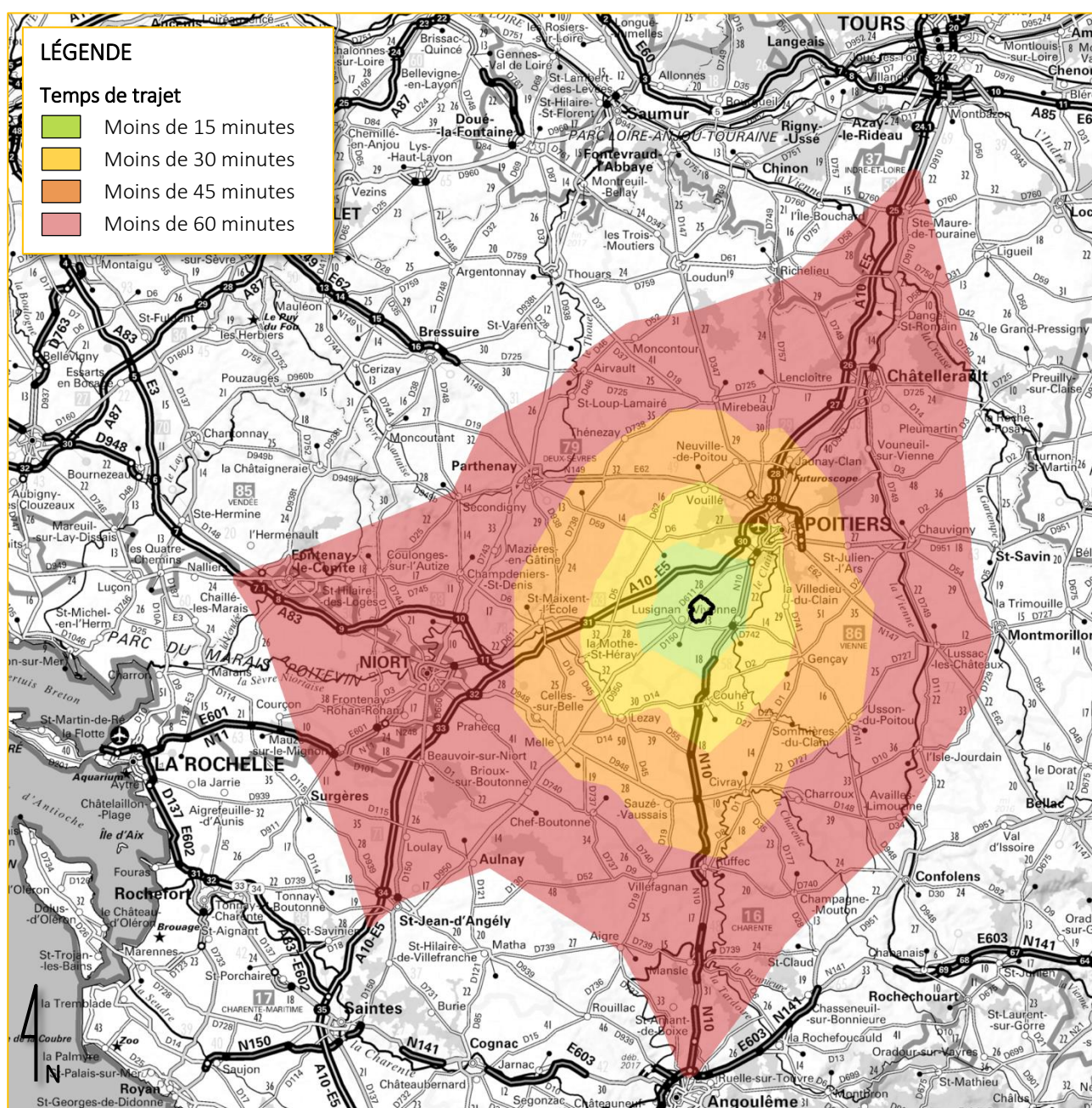
S'agissant de la commune de Cloué, la situation en matière de réseaux de télécommunications est bonne avec l'installation d'un répartiteur en Mai 2015. Compte-tenu de la superficie modérée de la commune et de la situation du Bourg au centre du territoire, le signal est, au minimum, de 10 Mbits/s sur l'ensemble de la commune.

LES DÉPLACEMENTS, LES TRANSPORTS ET LES MOBILITÉS

■ ACCESSIBILITÉ ROUTIÈRE DE LA COMMUNE

La cartographie ci-dessous présente les temps de trajet depuis le centre-bourg de Cloué. Calculés sur la base de données de navigation GPS, ils situent Cloué à environ 30 minutes de Poitiers, à moins de 45 minutes de Saint-Maixent-l'École et à moins de 60 minutes d'Angoulême, Châtelleraut, Niort et Fontenay-le-Comte.

Accessibilité routière de la commune (temps de trajet depuis Cloué)

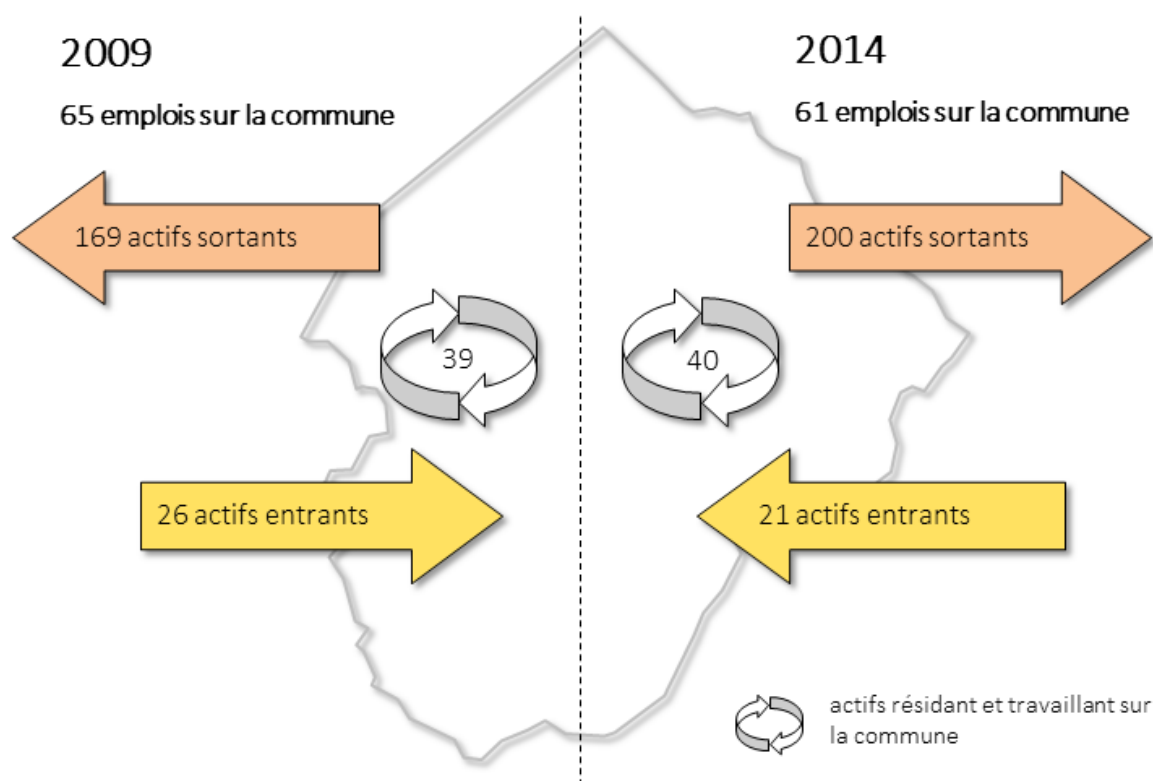


Source : SIG Parcours, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 1000, isochrones SHARP sur la base du réseau routier OpenStreetMap 2012 et des données de navigation Naveq

■ LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

Évolution des déplacements d'actifs

L'analyse des données recueillies dans le cadre du recensement de la population permet d'établir la situation suivante en matière de mobilités domicile/travail.



Sur la dernière décennie, les phénomènes suivants sont observés :

- Le nombre de personnes actives exerçant un emploi a sensiblement augmenté, passant de 204 en 2009 à 239 en 2014 (+17,2%) tandis que le nombre d'emplois disponibles sur le territoire diminuait légèrement (-6,2% soit 4 emplois en moins sur la commune).
- Plus d'actifs partent travailler quotidiennement à l'extérieur de la commune (+18,3%). Parallèlement, le nombre d'actifs extérieurs venant travailler quotidiennement à Cloué diminue légèrement (-19,2%). Le nombre d'actifs travaillant et résidant sur la commune est, quant à lui, en légère augmentation (+2,6%).

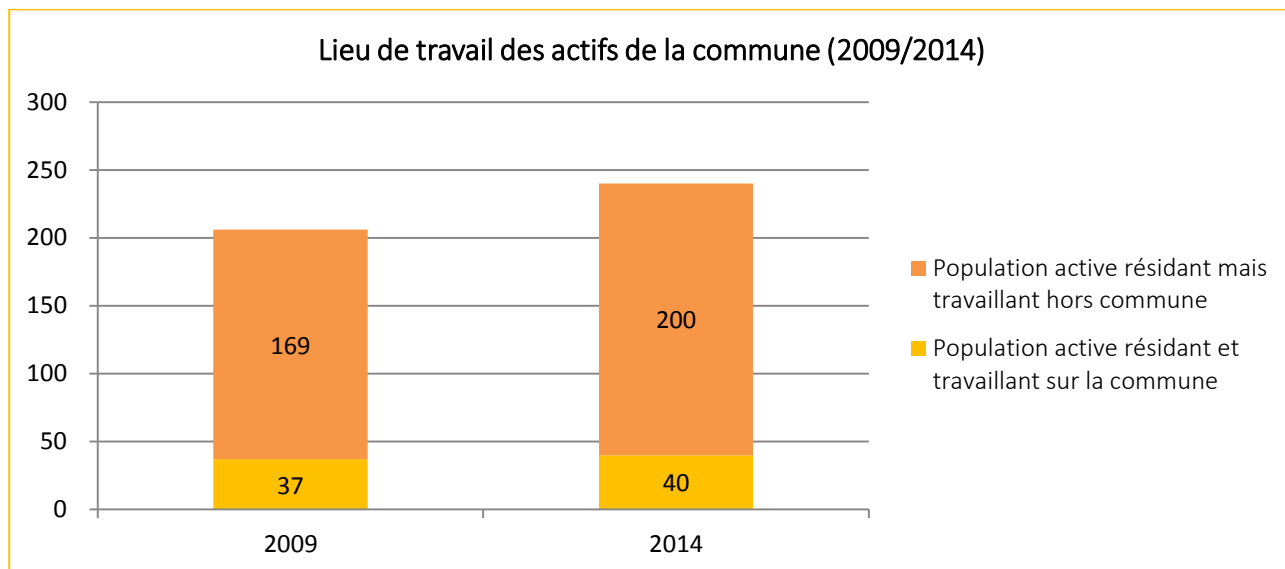
La conjugaison de ces phénomènes entraîne une légère augmentation du volume de déplacements : 522 mouvements quotidiens¹⁴ d'actifs étaient enregistrés en 2014 contre 468 mouvements en 2009, soit une augmentation de 11,5%.

¹⁴ Mouvements quotidiens calculés sur la base d'un aller/retour par jour par actif entrant, sortant ou circulant dans la commune.

Évolution des relations domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-dessous, l'écart entre population résidente et population active sur la commune s'était déjà creusé avant 2009.

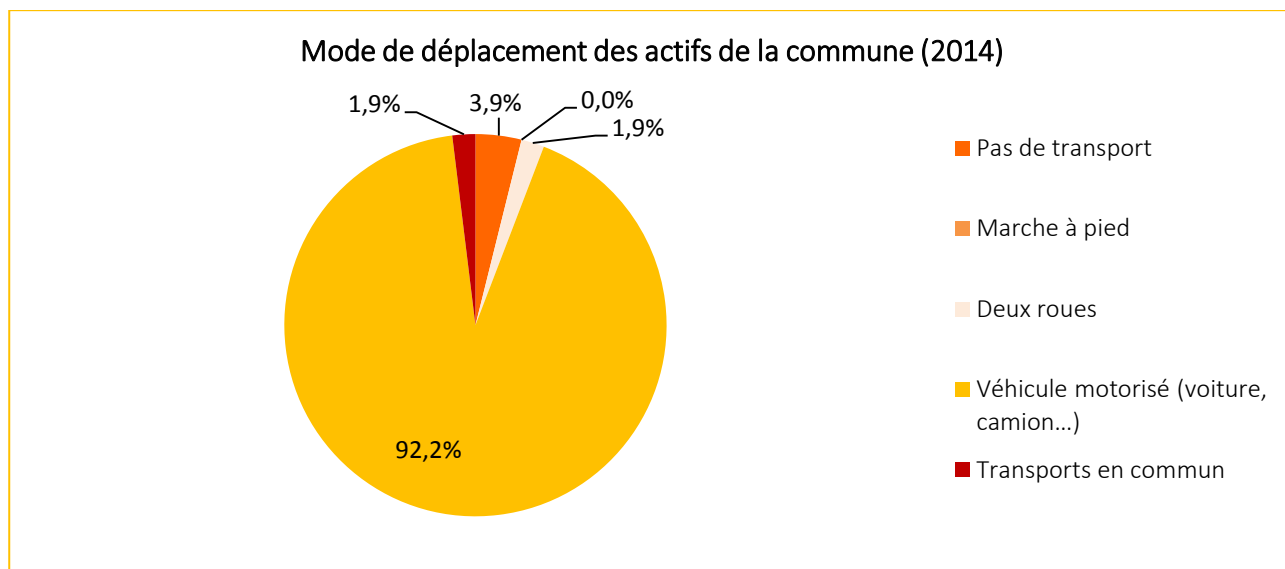
Les actifs résidents et travaillant sur la commune ont ainsi augmenté (+2,6%) entre 2009 et 2014, de même que les actifs travaillant hors commune (+18,3%). Ceux-ci sont environ 5 fois plus nombreux que les actifs résident et travaillant sur la commune.



Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

Les modes de déplacements domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, les déplacements dans le cadre domicile/travail sont majoritairement effectués par le biais de véhicules motorisés pour 92,2% des actifs.



Source : INSEE, RP 2014 exploitation complémentaire du fichier « mobilités professionnelles »

L'utilisation d'un deux roues représente 1,9% des déplacements sur la commune. Par ailleurs, 3,9% des actifs ne se déplacent pas, notamment dans le cadre d'un travail à domicile ou en cas de chômage. **Les transports en commun représentent 1,9% des déplacements domicile/travail (4 actifs).**

L'équipement automobile des ménages

Le nombre de véhicules par foyer à Cloué est en augmentation sur la dernière décennie. L'équipement automobile des ménages de la commune est ainsi supérieur à la moyenne départementale. Par exemple, 58,5% des ménages disposent de 2 automobiles ou plus en 2014 à Cloué (en augmentation de 1,5% depuis 2009) alors qu'ils sont 40,7% sur l'ensemble de la Vienne.

Équipement automobile	2009		2014	
	Cloué	Vienne	Cloué	Vienne
Au moins 1 voiture	94,1%	70,5%	94,2%	71,1%
1 voiture	37,1%	45,7%	35,7%	45,4%
2 voitures ou plus	57,0%	39,4%	58,5%	40,7%

Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

L'augmentation des besoins en déplacements est corrélée avec une augmentation de l'usage du véhicule automobile, en raison de la faiblesse de l'offre de transports alternatifs sur le territoire.

En territoire rural ou périurbain, les déplacements automobiles sont indispensables pour rejoindre les lieux de travail, de domicile, de commerce et de services, de loisirs et de culture qui sont souvent éloignés les uns des autres. Les ménages s'installant sur la commune comportent souvent deux personnes actives qui peuvent exercer leur profession sur deux lieux différents. Les trajets domicile-travail sont organisés selon tous ces motifs (courses, école, loisirs, etc.).

Une estimation des émissions de dioxyde de carbone par les ménages de Cloué se déplaçant quotidiennement à l'extérieur de la commune peut être faite sur les bases statistiques suivantes :

Bilan carbone des déplacements d'actifs en 2014

Personnes exerçant leur emploi à l'extérieur de la commune	200
Longueur des déplacements quotidiens ¹⁵	6 000 kilomètres
Émissions moyennes des voitures en France ¹⁶	110 g. de CO ₂ / km
Émissions journalières occasionnées par les déplacements quotidiens des actifs	660,0 kg de CO ₂
Émissions à l'année ¹⁷	171,6 tonnes de CO ₂

Cette approche ne prend pas en compte les déplacements générés par d'autres motifs que la mobilité domicile/travail. Le bilan carbone annuel est donc plus élevé que le chiffre annuel de 171,6 tonnes de CO₂.

¹⁵ Estimation sur la base d'un aller-retour quotidien par actif et d'une distance de 15 kilomètres par trajet.

¹⁶ Source : Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), chiffres Car Labelling 2016.

¹⁷ Sur la base de 260 jours de travail par an.

Les rejets atmosphériques liés au trafic automobile

Une campagne de mesure de la qualité de l'air réalisée par ATMO Poitou-Charentes en 2010 permet d'estimer la part du trafic routier dans les émissions de gaz à effet de serre sur la commune, ainsi que sa contribution à l'émission de polluants atmosphériques.

Polluant	Agriculture	Autres sources	Autres transports	Extraction, transfo. et distrib. d'énergie	Industries	Résidentiel, tertiaire	Transport routier
CO	18,0 %	0 %	0,4 %	0 %	0,5 %	53,7 %	27,4 %
CO ₂ TOT	7,8 %	0 %	1,1 %	0 %	1,5 %	24,6 %	65,0 %
COVNM	4,4 %	74,3 %	0,2 %	0 %	1,0 %	15,1 %	5,1 %
NH ₃	99,2 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0,8 %
NOX	17,6 %	15,3 %	4,6 %	0 %	2,4 %	3,3 %	56,8 %
PM ₁₀	57,6 %	0 %	2,1 %	0 %	2,2 %	22,7 %	15,4 %
SO ₂	46,3 %	0 %	0,1 %	0 %	6,8 %	43,7 %	3,1 %
TSP	74,6 %	0 %	2,1 %	0 %	3,8 %	9,8 %	9,7 %

Source : ATMO Poitou-Charentes – Inventaire 2010V3.1, année 2010

Selon ces données, les déplacements motorisés génèrent plus de la moitié des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) sur la commune (65,0%). L'impact sur les émissions de dioxyde d'azote (NOX) est également significatif, avec 56,8 % des émissions.

■ LE STATIONNEMENT ET LE COVOITURAGE

■ Véhicules motorisés

Lors de la phase de concertation, il a été établi « un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques, et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités », conformément à la Loi.

S'agissant des capacités de stationnement, les capacités suivantes ont été constatées :

- Parking de la Mairie : 15 places environ
- Parking du stade : 35 places environ
- Parking de la Grand Rue : 15 places environ
- Cimetière : 10 places environ

Ces espaces, cartographiés ci-après, possèdent les capacités suffisantes pour assurer de manière mutualisée le fonctionnement des équipements et services.

■ Véhicules hybrides et électriques

La commune ne dispose pas de point de recharge pour véhicules hybrides ou électriques.

■ Covoiturage

Une aire de covoiturage est située au croisement entre la RD 611 et la RD 97, au Nord-Ouest du territoire communal. Trois places de parking sont réservées pour stationner les véhicules en toute sécurité.



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50 – Échelle : 1/4 000

■ LES DÉPLACEMENTS DOUX ET DE LOISIRS

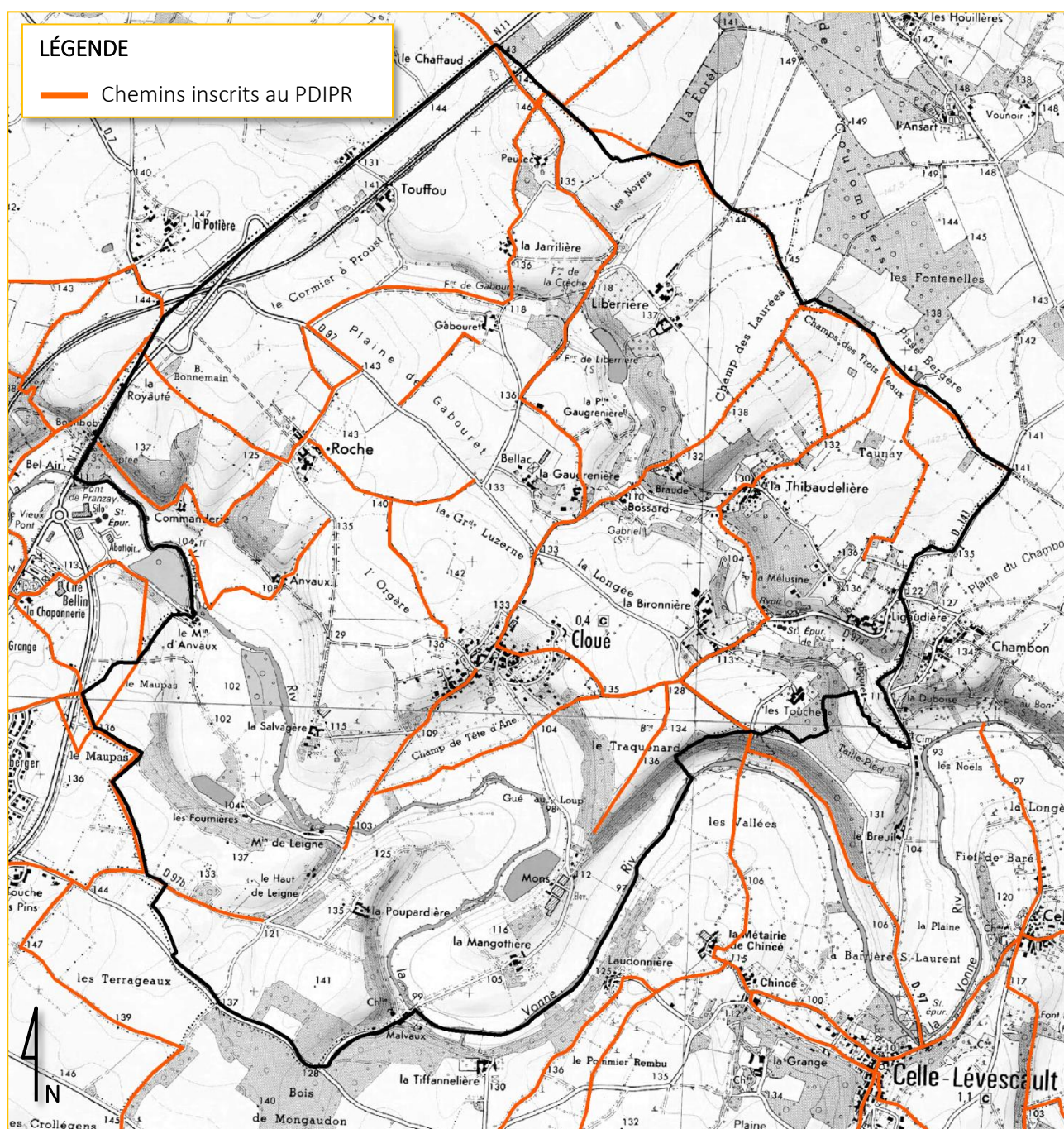
Le Conseil Départemental de la Vienne a établi un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) qui identifie un certain nombre de chemins sur la commune de Cloué comme intéressants pour la pratique de la randonnée.

Les espaces ruraux de la commune de Cloué constituent un cadre favorable à la pratique de la randonnée. Les chemins ruraux sont un atout pour la commune en matière de cadre de vie. La continuité des cheminements en place doit être préservée de même que la qualité des éléments qui les constituent où qu'ils contribuent à mettre en valeur (arbres, haies, petit patrimoine bâti, lieux-dits, etc.).

Cela représente, au total, **plus de 23,9 kilomètres linéaires**. La cartographie de ces chemins inscrits au PDIPR est présentée ci-dessus.



Itinéraires de randonnée identifiés sur le territoire communal



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25 et Conseil Départemental de la Vienne, Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée 2012 - Échelle : 1/25 000

■ LES TRANSPORTS EN COMMUN

Desserte ferroviaire

L'accès le plus proche au réseau ferré est situé à Lusignan (réseau de transport régional TER). De là, une correspondance est possible à Poitiers pour les grandes lignes (ligne LGV Paris / Bordeaux, ligne TGV Paris / La Rochelle).

Desserte par les lignes de transport départementales

Plusieurs points d'accès sont présents sur la commune, assurant les dessertes spécifiques dans le cadre du ramassage scolaire. La compétence en matière de transports en commun est du ressort du Conseil Départemental de la Vienne en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports (AOT).

Les transports en commun par bus concernent uniquement les transports scolaires :

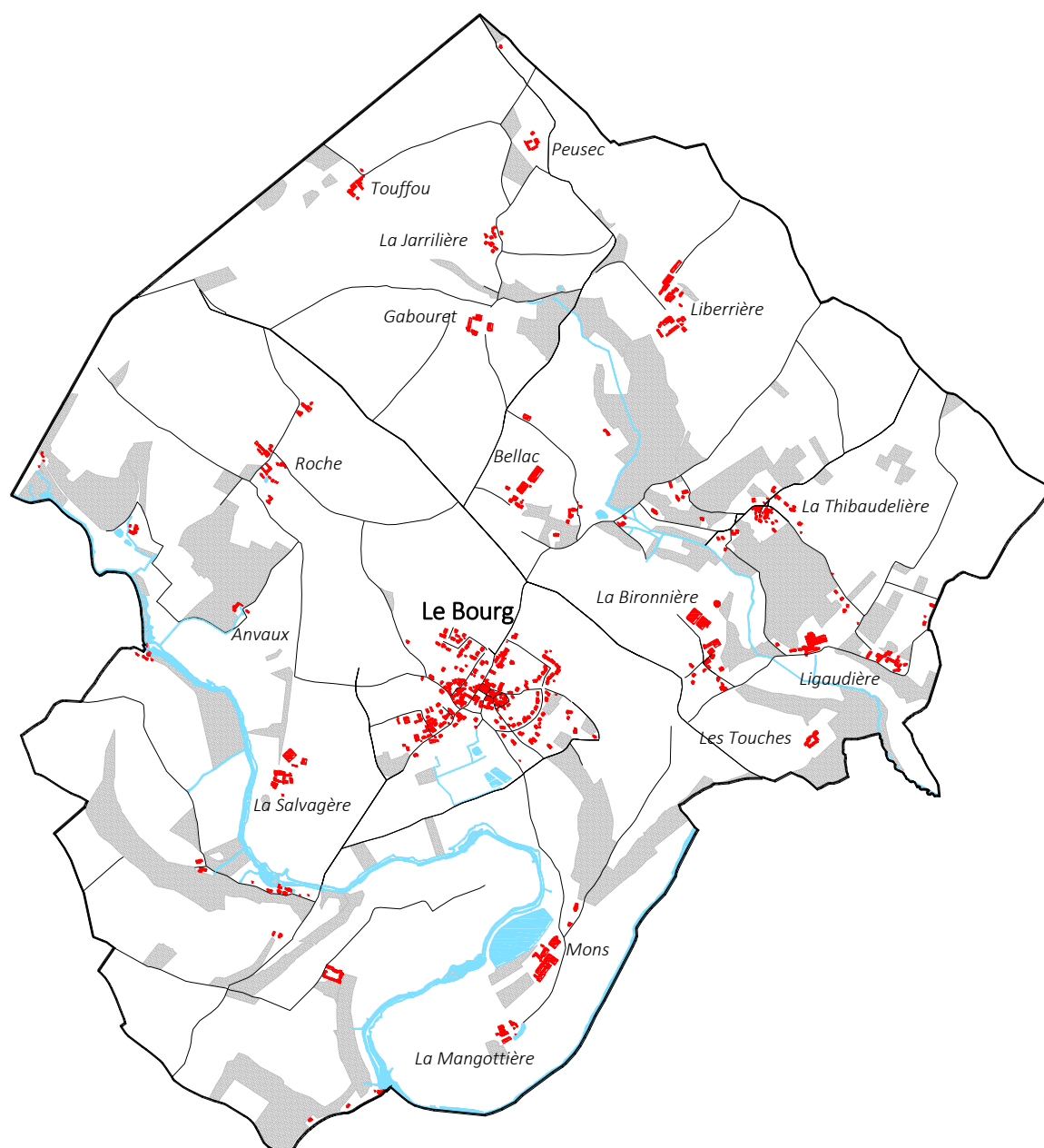
- Un ramassage scolaire quotidien (matin et soir) vers le collège de Lusignan.
- Un ramassage scolaire quotidien (matin et soir) vers Poitiers (Lycée du Bois d'Amour en particulier).

L'ORGANISATION DES ESPACES BÂTIS

■ RÉPARTITION GÉNÉRALE DES ESPACES BÂTIS

La commune de Cloué est caractérisée par une densité de population modérée, avec 42,2 habitants par kilomètre carré en moyenne en 2014 alors qu'elle est de 62,0 habitants par kilomètre carré dans le département de la Vienne. Les espaces bâtis occupent 0,7% du territoire et sont essentiellement localisés sur le Bourg ainsi que sur les villages, principalement agricoles, de « Mons », « Liberrière », « Gabouret » et « Bellac ». Un semis régulier de lieux-dits complète cette répartition des espaces bâtis.

Répartition des espaces bâtis (en rouge)



Échelle : 1/25 000

■ ORGANISATION URBAINE

L'organisation urbaine de la commune de Cloué se décline comme tel.

Le Bourg de Cloué

Il s'agit du principal espace urbanisé de la commune. Il est implanté en haut de coteau de *la Vonne*.

Il est constitué d'un centre-bourg ancien, relativement dense, organisé autour de l'église et d'une place, et d'extensions récentes (lotissements communaux successifs au Nord et à l'Est du Bourg et quelques constructions au Sud de la Grand Rue).

La centralité actuelle est organisée autour du pôle mairie/école/salle des fêtes, dans la partie récente du Bourg, au contact du plateau agricole. Le Bourg de Cloué est le pôle de la vie communale : il concentre la majorité des artisans, services et équipements.

Des villages constitués : « La Thibaudelière », « Roche », « La Bironnière »

Ces villages sont localisés sur la partie Nord de la commune. Ils sont constitués de noyaux anciens et de quelques constructions récentes (« La Thibaudelière » et « La Bironnière »). Certains ont un caractère patrimonial affirmé (« Roche » par exemple). Ces villages ont une vocation essentiellement résidentielle, mais on note une double vocation résidentielle et agricole à « La Bironnière ».

De nombreux écarts

Ces écarts sont répartis sur le territoire communal et correspondent à des exploitations agricoles en fonctionnement ou d'anciennes fermes. Ces écarts sont constitués essentiellement de bâti ancien ; on y recense de nombreux bâtiments patrimoniaux.

Un ancien site industriel : le site de « La Mélusine »

Localisé dans la vallée du *Ruisseau de Gabouret*, cet ancien site industriel (ancienne laiterie en activité jusque dans les années 1990), est aujourd'hui partiellement réoccupé par des activités économiques. Une partie a également été réoccupée en logements.

■ TYPOLOGIES ARCHITECTURALES

Constructions d'habitation

L'habitat ancien cloésien est typique du Pays Mélusin et du Poitou en général. Les caractéristiques principales des maisons anciennes de bourg sont :

- Constructions en R+1 (ou R+1 avec combles).
- Une porte centrale avec une fenêtre de chaque côté, ou une porte et une fenêtre lorsque la construction est de largeur limitée.
- Ouvertures plus hautes que larges, alignées en travées, plus petites en haut qu'en bas, souvent encadrées de pierre de taille.
- Murs enduits, ton pierre de pays ou sable (ou en pierres apparentes).
- Toitures en tuiles canal, ton rouge foncé.
- Toitures à deux pans avec des pentes autour de 30°.

Pour les habitations anciennes plus importantes (maisons de maître, maisons bourgeoises, logis, châteaux...), l'architecture est marquée par des volumes plus importants, des toitures en tuiles ou en ardoise, à deux ou quatre pans, et des détails architecturaux (corniches, génoises, linteaux, décorations en toiture...).

Le bâti rural ancien prend en général la forme d'un corps de ferme, constitué de trois ensembles séparés souvent organisés autour d'une cour : l'habitation poitevine, la grange et les servitudes. La maison rurale traditionnelle est une longère poitevine reprenant les mêmes caractéristiques que la maison de bourg, mais avec un volume en général plus allongé.

Maisons anciennes



L'habitat récent se démarque de l'habitat traditionnel par son implantation. Il s'agit d'habitat pavillonnaire. Les constructions sont implantées en retrait de l'alignement et des limites séparatives, sur des parcelles de taille souvent importante.

Les caractéristiques architecturales des constructions sont assez banales, elles s'apparentent à l'habitat pavillonnaire contemporain sans mettre en avant de caractère local révélateur d'identité.

Habitat récent dans le Bourg ou dans les villages et écarts



Constructions agricoles

Le bâti agricole ancien cloésien est typique du Poitou et du Pays Méluzin. La construction typique est la grange traditionnelle et les écuries (pierre et tuiles), intégrées aux corps de ferme.

Les granges ne sont parfois plus utilisées pour l'agriculture (disparitions d'exploitations, dimensions inadaptées par rapport au matériel moderne...). Elles représentent alors un potentiel pour le changement de destination.

Grange et écuries traditionnelles



(photos ECP Urbanisme)



Les bâtiments agricoles modernes se démarquent du bâti ancien. Ils ne s'inscrivent pas dans le schéma d'implantation avec intégration à un corps de ferme et sont construits isolément. En matière d'architecture, la pierre et la tuile des bâtiments anciens traditionnels ont laissé la place à des matériaux contemporains (bardages métalliques, bois...). Les volumes se sont simplifiés et ont souvent gagné de la hauteur, pour s'adapter à la taille du matériel agricole moderne. Des couleurs différentes (vert, blanc...) sont également apparues.



L'intégration dans l'environnement de ces bâtiments (qui n'ont pas toujours d'accompagnement végétal) est variable en fonction des volumes et matériaux.

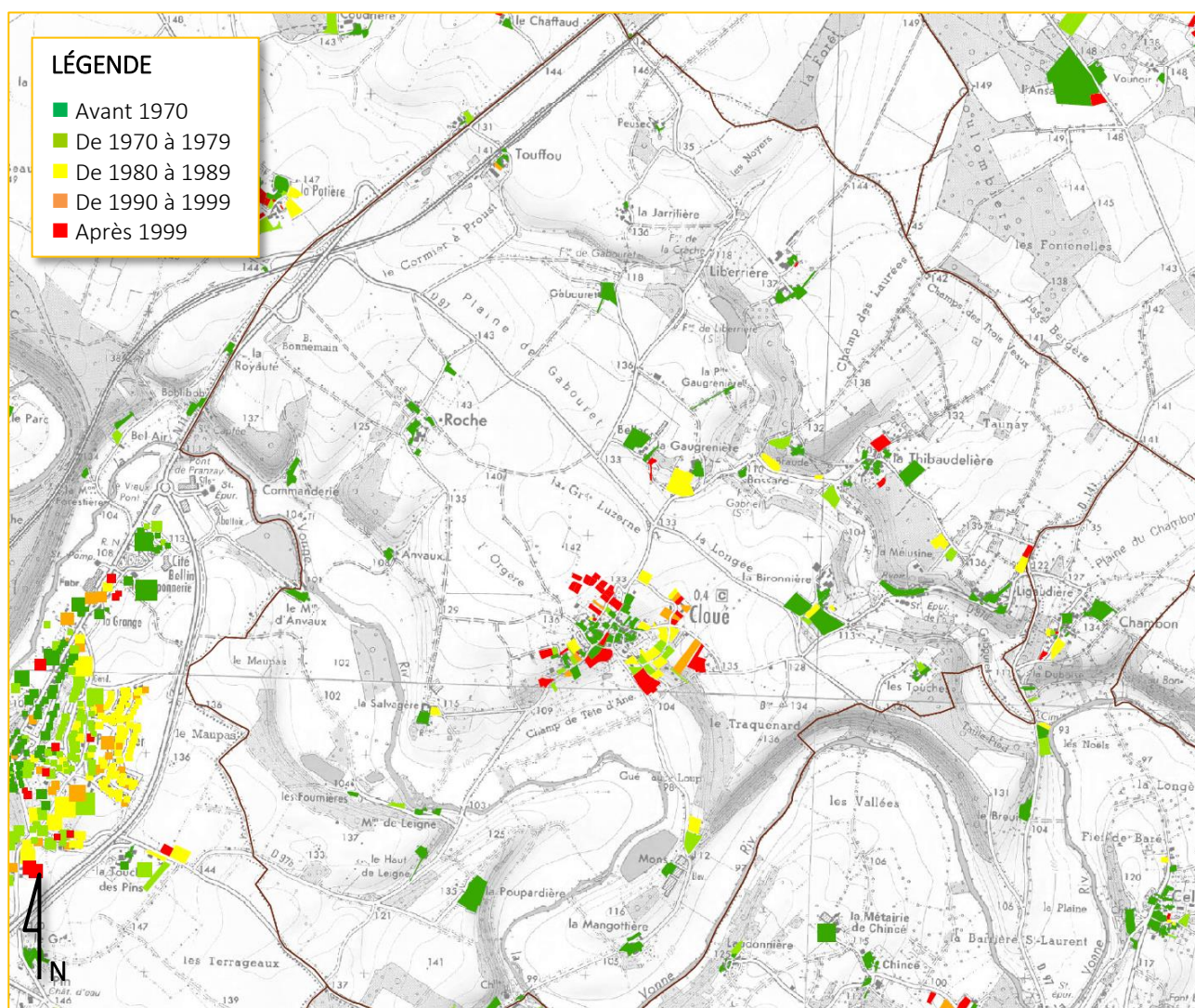
ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE, BILAN DU DOCUMENT D'URBANISME PRÉCÉDENT

■ ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Progression globale de l'urbanisation

La carte illustrant la période de construction des bâtiments met en avant un développement sensible et assez concentré de l'urbanisation essentiellement, pour les périodes les plus récentes, au niveau du Bourg ainsi qu'au niveau du village de « La Thibaudelière ».

Développement de l'urbanisation sur Cloué



Source : DREAL Nouvelle-Aquitaine

La grande superficie des terrains supportant les nouvelles constructions peut également être notée (grands aplats de couleurs). Cette observation doit cependant être pondérée par le fait que seule une petite partie de la parcelle est généralement prélevée pour l'implantation de la construction, le foncier restant demeurant à vocation agricole ou naturelle.

Analyse de la consommation d'espace entre 1999 et 2012

▪ Rappel de la Loi « Grenelle II »

La Loi n° 2010-788 du 12 Juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite Loi « ENE » ou « Grenelle II », est l'une des principales traductions juridiques du vaste débat national consacré à l'environnement qui a eu lieu à partir de l'année 2007, également appelé le « Grenelle de l'environnement ».

Une première loi avait déjà été promulguée au cours de l'année 2009 qui fixe les objectifs à atteindre. Il s'agit de la Loi n°2009-967 du 03 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement. La loi « Grenelle II » assure la mise en œuvre de ces objectifs.

Les grands objectifs de la loi « Grenelle II » en matière d'urbanisme sont :

- Objectif de lutte contre l'étalement urbain et la lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles.
- Objectifs environnementaux :
 - Réduction des émissions de gaz à effet de serre, préservation et remise en état des continuités écologiques, maîtrise de l'énergie et de la production énergétique (à partir de ressources renouvelables et du développement des communications électroniques).
 - Préservation de la biodiversité.

Les objectifs issus de la loi SRU (mixité sociale et urbaine, préservation des paysages, etc.) sont maintenus.

L'accent est mis sur des enjeux anciens (gestion économe des sols), et sur des thématiques nouvelles (NTIC, biodiversité, etc.)

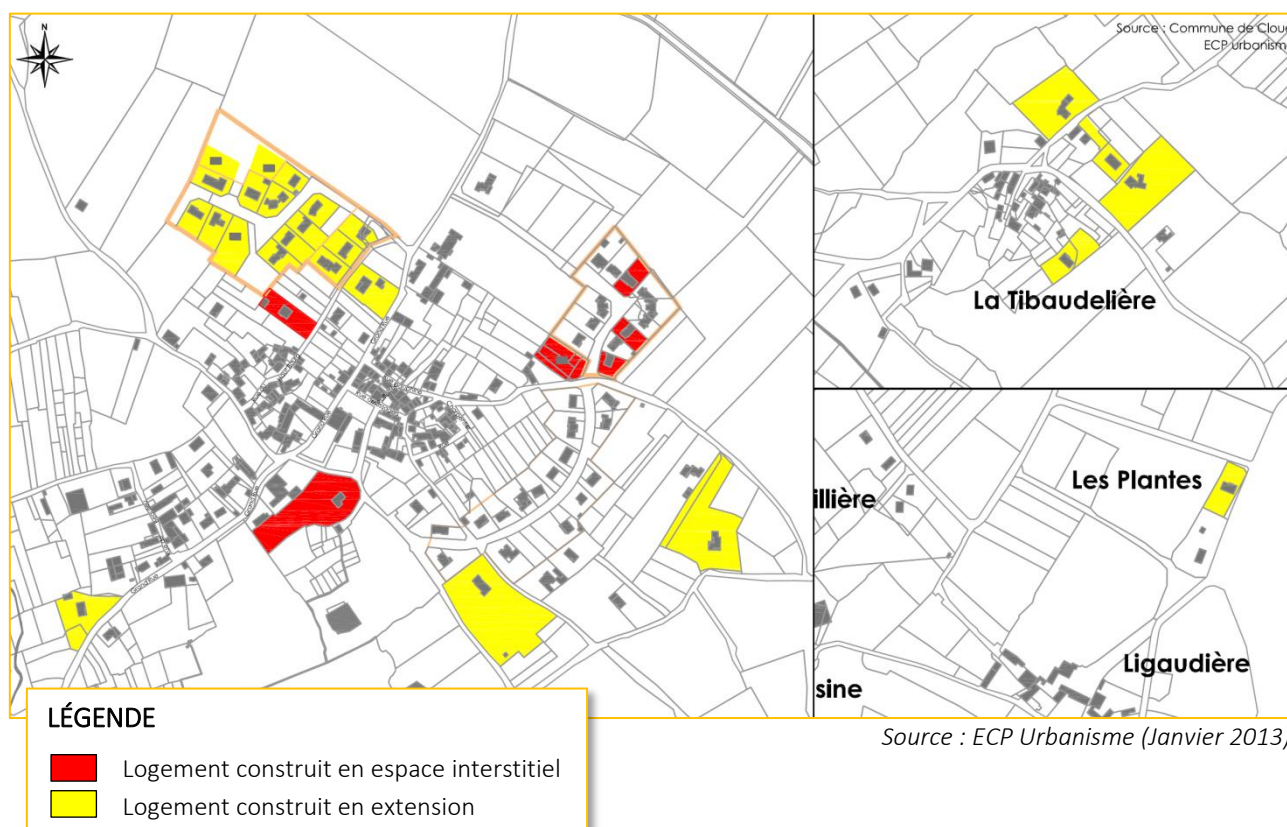
▪ Analyse générale de la consommation de l'Espace

Il a été retenu par la commune de produire une analyse détaillée de la consommation de l'espace depuis 1999. Cette analyse est basée sur le recensement statistique INSEE de 1999 et sur les données recensées et transmises par la commune et traitées et analysées par le bureau d'études.

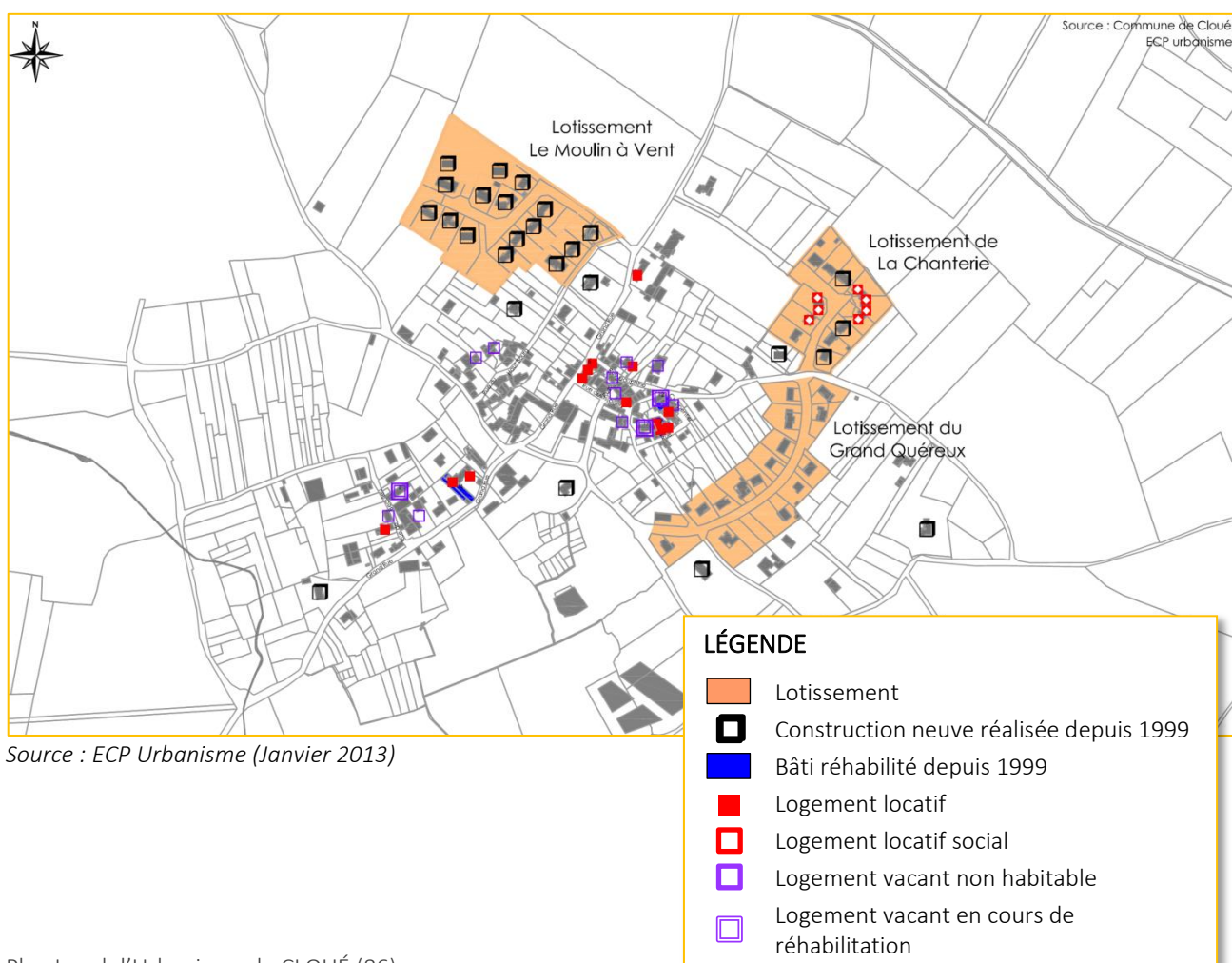
La Commission Urbanisme a recensé de façon exhaustive l'ensemble des demandes d'urbanisme ayant trait à la construction neuve et la réhabilitation.

Ces éléments ont ensuite été traités par la réalisation d'une cartographie et des calculs.

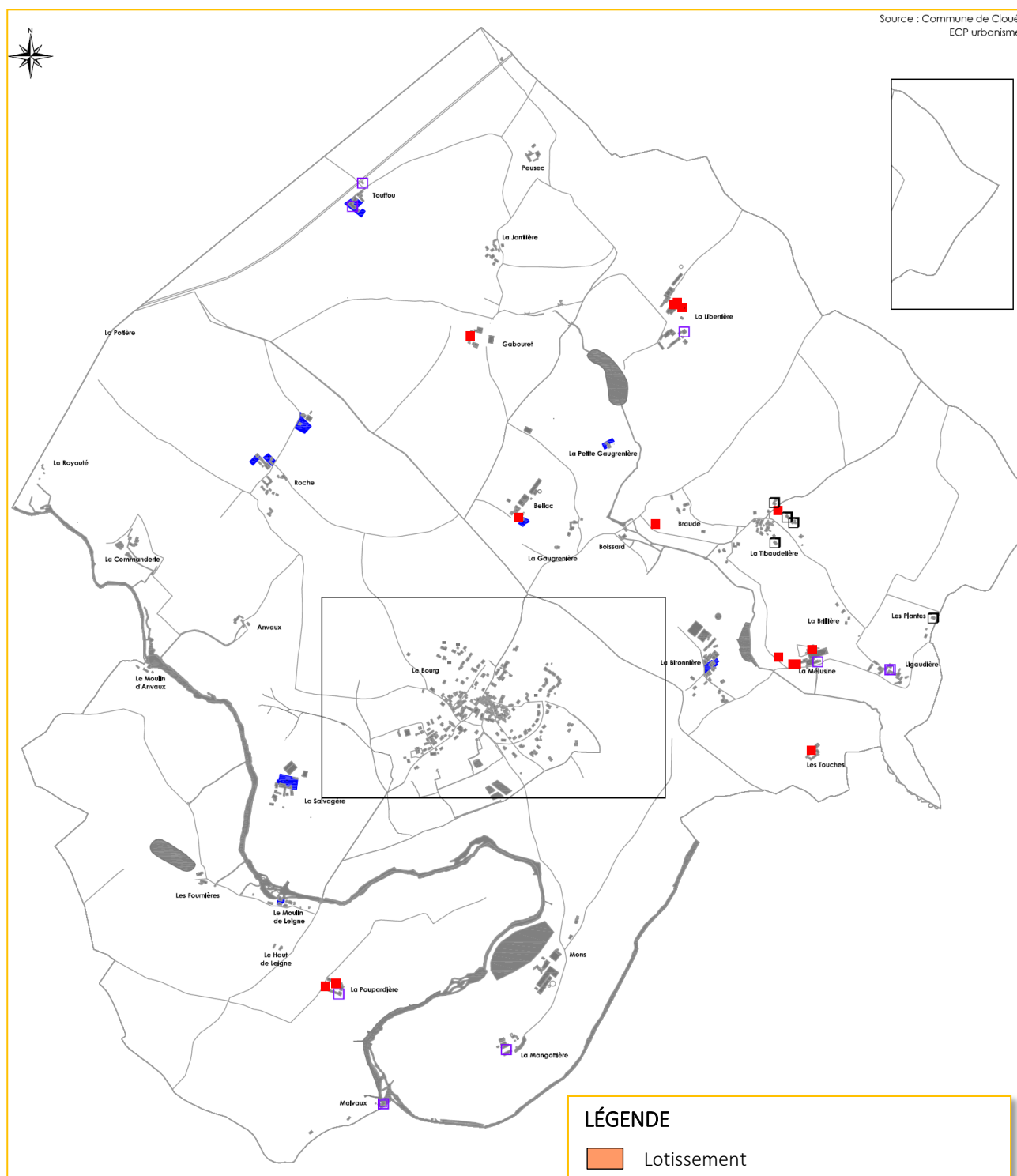
La construction neuve à vocation d'habitat sur la commune depuis 1999



Urbanisation et habitat à l'échelle du Bourg



Urbanisation et habitat à l'échelle de la commune



Source : ECP Urbanisme (Janvier 2013)

▪ Vocation des constructions ayant consommé de l'espace

Globalement, toutes constructions confondues et quel qu'en soit l'usage, **la consommation foncière a concerné 10,2 hectares de 1999 à 2012** (13 ans), ce qui représente un rythme annuel de 0,78 hectare. Rapportée à la superficie totale de la commune, 0,31% de celle-ci a été consommée sur la période.

La consommation d'espace depuis 1999 s'est répartie entre les diverses fonctions urbaines de la commune.

L'habitat a consommé 5,92 hectares de 1999 à 2012, soit 0,45 hectare par an. L'habitat est de loin le premier poste consommateur d'espace.

Il n'y pas eu d'espace consommé pour l'aménagement de voirie ou autres infrastructures de transport, mais des espaces collectifs réalisés dans le cadre de l'aménagement du lotissement du « Moulin à Vent ». La consommation foncière à usage d'activités (atelier artisanal, local commercial) est faible. L'ensemble des autorisations d'urbanisme en lien avec les activités a concerné des réhabilitations ou des changements de destination de constructions existantes.

Deux constructions agricoles ont consommé de l'espace. Il s'agit d'un hangar au « Champ Longerot » et d'un bâtiment agricole à « Mons », construit en extension directe d'un bâtiment existant.

Au total, les espaces collectifs, ainsi que les activités économiques et agricoles, ont nécessité la mobilisation de 4,28 hectares de foncier.

▪ Densité des logements construits

La superficie consommée pour les logements neufs est de 5,92 hectares entre 1999 et 2012, ce qui représente une taille moyenne de parcelle par logement de 1 910 m². Bien que l'ensemble de la parcelle ne soit pas bâti, les espaces libres ne sont plus autant naturels ou agricoles.

Des différences sont cependant observables en fonction de la localisation de la construction :

- Dans les villages, la taille moyenne des parcelles¹⁸ est de 3 084 m² en moyenne, avec des parcelles allant de 1 638 m² à 5 085 m².
- Dans le Bourg, en dehors du cadre des lotissements, la taille moyenne des parcelles¹⁹ est de 3 589 m² en moyenne, avec des parcelles allant de 1 364 m² à 7 310 m².
- Dans le Bourg, dans le cadre du lotissement, elle tombe à 984 m² en moyenne, avec des parcelles allant de 660 m² à 1 645 m².

Ainsi, dans les villages, la densité est de 3,2 logements par hectare, de 2,8 logements par hectare dans le Bourg en dehors des lotissements et de près de 10,7 logements par hectare dans le cadre des lotissements. Il est à noter que les logements sociaux du lotissement de « La Chantrie » ne sont pas intégrés, du fait de leur date de construction antérieure à 1999.

La taille moyenne des parcelles est plus réduite quand les constructions sont réalisées dans le cadre de lotissements. Cette forme urbaine est moins consommatrice d'espace que les constructions isolées.

¹⁸ Calcul basé sur un total de 4 constructions.

¹⁹ Calcul basé sur un total de 7 constructions.

▪ **Forme urbaine des constructions**

En ce qui concerne les logements réalisés entre 1999 et 2012, tous sont des maisons individuelles (modèle pavillonnaire).

Sur les 31 logements construits et ayant consommé du foncier nouveau :

- 6 logements ont été réalisés dans des espaces interstitiels du tissu urbain.
- 25 logements ont été réalisés en extension du tissu urbain, sur des parcelles sortant de l'enveloppe bâtie de 1999, dont 16 logements dans le cadre de l'aménagement du lotissement du « Moulin à Vent ».

Dans le premier cas, la taille moyenne des parcelles est de 1 730 m² ; dans le second, elle est de 1 954 m² mais passe à 1 022 m² quand elles se trouvent en lotissement, même si celui-ci se localise en extension du tissu urbain.

La consommation d'espace est donc plus forte quand les constructions se répandent en dehors de l'enveloppe bâtie que quand elles s'y inscrivent. Cependant la taille moyenne des espaces interstitiels comblés sur la période 1999/2012 reste importante elle aussi.

Le type d'urbanisation le plus économe en espace à Cloué est donc le lotissement aménagé en continuité de l'enveloppe urbaine. Les espaces interstitiels comblés sont rares et consommateurs d'espace car construits au gré des opportunités foncières, sans division parcellaire. Leur remplissage crée une urbanisation suivant le modèle pavillonnaire au sein d'un tissu existant assez dense. Nonobstant, cette urbanisation se réalise sans étalement urbain.

Tous les espaces interstitiels comblés se situent dans le Bourg et, pour la moitié, dans le lotissement de « La Chantrie » (extension urbaine ancienne du Bourg), ce qui laisse à conclure que le tissu urbain du Bourg est saturé et que la recherche d'espace nécessaire pour assurer la poursuite du développement de l'urbanisation sera à rechercher en extension du tissu urbain de 1999.

▪ **Localisation des espaces consommés**

Les constructions à usage d'habitation concernent à la fois le Bourg et quelques villages. Sur l'ensemble des nouveaux logements construits (31 constructions), 26 ont été réalisés dans le Bourg soit 83,9 % de l'ensemble.

Les constructions réalisées dans les villages ont concerné « La Thibaudelière » (4 constructions) et un site au Nord de « Ligaudière » (1 construction). Les constructions réalisées récemment dans le Bourg (période 1999/2012) ont pour la plus grande partie été réalisées dans les lotissements (19 constructions, soit 73,0 % de l'ensemble).

▪ **Type d'espace consommé**

La majeure partie des logements réalisés entre 1999 et 2012 ont été construits sur des espaces agricoles. Certains logements ont été construits sur des espaces déjà artificialisés (ex : dents creuses de lotissements anciens, jardin...)

Il est à noter que certaines constructions ont été réalisées sur des espaces agricoles pouvant être considérés comme des dents creuses ou espaces agricoles enclavés en milieu urbain.

▪ **Consommation d'espace et évolution de la population**

Entre 1999 et 2012, la population communale a augmenté de 49 habitants. Sur la même période, 31 logements neufs ayant consommé 5,92 hectares ont été construits.

▪ Les espaces économisés

Si une quantité assez importante d'espace a été consommée pour l'urbanisation, des espaces ont également été économisés grâce à des opérations de réhabilitation du bâti ancien ou de changement d'usage de constructions existantes.

On peut considérer qu'ils ont permis d'économiser de l'espace en compensant des surfaces à trouver pour du logement neuf. Six bâtiments anciens ont été concernés sur la période et ont permis d'économiser de l'espace.

La taille moyenne des parcelles pour les nouveaux logements étant de 1 910 m², les 6 changements d'usage ou réhabilitations ont permis d'économiser l'équivalent de 1,14 hectare de foncier.

■ BILAN DU DOCUMENT D'URBANISME PRÉCÉDENT

Rappel du projet affiché dans la Carte Communale de 2007

▪ Le projet d'accueil de population

- Accueillir une population nouvelle : 60 habitants en 10 ans (20 familles).
- Retenir les jeunes sur la commune.
- Donner la possibilité aux ménages locataires d'accéder à la propriété.

▪ Le projet d'offre en logements

- Les possibilités du parc existant arrivent à terme.
- Une offre principalement constituée de logements neufs.
- Un objectif de 2 constructions neuves par an (20 en 10 ans).

▪ Le potentiel constructible

- Un total de 19,7 hectares, dont 6,0 hectares en extension urbaine (5,0 hectares dans le Bourg, 0,5 hectare à « La Thibaudelière » et 0,5 hectare à « La Bironnière », le reste dans les parties actuellement urbanisées).

▪ Priorités de développement

- Privilégier le développement du Bourg, lieu de vie de la commune concentrant habitat et équipements.
- Prévoir des possibilités de développement limité dans les hameaux pour conserver une campagne vivante.

Bilan de l'application de la carte communale entre 2007 et 2012

- Une stabilisation démographique (autour de 445 habitants), puis une hausse démographique (509 habitants en 2013).

L'objectif de hausse démographique n'est pas atteint.

- La construction de 16 logements neufs (soit 3 à 4 Permis de construire par an).

Le rythme de construction est plus important que celui envisagé

- Des constructions localisées :
 - Majoritairement dans le Bourg : 14 constructions, dont 12 dans le lotissement communal du « Moulin à Vent ».
 - 2 constructions à « La Thibaudelière ».
 - Pas de constructions à « Roche » et à « La Bironnière ».
 - Pas de constructions dans les écarts.

Comme projeté, le Bourg a concentré la majeure partie du développement

Le potentiel constructible (zones U) restant est très important et surdimensionné par rapport aux besoins affichés :

- Bourg : 12,2 hectares de potentiel et environ 11 possibilités en construction isolée.
- « La Bironnière » : 0,64 hectare de potentiel et environ 7 possibilités en construction isolée.
- « La Thibaudelière » : environ 7 possibilités en construction isolée.
- « Roche » : environ 8 possibilités en construction isolée.
- Autres écarts : environ 8 possibilités en construction isolée.

Soit un total de 12,8 hectares et environ 40 possibilités en construction isolée.

Ce potentiel n'est pas toujours facile à mobiliser :

- Parcellaire morcelé (jardins...).
- Rétention foncière.
- Configuration : accès, pente...

La localisation de ce potentiel pose également les questions suivantes :

- Écarts (question de la desserte en réseaux, des déplacements...).
- Qualité paysagère (jardins, bois...) et patrimoniale (comme à « Roche » par exemple)...
- Mitage des espaces agricoles.

ANALYSE DE LA CAPACITÉ DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BÂTIS

■ ANALYSE DES CAPACITÉS DE DENSIFICATION DES ESPACES BÂTIS

Méthodologie d'analyse

Les capacités de densification du Bourg et des villages de Cloué sont analysées au regard des terrains non bâtis situés au sein de l'enveloppe bâtie, entre les constructions existantes, et où sont susceptibles d'être implantés de nouveaux logements, ainsi qu'au regard des terrains viabilisés immédiatement disponibles pour la construction sur les opérations d'ensemble ou en secteur diffus. **L'enveloppe bâtie doit être comprise dans son acception large, dans une logique de diagnostic *a priori*, sans préjuger des limites de zonage qui seront retenues par la collectivité.**

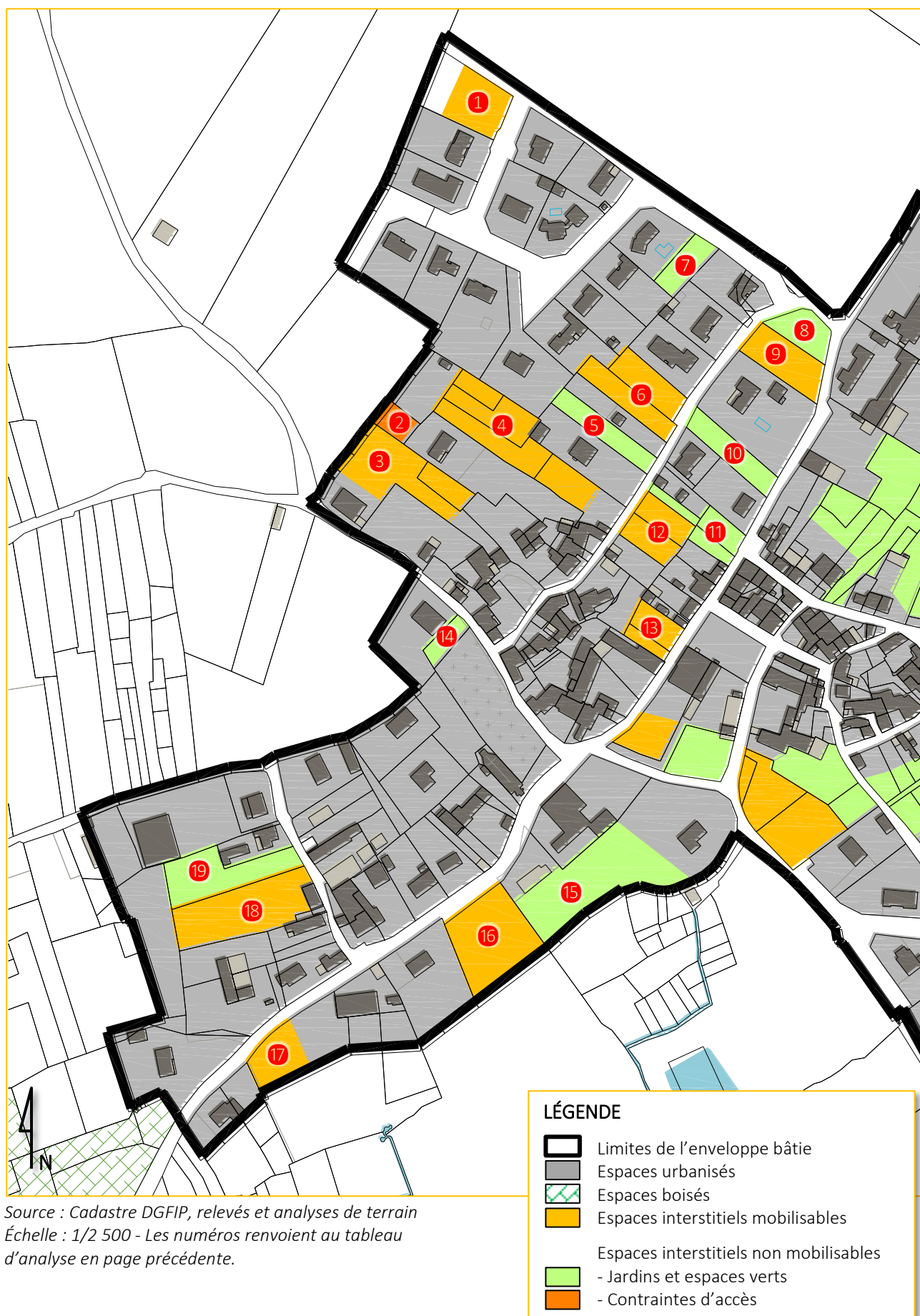
L'identification de ces espaces interstitiels, également appelés « dents creuses », est réalisée sur la base d'un premier inventaire technique (analyses de terrain, analyses par photo-interprétation), validé et amendé ultérieurement par les élus de la commune. Sont notamment écartés les terrains dont la mobilisation porterait atteinte aux déplacements, aux capacités de stationnement, à la qualité du paysage cadre de vie (espaces naturels, jardins d'agrément, petits éléments de patrimoine) ou à l'activité agricole.

Capacités de densification sur le Bourg de Cloué

Les capacités de densification suivantes ont été retenues sur le Bourg.

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	834 m ²	1 logement	OUI	
02	293 m ²	1 logement	NON	Parcelle d'accès à une construction riveraine
03	1 689 m ²	1 logement	OUI	
04	2 238 m ²	2 logements	OUI	
05	676 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément
06	1 364 m ²	1 logement	OUI	
07	504 m ²	1 logement	NON	Espace de gestion des eaux pluviales
08	568 m ²	1 logement	NON	Projet de parc public porté par la collectivité
09	903 m ²	1 logement	OUI	
10	702 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément
11	689 m ²	1 logement	NON	Jardins d'agrément
12	875 m ²	1 logement	OUI	
13	569 m ²	1 logement	OUI	
14	291 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément
15	2 635 m ²	3 logements	NON	Jardin et espace naturel en arrière-parcelle, difficile d'accès
16	1 913 m ²	2 logements	OUI	
17	778 m ²	1 logement	OUI	
18	1 876 m ²	2 logements	OUI	
19	1 288 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément

Capacité de densification des espaces bâtis à l'Ouest du Bourg

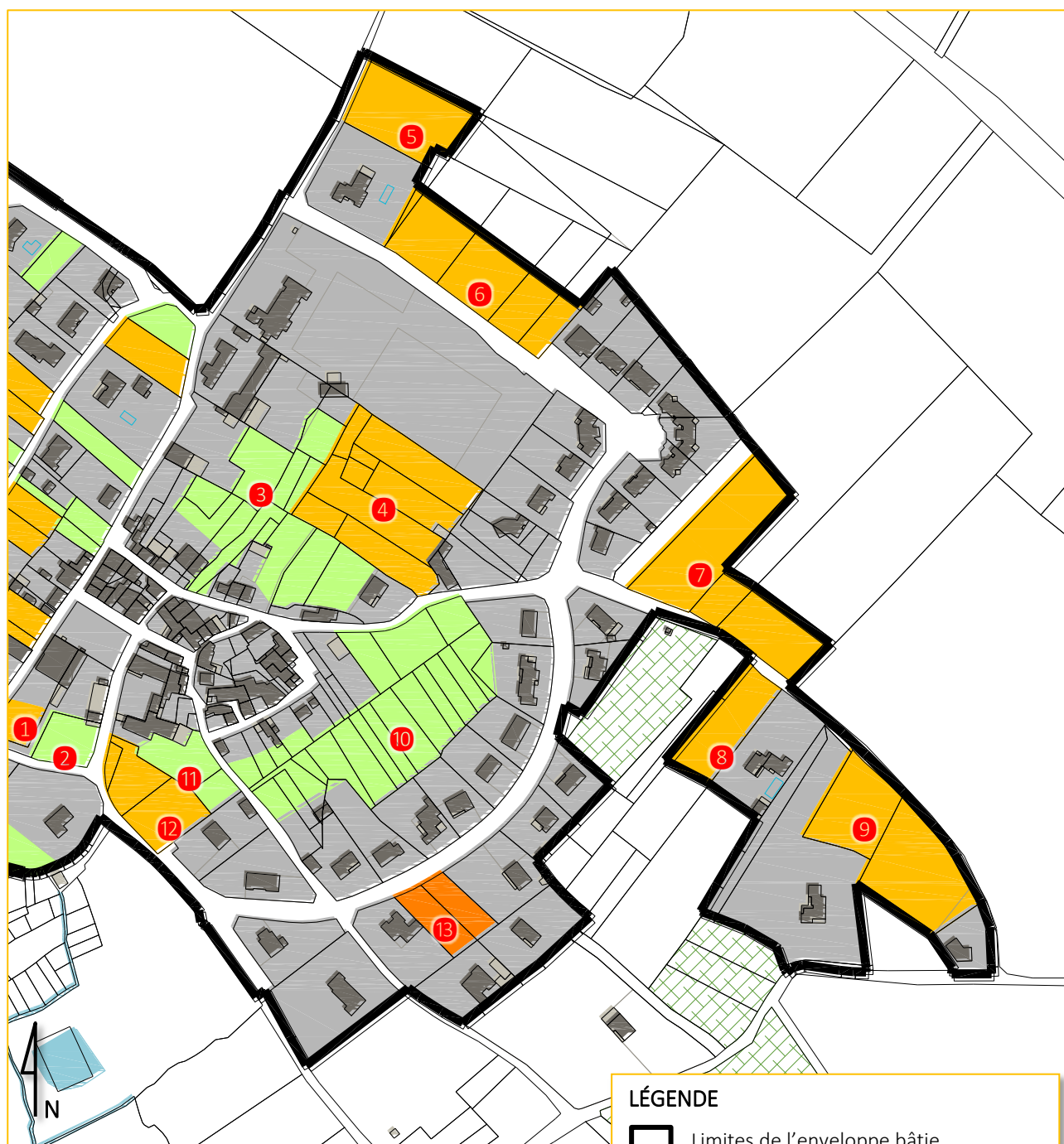


Source : Cadastre DGFIP, relevés et analyses de terrain
 Échelle : 1/2 500 - Les numéros renvoient au tableau
 d'analyse en page précédente.

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	497 m ²	1 logement	OUI	
02	766 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément
03	5 994 m ²	7 logements	NON	Jardins d'agrément et potagers en arrière-parcelles
04	5 538 m ²	5 logements	OUI	
05	2 406 m ²	2 logements	OUI	
06	4 048 m ²	3 logements	OUI	
07	5 217 m ²	5 logements	OUI	
08	1 639 m ²	1 logement	OUI	
09	4 375 m ²	3 logements	OUI	
10	8 040 m ²	9 logements	NON	Espace naturel
11	1 181 m ²	2 logements	NON	Jardin d'agrément
12	1 947 m ²	2 logements	OUI	
13	1 294 m ²	1 logement	NON	Parcelles d'accès à des constructions riveraines

Au total, 18 des 32 espaces interstitiels diagnostiqués sur le Bourg, tant en partie Ouest qu'Est, ont été jugés mobilisables par les élus de la commune, pour une surface totale de 38 706 m² et un **potentiel d'environ 35 logements**.

Capacité de densification des espaces bâtis à l'Est du Bourg



Source : Cadastre DGFIP, relevés et analyses de terrain
 Échelle : 1/3 000 - Les numéros renvoient au tableau
 d'analyse en page précédente.

LÉGENDE

- Limites de l'enveloppe bâtie
- Espaces urbanisés
- Espaces boisés
- Espaces interstitiels mobilisables
- Espaces interstitiels non mobilisables
 - Jardins et espaces verts
- Contraintes d'accès

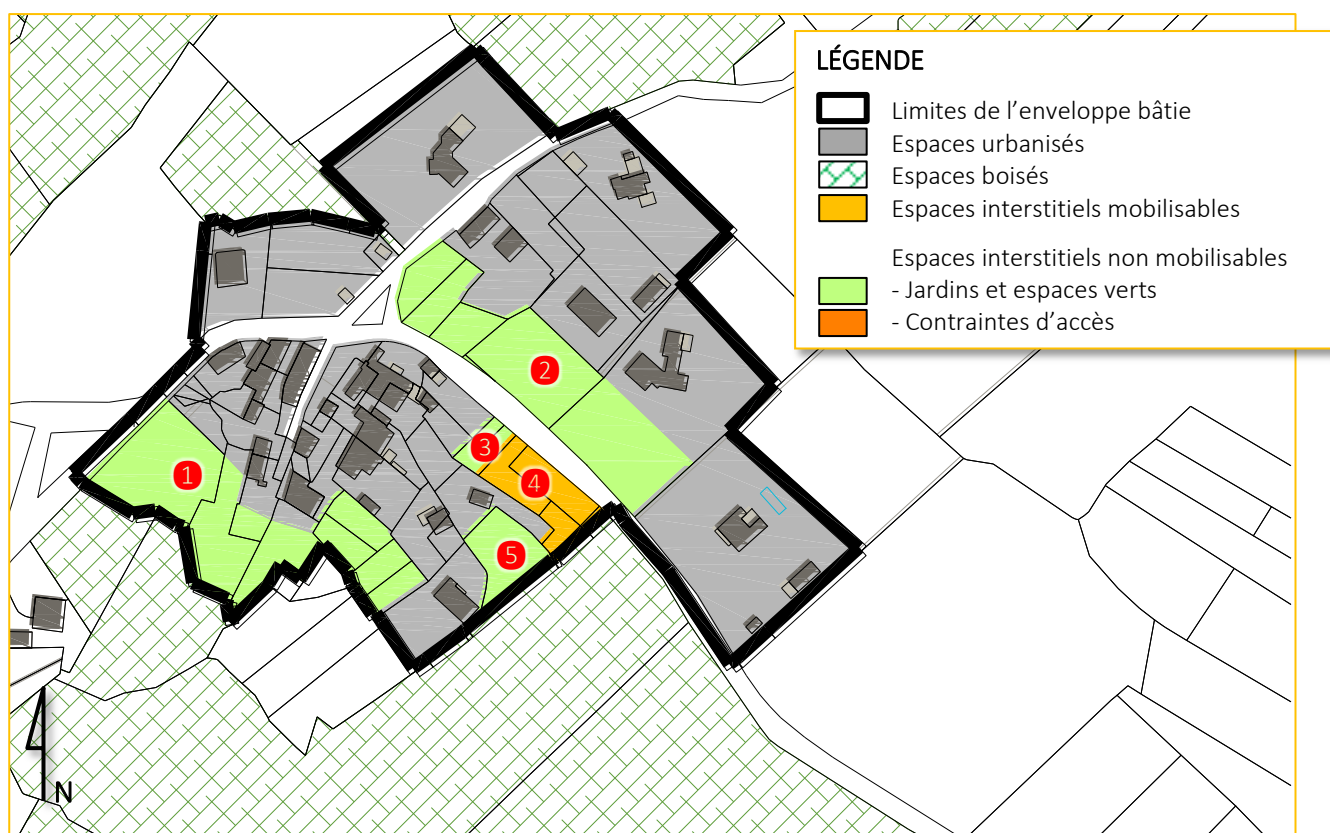
Capacités de densification sur le village de « La Thibaudière »

Les capacités de densification suivantes ont été retenues sur le village.

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	3 930 m ²	5 logements	NON	Jardins et espaces naturels en arrière-parcelles
02	3 525 m ²	4 logements	NON	Jardins d'agrément
03	240 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément
04	925 m ²	2 logements	OUI	
05	727 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément en arrière-parcelle, difficile d'accès

Au total, 1 des 5 espaces interstitiels diagnostiqués sur ce village ont été jugés mobilisables par les élus de la commune, pour une surface totale de 925 m² et un **potentiel d'environ 2 logements**.

Capacité de densification des espaces bâtis dans le village de « La Thibaudière »



Source : Cadastre DGFIP, relevés et analyses de terrain - Échelle : 1/2 500
Les numéros renvoient au tableau d'analyse en page précédente.

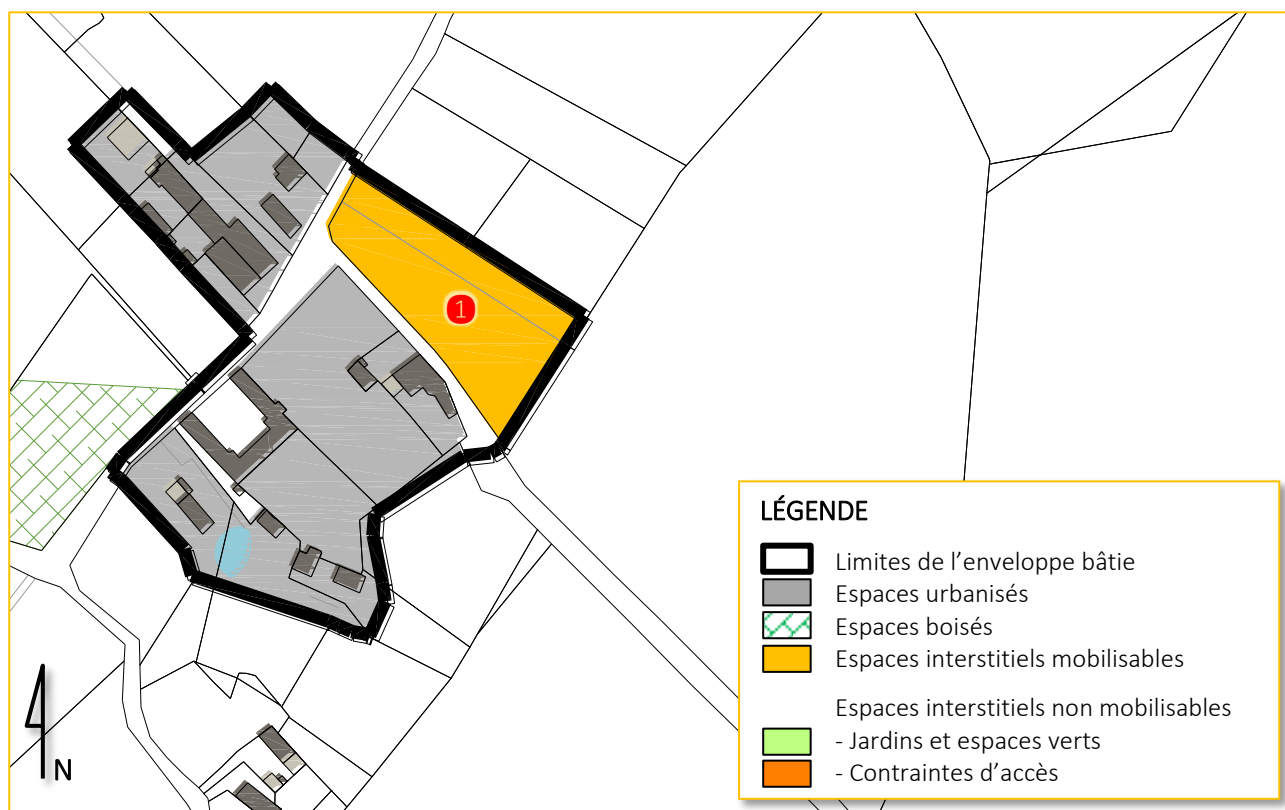
Capacités de densification sur le village de « Roche »

Les capacités de densification suivantes ont été retenues sur le village.

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	3 986 m ²	4 logements	OUI	

L'espace interstitiel diagnostiqué sur ce village a été jugé mobilisable par les élus de la commune, pour une surface totale de 3 986 m² et un **potentiel d'environ 4 logements**.

Capacité de densification des espaces bâtis dans le village de « Roche »



Source : Cadastre DGFIP, relevés et analyses de terrain - Échelle : 1/2 500
Les numéros renvoient au tableau d'analyse en page précédente.

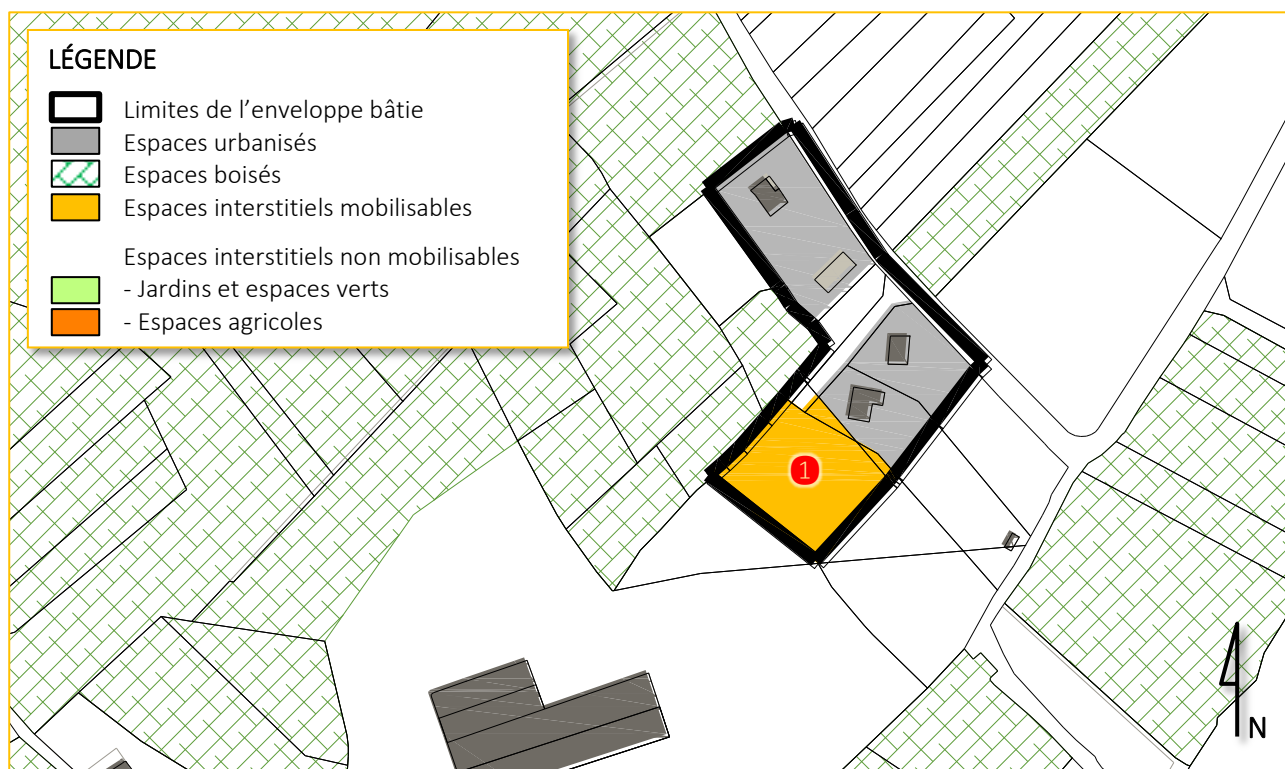
Capacités de densification sur le village de « La Brillière »

Les capacités de densification suivantes ont été retenues sur le village.

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	2 314 m ²	2 logements	OUI	

L'espace interstitiel diagnostiqué sur ce village a été jugé mobilisable par les élus de la commune, pour une surface totale de 3 986 m² et un **potentiel d'environ 2 logements**.

Capacité de densification des espaces bâtis dans le village de « La Brillière »



Source : Cadastre DGFIP, relevés et analyses de terrain - Échelle : 1/2 500
Les numéros renvoient au tableau d'analyse en page précédente.

Capacités globales de densification

En 2017, le Bourg de Cloué et les principaux villages présentent un potentiel de création d'environ **43 logements en espaces interstitiels (4,6 hectares)**.

Cette approche reste estimative et conditionnée à la possibilité de mobiliser effectivement ces espaces. L'analyse permet cependant de dégager un potentiel indicatif dans l'optique de la construction du projet de PLU.

■ ANALYSE DES CAPACITÉS DE MUTATION DES ESPACES BÂTIS

Aucune déshérence du bâti n'est constatée sur le centre-bourg de Cloué, qui possède en outre une valeur patrimoniale importante. En conséquence, il n'apparaît ni utile ni envisageable d'y prévoir le remplacement de constructions anciennes par des constructions contemporaines. Le bâti étant quasi-uniquement dédié à l'habitat, aucun changement potentiel de destination d'un bâtiment agricole ou économique pour l'habitat n'est identifié à ce jour.

Les extensions contemporaines du Bourg, de constitution récente, ne possèdent également pas d'éléments bâtis en déshérence et/ou susceptibles de changer de destination pour l'habitat. En conséquence, aucun potentiel de mutation n'existe sur ces espaces.

■ DISPOSITIONS SUSCEPTIBLES DE FAVORISER LA DENSIFICATION ET LA MUTATION

Dispositions en faveur de la densification

■ La constitution d'un cadre réglementaire favorable

Afin de ne pas contraindre l'implantation de logements sur des parcelles ayant une configuration et/ou une superficie restreinte, la collectivité définit un règlement souple dans les zones urbaines du PLU. Les ouvertures réglementaires pourront concerner notamment l'article 4, qui définit les droits à construire au regard des propriétés riveraines et du domaine public. Les possibilités d'implantation en alignement sur la rue et/ou en limite séparatives seront privilégiées pour économiser l'espace, respecter la forme urbaine du Bourg et faciliter la réalisation des nouveaux logements.

■ L'accompagnement de la collectivité vers les propriétaires fonciers

Les tissus urbains pavillonnaires constituent un important gisement foncier, dont le potentiel peut être mis en valeur dans le cadre d'une démarche d'urbanisme participatif de type BIMBY (*Build In My BackYard*, c'est-à-dire « construire dans mon jardin »).

La collectivité pourra ainsi accompagner les propriétaires fonciers dans leurs projets de logements par des actions pédagogiques ainsi que par la diffusion d'idées et de conseils pour la division parcellaire et l'implantation des futures constructions. La démarche BIMBY est présentée sur le site Internet www.bimby.fr.



Illustration de la densification par la méthode BIMBY

■ Le projet urbain partenarial (PUP)

La Loi ALUR prévoit la possibilité pour les collectivités compétentes en matière de PLU, de fixer un périmètre, d'une durée maximale de 15 ans, dans lequel toutes les opérations de construction ou d'aménagement devront nécessairement faire l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial. La collectivité pourra, par exemple, indiquer la surface de plancher prévisionnelle devant être réalisée dans ce périmètre et préciser que le montant des participations sera calculé en fonction de la surface de plancher créée par chaque opération.

Dispositions en faveur de la mutation

■ Les emplacements réservés et le droit de préemption

En cas de portage direct par la collectivité du projet de mutation du tissu bâti, un emplacement réservé peut être délimité sur le secteur concerné.

Les emplacements réservés sont destinés à favoriser l'acquisition par les collectivités de terrains destinés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts. Leur création permet d'éviter qu'un terrain destiné à servir d'emprise à un équipement public fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future. Cette restriction apportée à l'utilisation du sol garantit la disponibilité foncière en temps utile et aux endroits adéquats.

- **Les orientations d'aménagement et de programmation**

Lorsque les enjeux le nécessitent, la collectivité peut définir une orientation d'aménagement et de programmation sur un site potentiel de mutation des espaces bâtis, afin notamment de parvenir à la bonne intégration fonctionnelle et paysagère des nouveaux projets aux lieux dans lesquels ils s'inscrivent.

Les orientations d'aménagement et de programmation fixent des grands principes d'organisation de l'espace, qui doivent être respectés dans une logique de compatibilité. La cartographie des éléments est ainsi donnée pour principe : leur réalisation est obligatoire mais leur localisation effective peut varier géographiquement selon les contraintes d'aménagement qui seront identifiées lors des études préalables aux opérations d'ensemble.

QUATRIÈME PARTIE – CHOIX RETENUS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE



DÉMARCHE ET HISTORIQUE D'ÉLABORATION DU PROJET

Historique de la démarche

La commune de Cloué est actuellement régie, en matière d'urbanisme, par une Carte Communale approuvée par le Conseil Municipal et par le Préfet de la Vienne en date du 30 Août 2007.

Par délibération en date du 26 Novembre 2015, le Conseil Municipal de Cloué a décidé de prescrire l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

Le Projet d'Aménagement et de développement durables

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables exprime la volonté du Conseil Municipal de Cloué en matière d'aménagement du territoire communal pour les 10 ans à venir. Son élaboration a été réalisée conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme : un débat a été organisé le 17 Mars 2017 au sein du Conseil Communautaire de Grand Poitiers Communauté urbaine sur les orientations générales du projet et validé par vote au cours de cette même séance. Les réflexions, issues de plusieurs réunions de travail, ont ainsi amené les élus à effectuer les choix suivants en matière d'aménagement du territoire :

▪ Volet environnemental

1. Protéger les éléments-support de la biodiversité
2. Préserver la qualité du cadre de vie
3. Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique

▪ Volet social

4. Conforter la dynamique démographique
5. Renforcer le potentiel d'accueil résidentiel
6. Optimiser les déplacements et conforter les équipements

▪ Volet économique

7. Soutenir le développement des entreprises agricoles
8. Favoriser le développement des entreprises commerciales et artisanales

Ces choix ont été traduits et développés selon la trame thématique prévue par l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme. Ils expriment la volonté de la collectivité d'élaborer un projet durable respectant les grands équilibres du territoire de Cloué en organisant, notamment, le développement résidentiel.

Mise en œuvre de la démarche

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été élaboré en concertation avec les services de l'État. Une réunion d'échanges a par ailleurs été réalisée avec les personnes associées au projet de PLU (collectivités, intercommunalités, chambres consulaires...) le 26 Mars 2018. Les choix des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ont été modifiés suite à ce processus de consultation et sont donc motivés en ce sens.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a également été élaboré en concertation avec les habitants de Cloué. Une réunion publique a eu lieu en ce sens le 1^{er} Juin 2017.

Le choix des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été opéré dans le cadre de cette concertation. Ils sont motivés par le processus de participation citoyenne qui a été mis en œuvre.

DÉFINITION DU PROJET DE TERRITOIRE

■ DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT : BESOINS POTENTIELS ET OBJECTIFS CHIFFRÉS

Besoins en habitat induits par le desserrement des ménages

■ Méthodologie employée

Les évolutions sociétales en cours depuis plusieurs décennies (vieillesse de la population, développement du célibat et/ou des familles monoparentales, nouvelles organisations familiales...) sont à l'origine d'une **diminution régulière et quasi-continue de la taille des ménages**, c'est-à-dire du nombre moyen de personnes par logement. Ce phénomène est appelé « desserrement des ménages » ou également « décohabitation ». Dans une étude prospective publiée en 2012²⁰ et réalisée en collaboration avec la DREAL Nouvelle-Aquitaine, l'INSEE estime qu'en 2030, 42% des ménages du Poitou-Charentes ne seront constitués que d'une seule personne.

À volume de population égale, le besoin en logements augmente ainsi structurellement avec le temps. Concrètement, si la population de la commune ne variait pas, les changements de modes de vie et l'évolution « naturelle » du parc de logements entraînerait une nécessité, plus ou moins importante, de construire des logements pour maintenir le niveau de la population. Le niveau minimum de ces logements à construire est identifié sous le terme de « point mort ».

Celui-ci est estimé à partir d'un exercice de prospective visant à déterminer l'évolution tendancielle de la taille moyenne des ménages à partir des données des périodes censitaires précédentes.

Concrètement, l'évolution de la taille des ménages est analysée à plusieurs échelles (commune, intercommunalité, département) à partir des données INSEE des recensements de 1999 et 2014. Cette tendance sur 15 ans est prolongée sur la période d'application du Plan Local d'Urbanisme (2018/2028). C'est une **tendance dite « au fil de l'eau »**, hors intervention de la collectivité en matière de redressement démographique ou de production de logements.

Évolution de la taille des ménages et projection « au fil de l'eau »

Hypothèse de taille des ménages	1999 (INSEE)	2014 (INSEE)	2018 (« fil de l'eau »)	2028 (« fil de l'eau »)
Commune de Cloué	2,67	2,46	2,53	2,39
Grand Poitiers Communauté urbaine	2,23	2,05	2,01	1,89
Département de la Vienne	2,24	2,18	2,16	2,12

■ Hypothèse retenue

La taille des ménages est en diminution modérée à Cloué entre 1999 et 2014 en raison d'une augmentation significative de la population (446 habitants en 1999, 515 habitants en 2014) et d'une augmentation modérée du nombre de résidences principales (167 résidences en 1999, 209 résidences en 2014).

²⁰ Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, *revue Décima* n°317 (Juin 2012).

En moyenne, la taille des ménages a diminué de 0,014 personnes par logement et par an entre 1999 et 2014.

Sur la période 2018/2028, l'hypothèse d'une poursuite de l'évolution de la taille des ménages « au fil de l'eau » est retenue, soit une taille des ménages évaluée à 2,39 personnes par logement en 2028. Ce coefficient est supérieur à celui de Grand Poitiers Communauté urbaine et à celui du département de la Vienne.

La formule de calcul appliquée pour calculer les besoins induits par le desserrement des ménages (D) est la suivante : $(D) = (Population\ 2018 / Taille\ des\ ménages\ 2028) - Résidences\ principales\ 2018$.

- Population 2018 à Cloué = 536
- Tailles des ménages en 2028 = 2,39
- Résidences principales 2018 à Cloué = 212

Besoins en logements induits par le desserrement des ménages pour maintenir une population constante sur la commune (« point mort »)	12 logements
--	-----------------

Besoins en habitat induits par l'objectif démographique

Au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, une volonté de développement démographique mesuré est affichée par l'équipe municipale. Elle reste cohérente au regard de la situation globale de la commune et de son évolution récente. L'hypothèse de croissance démographique de 15% sur 10 ans est retenue, soit environ **80 habitants supplémentaires** et une perspective démographique de 617 habitants à l'horizon 2028.

Sur la base de ces deux points, le point de référence pris en compte est un taux moyen d'occupants à 2,39 personnes par logement, comme abordé ci-avant.

La formule de calcul appliquée pour calculer les besoins induits par l'objectif démographique (O) est la suivante : $(O) = Habitants\ supplémentaires / Taille\ des\ ménages\ 2028$.

Besoins en logements induits par l'objectif démographique pour accueillir environ 80 habitants supplémentaires	34 logements
--	-----------------

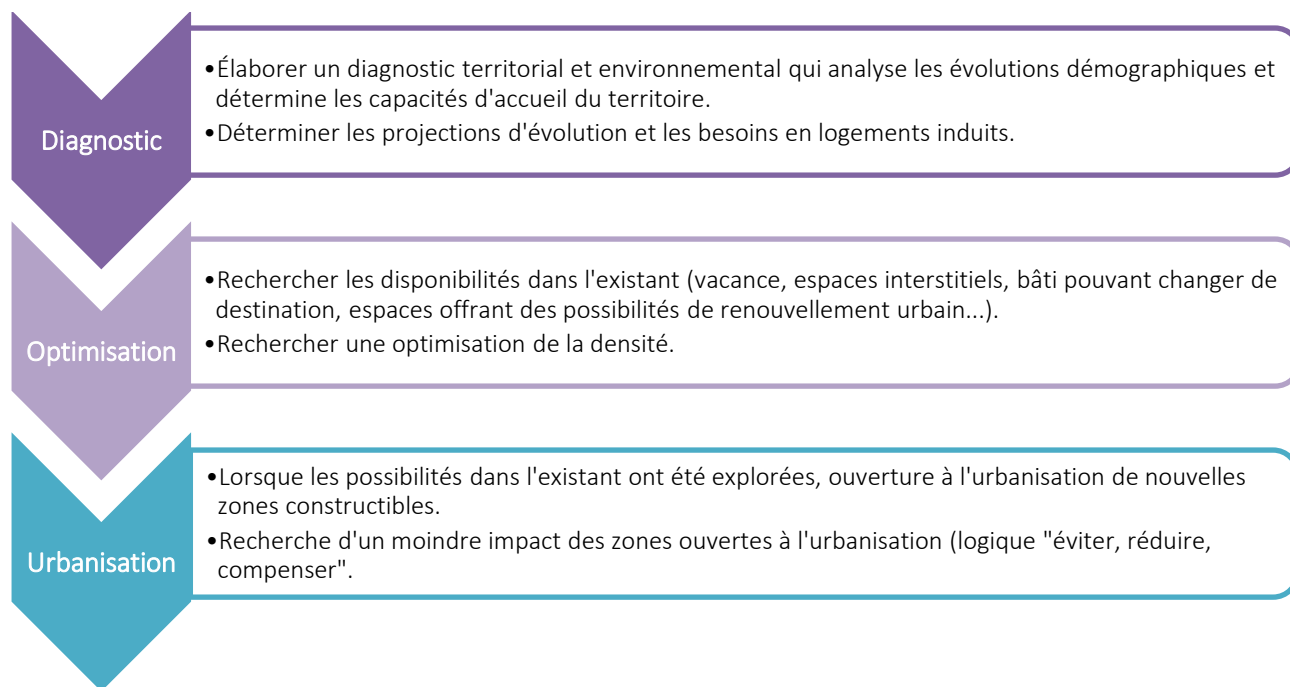
Total des besoins

Le cumul des besoins liés à la tendance structurelle de desserrement des ménages et à la volonté de d'un développement démographique mesuré de la commune correspond au total des besoins en logements porté par le Plan Local d'Urbanisme.

Total des besoins induits par le desserrement des ménages et l'objectif démographique porté par le Plan Local d'Urbanisme	Desserrement des ménages	Objectif démographique	
	12 logements	34 logements	= 46 logements

■ RÉPONSE AUX BESOINS

La réponse aux besoins portés par le projet de Plan Local d'Urbanisme suit une démarche itérative visant à modérer la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, et à lutter contre l'étalement urbain. Cette démarche itérative est résumée ci-dessous.



À Cloué, et dans le sens de cette logique itérative, la réponse aux besoins est résolue à trois niveaux.

■ La reprise des logements vacants

Sur 8 logements vacants recensés par l'INSEE en 2014, une **hypothèse de reprise de 2 logements** est émise, soit une mobilisation de 30% de l'ensemble.

■ La reconquête des espaces interstitiels

Comme évoqué ci-avant (cf. chapitre « Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis » ci-avant), plusieurs sites inclus dans la trame bâtie du Bourg et des villages de « La Thibaudelière », « Roche » et « La Brillière » offrent un potentiel d'accueil qui mérite d'être mobilisé. Le potentiel total a été estimé à 43 logements.

Sur cette base, une **hypothèse de réalisation de 13 logements en espaces interstitiels** est émise, soit une mobilisation de 30% de l'ensemble. Ce taux est conforme à ce qui est observé en matière de rétention à l'échelle du SCoT du Seuil du Poitou, en cours d'élaboration, et sert de base aux projections à cette échelle.

■ L'extension du bâti (zones à urbaniser)

Compte-tenu des efforts de mobilisation décidés pour la reprise de vacance et la reconquête des espaces interstitiels (soit un potentiel total de 15 logements au total), les besoins induits par le projet de Plan Local d'Urbanisme ne sont pas pleinement satisfaits et nécessitent le recours à des extensions de l'urbanisation, comme développé ci-dessous.

Correspondance entre objectif démographique et besoins en logements

Objectif démographique	Besoin initial en logements	Réponse aux besoins dans une logique de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain				Total de la réponse aux besoins en logements
		Reprise de vacance	Mobilisation d'espaces interstitiels	Changement de destination	Zones « AU » hors enveloppe bâtie (extension)	
Hausse modérée (+15%, soit environ +80 habitants)	46	2	13	-	40	55

Le projet de PLU définit une réponse légèrement supérieure aux besoins (potentiel de 55 logements pour un besoin initial de 46 logements) afin de tenir compte des potentielles difficultés de mobilisation qui peuvent intervenir sur certains éléments de réponse (rétention foncière sur les espaces interstitiels par exemple).

Les secteurs retenus pour l'extension du bâti sont, pour partie, ceux déjà définis à la Carte Communale approuvée en 2007, à savoir les secteurs du « Moulin à Vent » et du « Treuil ».

Les extensions envisagées sont localisées en continuité immédiate de la trame bâtie existante et en partie Nord-Ouest du Bourg, afin de ne pas poursuivre une urbanisation en direction de la vallée de *la Vonne*. Ce sont des espaces ne présentant pas d'enjeux environnementaux. Ces espaces sont cartographiés ci-après.

L'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation est phasée dans le temps, pour une ouverture à court terme (zones « 1AUh », soit un potentiel de 29 logements environ) ou à long terme (zone « 2AUh », soit un potentiel de 11 logements environ) afin de permettre à la collectivité d'avoir une **programmation adaptée et évolutive des ouvertures à l'urbanisation**, dans une logique de moindre consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Pour rappel, les zones ouvertes à l'urbanisation sont les suivantes :

- **Zones ouvertes à l'urbanisation à court terme**

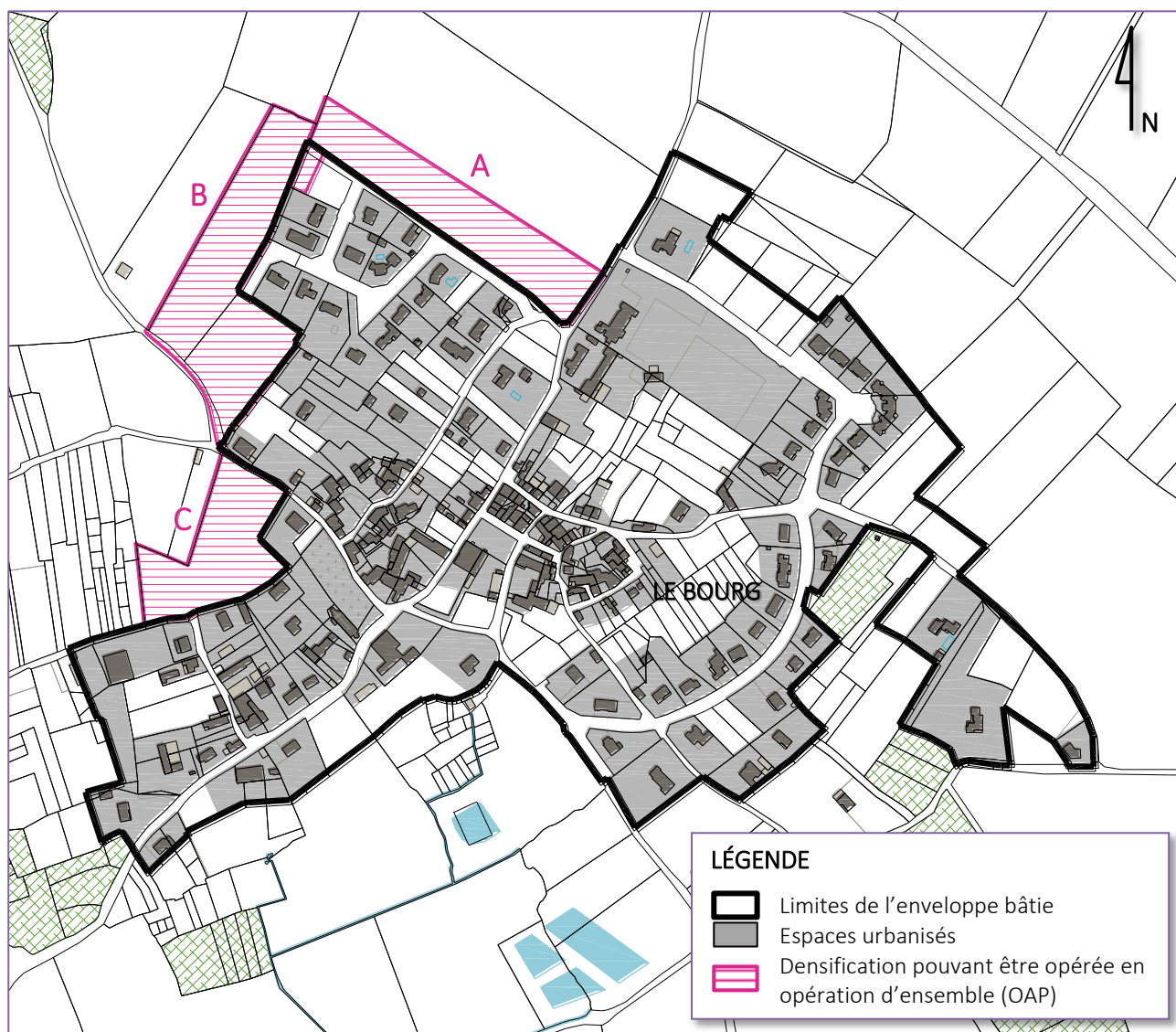
- | | |
|--|----------------------------------|
| A. Zone « 1AUh » du « Moulin à Vent » | Potentiel d'environ 11 logements |
| B. Zone « 1AUh » de la « Rue du Treuil » | Potentiel d'environ 18 logements |

- **Zones ouvertes à l'urbanisation à long terme**

- | | |
|--------------------------------|----------------------------------|
| C. Zone « 2AUh » du « Treuil » | Potentiel d'environ 11 logements |
|--------------------------------|----------------------------------|

Leur analyse est faite ci-après au chapitre « Justification des choix liés à la délimitation des zones ».

Zones ouvertes à l'urbanisation au projet de Plan Local d'Urbanisme



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP) – Échelle : 1/5 000

MESURES DE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

■ MESURES DE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Pour rappel des données exposées ci-avant (chapitre « Analyse de la consommation d'espace, bilan du document d'urbanisme précédent »), **entre 1999 et 2012, la consommation d'espace pour la réalisation de 31 logements s'est élevée à 5,92 hectares**. Ces logements ont donc mobilisé 1 910 m² par parcelle en moyenne.

Comme développé ci-avant, la démarche itérative menée pour l'élaboration du projet de PLU a permis de limiter la consommation d'espace en mobilisant des outils de lutte contre l'étalement urbain : reprise de logements vacants, reconquête des espaces interstitiels. Les densités attendues pour les nouvelles opérations d'habitat ne sont par ailleurs pas incompatibles avec le SCoT du Seuil du Poitou et le PLH de Grand Poitiers, en cours d'élaboration, qui ne fixent pas d'objectifs chiffrés en la matière.

Synthèse des objectifs au regard de la consommation d'espace

Développement	Nombre de constructions	Foncier mobilisé		Dont ouverture à l'urbanisation	Dont consommation d'espace ²¹
		Total terrains d'assiette	Surface par parcelle lotie ²²		
PÉRIODE PASSÉE 2004/2014					
Habitat	31	5,92 ha	1 910 m²		5,92 ha
Total période passée	31	5,92 ha	1 910 m²		5,92 ha
PÉRIODE 2018/2028 (PROJET DE PLU)					
Reprise de vacance	2			0,00 ha	0,00 ha
Mobilisation interstices*	13			0,00 ha	0,40 ha
Habitat neuf court terme	29	2,81 ha	802 m²	0,00 ha	1,19 ha
Habitat neuf long terme	11	0,92 ha	755 m²	0,00 ha	0,00 ha
Total projet de PLU	55	3,73 ha	789 m²	0,00 ha	1,59 ha

* La consommation d'espace pour la mobilisation d'espaces interstitiels est calculée *a maxima*

Une consommation d'espace est cependant attendue au projet de PLU, selon les modalités suivantes :

- L'implantation de 13 logements en **espaces interstitiels** du Bourg et des principaux villages, sur les 43 espaces identifiés, entraînera une consommation d'espaces agricoles ou naturels qui dépend des sites sélectionnés. Elle est retenue ci-après *a maxima*. Si seuls les espaces les plus consommateurs d'espace étaient retenus pour le développement interstitiel, la consommation d'espaces agricoles serait de 0,40 hectare. S'agissant d'espaces déjà bâtis, la reprise de vacance est sans impact en matière de consommation d'espace.

²¹ Consommation d'espace calculée sur la base des espaces déclarés comme agricoles au titre de la Politique Agricole Commune (sur la base du Registre Parcellaire Graphique 2016) ou estimés comme espaces naturels sur la base d'une analyse par photo-interprétation.

²² Surface par parcelle lotie calculée déduction faite des espaces publics.

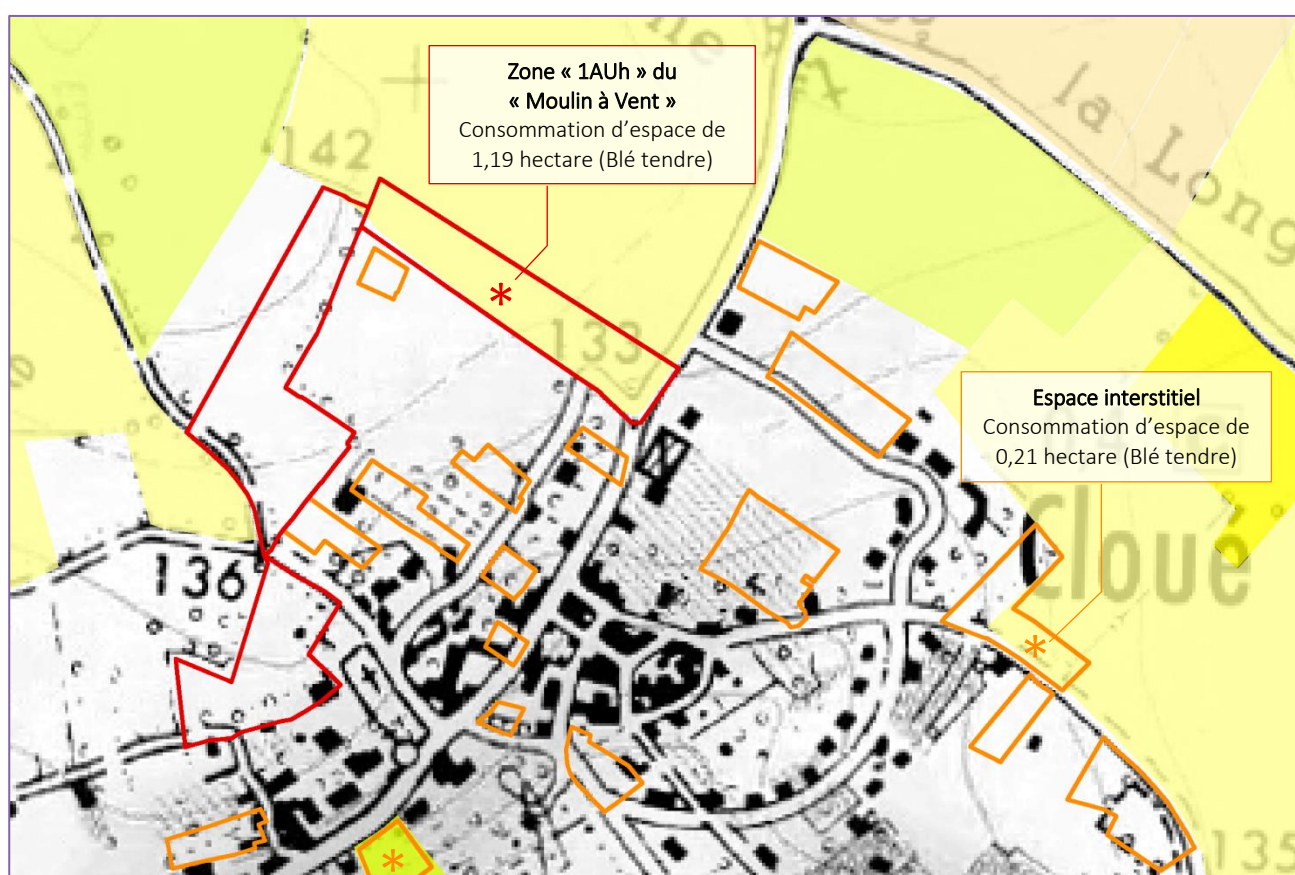
- L'ouverture à l'urbanisation à vocation d'habitat (secteurs « 1AUh » et « 2AUh ») entraînera une consommation d'espaces agricoles de l'ordre de 1,19 hectare, concentrés sur le secteur du « Moulin à Vent », au Nord du Bourg.

Dans les 10 prochaines années, la **consommation d'espace totale sera ainsi, au maximum, de 1,59 hectares**, soit un rythme moyen de 0,16 hectare par an. Cette consommation est estimée à partir du Registre Parcellaire Graphique 2016, qui identifie les terres déclarées à vocation agricole. Elle est par ailleurs cartographiée ci-après.

La diminution de ce rythme constitue l'objectif de modération de la consommation d'espace fixé par la commune de Cloué dans l'application de son Plan Local d'Urbanisme. En effet, **la consommation d'espace attendue sur la période 2018/2028 est en réduction de 73,1% par rapport à la période 1999/2012.**

Les cartographies ci-après mettent en évidence que la plupart des secteurs de développement retenus (espaces interstitiels notamment) sont dès à présent insérés dans le tissu urbain. Peu font l'objet d'une valorisation sur le plan agricole.

Consommation d'espace attendue sur le Bourg



LÉGENDE

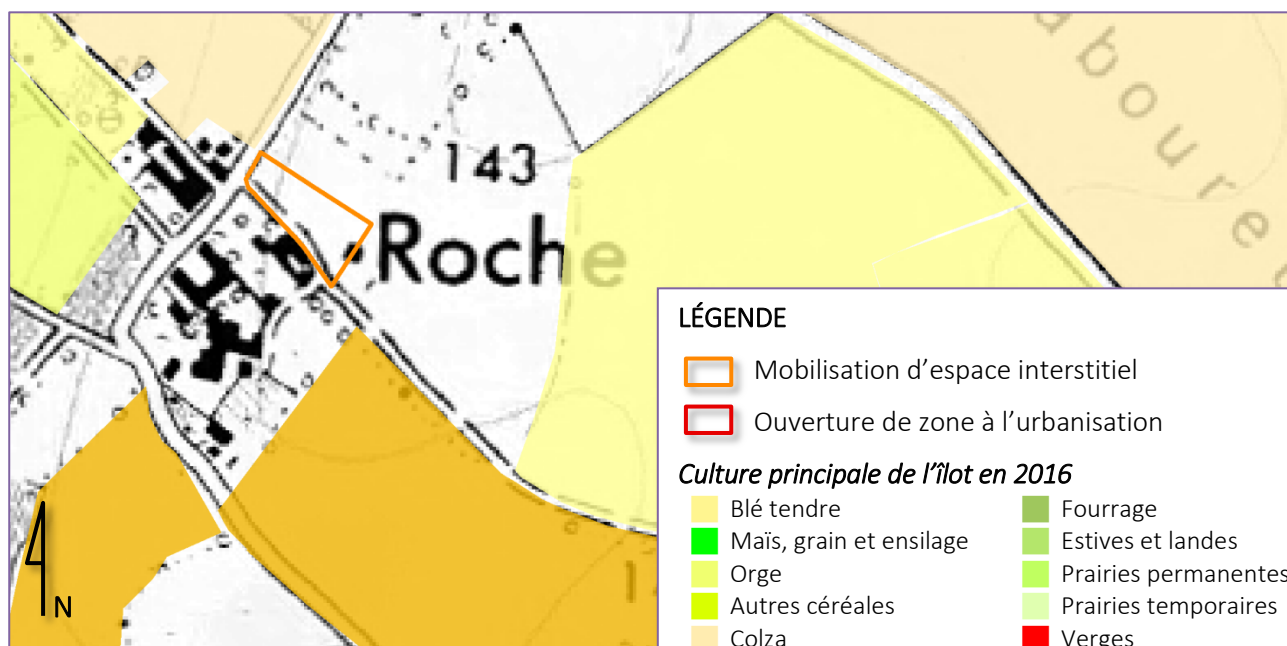
- Mobilisation d'espace interstitiel
- Ouverture de zone à l'urbanisation

Culture principale de l'îlot en 2016

- | | |
|-------------------------|----------------------|
| Blé tendre | Fourrage |
| Maïs, grain et ensilage | Estives et landes |
| Orge | Prairies permanentes |
| Autres céréales | Prairies temporaires |
| Colza | Verges |
| Tournesol | Vignes |
| Autres oléagineux | Fruits à coques |
| Protéagineux | Autres cultures |
| Plantes à fibres | Légumes et fleurs |
| Semences | Arboriculture |
| Autres gels | Divers |
| Légumineuses à grains | |

Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Agence de Paiements et de Service. Registre Parcellaire Graphique 2016 – Échelle : 1/5 000

Consommation d'espace attendue sur les villages



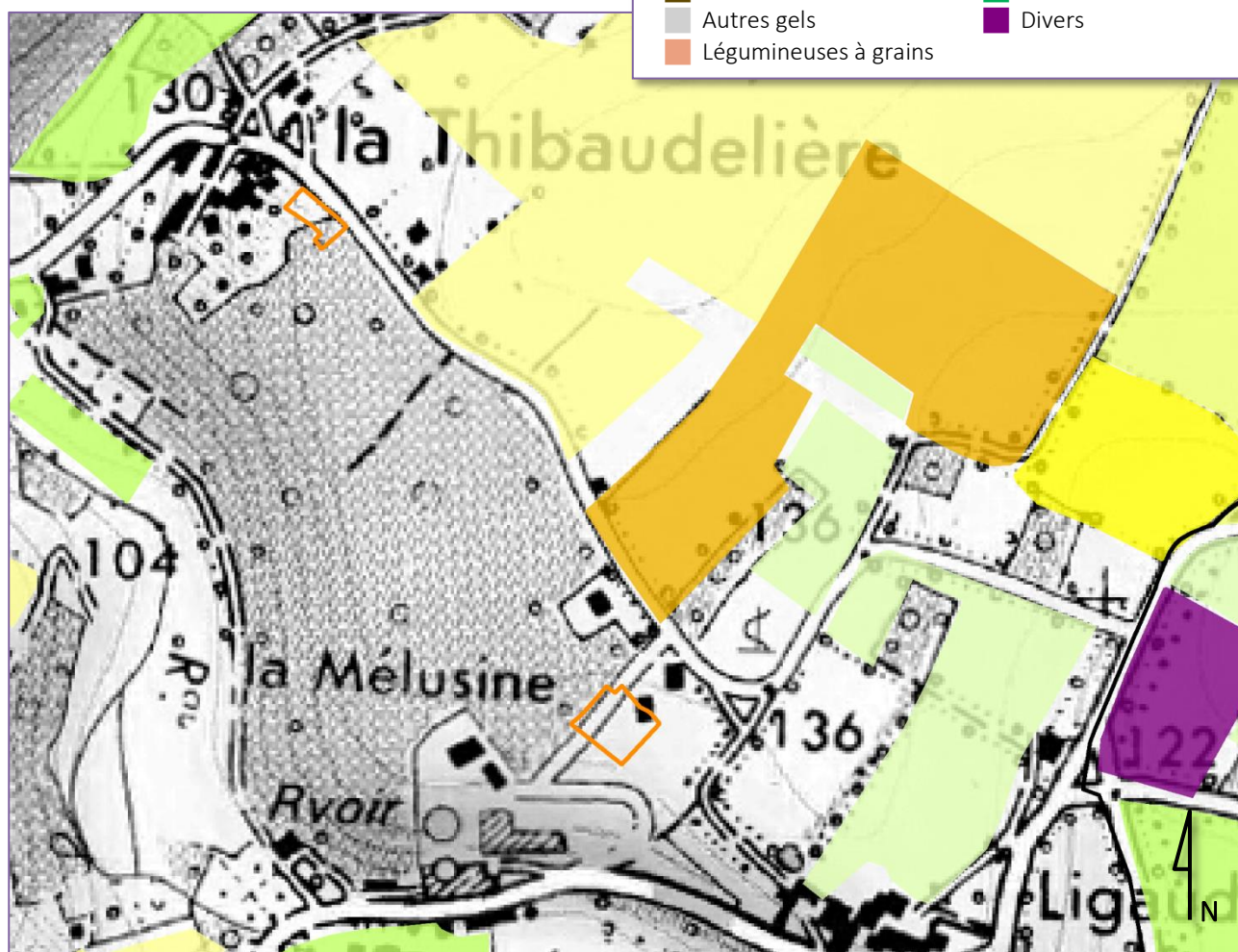
Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Agence de Paiements et de Services, Registre Parcellaire Graphique 2016 – Échelle : 1/5 000

LÉGENDE

- Mobilisation d'espace interstitiel
- Ouverture de zone à l'urbanisation

Culture principale de l'îlot en 2016

- | | |
|---|--|
| Blé tendre | Fourrage |
| Maïs, grain et ensilage | Estives et landes |
| Orge | Prairies permanentes |
| Autres céréales | Prairies temporaires |
| Colza | Verges |
| Tournesol | Vignes |
| Autres oléagineux | Fruits à coques |
| Protéagineux | Autres cultures |
| Plantes à fibres | Légumes et fleurs |
| Semences | Arboriculture |
| Autres gels | Divers |
| Légumineuses à grains | |

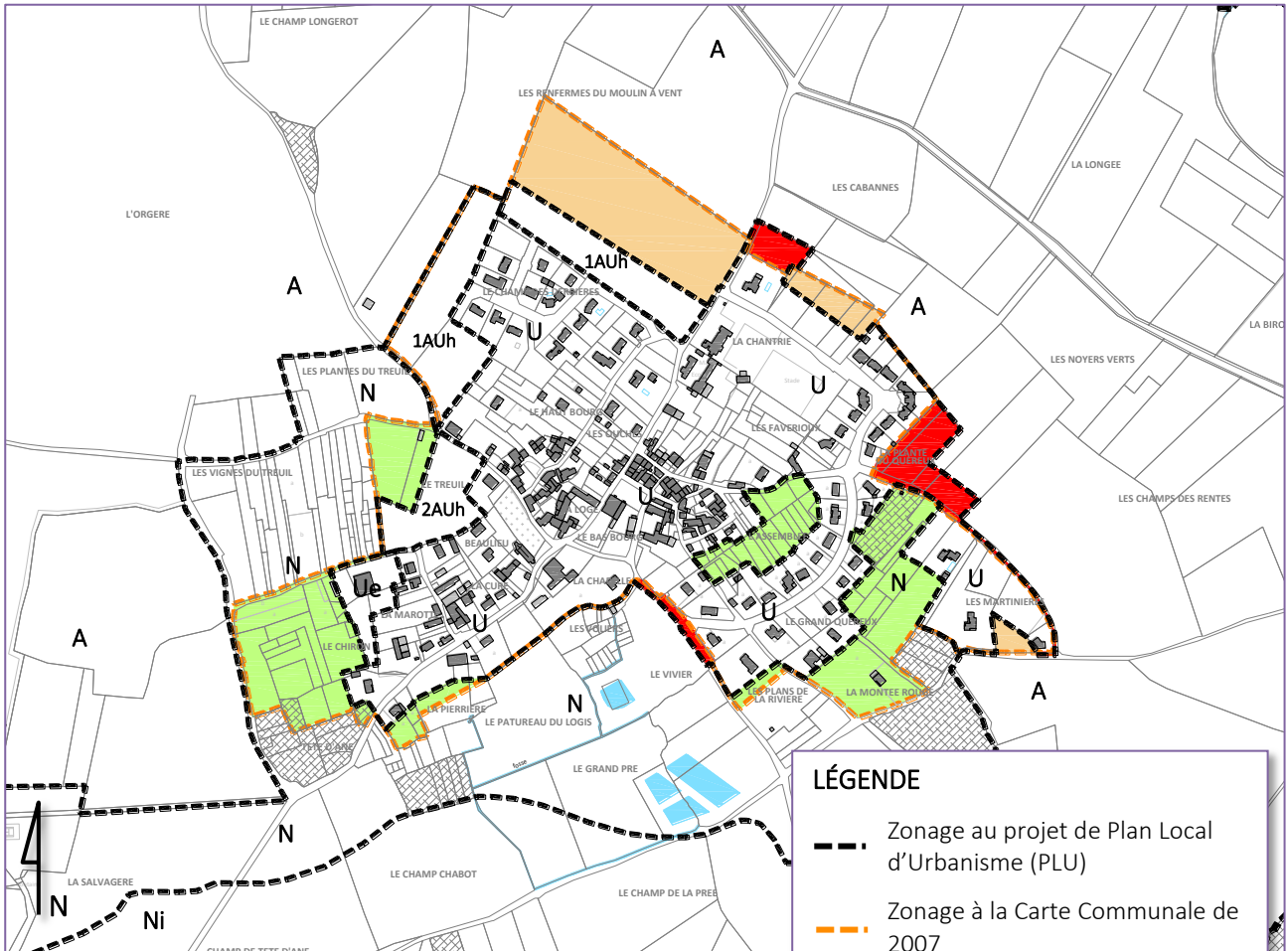


Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Agence de Paiements et de Services, Registre Parcellaire Graphique 2016 – Échelle : 1/5 000

■ MESURES DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme a constitué l'opportunité de mettre en œuvre de manière très concrète le principe de gestion économe des sols, notamment en adaptant la superficie des zones ouvertes à l'urbanisation aux besoins réels de développement résidentiel et économique. Cette évolution du document d'urbanisme se traduit par une diminution significative de la consommation d'espace autorisée dans le droit des sols. Les cartes ci-après permettent de visualiser ces évolutions.

Évolution de l'ouverture à l'urbanisation entre la Carte Communale de 2007 et le projet de PLU sur le Bourg



Source : comparaison des plans de zonage de 2007 et 2018 - Échelle : 1/7 500

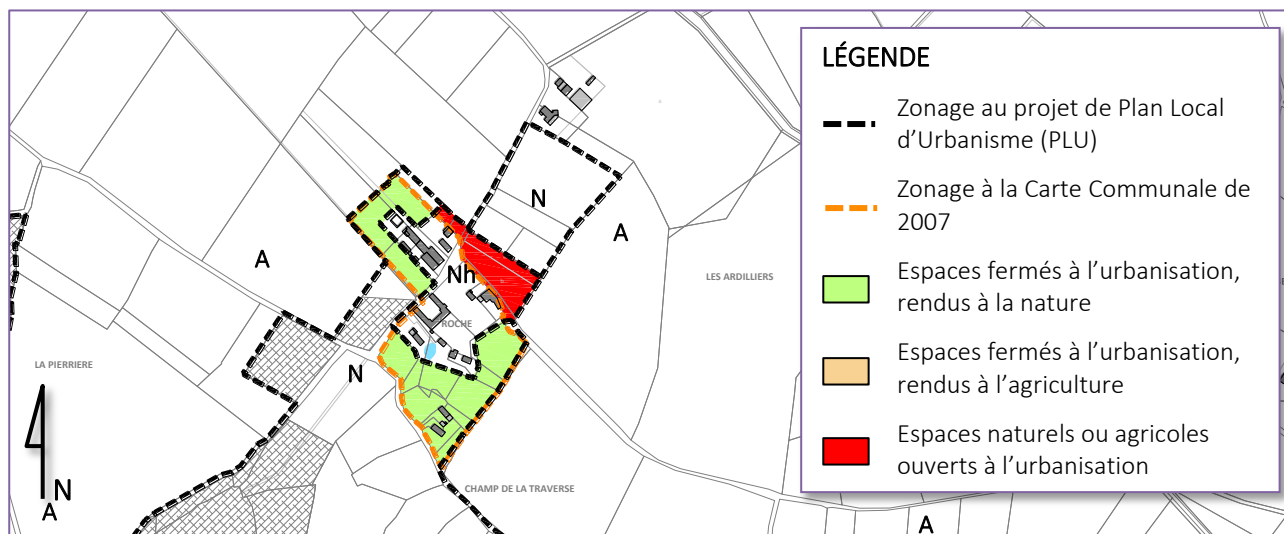
Au sein du Bourg, seuls deux espaces de taille restreinte sont nouvellement intégrés à la zone urbaine, au Nord et au Nord-Est du Bourg. Ils représentent une surface respective de 0,25 hectare, au Nord, et 0,76 hectare, au Nord-Est.

A l'Ouest du Bourg, en trois endroits, l'emprise de la zone constructible à la Carte Communale est réduite afin de ne pas poursuivre l'urbanisation du Bourg vers la vallée de *la Vonne*. Des fonds de parcelles, au Sud-Ouest du Bourg (0,26 hectare) sont ainsi reclassés en zone naturelle. De même, un vaste espace de 1,99 hectare est reclassé en zone naturelle à l'Ouest du Bourg. Dans le prolongement de la zone « 2AUh » du « Treuil », un espace de 0,64 hectare est également reclassé en zone naturelle.

À l'Est du Bourg, deux espaces naturels partiellement boisés sont reclassés en zone naturelle. Il s'agit du parc de « L'Assemblée » (0,84 hectare) et du vaste espace naturel situé à l'Est de la Rue du Grand Querreux (2,02 hectares). En limite Est du Bourg, un espace est reclassé en zone agricole (0,13 hectare).

Au Nord du Bourg, l'emprise de la zone constructible à la Carte Communale est fortement réduite afin de limiter l'urbanisation sur les espaces agricoles. La zone « 1AUh » du « Moulin à Vent » est maintenue au plus près de l'enveloppe urbaine du Bourg. Un espace de 2,76 hectares est reclassé en zone agricole. De même, en limite Nord-Est du Bourg, un espace de 0,36 hectares est également reclassé en zone agricole.

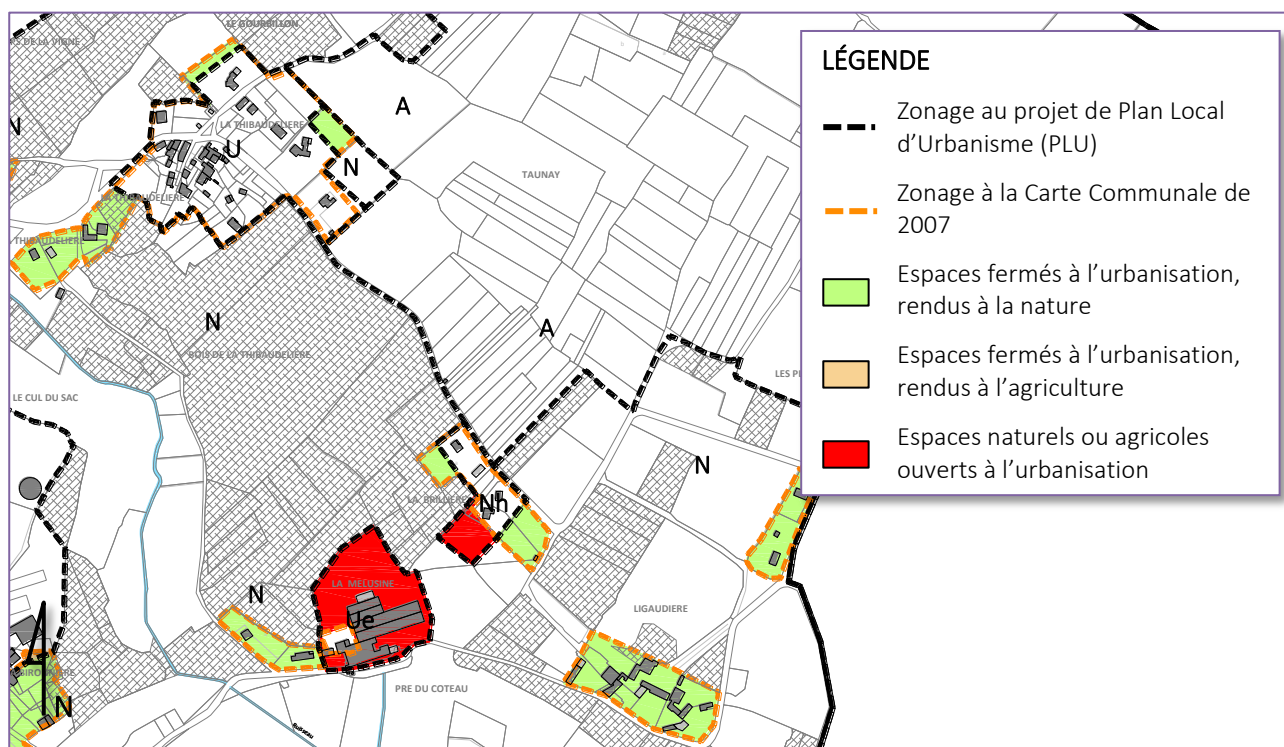
Évolution de l'ouverture à l'urbanisation entre la Carte Communale de 2007 et le projet de PLU sur le village de « Roche »



Source : comparaison des plans de zonage de 2007 et 2018 - Échelle : 1/7 500

Les limites du village de « Roche » sont revues au projet de PLU par rapport à la Carte Communale de 2007. Les possibilités d'extension du village vers le Sud et vers le Nord-Ouest sont réduites et ces espaces, d'une superficie respective de 1,20 et 0,54 hectare, sont reclassés en zone naturelle. Au Nord-Est du village, afin de conserver une forme ovoïde et un caractère villageois à celui-ci, un espace de 0,52 hectare est nouvellement ouvert à l'urbanisation.

Évolution de l'ouverture à l'urbanisation entre la Carte Communale de 2007 et le projet de PLU sur les villages de « La Thibaudière », « La Brillièrre » et le site de « La Mélusine »



Source : comparaison des plans de zonage de 2007 et 2018 - Échelle : 1/7 500

À « La Thibaudière », l'emprise de la zone constructible à la Carte Communale est réduite. Au Nord (0,11 hectare), au Nord-Est (0,14 hectare) et au Sud-Ouest (0,67 hectare), trois espaces sont reclassés en zone naturelle.

À « La Brillièrre », deux espaces sont également reclassés en zone naturelle, à l'Ouest (0,12 hectare) et à l'Est (0,25 hectare) du village. Seul un espace, au Sud, est nouvellement ouvert à l'urbanisation (0,26 hectare).

Sur le site de « La Mélusine », afin de conformer le zonage du projet de PLU à la réalité du terrain, la parcelle de l'ancienne laiterie coopérative, réinvestie depuis pour les activités économiques, est incluse en secteur urbain à vocation économique « Ue ». Cela représente une ouverture à l'urbanisation de 1,48 hectare. À l'Ouest, un espace de 0,35 hectare est reclassé en zone naturelle.

Limitation de l'urbanisation des écarts et lieux-dits

Le projet de PLU limite toute constructibilité sur les écarts et lieux-dits de taille restreinte.

Sont ainsi reclassés en zone naturelle les lieux-dits de « Touffou » (1,27 hectare), « La Jarrilière » (0,84 hectare), « La Gaugrenière » (1,41 hectare), « Braude » (3 espaces de 0,35 hectare, 1,14 hectare et 0,41 hectare), « Ligaudière » (1,14 hectare), « Les Plantes » (0,44 hectare), « La Bironnière » (2,37 hectares), « Les Touches » (1,23 hectare) et le Nord du hameau de « Mons » (1,00 hectare).

Sont reclassés en zone agricole les lieux-dits de « La Commanderie » (0,64 hectare), « La Bironnière » (pour partie, sur une surface de 0,24 hectare) et « Peusec » (0,62 hectare).

Sur tous ces écarts, seule la rénovation du bâti existant est autorisée.

Synthèse

Au total, sur l'ensemble des villages et hameaux de la commune, l'évolution des ouvertures et fermetures de secteurs à l'urbanisation œuvre en faveur d'une modération de l'étalement urbain.

Seule une surface de 3,38 hectares est nouvellement ouverte à l'urbanisation au projet de PLU. Cette surface est à mettre en rapport avec les **21,09 hectares reclassés en zone naturelle** et les **4,79 hectares reclassés en zone agricole**.

Bilan de l'évolution de l'ouverture à l'urbanisation entre la Carte Communale de 2007 et le projet de PLU

■ Espaces non constructibles ouverts à l'urbanisation	+ 3,38 hectares	Solde : - 22,50 hectares
■ Espaces constructibles fermés à l'urbanisation (N)	- 21,09 hectares	
■ Espaces constructibles fermés à l'urbanisation (A)	- 4,79 hectares	

Au global, la collectivité réduit sa consommation d'espaces agricoles et naturels et lutte contre l'étalement urbain en réduisant les surfaces ouvertes à l'urbanisation de 22,50 hectares.

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS AU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

■ PRISE EN COMPTE DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Cloué définit :

- les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble [...] de la commune.

La trame du document traite l'ensemble des thématiques prescrites par la Loi, en les regroupant selon des orientations générales qui constituent les choix de la collectivité en réponse aux grands enjeux qui concernent la commune en matière d'aménagement du territoire. La cohérence entre ces différentes approches est présentée ci-dessous :

Volet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (pilier du développement durable)	Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables débattu le 17/03/2017	Thématiques traitées au regard de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme
Volet environnemental	Protéger les éléments-support de la biodiversité	Orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
	Préserver la qualité du cadre de vie	
	Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique	
Volet social	Conforter la dynamique démographique	Orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.
	Renforcer le potentiel d'accueil résidentiel	
	Optimiser les déplacements et conforter les équipements	

Volet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (pilier du développement durable)	Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables débattu le 17/03/2017	Thématiques traitées au regard de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme
Volet économique	Soutenir le développement des entreprises agricoles	Orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs
	Favoriser le développement des entreprises commerciales et artisanales	

■ EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

Les différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables sont détaillées ci-après, mise en relation au regard des principes définis à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme, et les moyens d'action définis par la collectivité pour leur mise en œuvre sont explicités.

Orientation n°1 - Protéger les éléments-support de la biodiversité

Cette orientation répond aux enjeux de préservation de la biodiversité, en application des principes définis par l'alinéa 6 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ; [...] »

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de protection du cadre environnemental de la commune, sur la base des enjeux identifiés au diagnostic et de l'élaboration d'une Trame verte et bleue locale. Le choix de la collectivité tient par ailleurs compte du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois moyens d'action :

■ Orientation 1A – Protéger les corridors écologiques

- Classer en zone naturelle les espaces communaux participant du maintien des corridors écologiques définis au Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes : vallée de *la Vonne*, vallée du *Ruisseau de Gabouret*, vallée des Noyers vers les bois de Coulombiers, vallée de Touffou vers les bois de Lusignan.

■ Orientation 1B – Protéger les réservoirs de biodiversité

- Classer en zone naturelle les éléments de biodiversité participant de la logique de réservoir aux abords des corridors définis à l'orientation 1A : boisements, espaces présentant une forte densité bocagère.

- Mettre en œuvre des mesures réglementaires ciblées : protection, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme), des boisements, haies, ripisylves et mares identifiés à la Trame verte et bleue.

Orientation n°2 - Préserver la qualité du cadre de vie

Cette orientation répond aux enjeux de préservation de l'architecture et du cadre de vie, en application des principes définis par les alinéas 1 et 2 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre : [...]

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ; [...]

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ; [...] »

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de protection du cadre architectural et paysager de la commune sur la base des enjeux identifiés au diagnostic.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de six moyens d'action :

■ Orientation 2A – Préserver le cadre de vie au niveau du Bourg

- Aménager des zones-tampon entre les espaces agricoles et les nouveaux espaces résidentiels du Bourg en mettant en œuvre, à travers les orientations d'aménagement et de programmation, des dispositions paysagères pour limiter l'impact visuel du nouveau bâti.
- Étendre l'espace public paysager communal des « Faverieux », au cœur du Bourg, à travers une orientation d'aménagement et de programmation.
- Mettre en œuvre des mesures réglementaires ciblées : protection, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme), de l'espace vert de « L'Assemblée », au cœur du Bourg.
- Aménager des espaces verts, réorganiser le stationnement et étendre les équipements publics autour du site commun de la Mairie, de l'école et de la salle des fêtes.

■ Orientation 2B – Préserver le cadre de vie rural

- Mettre en œuvre des mesures réglementaires ciblées : protection, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme), des boisements, haies et mares présentant un intérêt paysager.
- Mettre en œuvre des mesures réglementaires ciblées : protection, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme), des chemins de randonnée et du petit patrimoine bâti comportant un intérêt patrimonial.

Orientation n°3 - Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique

Cette orientation répond aux enjeux de lutte contre le réchauffement climatique, en application des principes définis par l'alinéa 7 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de créer un cadre de vie de qualité, au sein duquel la réduction des émissions de gaz à effet de serre est recherchée.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de quatre moyens d'action :

- **Orientation 3A – Diminuer les consommations d'énergie et diversifier les productions**

- Mettre en œuvre une obligation, à travers les orientations d'aménagements et de programmation, d'implantation bioclimatique du nouveau bâti pour favoriser les économies d'énergie.
- Autoriser, à travers le règlement, la pose de panneaux photovoltaïque pour diversifier les moyens individuels de production d'énergie.

- **Orientation 3B – Favoriser les mobilités douces et limiter les émissions de gaz à effet de serre**

- Maîtriser l'urbanisation afin de conserver au bourg sa forme ovoïde, de limiter ainsi les déplacements automobiles et de favoriser les accès doux aux commerces, équipements et services.
- Mettre en œuvre une obligation, à travers les orientations d'aménagements et de programmation, de prise en compte des cheminements doux pour toute nouvelle voirie réalisée.

Orientation n°4 - Conforter la vitalité démographique

Cette orientation répond à l'enjeu de définition du niveau de développement démographique envisageable pour la commune dans les 10 ans à venir, lequel définit les besoins théoriques en logements sur cette période. L'orientation s'appuie sur un calcul prospectif et envisage un accroissement de 15% de la population communale sous 10 ans ; Cloué compterait alors environ 618 habitants en 2028, soit environ 80 habitants de plus qu'en 2018.

Cette évolution constitue un choix politique de la collectivité et correspond à une volonté d'accueil mesuré de nouveaux habitants pour maintenir une dynamique de territoire. La croissance retenue est légèrement supérieure à celle qu'a connue la commune sur la période 1999/2014 mais reste modérée et est nécessaire pour pérenniser les activités économiques présentes sur la commune ainsi que les équipements et services publics.

Cette orientation est prise en application des principes définis par l'alinéa 1 l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ; [...] »

L'accueil de ces nouveaux habitants est envisagé selon trois axes :

- La **reprise de bâti vacant** afin de lutter contre la déshérence du bâti, souvent ancien.
- La **valorisation des espaces interstitiels** du Bourg et des principaux villages.
- L'**ouverture à l'urbanisation** d'espaces en extension immédiate du Bourg, d'ores et déjà inclus à la trame constructible à la Carte Communale approuvée en 2007.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de cinq moyens d'action :

■ **Orientation 4A – Maintenir le rythme d'accueil sur la prochaine décennie**

- Choix d'une augmentation de 15 % de la population communale sous 10 ans, pour un territoire qui compterait environ 618 habitants en 2028.
- Mettre en place un potentiel d'accueil global susceptible de répondre aux besoins estimés, soit environ 48 logements pour faire face au phénomène structurel de « desserrement des ménages » et à la croissance démographique retenue par la collectivité.

■ **Orientation 4B – Adapter l'offre de logements aux nouveaux besoins**

- Mettre en œuvre divers leviers de réponse aux besoins : reprise de vacance, mobilisation d'espaces interstitiels, zones nouvellement ouvertes à l'urbanisation pour l'habitat.
- Donner la priorité au Bourg pour l'accueil de nouveaux logements, tout en permettant le développement très mesuré et avant tout interstitiel des principaux villages.
- À travers cette diversification des offres en matière d'habitat, tant sur le plan de la typologie que de la localisation géographique, permettre une plus grande mixité sociale et fonctionnelle.

Orientation n°5 - Renforcer le potentiel d'accueil résidentiel

Cette orientation répond aux enjeux de promotion de la mixité fonctionnelle et sociale de l'habitat, en application des principes définis par l'alinéa 3 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; [...] »

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de mettre en œuvre un programme d'habitat adapté, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. La diversité du potentiel mobilisé concourt à la satisfaction de besoins diversifiés en matière d'habitat.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de quatre moyens d'action :

■ **Orientation 5A – Développer prioritairement l'habitat dans le périmètre du Bourg**

- Mettre en œuvre un zonage qui permette le développement du Bourg.
- Maintenir les limites de l'enveloppe bâtie sur la frange Sud du Bourg, en contact avec la vallée de *la Vonne*, afin de préserver le cadre de vie et le principal corridor écologique de la commune.

- **Orientation 5B – Prévoir des possibilités d'accueil complémentaires sur certains villages**
 - Mettre en œuvre un zonage qui permette l'évolution mesurée des villages de « La Thibaudelière », « La Brillère » et « Roche ».
- **Orientation 5C – Conserver une campagne vivante**
 - Mettre en œuvre des mesures réglementaires (réhabilitation et extension) permettant l'évolution du bâti en place, dans les différents écarts ainsi que dans l'espace rural, afin de préserver ce bâti.

Orientation n°6 - Optimiser les déplacements et conforter les équipements

Cette orientation répond aux enjeux en matière de mobilité ainsi qu'aux enjeux de diversité des fonctions urbaines et de satisfaction des besoins en matière d'équipements, en application des principes définis par l'alinéa 3 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre : [...]

e) Les besoins en matière de mobilité ; [...]

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; [...] »

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de quatre moyens d'action :

- **Orientation 6A – Optimiser les déplacements**
 - Planter les futurs quartiers d'habitat à proximité immédiate des équipements et services, permettant ainsi de favoriser les cheminements piétonniers.
- **Orientation 6B – Conforter les équipements**
 - Pérenniser les équipements publics par l'accueil de nouveaux habitants.
 - Définition d'emplacements réservés qui amélioreront encore la qualité des espaces publics et le niveau d'équipements.
 - Poursuite de l'aménagement numérique du territoire pour améliorer, en collaboration avec les collectivités compétentes et à terme, la couverture en téléphonie mobile et en internet haut-débit.

Orientation n°7 - Soutenir le développement des entreprises agricoles

L'agriculture est une activité importante à Cloué. Les entreprises de ce secteur doivent, en conséquence, pouvoir évoluer en fonction de l'évolution du contexte économique dans lequel elles s'inscrivent. Le choix de la collectivité de mettre en œuvre des dispositions réglementaires favorisant le développement de ces entreprises est justifié en ce sens.

Cette orientation répond aux enjeux de préservation de l'architecture et du cadre de vie, en application des principes définis par l'alinéa 1 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre : [...]

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ; [...] »

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois moyens d'action :

- **Orientation 7A – Préserver un cadre de travail favorable pour les entreprises agricoles**
 - Définir un zonage et un règlement permettant le libre développement des exploitations agricoles.
- **Orientation 7B – Limiter l'étalement urbain pour éviter les conflits d'usage**
 - Maîtriser le développement résidentiel pour limiter la consommation d'espaces agricoles.
 - Protéger les espaces agricoles contre l'urbanisation diffuse, notamment dans les villages et les écarts.

Orientation n°8 - Favoriser le développement des entreprises commerciales et artisanales

Cette orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables répond à l'enjeu du développement économique en favorisant la création ou le maintien d'emplois locaux, dans l'objectif de conserver la diversité des fonctions du territoire. Il est en effet essentiel que le développement économique accompagne le développement résidentiel afin de limiter la demande en déplacements vers les pôles d'emplois alentours. Cette orientation répond en outre aux enjeux de diversité des fonctions urbaines, en application des principes définis par l'alinéa 3 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; [...] »

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois moyens d'action :

- **Orientation 8A – Développer les entreprises commerciales et artisanales**
 - Mettre en œuvre un zonage adapté et un règlement ouvert pour favoriser le développement des activités économiques.
 - Conforter les pôles de « La Mélusine » et du « Chiron » à travers un zonage économique approprié pour le maintien des activités en place.

- **Orientation 8B – Développer le tourisme vert**

- Rendre possible, sous certaines conditions, la réhabilitation et l'extension du bâti existant pour la création d'hébergements touristiques (gîtes, chambres d'hôtes...) sur les espaces naturels ou agricoles (agro-tourisme).

Aménagement de l'espace et objectifs chiffrés du PADD

Conformément aux dispositions de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme, le PADD développe « des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ».

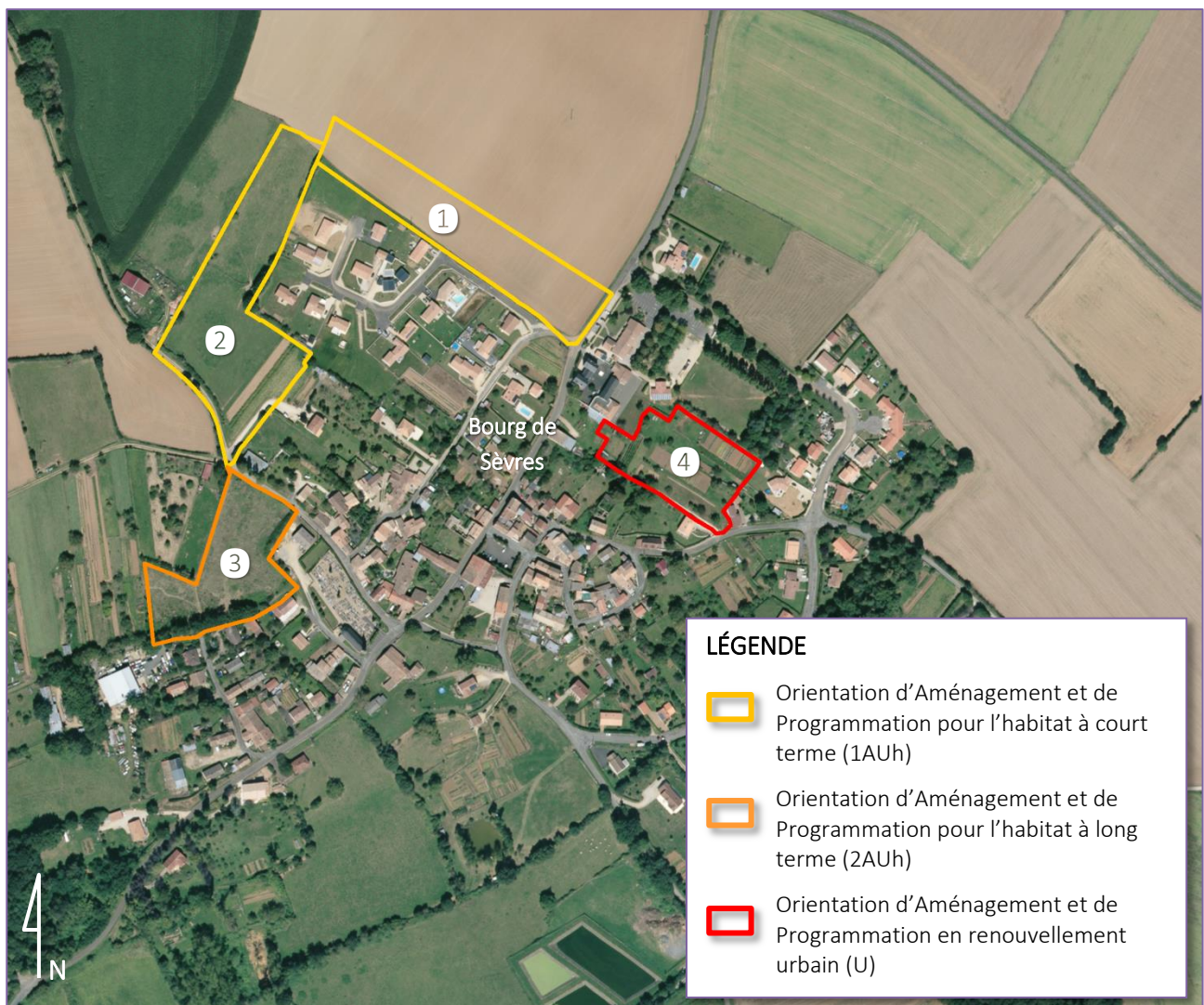
Ces objectifs sont ceux décrits ci-avant au chapitre « Mesures de réduction de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain ».

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS AUX ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le Plan Local d'Urbanisme comporte quatre Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),

- Deux en secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh » (numérotées n°1 et n°2) ;
- Une en secteur à urbaniser à long terme à vocation d'habitat « 2AUh » (numérotée n°3) ;
- Une en secteur urbain « U » (numérotée n°4).

Localisation des orientations d'aménagement et de programmation à l'échelle du Bourg de Cloué



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50 – Échelle : 1/5 000

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation fixent des grands principes d'organisation de l'espace, qui doivent être respectés dans une logique de compatibilité. La cartographie des éléments est ainsi donnée pour principe : leur réalisation est obligatoire mais leur localisation effective peut varier

géographiquement selon les contraintes d'aménagement qui seront identifiées lors des études préalables à la réalisation de l'opération.

L'objectif de ces orientations d'aménagement et de programmation est de parvenir à la bonne intégration fonctionnelle paysagère de ces nouveaux espaces bâtis aux lieux dans lesquels ils s'inscrivent.

■ COHÉRENCE DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION AVEC LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Les dispositions des Orientations d'Aménagement et de Programmation sont justifiées par la nécessité d'organiser l'accueil de nouveaux espaces d'habitat, en identifiant les espaces dédiés à leur implantation, en prévoyant l'équipement de ces zones et en prenant en compte les enjeux environnementaux. Elles découlent de la mise en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Mise en cohérence des orientations du PADD et des dispositions des OAP

Orientations du PADD	Dispositions des OAP
Protéger les éléments-support de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Choix de secteurs présentant une très faible densité d'éléments naturels et peu d'importance sur le plan des milieux naturels, en référence à la Trame verte et bleue identifiée localement et au Schéma Régional de Cohérence Écologique. - Insertion d'obligations en matière d'environnement et de cadre de vie quant à la plantation de haies, d'arbres ou d'espaces verts afin de renforcer la trame des éléments naturels au contact de ces nouveaux espaces.
Préserver la qualité du cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Insertion d'obligations en matière d'environnement et de cadre de vie quant à la plantation de haies, d'arbres ou l'aménagement d'espaces verts afin de renforcer la trame des éléments naturels au contact de ces nouveaux espaces.
Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Choix de secteurs d'accueil situés à proximité immédiate du centre-bourg pour limiter les déplacements automobiles et réduire les émissions de gaz à effet de serre.
Conforter la dynamique démographique	<ul style="list-style-type: none"> - Définition d'un ensemble de secteurs d'accueil de l'habitat permettant une croissance modérée de la population communale (+15% sur 10 ans).
Renforcer le potentiel d'accueil résidentiel	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration d'un phasage dans le temps, à court terme et à long terme, des secteurs d'OAP afin de proposer une programmation réaliste et équilibrée des nouveaux logements.
Optimiser les déplacements et conforter les équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Définition d'une obligation de liaisons piétonnes et cyclables pour les nouvelles voiries définies aux OAP afin de renforcer la trame des déplacements au sein du Bourg. - Choix de secteurs d'accueil situés à proximité immédiate du centre-bourg afin de conforter les équipements présents sur celui-ci.
Soutenir le développement des entreprises agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Définition de secteurs d'OAP limitant autant que faire se peut la consommation d'espaces agricoles afin de conserver la vocation agricole des terres à proximité.

Orientations du PADD	Dispositions des OAP
Favoriser le développement des entreprises commerciales et artisanales	- Choix de secteurs d'accueil situés à proximité immédiate du centre-bourg afin de favoriser le développement des commerces locaux.

■ COHÉRENCE DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION AVEC LES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT

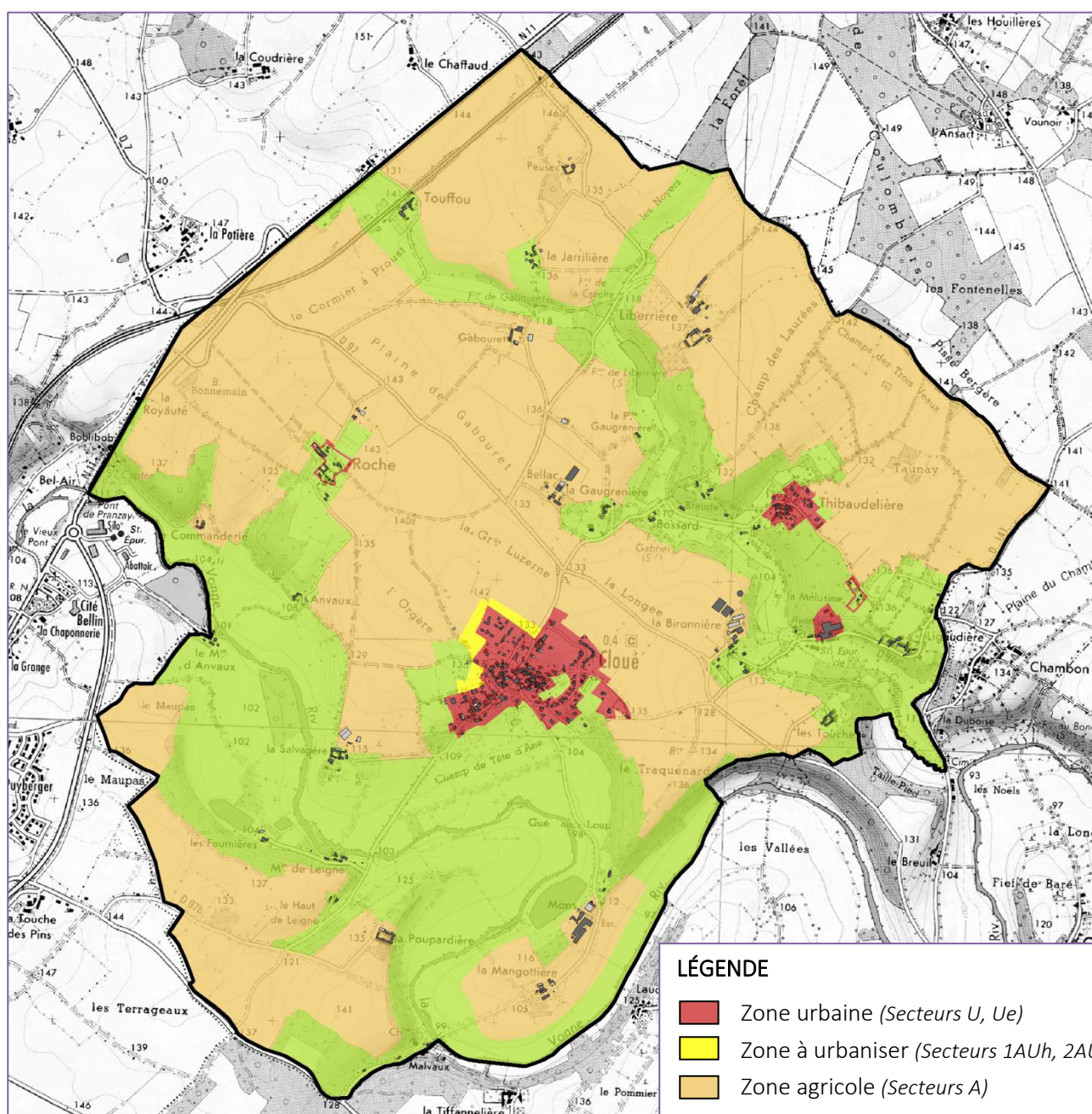
Les dispositions des Orientations d'Aménagement et de Programmation s'attachent à assurer la globalité d'ensemble du projet dans une logique de compatibilité. Elles sont ainsi complémentaires de celles de celles définies au règlement littéral pour les secteurs Urbain et À Urbaniser à vocation d'habitat, qui s'imposent dans une logique de conformité.

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS À LA DÉLIMITATION DES ZONES

■ SUPERFICIE DES ZONES ET SECTEURS

La superficie des zones et secteurs traduit réglementairement les choix arrêtés au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, de façon concrète, et s'appuie sur les principes définis aux articles L.101-1 à L.101-3 du Code de l'Urbanisme.

Emprise des différentes zones au projet de Plan Local d'Urbanisme



Source : SIG Parcours, Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, zonage du PLU - Échelle : 1/25 000

Tableau des superficies

Les valeurs ci-dessous sont données à titre informatif et sont basées sur le système de projection géographique Lambert 93. Des différences mineures peuvent être constatées avec les superficies des parcelles cadastrales calculées sur des systèmes de projection différents.

Zone	Dénomination du secteur	Lettrage	Superficie
■ ZONE URBAINE	Urbain	U	27,6 ha
	Urbain à vocation économique	Ue	2,1 ha
	Sous total		29,7 ha
■ ZONE À URBANISER	À Urbaniser à court terme à vocation d’habitat	1AUh	2,8 ha
	À Urbaniser à long terme à vocation d’habitat	2AUh	0,9 ha
	Sous total		3,7 ha
■ ZONE NATURELLE	Naturel et forestier	N	354,9 ha
	Naturel à vocation d’habitat	Nh	2,7 ha
	Naturel en zone inondable	Ni	124,4 ha
	Naturel à vocation de loisirs en zone inondable	NLi	0,6 ha
Sous total			482,6 ha
■ ZONE AGRICOLE	Agricole	A	705,0 ha
	Sous total		705,0 ha
TOTAL			1 221,0 ha

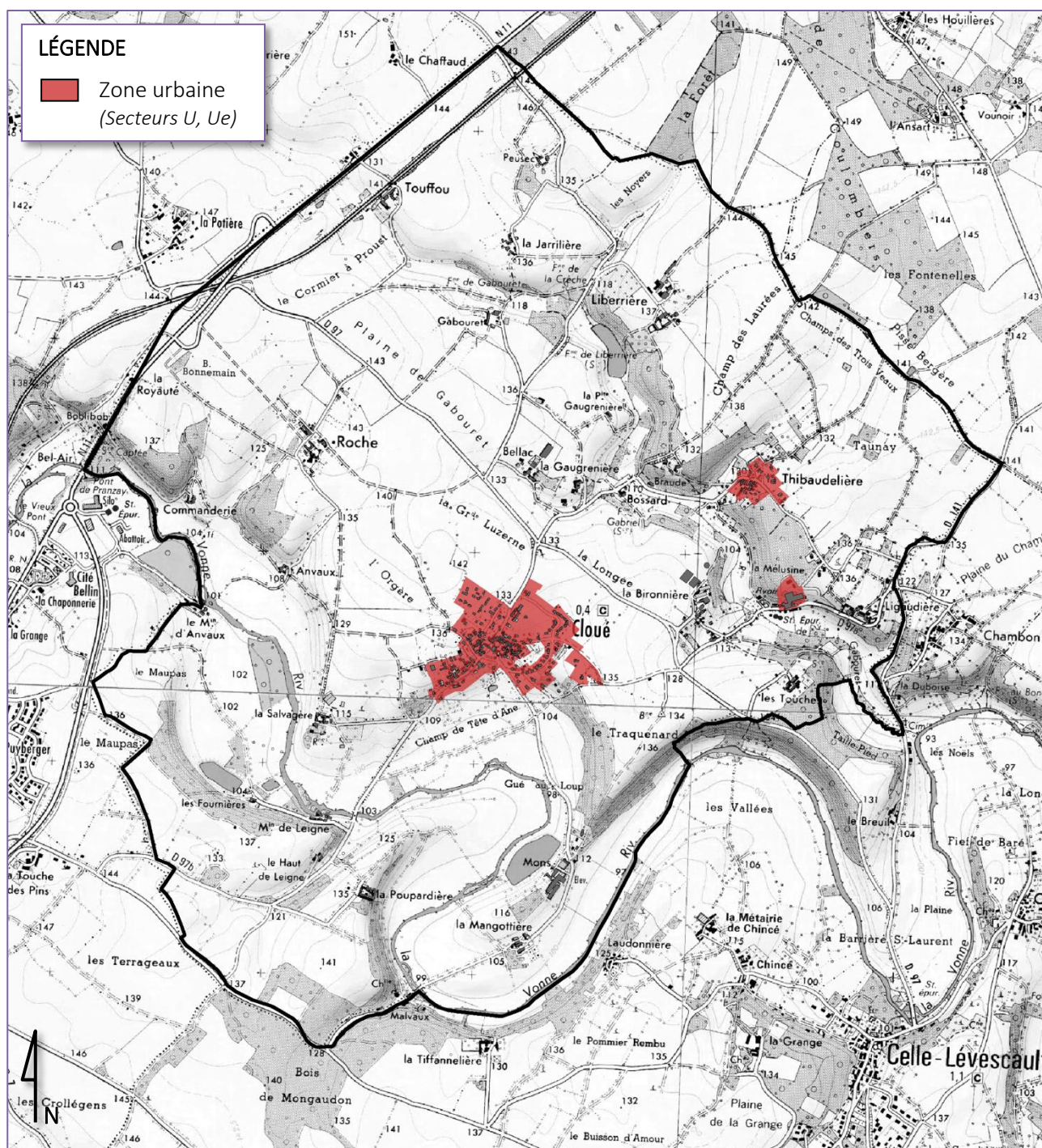
■ DÉLIMITATION DE LA ZONE URBAINE

Cadre juridique et importance dans le projet

■ Cadre juridique

La zone urbaine est annotée « U » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire déjà urbanisés et où les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Emprise de la zone urbaine sur le territoire communal



Source : SIG Parcours, Cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25, zonage du PLU – Échelle : 1/25 000

▪ Importance dans le projet

La zone urbaine couvre un total de **29,7 hectares**, soit **2,4% du territoire communal**. Elle est délimitée sur le Bourg de Cloué, sur le village de « La Thibaudelière ». Il s'agit en effet des deux seuls espaces de la commune desservis par un réseau d'assainissement collectif et bénéficiant d'un ouvrage épuratoire. Le site d'accueil d'entreprises de « La Mélusine » est également inclus dans la zone urbaine.

Afin de répondre aux différents enjeux qui concernent le territoire communal, la zone urbaine est divisée en deux secteurs qui mettent en œuvre chacun des dispositions réglementaires spécifiques. Ces secteurs sont décrits ci-après.

Le secteur urbain « U »

Ce secteur correspond au Bourg de Cloué ainsi qu'au village de « La Thibaudelière ». Comme expliqué ci-dessus, ces espaces sont desservis par un système d'assainissement collectif.

Les destinations et sous-destinations du bâti sont volontairement laissées ouvertes pour favoriser, au-delà de l'habitat, la mixité et la diversité des usages, notamment dans le cadre du tourisme (gîtes et chambres d'hôte), des activités économiques et commerciales et de l'implantation d'équipements publics.

La définition de ce secteur correspond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, à savoir :

- « Conforter la dynamique démographique ».
- « Renforcer le potentiel d'accueil résidentiel ».

La délimitation du secteur urbain « U » autour du Bourg (23,9 hectares) correspond à l'enveloppe bâtie de celui-ci, tant en ce qui concerne le bâti ancien que les extensions pavillonnaires plus récentes.

Le Bourg présente un volume intéressant de disponibilités au sein des espaces bâtis, considérées comme espaces interstitiels au projet de PLU et développées ci-avant. C'est sur le Bourg qu'est concentrée la très large majorité des espaces interstitiels portés par le projet de PLU. La majeure partie des nouvelles constructions peut ainsi être réalisée en densification du Bourg.

Au Nord-Est de la commune, le village de « La Thibaudelière » (3,7 hectares) est classé en secteur urbain « U » pour tenir compte de la présence d'un réseau d'assainissement collectif.

L'enveloppe du village est préservée pour éviter le développement diffus de l'habitat autour du village, et prévenir, vers l'Ouest, l'atteinte au contexte bocager du lieu et aux espaces naturels aux abords du *Ruisseau de Gabouret*.

Délimitation du secteur urbain « U » sur le Bourg



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/5 000

Délimitation du secteur urbain « U » sur le village de « La Tibaudelière »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/5 000

Le secteur urbain à vocation économique « Ue »

Ce secteur urbain à vocation économique « Ue » (2,1 hectares) correspond à deux secteurs.

À l'Ouest du Bourg, une entreprise de mécanique automobile est installée en retrait, à l'Ouest de la Rue de Beaulieu. Afin de permettre son fonctionnement et son développement dans le site qu'elle occupe aujourd'hui, un secteur de 0,54 hectares est classé urbain à vocation économique « Ue ».

À l'Est de la commune, le site de « La Mélusine » a accueilli une coopérative laitière depuis 1905. Le site est désormais en reconversion avec l'accueil de nouvelles entreprises. Un secteur de 1,59 hectares est classé urbain à vocation économique « Ue » pour favoriser cette dynamique.

Le secteur « Ue » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seules les constructions économiques ou nécessaires au fonctionnement des services publics peuvent être réalisées.

Délimitation du secteur urbain à vocation économique « Ue » à l'Ouest du Bourg



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/5 000

Délimitation du secteur urbain à vocation économique « Ue » au niveau du site de « La Mélusine »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/5 000

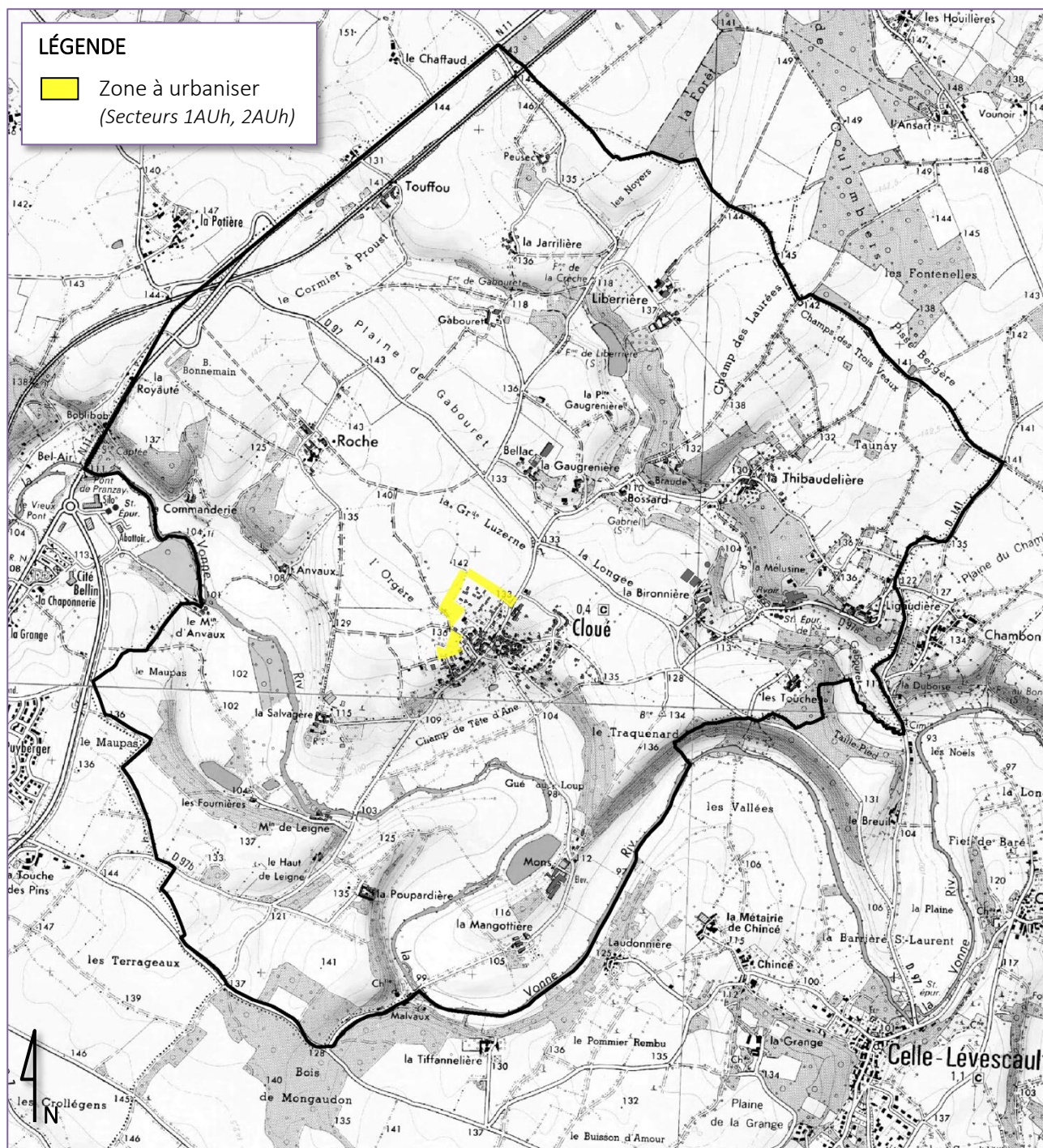
■ DÉLIMITATION DE LA ZONE À URBANISER

Cadre juridique et importance dans le projet

■ Cadre juridique

La zone à urbaniser est annotée « AU » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces définis au projet de PLU comme pouvant être urbanisés dans le cadre d'opérations d'ensemble.

Emprise de la zone à urbaniser sur le territoire communal



Source : SIG Parcours, Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, zonage du PLU – Échelle : 1/25 000

▪ Importance dans le projet

La zone à urbaniser couvre un total de **3,7 hectares**, soit **0,3% du territoire communal**.

Afin de répondre aux différents enjeux qui concernent le territoire communal, la zone à urbaniser est divisée en deux secteurs qui mettent en œuvre chacun des dispositions réglementaires spécifiques. Ces secteurs sont décrits ci-après.

Le secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh »

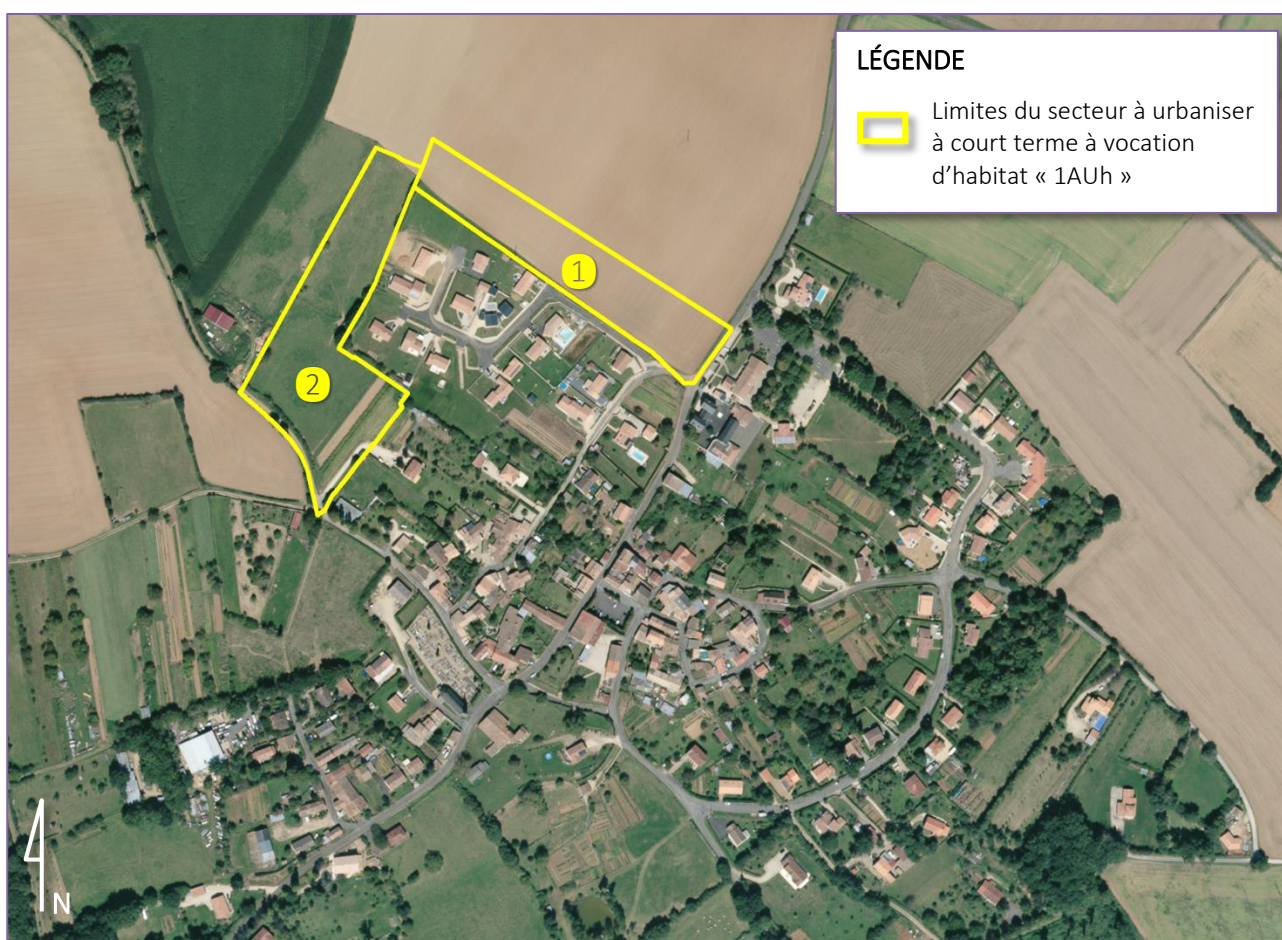
Le secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh » (2,8 hectares au total) correspond aux espaces auxquels il a été donné priorité pour le développement résidentiel de la commune. Ces espaces font tous l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation en vue d'un développement organisé.

Le secteur « 1AUh » est un secteur mixte au règlement du PLU. Les destinations et sous-destinations du bâti sont volontairement laissées ouvertes pour favoriser, au-delà de l'habitat, la mixité et la diversité des usages, notamment dans le cadre du tourisme (gîtes et chambres d'hôte), des petites activités économiques et commerciales et de l'implantation d'équipements publics.

La définition de ces secteurs « 1AUh » correspond aux orientations suivantes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, à savoir :

- « Conforter la dynamique démographique ».
- « Renforcer le potentiel d'accueil résidentiel ».

Délimitation des secteurs à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh » sur le Bourg



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/5 000

▪ Secteur du « Moulin à Vent »

Ce site, numéroté n°1 sur la cartographies précédentes, d'une surface restreinte de 1,2 hectare, est constitué d'une parcelle non bâtie en extension de l'enveloppe urbaine du Bourg de Cloué. Il se situe dans le prolongement de développements pavillonnaires récents, au Sud-Ouest, et des équipements de la Mairie, de l'école et de la salle des fêtes, au Sud-Est.

Le site fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation.

▪ Secteur de la « Rue du Treuil »

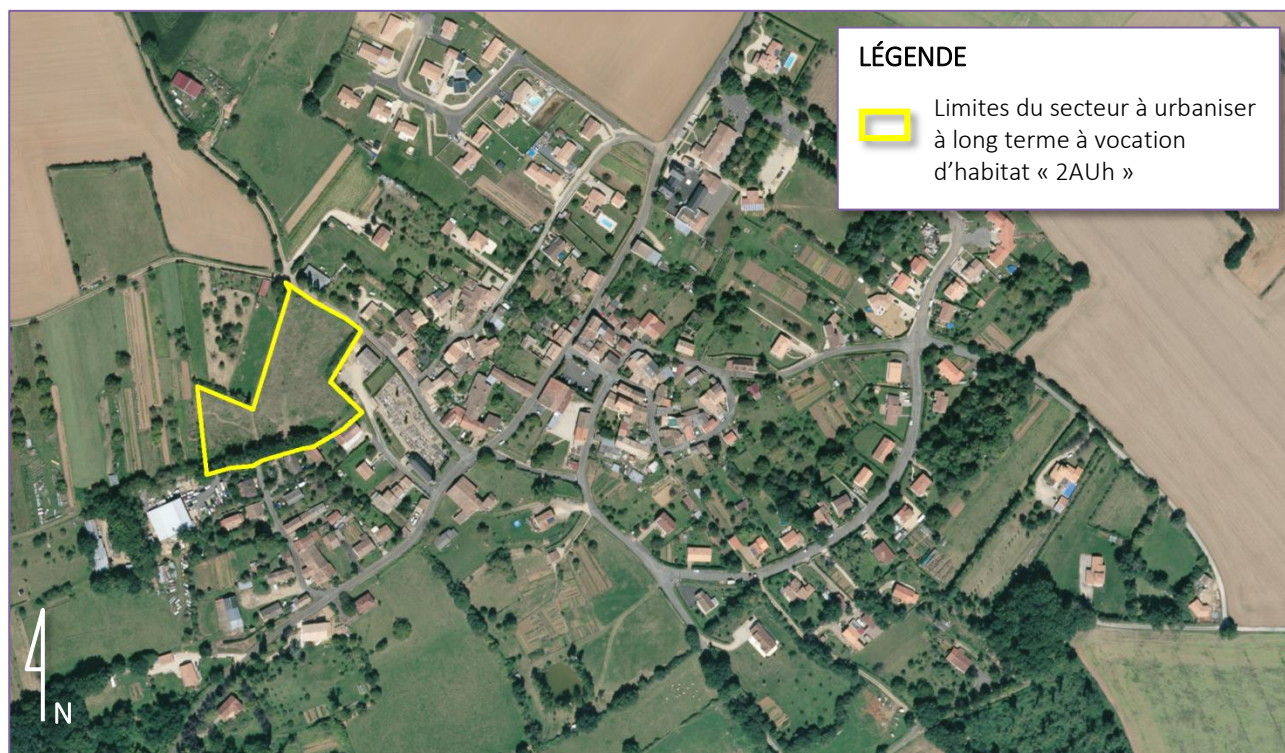
Ce site, numéroté n°2 sur la cartographies précédentes, d'une surface de 1,6 hectare, est constitué d'un ensemble de parcelles non bâties en extension de l'enveloppe urbaine du Bourg de Cloué. Il se situe dans le prolongement de développements pavillonnaires récents, au Nord-Est.

Le site fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Le secteur à urbaniser à long terme à vocation d'habitat « 2AUh »

Le secteur à urbaniser à long terme à vocation d'habitat « 2AUh » est un espace dont l'aménagement pour l'implantation d'habitat est conditionné à une modification du Plan Local d'Urbanisme ayant pour objet la transformation du secteur concerné en secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh ». L'objectif est de réguler dans le temps l'accueil de nouveaux habitants et d'éviter une consommation trop rapide du foncier affecté au développement résidentiel. L'espace concerné par ce zonage indicé sera ouvert à l'urbanisation pour répondre aux besoins en surfaces constructibles par la collectivité lorsque les secteurs « 1AUh » auront été mobilisés.

Délimitation du secteur à urbaniser à long terme à vocation d'habitat « 2AUh » sur le Bourg



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/7 500

Ce secteur, d'une surface de 0,9 hectare, se situe dans le prolongement Ouest du Bourg ancien, aux abords du cimetière.

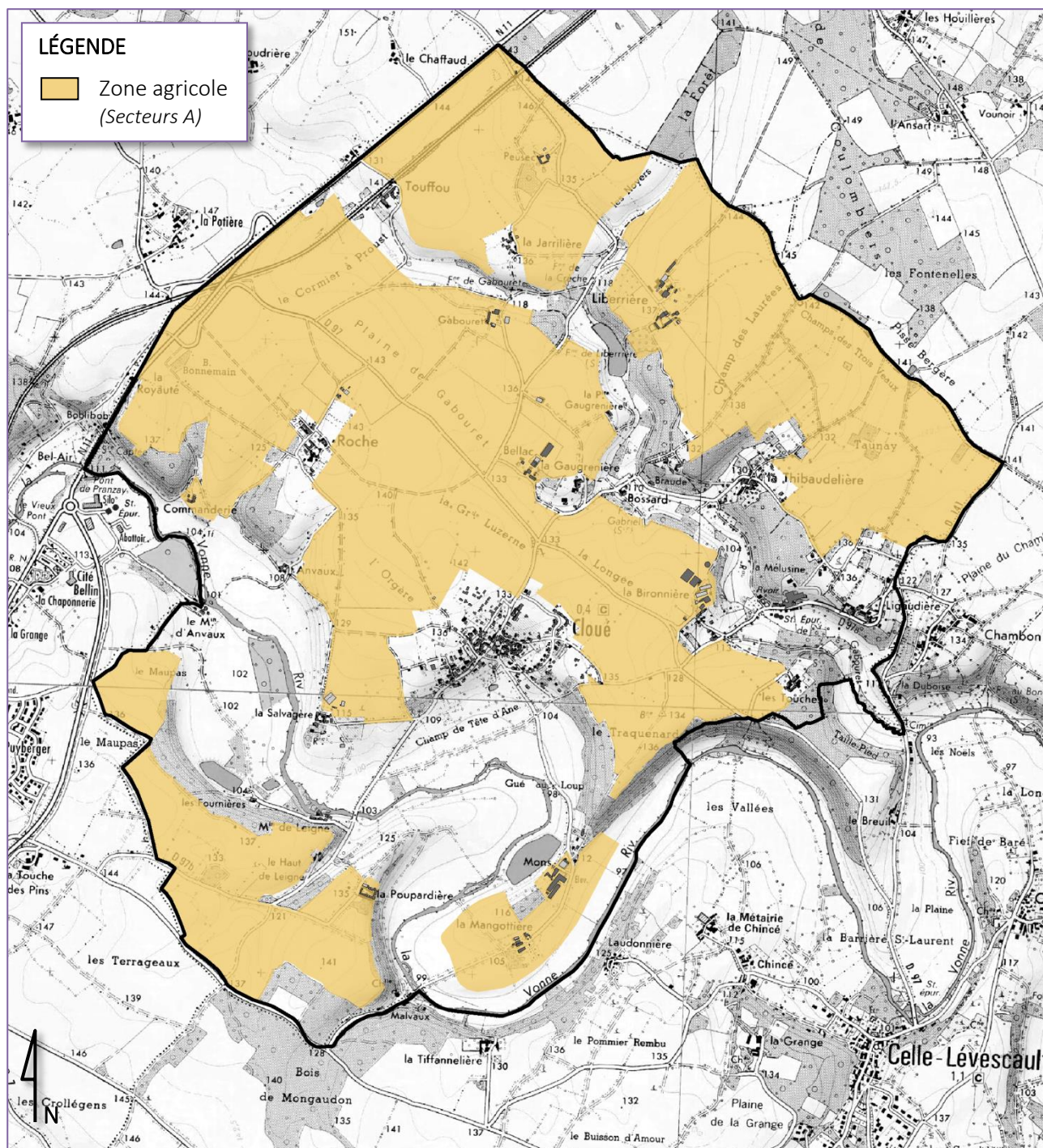
■ DÉLIMITATION DE LA ZONE AGRICOLE

Cadre juridique et importance dans le projet

- Cadre juridique

La zone agricole est annotée « A » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Emprise de la zone agricole sur le territoire communal



Source : SIG Parcours, Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, zonage du PLU – Échelle : 1/25 000

- **Importance dans le projet**

La zone agricole couvre un total de **705,0 hectares**, soit **57,8% du territoire communal**. Elle couvre la majorité des espaces non boisés et non naturels du territoire communal.

La zone agricole n'est pas subdivisée en secteurs.

La zone agricole, mais aussi la zone naturelle, portent l'enjeu du devenir des activités agricoles, mais aussi du respect de l'environnement. Une position équilibrée entre espaces naturels et agricoles a été recherchée.

Le secteur agricole «A »

La création de ce secteur répond à l'objectif du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Soutenir le développement des entreprises agricoles ». Il recouvre les aires d'activité des entreprises agricoles (bâtiments, aires de circulation et de stockage, circulation des animaux, etc.), leurs abords immédiats pour faciliter la réalisation des projets d'extension des exploitants, le cas échéant, et la vaste majorité des terres agricoles de la commune.

Ce zonage a été élaboré en étroite concertation avec l'ensemble des exploitants de la commune, tant de manière individuelle que collective. En effet, l'articulation entre urbanisme et agriculture a fait l'objet d'une attention spécifique de la part de la commune.

Le secteur « A » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seules les constructions à des fins agricoles ou sylvicoles peuvent être réalisées. Les seuls bâtiments d'habitation pouvant être réalisés sont ceux nécessaires à la pérennité et au fonctionnement de l'exploitation. Les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extension ou d'annexe dès lors que celles-ci ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

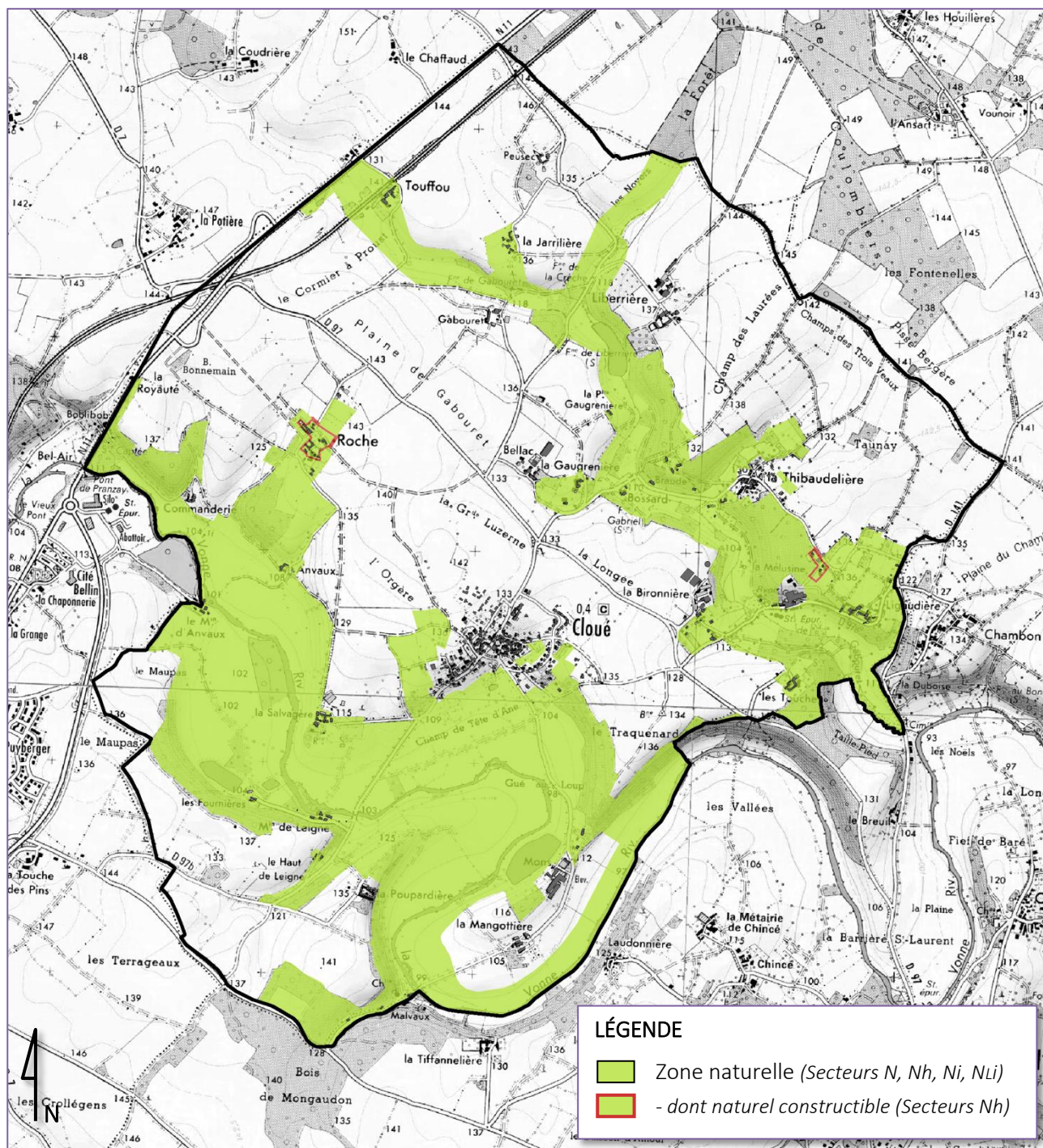
■ DÉLIMITATION DE LA ZONE NATURELLE

Cadre juridique et importance dans le projet

- Cadre juridique

La zone naturelle est annotée « N » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire à protéger en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ou, d'autre part, de leur caractère d'espaces naturels.

Emprise de la zone naturelle sur le territoire communal



Source : SIG Parcours, Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, zonage du PLU – Échelle : 1/25 000

▪ Importance dans le projet

La zone naturelle couvre un total de **482,6 hectares**, soit **39,5% du territoire communal**. Elle concerne l'ensemble des espaces présentant une richesse biologique ou environnementale spécifique, comme établi au diagnostic territorial (chapitre « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale »). Cela concerne, notamment, la vallée de *la Vonne* et celle du *Ruisseau de Gabouret*, les principaux espaces boisés de la commune et, plus généralement, les espaces les plus importants constituant un réservoir de biodiversité ou une continuité écologique au sens de l'analyse du fonctionnement de la Trame verte et bleue locale.

Afin de répondre aux différents enjeux qui concernent le territoire communal, la zone naturelle est divisée en quatre secteurs qui mettent en œuvre chacun des dispositions réglementaires spécifiques. Ces secteurs sont décrits ci-après.

Le secteur naturel « N »

La création du secteur naturel « N » permet la réalisation des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger les éléments-support de la biodiversité et « Préserver la qualité du cadre de vie ». Ce secteur répond aux enjeux environnementaux de préservation de la biodiversité grâce au maintien de la fonctionnalité du réseau écologique de la Trame verte et bleue. En ce sens, les possibilités d'aménagements et de constructions sont restreintes.

Le secteur naturel « N » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seule la rénovation des constructions existantes est admise. Les annexes et extensions des bâtiments agricoles ou d'habitations sont limitées, tant en volumétrie (limitation de l'étalement du bâti) qu'en hauteur (limitation de l'impact paysager). Les extensions ou annexes ne sont par ailleurs autorisées que dès lors qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le secteur naturel à vocation d'habitat « Nh » (STECAL)

La création de ce secteur répond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Préserver la qualité du cadre de vie » et « Conforter la dynamique démographique ».

Le secteur recouvre deux villages possédant à la fois une taille suffisante pour accueillir de l'habitat et peu de contraintes sur le plan paysager ou environnemental afin que ce développement limité de l'habitat ne soit pas préjudiciable aux objectifs du développement durable. Le secteur couvre une superficie totale de 2,7 hectares, répartis en deux sites :

- Village de « Roche » (2,0 hectares).
- Village de « La Brillièrre » (0,7 hectares).

L'enjeu est de permettre, sous le statut de Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL), l'accueil de nouvelles habitations dans le respect de la trame bâtie.

Sans pénaliser ni l'agriculture ni le respect de l'environnement, la constructibilité de ces espaces permet de diversifier le potentiel d'accueil de la commune, en complément de ce qui est proposé dans le Bourg.

Délimitation du secteur naturel à vocation d'habitat « Nh » sur le village de « Roche »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/5 000

Délimitation du secteur naturel à vocation d'habitat « Nh » sur le village de « La Brillière »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/5 000

Le secteur naturel en zone inondable « Ni »

La création du secteur naturel en zone inondable « Ni » permet la prise en compte du risque d'inondation dans la vallée de *la Vonne*, défini par Atlas des Zones Inondable (cf. chapitre « Gestion des risques, pollutions et nuisances », ci-avant). Afin de ne pas augmenter le risque pour les biens et les personnes, l'inconstructibilité est la règle sur ce secteur.

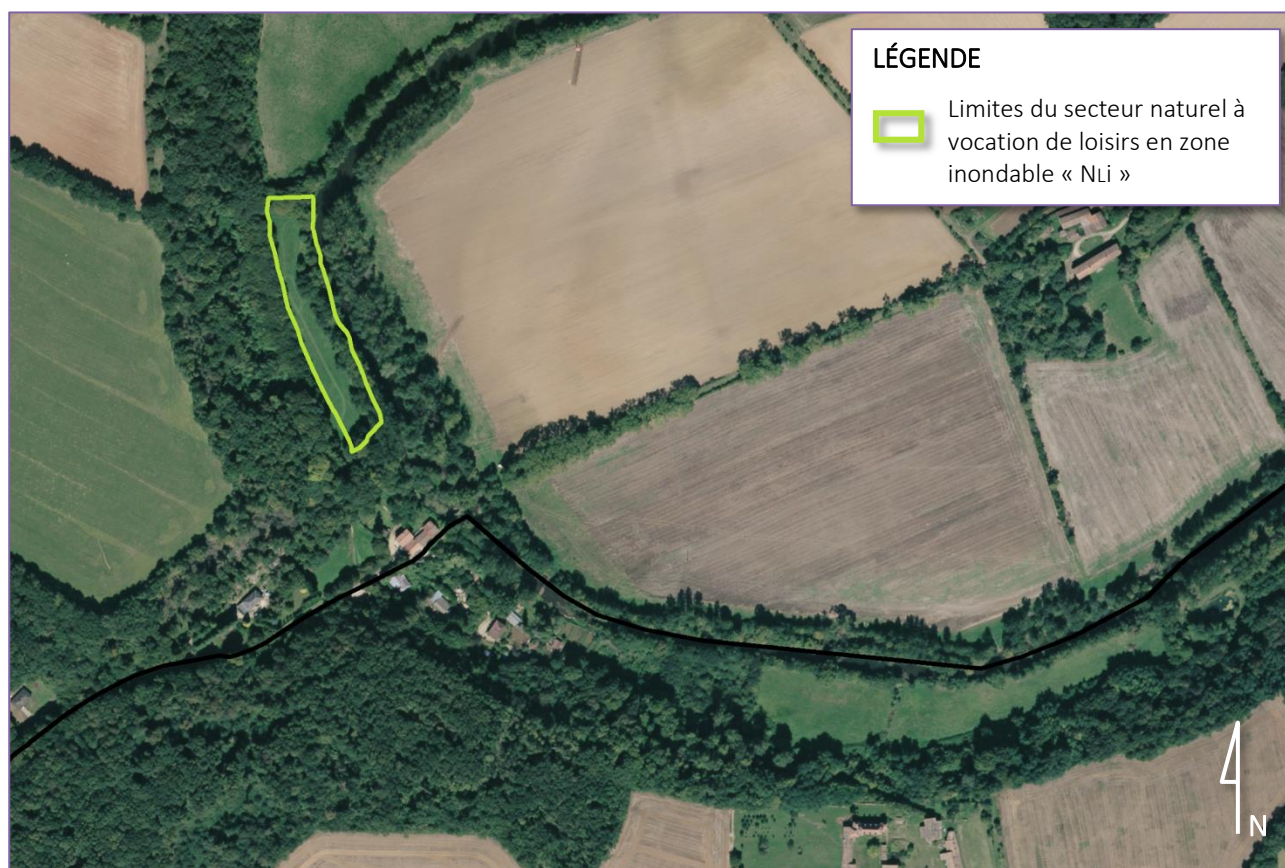
Le secteur naturel à vocation de loisirs en zone inondable « NLi »

Tout comme le secteur naturel en zone inondable « Ni », le secteur naturel à vocation de loisirs en zone inondable « NLi » est soumis au risque d'inondation dans la vallée de *la Vonne*, défini par Atlas des Zones Inondable (cf. chapitre « Gestion des risques, pollutions et nuisances », ci-avant).

Ce secteur est défini afin de permettre l'aménagement léger d'un espace touristique au bord de *la Vonne*.

Le secteur « NLi » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seuls les aménagements légers de loisirs sont autorisés, de manière limitée, tant en volumétrie (limitation de l'étalement du bâti) qu'en hauteur (limitation de l'impact paysager). Ces aménagements ne sont par ailleurs autorisés que dès lors qu'ils ne compromettent la qualité paysagère du site.

Délimitation du secteur naturel à vocation de loisirs en zone inondable « NLi »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/5 000

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS À LA RÉGLEMENTATION DU DROIT DES SOLS

■ RÉGLEMENTATION DES CONSTRUCTIONS ET ACTIVITÉS

Les articles 1 et 2 : constructions, usages de sols et activités interdits ou soumis à des conditions particulières

L'enjeu des articles 1 et 2 est d'aboutir à long terme à la constitution d'espaces cohérents où les activités humaines se développent harmonieusement, sans générer d'incidences les unes sur les autres. La réglementation mise en place a notamment pour objectif d'interdire les constructions et aménagements incompatibles avec la vocation principale des secteurs.

Au Plan Local d'Urbanisme de Cloué, les articles 1 et 2 précisent, de manière spécifique, en référence à l'article R.151-27 du Code de l'Urbanisme, quelles constructions sont interdites, autorisées ou soumises à condition.

Afin d'assurer la clarté juridique du règlement, les destinations des constructions mentionnées dans les articles 1 et 2 reprennent à l'identique les dispositions de l'article R.151-27 du Code de l'Urbanisme fixant les destinations suivantes : « 1° *Exploitation agricole et forestière* ; 2° *Habitation* ; 3° *Commerce et activités de service* ; 4° *Équipements d'intérêt collectif et services publics* ; 5° *Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire* ». Cette articulation juridique est rappelée dans les dispositions générales introduisant le document.

Article 3 - Mixité fonctionnelle et sociale

Cet article n'est pas réglementé à Cloué.

■ RÉGLEMENTATION DES CARACTÉRISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE DES CONSTRUCTIONS

Article 4 - Volumétrie et implantation des constructions

■ La volumétrie des constructions

L'objectif de cet article est de favoriser l'émergence d'un paysage bâti cohérent en encadrant les possibilités de hauteur des constructions selon des critères liés à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, et à la conservation des perspectives monumentales.

À Cloué, la règle pour la hauteur des constructions est volontairement variable et définie en référence à « l'égout du toit » ou au sommet de l'acrotère, le cas échéant.

- En secteurs urbain « U », à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh », agricole « A » et naturel à vocation d'habitat « Nh », une hauteur maximale de 6 mètres est déterminée pour les constructions à usage d'habitation, permettant la réalisation aisée de deux niveaux d'habitat.

- En secteur urbain à vocation économique « Ue », une hauteur maximale de 9 mètres est déterminée, permettant respectivement la réalisation des constructions économiques artisanales, industrielles ou tertiaires et des équipements publics.
- En secteur agricole « A », une hauteur maximale de 9 mètres est déterminée pour les constructions agricoles.
- En secteur naturel « N », afin de modérer l'impact paysager des constructions, la hauteur maximale des seules constructions autorisées (extensions et annexes au bâti existant), est limitée à 3 mètres.

Enfin, dans tous les secteurs, les ouvrages et installations nécessaires au fonctionnement des réseaux de télécommunication (pylônes des antennes-relais notamment) sont dispensés des règles de hauteur.

▪ **L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Cet article comporte trois objectifs majeurs :

- Maintenir la sécurité routière sur les voies de circulation.
- Définir un niveau de densité réel et perçu, en appliquant le principe de gestion économe des sols.
- Créer un paysage bâti cohérent en organisant l'alignement des façades.

Dans tous les secteurs, trois options sont possibles : soit un alignement sur la voie ou l'emprise publique, soit un alignement constaté sur une construction riveraine, soit un alignement à deux ou trois mètres de la voie ou de l'emprise publique, selon le type de construction, s'il n'y a pas de point d'appui.

Sur tous les secteurs, des règles d'implantation plus souples sont instituées pour les ouvrages techniques nécessaires aux réseaux d'eau et d'électricité afin de ne pas générer de contrainte pour les gestionnaires de réseaux. Ces ouvrages comportent en effet de faibles enjeux spatiaux et paysagers.

▪ **L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Cet article comporte également trois objectifs majeurs :

- Favoriser la gestion économe des sols ;
- Assurer la salubrité publique ;
- Favoriser l'efficacité énergétique des nouvelles constructions.

Dans tous les secteurs, deux options sont possibles : l'accroche sur une ou plusieurs limites séparatives selon la taille de la parcelle, mais aussi à une distance de deux ou trois mètres, selon le type de construction.

La prise en compte du principe de gestion économe des sols est à l'origine de la règle permettant l'implantation de la construction en limite séparative. L'objectif est d'économiser le foncier situé entre les constructions, et qui ne joue souvent qu'un rôle d'espace tampon pour les habitants. Cette règle permet également de favoriser l'efficacité énergétique des nouvelles constructions lorsque celles-ci sont implantées sur la même limite séparative (diminution des surfaces au froid).

La règle de recul minimum de deux ou trois mètres lorsque la construction n'est pas implantée en limite séparative est destinée à éviter la création de réduits entre les constructions, qui sont des sources potentielles d'insalubrité liées à leur mauvaise accessibilité, à l'humidité et à la mauvaise circulation de l'air.

Article 5 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des constructions

L'objectif essentiel de cet article est d'orienter la production du bâti en cohérence avec les caractéristiques architecturales locales pour préserver les paysages urbains et ruraux de Cloué. L'aspect extérieur des

constructions est ainsi réglementé en ce qui concerne les teintes des matériaux utilisés pour les murs et les pentes et matériaux des toitures afin d'assurer l'intégration des bâtiments dans leur environnement.

Le principe de réglementation des clôtures répond à l'objectif de création d'une interface harmonieuse entre l'espace privé et l'espace public, respectueuse des paysages bâtis et ruraux de Cloué.

Article 6 - Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

L'objectif de cet article est de favoriser l'émergence d'espaces privatifs qualitatifs au sein des paysages bâtis de Cloué. Le principe de préservation de la végétation existante protégée est affirmé pour les nouveaux projets de construction.

Par ailleurs, le règlement référence en annexe les essences végétales spécifiquement adaptées aux milieux et au climat de la commune.

Article 7 - Obligations imposées en matière de stationnement

L'objectif de cet article est de prévoir les capacités de stationnement adaptées aux usages. Le porteur de projet doit prévoir en ce sens un stationnement adapté aux besoins de la construction concernée, sur la parcelle d'implantation, en dehors des voies publiques, selon les modalités annexées au règlement.

■ RÉGLEMENTATION POUR LE RACCORDEMENT AUX ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX

Article 8 - Desserte par les voies publiques ou privées

L'enjeu de cet article est de conserver, voire d'améliorer, les conditions de déplacements des personnes et des marchandises sur l'espace, tout en tenant compte des problématiques de sécurité routière et de mixité des usages de la voirie.

Dans le Plan Local d'Urbanisme de Cloué, les règles mises en place répondent à un objectif essentiel de sécurité routière : les accès des nouvelles constructions et des opérations d'ensemble sur les voiries existantes ne doivent pas dégrader les conditions de circulation sur celles-ci, notamment au regard des critères de vitesse et de visibilité aux carrefours existants ou à créer.

Les règles répondent également à un enjeu d'efficacité des services publics, en disposant que les voies et accès à créer doivent permettre l'intervention des véhicules de secours et/ou des engins de collecte de déchets.

Article 9 - Desserte par les réseaux

L'enjeu de cet article est d'organiser la desserte des habitations et des activités par les réseaux publics existants, avec comme objectif essentiel le maintien de la salubrité et de l'hygiène publique. Il en découle les règles suivantes :

- Le principe de raccordement obligatoire au réseau d'eau potable existant est affirmé afin d'éviter la consommation par une partie de la population d'eau de mauvaise qualité bactériologique et chimique, issue d'un prélèvement direct dans le milieu naturel.

- Le principe de raccordement de la sortie des eaux usées à un système d'assainissement individuel ou collectif est affirmé afin de maintenir la salubrité et l'hygiène publique ainsi que la protection des milieux naturels. Une dérogation peut toutefois être accordée lorsque ce raccordement génère un coût supérieur à celui de l'installation d'un système d'assainissement individuel.
- Le raccordement à un réseau d'eaux pluviales n'est pas obligatoire. Le principe affirmé est celui d'une récupération et d'une infiltration des eaux de pluie sur la propriété du pétitionnaire. Les projets ne doivent pas altérer la quantité et la qualité des eaux de ruissellement.
- Le raccordement aux réseaux d'électricité et de téléphone n'est pas obligatoire car ces services ne sont pas considérés comme porteurs d'enjeux collectifs. Il revient au porteur de projet d'opter pour les solutions énergétiques ou de communication de son choix. Seul le principe d'intégration paysagère des nouveaux raccordements est affirmé (intégration souterraine ou en façade).

Aucune obligation de desserte par les réseaux de communication numérique n'est imposée en raison de l'inadaptation de ces règles aux caractéristiques de la commune.

■ RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS DE DESTINATION DES BÂTIMENTS

Conformément aux dispositions de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme, le règlement peut désigner en zone agricole et naturelle les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Ces bâtiments sont détournés en noir et étoilés dans les documents graphiques.

La commune ne recense pas de bâti susceptible de changer de destination.

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS AUX SERVITUDES D'URBANISME

■ LES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Le Plan Local d'Urbanisme de Cloué délimite **3 emplacements réservés** pour la création ou la modification de voies et ouvrages publics, d'installations d'intérêt général, d'espaces verts ou d'espaces nécessaires aux continuités écologiques. Les justifications de ces emplacements réservés, au regard des motifs prévus par la Loi, sont exposées dans le tableau ci-dessous.

Liste des emplacements réservés

N°	Localisation	Objet	Surface	Bénéficiaire	Justification au regard de l'article L.151-41 du code de l'Urbanisme
01	Le Bourg	Création d'un espace vert en entrée de bourg	568 m ²	Commune	Espaces verts
02	Le Bourg Rue de Beaulieu	Élargissement de la Rue de Beaulieu	135 m ²	Commune	Voies et ouvrages publics
03	« La Thibaudelière »	Mise aux normes d'un équipement épuratoire	1 941 m ²	Eaux de Vienne	Installations d'intérêt général

Les emplacements réservés n°01 et n°02 sont destinés à l'amélioration du cadre de vie, en créant une entrée de Bourg Nord de qualité et en permettant l'élargissement d'une rue afin de faciliter les transports. L'emplacement réservé n°03 est une réserve réalisée par la collectivité afin de permettre, à terme et selon un calendrier indéfini, l'installation d'un équipement épuratoire.

Les emplacements réservés sont destinés à favoriser l'acquisition par les collectivités de terrains destinés à ces opérations. Leur création permet d'éviter qu'un terrain destiné à servir d'emprise à un équipement public fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future. Cette restriction apportée à l'utilisation du sol garantit la disponibilité foncière en temps utile et aux endroits adéquats.

■ LES ÉLÉMENTS DE PAYSAGE À PROTÉGER

Pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural

■ Les chemins de randonnée

Le Plan Local d'Urbanisme de Cloué identifie et localise **23,9 kilomètres de chemins** à préserver pour des motifs d'ordre culturel et historique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Préserver la qualité du cadre de vie » et à « Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique » et sur la base du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

La protection des chemins ruraux revêt une grande importance pour l'intérêt général : ils constituent un héritage historique, sont une composante culturelle du cadre de vie, notamment pour la pratique de la petite randonnée, et constituent un atout pour le développement du tourisme vert. Ils peuvent également être le support de corridors écologiques lorsqu'ils sont bordés de linéaires végétaux. Ce patrimoine commun doit être protégé en ce sens. Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des chemins identifiés au PLU est conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. La pérennité de la continuité du cheminement est une contrainte.

▪ Les éléments de petit patrimoine

Une servitude d'urbanisme s'applique également sur les principaux éléments de patrimoine recensés dans le diagnostic territorial et non protégés au titre des monuments historiques. Ainsi, **9 ensembles architecturaux** sont classés en tant qu'élément de paysage à protéger, selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Préserver la qualité du cadre de vie ». Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des ensembles architecturaux identifiés au PLU est conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. En cas de travaux, une attention particulière devra être portée sur le maintien de l'écriture architecturale du bâti. Les démolitions ne sont envisageables qu'en regard à la salubrité et à la sécurité publiques.

▪ Les parcs et jardins

Le Plan Local d'Urbanisme de Cloué recense **1 parc ou jardin** présentant un intérêt esthétique et qui fait l'objet d'un classement en tant qu'éléments de paysage à protéger, selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit de l'espace naturel de « L'Assemblée », situé en centre-bourg de Cloué.

Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger les éléments-support de la biodiversité » et à « Préserver la qualité du cadre de vie ». Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des parcs et jardins identifiés au PLU est conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

Pour des motifs d'ordre écologique

▪ Les boisements

Le Plan Local d'Urbanisme de Cloué délimite **147,6 hectares de boisements** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger les éléments-support de la biodiversité » et à « Préserver la qualité du cadre de vie ».

Afin de répondre aux enjeux environnementaux, cette protection juridique souple concerne tous les boisements de la commune. Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'un boisement par arrachage ou dessouchage est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. En cas d'accord sur cette suppression, et en tant que mesure compensatoire, un boisement équivalent ou supérieur en surface doit être réalisé sur le territoire communal.

▪ Les haies

Le Plan Local d'Urbanisme de Cloué identifie et localise **47,3 kilomètres de haies** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement

est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger les éléments-support de la biodiversité » et à « Préserver la qualité du cadre de vie ».

La protection des haies répond à plusieurs enjeux convergents :

- Le maintien de la perméabilité écologique diffuse du territoire ;
- La préservation du cadre de vie et l'intégration paysagère des constructions ;
- Le développement du tourisme vert.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'une haie par arrachage ou dessouchage est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. En cas d'accord sur cette suppression, et en tant que mesure compensatoire, la plantation d'une haie de longueur équivalente ou supérieure doit être réalisée sur le territoire communal.

▪ Les mares

Le Plan Local d'Urbanisme de Cloué identifie et localise **6 mares** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger les éléments-support de la biodiversité ».

La protection des mares répond, là encore, à plusieurs enjeux convergents :

- Le maintien de la perméabilité écologique diffuse du territoire ;
- La préservation du cadre de vie.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'une mare par assèchement ou comblement est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. Les travaux pourront être refusés ou assortis de mesures compensatoires définies au cas par cas.

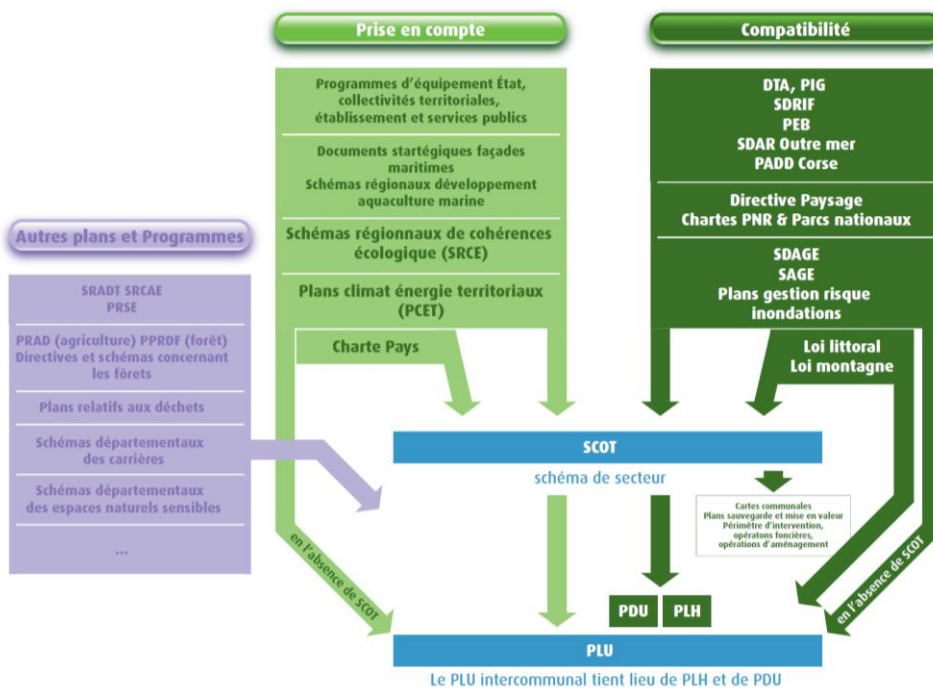
▪ Les espaces à dominante humide

Le Plan Local d'Urbanisme de Cloué délimite **107,9 hectares d'espaces à dominante humide** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger les éléments-support de la biodiversité ».

Conformément aux prescriptions du SDAGE Loire-Bretagne, tout aménagement mettant en danger ces éléments de paysage à protéger sont interdits.

À défaut d'alternative avérée, le règlement du PLU impose une recherche de minimisation des impacts des aménagements et une compensation, sous forme de restauration ou de création d'un espace équivalent sur le plan fonctionnel, paysager et écologique, sur le même bassin versant que l'unité foncière supportant l'aménagement. À défaut de compensation sur le même bassin versant ou dans l'incapacité d'obtenir les mêmes fonctionnalités paysagères ou écologiques, l'obligation de compensation portée au règlement impose alors une compensation à hauteur de 200% de l'unité foncière supportant l'aménagement, sur le même bassin versant ou sur un bassin versant différent, sur le territoire communal.

CINQUIÈME PARTIE — COMPATIBILITÉ AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES



■ OBLIGATIONS DE COMPATIBILITÉ ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME (RAPPEL RÉGLEMENTAIRE)

Article L.131-4 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;*
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la Loi n° 83-8 du 7 Janvier 1983 ;*
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L.1214-1 du Code des Transports ;*
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L.302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;*
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L.112-4.*

Article L.131-5 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L.229-26 du Code de l'Environnement.

Article L.131-7 du Code de l'Urbanisme

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article L.131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L.131-2.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers sont, si nécessaire, rendus compatibles ou les prennent en compte dans un délai de trois ans.

■ OBLIGATIONS DE COMPATIBILITÉ ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME EN L'ABSENCE DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE APPROUVÉ

Article L.131-1 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :

- 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L.172-1 ;*
- 2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;*
- 3° Le schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu à l'article L.123-1 ;*
- 4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L.4433-7 du code général des collectivités territoriales ;*

- 5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L.4424-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 - 6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L.333-1 du Code de l'Environnement ;
 - 7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L.331-3 du Code de l'Environnement ;
 - 8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-1 du Code de l'Environnement ;
 - 9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-3 du Code de l'Environnement ;
 - 10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L.566-7 du Code de l'Environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7 ;
- [...]

Article L.131-2 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

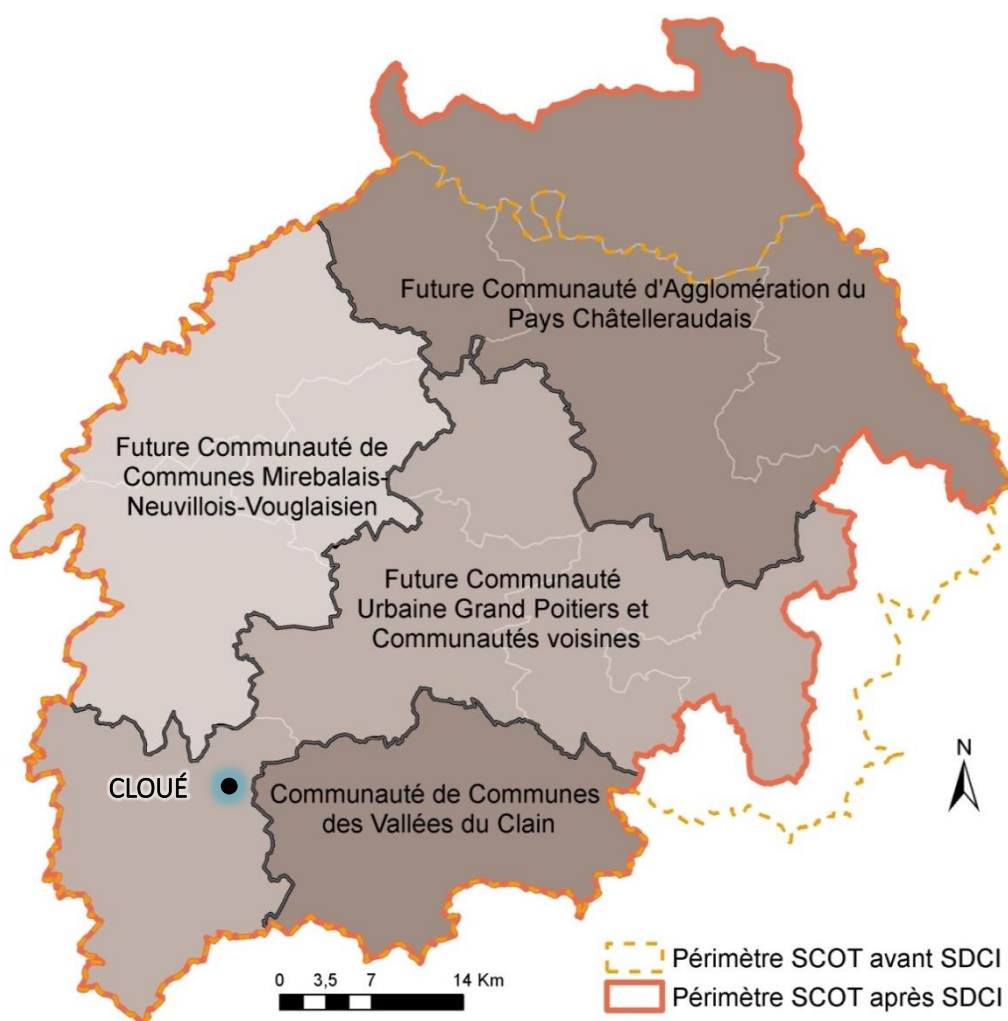
- 1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- 2° Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L.371-3 du Code de l'Environnement ;
- 3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L.923-1-1 du Code Rural et de la Pêche maritime ;
- 4° Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;
- 5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L.515-3 du Code de l'Environnement.

En l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé sur la commune de Cloué, la prise en compte des plans et programmes détaillés aux articles L.131-1 et L.131-2 du Code de l'Urbanisme est décrite ci-après.

LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT) DU SEUIL DU POITOU

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Cloué est incluse dans le périmètre arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou, animé par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou (SMASP). Le périmètre de ce SCoT a été publié par Arrêté Préfectoral en date du 22 Août 2008 (Arrêté n°2008-ATDL-SCOT-1).



Source : Site internet du SMASP, (Mars 2016)

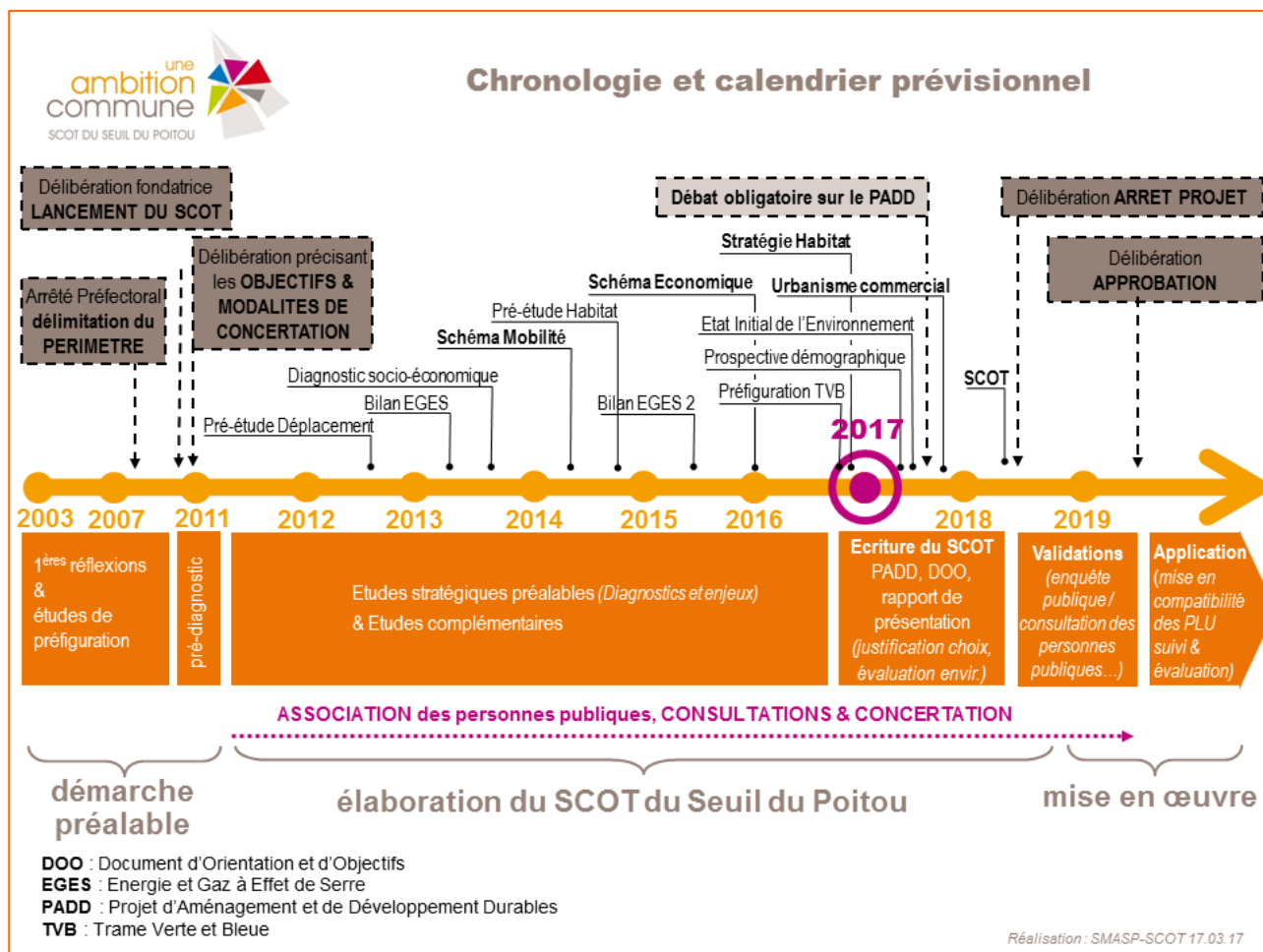
La modification du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) en Mars 2016 a entraîné une modification du périmètre du SCoT à compter de Janvier 2017 afin de tenir compte des nouvelles intercommunalités. Le SCoT couvre les agglomérations de Poitiers et Châtelleraud et, désormais, un total de 140 communes et 340 000 habitants (chiffres 2013).

Après une phase de pré-diagnostic (2011/2012) et la réalisation d'un diagnostic territorial (période 2012/2017), le SCoT est en cours d'écriture (PADD et DOO en 2017/2018), comme indiqué sur le calendrier prévisionnel suivant.

Un schéma de mobilités a été validé en 2014 et un schéma de développement et d'aménagement économique finalisé en Novembre 2015.

Parallèlement, des études complémentaires sont conduites sur les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre, sur l'état de la biodiversité et les dynamiques d'évolution associées, ou encore sur les tendances et évolutions démographiques à venir.

Calendrier prévisionnel d'élaboration du SCOT des aires urbaines de Poitiers et Châtelleraut



Source : Site internet du SMASP (Mai 2018)

Au moment de l'élaboration du PLU, seuls les grands enjeux émergents du SCOT définis lors de la phase de pré-diagnostic, sont connus. Ceux-ci s'articulent autour de trois axes :

- Axe 1 : Comment développer l'attractivité et la compétitivité du territoire ? (pilier économique)
- Axe 2 : Comment faire face aux défis environnementaux et énergétiques ? (pilier environnemental)
- Axe 3 : Comment améliorer la qualité de vie en faisant jouer la solidarité territoriale ? (pilier social)

■ COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LES PREMIERS ENJEUX DU SCOT

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SCOT du Seuil du Poitou. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

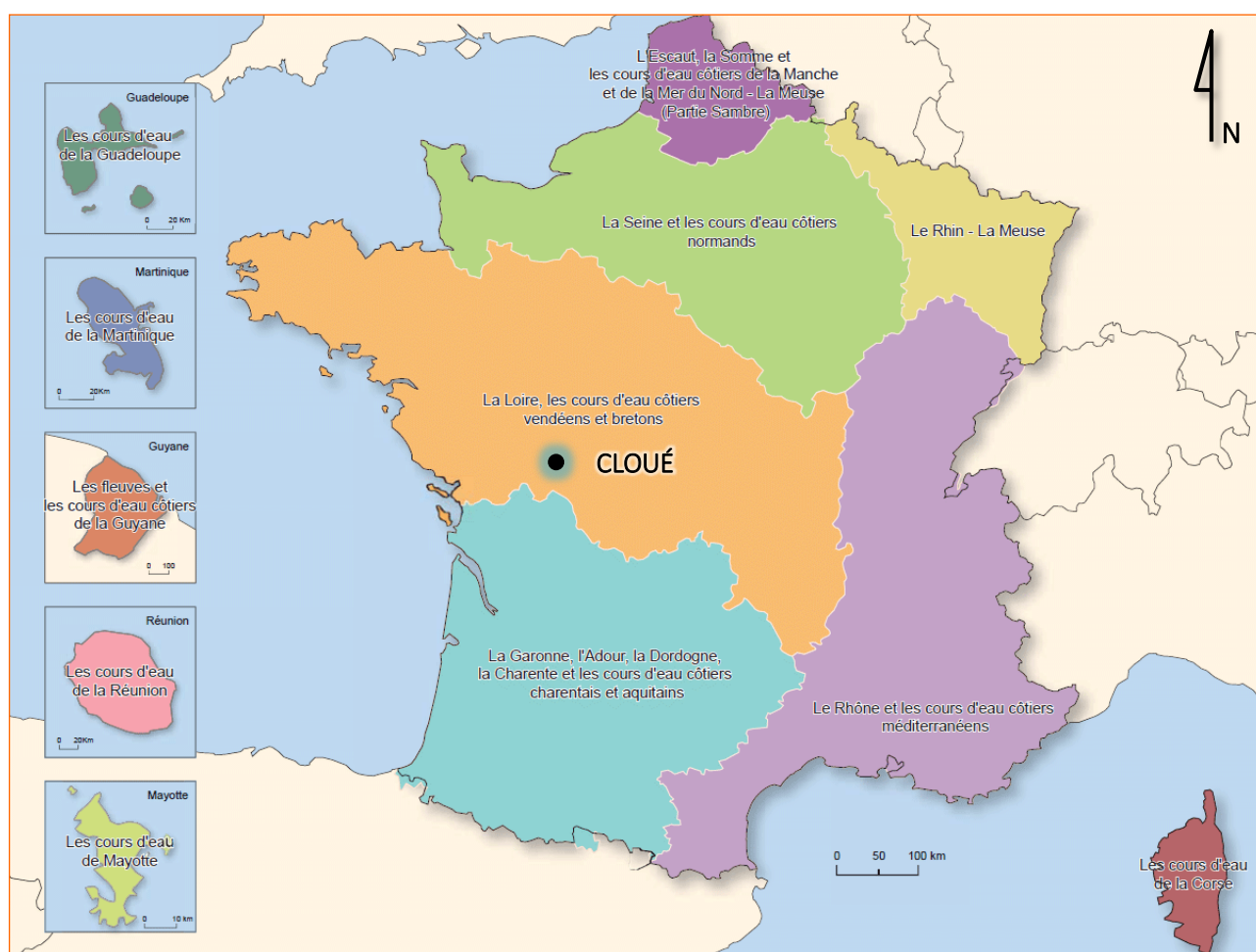
Enjeux du Schéma de Cohérence Territoriale du Seuil du Poitou	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Positionner le territoire du SCOT dans le Grand Ouest Atlantique.	Sans objet.
Saisir l'opportunité de la croissance démographique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°4 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Conforter la dynamique démographique ».
Construire une stratégie de développement économique dans une approche intégrée, au service de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie des habitants.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°8 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Favoriser le développement des entreprises commerciales et artisanales ».
Économiser l'espace et limiter l'artificialisation des sols.	Les espaces dédiés à l'urbanisation ont été retenus en priorité par reprise de vacance et mobilisation des espaces interstitiels du Bourg et des principaux villages. Les zones ouvertes à l'urbanisation sont situées en extension immédiate et limitée du Bourg, sur des secteurs entraînant une faible consommation d'espaces agricoles ou naturels. Le PLU propose une consommation d'espace très modérée (1,59 hectares) et une réduction significative des zones ouvertes à l'urbanisation de 22,50 hectares par rapport au document d'urbanisme précédent.
Préserver les ressources naturelles et les paysages.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°1 et n°2 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Protéger les éléments-support de la biodiversité » et « Préserver la qualité du cadre de vie ».
Limiter les risques et nuisances.	Le PLU intègre un diagnostic des risques et les secteurs définis comme constructibles en tiennent compte.
Favoriser l'adaptation du territoire aux changements climatiques et à la nouvelle donne énergétique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique ».
Adapter l'offre de logements aux besoins et répartir cette offre sur le territoire de manière à faciliter l'accès des habitants aux emplois et aux services.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°4 et n°5 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Conforter la dynamique démographique » et « Renforcer le potentiel d'accueil résidentiel ».
Permettre la mobilité de tous et limiter les nuisances liées à l'automobile en articulant développement urbain et réseaux de transport collectif.	Les enjeux de limitation des nuisances automobiles sont pris en compte à travers les orientations n°3 et n°6 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique » et « Optimiser les déplacements et conforter les équipements ».

Enjeux du Schéma de Cohérence Territoriale du Seuil du Poitou	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Permettre un accès facilité de tous aux services et équipements de proximité en assurant un maillage régulier du territoire en pôles de services.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°4 et n°6 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Optimiser les déplacements et conforter les équipements ».
S'organiser pour bénéficier des retombées économiques du développement de la locomotive régionale.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°8 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Favoriser le développement des entreprises commerciales et artisanales ».

LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) LOIRE- BRETAGNE

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Cloué est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, approuvé par Arrêté Préfectoral du 18 Novembre 2015.



■ COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LES ORIENTATIONS DU SDAGE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du SDAGE Loire-Bretagne. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Orientations du SDAGE Loire-Bretagne	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Repenser les aménagements de cours d'eau	Sans objet. Les cours d'eau de la commune sont intégrés à la zone naturelle et aucun aménagement n'est prévu.
Réduire la pollution par les nitrates	Hors champ réglementaire du PLU.
Réduire la pollution organique	Les ouvrages de traitement des eaux usées sont suffisamment dimensionnés et fonctionnels pour traiter les effluents supplémentaires produits par l'augmentation de la population.
Maîtriser la pollution par les pesticides	Hors champ réglementaire du PLU.
Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	Hors champ réglementaire du PLU.
Protéger la santé en protégeant l'environnement	L'objectif de protection de l'environnement est une des grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
Maîtriser les prélèvements d'eau	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver les zones humides et la biodiversité	L'étude de prélocalisation des espaces à dominante humide réalisée par la DREAL a servi de cadrage au projet d'urbanisme. Aucun secteur de développement n'est localisé dans ces espaces. Sur ce point ainsi que sur l'ensemble des éléments de biodiversité, des mesures réglementaires sont prises pour protéger une très large partie des éléments constituant la Trame verte et bleue locale.
Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver le littoral	Sans objet sur la commune.
Préserver les têtes de bassin versant	Sans objet sur la commune.
Réduire le risque d'inondation par les cours d'eau	Les zones inondables de <i>la Vonne</i> sont classées en zone naturelle. Aucun développement de l'habitat n'y est autorisé.
Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Hors champ réglementaire du PLU.
Mettre en place des outils réglementaires et financiers	Hors champ réglementaire du PLU.
Informier, sensibiliser, favoriser les échanges	Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.

LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DU CLAIN

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Cloué est intégralement située sur le bassin versant du Clain.

Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est en cours d'élaboration. Les acteurs de l'eau délibérant sur le contenu du SAGE du Clain sont représentés depuis 2010 au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE), regroupant des élus, des usagers, les services de l'État.

Le Clain, dans le périmètre arrêté par le SAGE en 2009, draine un bassin versant de 2 882 km². Le SAGE a pour objet de fixer des conditions d'utilisation, de mise en valeur, de reconquête ou de préservation des ressources en eau superficielles et souterraines, des écosystèmes aquatiques et des zones humides. Une prélocalisation des zones humides à l'échelle du SAGE est par ailleurs en cours.

L'état initial du SAGE a été validé le 29 Juin 2011 et le diagnostic validé le 12 Novembre 2012. L'élaboration d'une stratégie et la rédaction des prescriptions du SAGE est en cours. Les scénarii alternatifs ont été validés le 7 Septembre 2016.



■ COMPATIBILITÉ DU PLU AVEC LES ORIENTATIONS DU SAGE DU CLAIN

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SAGE du Clain. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Enjeux connus du SAGE du Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable	Définir les modalités de gestion de l'infra-Toarcien, diversifier les ressources	Sans objet sur la commune en l'absence de périmètre de protection de captage.
Réduction de la pollution par les nitrates et les pesticides	Établir un plan de réduction de l'usage des pesticides, limiter l'impact des eaux de drainage.	Hors champ réglementaire du PLU.
Partage de la ressource et atteinte de l'équilibre entre besoins et ressources	Économiser l'eau dans tous les usages	Hors champ réglementaire du PLU.

Enjeux connus du SAGE du Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Réduction de la pollution organique	Améliorer le fonctionnement des stations d'épuration et des réseaux, résorber les points noirs de l'assainissement non collectif.	La conformité de l'équipement épuratoire du Bourg aux réglementations est attestée (2016). Par ailleurs, l'ouvrage épuratoire de « La Thibaudelière » fait l'objet d'un projet de remise aux normes.
Maîtrise de la pollution par les substances dangereuses	Réduire l'impact des rejets d'eaux pluviales en zones urbaines	Sans objet sur la commune.
Réduction de l'aléa inondation et de la vulnérabilité des biens et des personnes	Limiter l'imperméabilisation, préserver et restaurer les zones d'expansion de crues	Sans objet sur la commune.
Restauration de la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau	Restaurer la continuité écologique, restaurer la qualité hydromorphologique des rivières.	Les zones inondables de <i>la Vonne</i> sont classées en zone naturelle. Aucun développement de l'habitat n'y est autorisé.
Restauration, préservation et gestion des zones humides et des têtes de bassin versant pour maintenir leurs fonctionnalités	Inventorier les zones humides, les préserver et les gérer.	Les espaces à dominante humide prélocalisés par la DREAL sont reportés au plan de zonage pour une meilleure prise en compte et assortis de prescriptions réglementaires en cas de confirmation de présence d'une zone humide.
Réduction de l'impact des plans d'eau, notamment en tête de bassin versant		Sans objet sur la commune.
Pérennisation du portage du SAGE, coordination et appui à la mise en œuvre des actions du SAGE	Faire émerger et/ou pérenniser les maîtrises d'ouvrages, accompagner techniquement et économiquement les acteurs.	Hors champ réglementaire du PLU.
Sensibilisation et information des acteurs de l'eau et des citoyens		Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.
Maîtrise des coûts de la gestion de l'eau		Hors champ réglementaire du PLU.

LE SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE) POITOU-CHARENTES

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

En attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la Région Nouvelle-Aquitaine, le territoire de Cloué est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014.

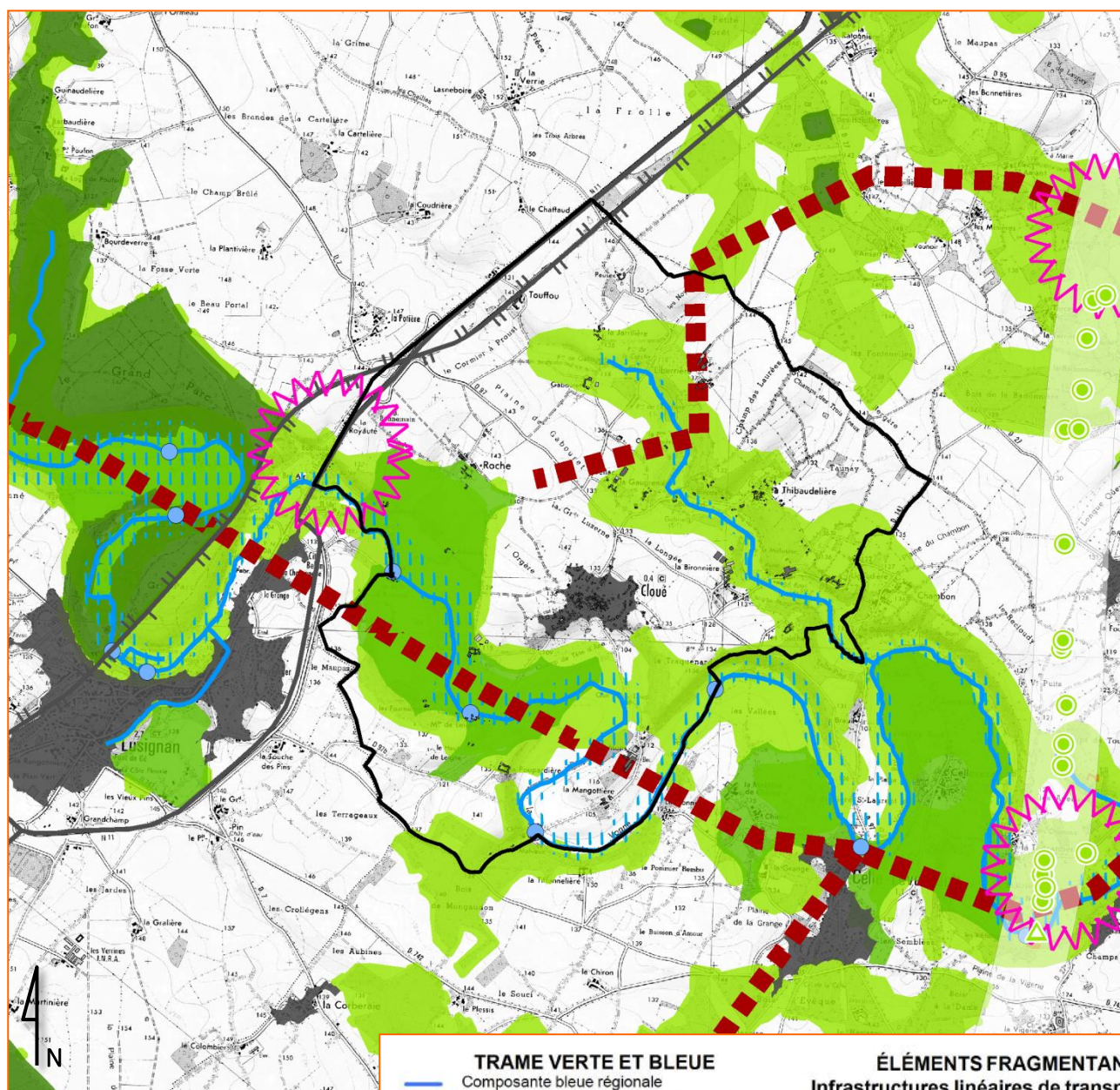
Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015. L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes.

La publication des résultats destinés à identifier la Trame verte et bleue régionale permet d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire de Cloué, qui comporte ainsi :

- **Un réservoir de biodiversité de la sous-trame « systèmes bocagers »**, repérés en vert sur la carte précédente, à l'Ouest et au Sud-Ouest du Bourg, de part et d'autre de la vallée de *la Vonne*.
- **Deux réservoirs de biodiversité de la sous-trame « milieux humides »**, correspondant aux vallonements de *la Vonne*, au sud du territoire communal, et du *Ruisseau de Gabouret*, au Nord
- **Deux corridors écologiques d'importance régionale**, l'un au niveau de la vallée de *la Vonne*, l'autre depuis le réservoir bocager à l'Ouest du Bourg, remontant vers le Nord et les espaces de corridors diffus de Marçay.
- Il est à noter que ces réservoirs de biodiversité sont compris dans des **zones de corridors diffus**, favorables au déplacement des espèces entre les réservoirs des différentes sous-trames et jouant un « rôle d'effet-lisière ».

Il convient également de noter que certains **éléments fragmentants** peuvent entrer en conflit avec les corridors écologiques reliant ces nombreux réservoirs de biodiversité. C'est le cas notamment de la RD 611 (4 860 véhicules/jour en 2015), qui marque la limite Ouest de la commune, au droit du réservoir bocager situé à l'Ouest du Bourg et à l'interface avec le réservoir de la sous-trame « forêts et landes » présent au Nord du Bourg de Lusignan.

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune et des alentours



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes
Échelle : 1/60 000

■ COMPATIBILITÉ DU PLU AVEC LES ORIENTATIONS DU SRCE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du Schéma Régional de cohérence Écologique de Poitou-Charentes. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Orientations du SRCE Poitou-Charentes	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Améliorer, organiser et capitaliser les connaissances sur les milieux naturels, les espèces et les continuités écologiques.	L'orientation n°1 du PADD a pour objectif de mieux connaître l'environnement pour mieux le protéger.
Sensibiliser et former pour prendre en compte les continuités écologiques.	L'état initial de l'environnement a permis d'apporter des connaissances supplémentaires sur les milieux naturels. L'élaboration du PLU a constitué l'opportunité de préciser les continuités écologiques régionales et de délimiter les continuités écologiques locales.
Préserver les bocages et les espaces agricoles favorables à la biodiversité.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces bocagers : 47,3 kilomètres de haies sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger.
Préserver les espaces forestiers et de landes.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces forestiers : 147,6 hectares de boisements sont inscrits en tant qu'éléments de paysage à protéger.
Préserver les pelouses sèches.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux à enjeux pour les chiroptères et les connexions aériennes.	Sans enjeux sur la commune.
Restaurer la connectivité des milieux à enjeux terrestres.	Les réservoirs de biodiversité situés à l'interface des corridors écologiques d'importance régionale sont classés en secteurs naturel.
Préserver le littoral.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les zones humides du littoral	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux humides et aquatiques.	Le PLU met en place des outils de préservation des milieux humides et aquatiques : 6 mares sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger. Les espaces à dominante humide prélocalisés par la DREAL sont reportés au plan de zonage pour une meilleure prise en compte et assortis de prescriptions réglementaires en cas de confirmation de présence d'une zone humide.
Restaurer la continuité des milieux aquatiques.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver et restaurer les connexions entre les milieux aquatiques et terrestres.	Sans enjeux sur la commune.
Améliorer la transparence des infrastructures et des ouvrages, équipements et projet d'aménagement vis à vis de la Trame Verte et Bleue.	Sans enjeux sur la commune.
Lutter contre les nuisances altérant le fonctionnement des écosystèmes.	Le PLU prend en compte l'ensemble des risques, pollutions et nuisances pouvant présenter des incidences sur l'environnement.

Orientations du SRCE Poitou-Charentes	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Préserver la nature dans les villes, les bourgs et les villages.	1 espace naturel (parcs ou jardins publics) est classé en éléments de paysage à protéger.
Assurer la connectivité des milieux dans les zones urbaines, périurbaines et rurales.	Sans enjeux sur la commune.

LES PLANS CLIMAT-ÉNERGIE TERRITORIAUX (PCET)

■ CADRE JURIDIQUE

La région, les départements, les communautés d'agglomération ainsi que les communes et les communautés de communes de plus de 50 000 habitants doivent adopter un plan climat-énergie territorial (PCET) avant le 31 Décembre 2012.

Ces documents sont un nouvel élément de planification territoriale puisqu'ils constituent les plans d'action du Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE) avec lequel ils doivent être compatibles et sont ensuite pris en compte dans les documents d'urbanisme. Ils comprennent un bilan des émissions de gaz à effet de serre et définissent des objectifs stratégiques et opérationnels tant sur l'atténuation que l'adaptation au changement climatique, un plan d'action couvrant l'ensemble du périmètre de compétence de la collectivité ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation.

Les PCET doivent respecter les dispositions fixées par les articles R.229-45 et suivants du Code de l'Environnement. Ils permettent l'émergence d'un projet territorial qui vise à :

- Améliorer l'efficacité énergétique,
- Augmenter la production d'énergie renouvelable,
- Réduire l'impact des activités en matière d'émissions de gaz à effet de serre,
- Réduire la vulnérabilité du territoire : prise en compte des évolutions climatiques dans les décisions de long terme (urbanisme, conception et exploitation d'infrastructures, gestion des risques).

En l'attente d'une refonte du PCET de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Cloué est concerné par les PCET de l'ancienne Région Poitou-Charentes et du Conseil Départemental de la Vienne.

■ CONTEXTE TERRITORIAL

Le PCET 2012/2017 du Conseil Régional Poitou-Charentes

Le PCET 2012/2017 du Conseil Régional Poitou-Charentes a été approuvé le 17 Décembre 2012.

Il définissait 48 actions à mener à l'horizon de 2017, réunies autour de 3 grands types d'actions :

I – Actions de l'institution régionale

1. Mettre en place un Budget Carbone pour mieux contrôler l'impact environnemental des actions régionales.
2. Renforcer le plan de déplacement des agents domicile-travail pour favoriser l'éco-mobilité.
3. Développer l'éco-mobilité dans le parc de véhicules de la Région Poitou-Charentes.
4. Maîtriser les consommations d'énergie dans les lycées.
5. Poursuivre la dynamique engagée par les travaux récents et programmes de rénovation en cours au niveau de la Maison de la Région.
6. Amplifier l'utilisation des clauses environnementales dans les marchés publics.
7. Participer au Réseau Grand Ouest « Commande publique et développement durable » pour améliorer l'intégration des critères du développement durable dans les marchés publics.
8. Promouvoir les circuits courts en restauration collective des lycées pour une alimentation à faible impact carbone.

II – Actions en matière d’atténuation d’émissions des gaz à effet de serre

9. Poursuivre la mise en œuvre du Schéma de formation et d’éducation à l’environnement pour faire évoluer les comportements.
10. Poursuivre la mise en place du Plan régional pour la qualité de l’air, ATMO Poitou-Charentes.
11. Poursuivre les actions d’information sur l’énergie.
12. S’appuyer sur le Schéma Régional de la Mobilité Durable pour développer l’éco-mobilité.
13. Amplifier l’usage des transports collectifs de voyageurs, dont le TER.
14. Favoriser l’usage du ferroviaire pour le transport des marchandises.
15. Promouvoir l’usage du vélo pour différents types de déplacements.
16. Développer la mobilité individuelle durable.
17. Lutter contre l’étalement urbain et l’artificialisation des sols et promouvoir un urbanisme de la proximité et des déplacements doux.
18. Réhabiliter énergétiquement le parc social existant.
19. Produire des logements neufs très performants « Effinergie + ».
20. Lutter contre la précarité énergétique avec le programme « 10 000 toitures ».
21. Maîtriser les consommations d’énergie dans les bâtiments publics.
22. Accompagner technologiquement et former les professionnels de la construction aux évolutions induites par le changement climatique.
23. Conduire les appels à projet suscités par l’Agence Régionale de l’Innovation en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique.
24. Développer la filière « carbone renouvelable ».
25. Aider la Recherche publique et les transferts technologiques pour l’Excellence environnementale et les Éco-industries.
26. Développer les démarches éco-responsables (management, écolabel, RSE, éco-produits, éco-procédés, circuits courts...) ainsi que la Responsabilité Sociétale des Entreprises et des Organisations (RSE, RSO).
27. Étendre le Contrat de mutation écologique et l’engagement des réseaux d’entreprises.
28. Poursuivre le développement du Pôle des Éco-Industries de Poitou-Charentes.
29. Promouvoir un tourisme éco-responsable.
30. Faire monter en puissance le Plan régional Énergies Renouvelables 2020.
31. Développer les énergies issues de la biomasse.
32. Valoriser les gisements en énergie éolienne.
33. Implanter les énergies solaires dans les territoires.
34. Exploiter les énergies marines.
35. Soutenir les projets durables des partenaires sur le territoire régional par la politique contractuelle de la Région (CRDD et FRIL).
36. Utiliser le levier des Contrat Locaux Initiative Climat pour mobiliser les partenaires du territoire régional.
37. Mettre en place le Programme éclairage public.

III – Actions en matière d’adaptation au changement climatique

38. Favoriser l’Agriculture Biologique et l’agriculture durable.
39. Encourager les cultures marines durables.
40. Mobiliser le potentiel forestier régional.
41. Développer les jardins potagers collectifs.
42. Améliorer la qualité de la ressource en eau.
43. Économiser la ressource en eau.
44. Poursuivre la mise en œuvre du Plan régional biodiversité 2010/2015.
45. Enrichir les Trames Verte et Bleue.
46. Poursuivre le Plan de reconquête des paysages régionaux.
47. Protéger le littoral et prévenir les risques de submersion.
48. L’Observatoire Régional de l’Énergie et des Gaz à Effet de Serre (OREGES).

La compatibilité du Plan Local d’Urbanisme est évaluée de manière positive et de façon globale avec le PCET de l’ancien Conseil Régional Poitou-Charentes, sans prétendre à une exhaustivité sur l’ensemble des mesures dont la plupart sont en rapport avec l’institution régionale en elle-même.

LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

■ LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

La commune de Cloué ne se situe pas dans un Territoire à Risque d'Inondation (TRI) identifié au PGRI. De ce fait, la mise en place d'une SLGRI (Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation) n'est pas nécessaire. Néanmoins, le PLU est compatible avec les orientations générales du PGRI. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Objectifs du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne	Réponse à ces enjeux dans le plan local d'urbanisme
Objectif n°1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines	Les zones inondables de <i>la Vonne</i> sont classées en zone naturelle. Aucun développement de l'habitat n'y est autorisé.
Objectif n°2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque	
Objectif n°3 : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable	
Objectif n°4 : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale	
Objectif n°5 : Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation	
Objectif n°6 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale	

■ LE SCHÉMA DE MISE EN VALEUR DE LA MER (SMVM)

La commune de Cloué n'est pas concernée un Schéma de Mise en Valeur de la Mer.

■ LE PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS (PDU)

La commune de Cloué n'est pas située dans le périmètre d'un Plan de Déplacements Urbains.

■ LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

La commune de Cloué n'est pas située dans le périmètre d'un Plan Local de l'Habitat en vigueur.
Une démarche d'élaboration a été entamée à l'échelle de Grand Poitiers Communauté urbaine.

■ LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ZONES DE BRUIT DES AÉRODROMES

La commune de Cloué n'est pas concernée par les dispositions relatives aux zones de bruit (Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Poitiers-Biard).

■ DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU LITTORAL ET AUX ZONES DE MONTAGNE

La commune de Cloué n'est pas concernée par les dispositions relevant d'une Directive Territoriale d'Aménagement.

■ SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET)

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, introduit le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Ce document est la fusion des plans et schémas suivants :

- Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE).
- Schéma Régional Transport Intermodalité (SRTI).
- Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le SRADDET Nouvelle Aquitaine n'a pas encore été élaboré.

■ CHARTE DE PARC NATUREL RÉGIONAL, CHARTE DE PARC NATIONAL

La commune de Cloué n'est pas incluse dans un périmètre de Parc National ou de Parc Naturel Régional.

■ SCHÉMA RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE MARINE (SRDAM)

La commune de Cloué n'est pas concernée par les dispositions relevant d'un Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine.

■ PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENT DE L'ÉTAT, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES PUBLICS

Il n'y a pas de programme d'équipement de l'état, des collectivités territoriales et des établissements et services publics en cours sur la commune de Cloué.

■ SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES

La Loi n°93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières a introduit dans son article 8 l'obligation d'élaborer un Schéma Départemental des Carrières. Le Décret n°94-603 du 11 Juillet 1994 en a précisé le contenu et les modalités d'élaboration.

Dans la Vienne, le Schéma Départemental des Carrières a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°99-D2/B3-206 du 09 Juin 1999.

Par application de l'article L.515-3 du Code de l'Environnement, un Schéma Régional des Carrières devra être adopté dans un délai de 5 ans à compter du 1^{er} Janvier 2015.

Sur le territoire de la commune de Cloué, il n'y a pas de carrière en activité.

■ LE PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT (PRSE 3) NOUVELLE-AQUITAINE

Au niveau régional, le PRSE 3 Nouvelle Aquitaine a été signé le 11 Juillet 2017 par le Préfet de Région Nouvelle-Aquitaine, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et le Président du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine. Le plan couvre la période 2017/2021.

Le PLU est compatible avec les orientations générales du PRSE 3. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Objectifs stratégiques du PRSE 3	Actions	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
1. Agir sur les pesticides et les risques émergents ou qui progressent	1. Contribuer à l'amélioration des connaissances sur les pesticides et à leur diffusion	Hors champ réglementaire du PLU.
	2. Mettre en place une stratégie de réduction des expositions aux pesticides	
	3. Améliorer et intensifier l'information sur la lutte contre la prolifération du moustique tigre	
	4. Intensifier l'information sur les risques allergiques liés aux pollens	
	5. Promouvoir et accompagner le dispositif national mis en place pour limiter l'extension de l'ambroisie	

Objectifs stratégiques du PRSE 3	Actions	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
	6. Faire progresser les connaissances sur les risques émergents : perturbateurs endocriniens et nanomatériaux	
	7. Accompagner l'évolution des comportements et des pratiques en matière de réduction des expositions aux ondes électromagnétiques	
2. Promouvoir un environnement favorable à la santé et adapté aux caractéristiques des territoires	8. Renforcer la prise en compte des composantes santé environnement dans les décisions publiques	La prise en compte des composantes santé et environnement est assurée à travers l'analyse de compatibilité avec le PLU.
	9. Caractériser les inégalités environnementales de santé	Hors champ réglementaire du PLU.
	10. Agir avec une approche globale et intégrée pour l'amélioration de l'air intérieur dans l'habitat	
3. Améliorer la qualité de l'eau potable et l'accès à une alimentation saine et durable	11. Agir sur la ressource en amont pour améliorer la qualité et la fiabilité de l'eau potable	Ces enjeux sont pris en compte à travers l'orientation n°2 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Protéger la ressource en eau ».
	12. Inciter les personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau à mettre en œuvre des Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE)	Hors champ réglementaire du PLU.
	13. Favoriser l'accès pour tous à une alimentation saine et durable	
4. Protéger la santé des femmes enceintes, des jeunes enfants et des jeunes	14. Former et outiller les professionnels de la périnatalité	Hors champ réglementaire du PLU.
	15. Sensibiliser les élus et les personnels des établissements accueillant de jeunes enfants	
	16. Prévenir les risques auditifs chez les jeunes de façon coordonnée et harmonisée en Nouvelle-Aquitaine	
5. Permettre à chacun d'être acteur de sa santé	17. Développer la formation en santé environnement des professionnels de santé	Hors champ réglementaire du PLU.
	18. Mobiliser les relais de proximité pour la diffusion d'informations santé environnement fiables, ciblées et accessibles à la population	
	19. Adapter le portail santé environnement aux besoins des acteurs et des territoires de Nouvelle-Aquitaine	
	20. Sensibiliser les jeunes adultes pour une meilleure prise en compte de la santé environnementale dans leur quotidien	
	21. Sensibiliser à la santé environnementale les enfants de 7/11 ans	

LEXIQUE

LEXIQUE DES TERMES EMPLOYÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
ADMR	Aide à Domicile en Milieu Rural
ALSH	Accueil de Loisirs Sans Hébergement
ALUR	Loi pour « l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové »
AOC	Appellation d'Origine Contrôlée
AOP	Appellation d'Origine Protégée
AOT	Autorité Organisatrice des Transports
ARCEP	Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes
ARS	Agence Régionale de Santé
ATHEBA	Amélioration THERmique du Bâti Ancien
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CLE	Commission Locale de l'Eau
CNPE	Centre Nucléaire de Production d'Électricité
CREN	Conservatoire Régional des Espaces Naturels
CRPF	Centre Régional de la Propriété Forestière
DDT	Direction Départementale des Territoires
DGFIP	Direction Générale des Finances Publiques
DICRIM	Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs
DOCOB	DOcument d'OBJectifs (Natura 2000)
DRAC	Direction Régionale des Affaires Culturelles
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DTA	Directive Territoriale d'Aménagement
EBC	Espace Boisé Classé
ECPP	Eaux Claires Parasites Permanentes
EHPAD	Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
ENE	Loi portant « Engagement National pour l'Environnement »
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
EPP	Élément de Paysage à Protéger
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
ISDI	Installation de Stockage de Déchets Inertes
FEADER	Fonds Européen Agricole de Développement Rural
FEAGA	Fonds Européen Agricole de Garantie
IFN	Inventaire Forestier National
IGN	Institut National de l'information Géographique et forestière
IGP	Indication Géographique Protégée
INPN	Inventaire National du Patrimoine Naturel
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
IRSN	Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire
ISDI	Installation de Stockage de Déchets Inertes
MAEC	Mesure Agro-Environnementale et Climatique
MAFPA	Maison d'Accueil Familiale pour Personnes Âgées
NOTRe	Loi portant « Nouvelle Organisation Territoriale de la République »
OAP	Orientation d'Aménagement et de Programmation
OCLT	Objectif de Conservation à Long Terme (Natura 2000)
ODD	Objectif de Développement Durable (Natura 2000)
OIE	Office International de l'Eau
ONEMA	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
ONF	Office National des Forêts
OPAH	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
PAC	Politique Agricole Commune

PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durables
PAEC	Projet Agro-Environnemental et Climatique
PAGD	Plan d'Action et de Gestion Durable de la ressource en eau
PCET	Plan Climat-Énergie Territorial
PCS	Plan Communal de Sauvegarde
PDAHI	Plan Départemental d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion
PDALPD	Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées
PDEDMA	Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (voir PDPGDND)
PDGDBTP	Plan Département de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics)
PDIPR	Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée
PDPFCI	Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie
PDPGDND	Plan Département de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux)
PDR	Programme de Développement Rural
PDU	Plan de Déplacements Urbains
PGD	Plan Global de Déplacements
PGRI	Plan de Gestion des Risques d'Inondation
PGSSE	Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau
PLALHPD	Plan Local d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
PLH	Programme Local de l'Habitat
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PMPOA	Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole
PNPRS	Plan National de Prévention du Risque Sismique
PNSE	Plan National Santé Environnement
PPE	Périmètre de Protection Éloignée (captage d'eau potable)
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PPR	Périmètre de Protection Rapprochée (captage d'eau potable)
PPRi	Plan de Prévention des Risques d'inondation
PPRn	Plan de Prévention des Risques naturels
PPRt	Plan de Prévention des Risques technologiques
PRPGD	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets
PRSE	Plan Régional Santé Environnement
PTZ	Prêt à Taux Zéro
PUP	Projet Urbain Partenarial
RCT	Loi portant « Réforme des Collectivités Territoriales »
RGA	Recensement Général Agricole
RPG	Référentiel Parcellaire Graphique
RSD	Règlement Sanitaire Départemental
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SANDRE	Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau
SAU	Surface Agricole Utilisée
SCORAN	Stratégie de COhérence Régionale d'Aménagement Numérique
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDAGV	Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage
SDC	Schéma Départemental des Carrières
SDCI	Schéma Départemental de Coopération Intercommunale
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SDTAN	Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique
SIE	Surface d'Intérêt Écologique
SIVOS	Syndicat Intercommunal à VOcation Scolaire
SLGRI	Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation
SNGRI	Stratégie Nationale de Gestion du Risque d'Inondation
SMVM	Schéma de Mise en Valeur de la Mer
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
SRC	Schéma Régional des Carrières
SRCAE	Schéma Régional « Climat, Air, Énergie »
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Écologique
SRDAM	Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine
SRE	Schéma Régional Éolien
SRI	Schéma Régional de l'Intermodalité

SRU	Loi « Solidarité et Renouvellement Urbain »
STECAL	Secteur de Taille Et de Capacité d’Accueil Limitées
TRI	Territoire à Risque d’Inondation
UDI	Unité de DIstribution (eau potable)
ZICO	Zone d’Intérêt pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF	Zone Naturelle d’Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique
ZPS	Zone de Protection Spéciale (Natura 2000)
ZRE	Zone de Répartition des Eaux
ZSC	Zone Spéciale de Conservation